

LE DÉBAT SUR L'AVORTEMENT

- La chute de la natalité n'est pas liée directement à la loi de 1975, affirme le directeur de l'INED.
- Lire pages 18 à 19 nos informations, la suite de notre enquête sur « L'AVORTEMENT DANS LE MONDE » et le « Point de vue » de Roger-Gérard Schwartz sur « LIBERTÉS D'EUROPE ».

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 1,80 m.; Allemagne, 1,30 DM; Autriche, 13 sch.; Belgique, 15 fr.; Canada, 3,50 \$; Côte d'Ivoire, 225 F CFA; Danemark, 4 kr.; Espagne, 30 pes.; Grèce, 30 dr.; Israël, 30 n.; Italie, 300 l.; Liban, 275 p.; Luxembourg, 15 fr.; Norvège, 3,50 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 27 esc.; Roumanie, 180 F RFA; Suède, 3 kr.; Suisse, 1,20 fr.; U.S.A., 85 cts; Yéménite, 25 din.

Tarif des abonnements page 22
5, RUE DES ITALIENS
75221 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4307-23 Paris
Tél. Paris n° 65072
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le cabinet Demirel est investi à Ankara

Le nouveau gouvernement turc, formé par M. Süleyman Demirel, a été investi le 25 novembre à l'Assemblée nationale par 229 voix contre 206 et 1 abstention. Neuf députés étaient absents. C'est la conclusion, sans doute temporaire, d'une crise qu'avaient déclenchée les élections sénatoriales partielles du 14 octobre, où M. Bülent Ecevit, alors premier ministre, avait vu ses amis du Parti républicain du peuple perdre onze sièges, alors que le Parti de la justice de M. Demirel en gagnait quinze.

Le verdict du corps électoral sanctionnait l'échec de la politique appliquée par M. Ecevit depuis janvier 1978 : loin de juguler le terrorisme, même avec la proclamation de l'état d'urgence, elle n'a pu empêcher son développement. Rien n'étant venu atténuer la crise économique, les conditions posées aux concours financiers de la Banque internationale et des alliés de la Turquie supposaient un changement de tactique et d'hommes.

M. Demirel paraît avoir modifié ses propres orientations en accentuant l'empirisme et la modération de sa politique de centre droit. Il a formé une équipe de gouvernement homogène, composée de technocrates qui, dans la mesure où ils sont connus, proviennent de l'entourage de l'ancien premier ministre Menekci, toujours considéré comme un martyr par l'opinion publique depuis son exécution en 1961. Les deux formations de droite et d'extrême droite, le Parti du salut national (nationalist) et le Parti du mouvement nationaliste de l'ex-colonel Turkes, se contenteront en effet de soutenir le cabinet Demirel sans y participer. Ce qui ne signifie pas qu'ils sont sans moyens d'influence : sans eux, il n'y a pas de majorité parlementaire.

Renforcement des mesures de sécurité, relance de la libre entreprise, révolution agricole, « nettoyage de l'éducation nationale », sont les têtes de chapitre d'un programme que M. Demirel pourra plus aisément promouvoir par décret que s'il avait dû surcharger ce point marchandé avec ses alliés. Mais, selon tous les prévisions, il procédera à de larges mutations au poste-clé de l'administration, remettant ainsi en place des hommes de M. Erbakan et de M. Turkes, mieux en mesure d'exercer discrètement une action en profondeur.

En politique étrangère, le nouveau premier ministre a affirmé son souci de ne pas courir d'aventures, ce qui a été aussitôt interprété comme l'annonce d'un rapprochement avec les États-Unis et une prise de distance à l'égard de l'Union soviétique. C'est, bien entendu, en fonction des relations gréco-turques qu'il adopte cette orientation. La chance d'une vraie détente entre les deux voisins existait lorsque M. Ecevit devint l'interlocuteur de M. Caramanlis elle passa lorsqu'il apparut qu'il était trop fragile pour se départir d'un nationalisme rigide. Ce n'est certes pas M. Demirel qui atténuera des positions intransigeantes tant sur le destin de Chypre que sur celui du plateau continental de la mer Égée. Athènes a réagi avec inquiétude à ce chapitre de sa déclaration gouvernementale, que l'ensemble de la presse a qualifiée de « provocation ».

La Turquie est incontestablement dans une situation géopolitique plus difficile que jamais, à la charnière des deux blocs, asphyxiée par la déroute économique, en proie à la menace de déstabilisation interne qui viserait les minorités kurdes et musulmanes pratiquantes. Il est significatif que M. Demirel ait invoqué la mémoire et l'héritage d'Atatürk. Mais suffit-il d'un nom prestigieux pour affronter des problèmes qui ont profondément changé ?

(Le Monde a publié le 14 novembre la liste du nouveau gouvernement.)

La rencontre franco-espagnole

M. Adolfo Suarez veut hâter l'entrée de son pays dans le Marché commun

M. Adolfo Suarez est arrivé ce lundi 26 novembre à midi à Paris pour une visite officielle de deux jours. Le président du gouvernement espagnol est accompagné de cinq ministres : MM. Marcelino Oreja (affaires étrangères), Rafael Calvo Ortega (travail), Jaime de Eslava (agriculture), Juan Antonio García Díez (commerce) et Leopoldo Calvo-Sotelo (relations avec les Communautés européennes).

Après un déjeuner avec M. Giscard d'Estaing, M. Suarez doit s'entretenir en tête à tête avec M. Raymond Barre. Le chef du gouvernement de Madrid participera mardi à une réunion élargie à Matignon, puis s'entretiendra avec des représentants de la communauté espagnole en France avant de prendre l'avion en fin d'après-midi pour Madrid.

Le principal dossier de cette visite est celui de l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. Il s'agit, selon la formule d'un porte-parole espagnol, de « clouer l'Espagne à l'Europe ». Malgré la position de principe favorable de la France, des difficultés ont surgi ces derniers mois à ce sujet entre les deux pays. Le séjour de M. Suarez devrait permettre, d'autre part, de dissiper certains malentendus à propos du terrorisme basque.

De notre correspondant

Madrid. — M. Adolfo Suarez arrive avec un an de retard au rendez-vous qui avait été prévu lors de la visite de M. Giscard d'Estaing, à Madrid, en juin 1978. Un tel retard, qui a irrité l'Élysée, n'a jamais été très bien expliqué du côté espagnol. Le gouvernement français pensait que l'Espagne devait être la première intéressée par la concertation bilatérale qui lui était proposée. C'est en France, en effet, que la candidature espagnole au Marché commun rencontre le plus d'hostilité. Certains ministres de M. Suarez le savent bien, qui affirment volontiers que le chemin de Bruxelles passe par Paris. Mais le chef du gouvernement espagnol ne l'entend apparemment pas de cette oreille. Il se refuse à faire de la France un interlocuteur privilégié au sein du club européen. A cette position de principe s'ajoutent des questions d'humour-propre qui comptent beaucoup à la Moncloa, le palais de la présidence du gouvernement, où l'on affirme que certains milieux français continuent d'avoir à l'égard de l'Espagne un comportement de suzerain.

Les rapports entre les deux pays ont rarement été si simples, depuis que s'est ouvert le temps de Franco pour des raisons compréhensibles et ne le sont pas non plus avec M. Suarez. Celui-ci confie un jour devant des journalistes étrangers que les Français étaient très « malins » et qu'il était normal pour lui de se méfier. Avant la visite de M. Giscard d'Estaing, les accusations étaient réciproques. A propos de la pêche, des Basques du Marché commun, Madrid soupçonnait Paris des plus noirs desseins. Quant aux Français, ils avaient l'impression de se heurter à un continué marchandage. Ils constataient avec dépit que beaucoup de contrats convoités leur passaient sous le nez et revenaient aux Allemands.

La visite de M. Giscard d'Es-

tang avait servi à relancer les relations bilatérales. Le président de la République s'était engagé à appuyer l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. Il avait proposé un dialogue d'égal à égal et même une coopération dans des pays tiers. Mais le dégel devait être de courte durée. Au début de cette année, la polémique renaissait sur un vieux sujet : l'impunité accordée par la France aux militants de l'E.T.A.

Les collaborateurs de M. Suarez utilisèrent alors une tactique fort en honneur sous la dictature : ils lancèrent une parole de la presse dans une campagne antifrançaise d'une rare violence. Leur thèse était légitime, du moins sous l'angle médiatique : l'Espagne étant dotée d'une Constitution démocratique, plus rien ne justifiait que les Basques vivant en France bénéficient du statut de réfugiés politiques.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 4.)

L'ONU et la crise iranienne

Washington et Téhéran accueillent avec réserve la demande de réunion du Conseil de sécurité

L'initiative de M. Waldheim, qui a demandé dimanche 25 novembre une réunion urgente du Conseil de sécurité sur la crise entre Washington et Téhéran, a été accueillie avec réserve par le président Carter. Le chef de l'exécutif américain a déclaré, à son retour de Camp David, qu'il n'était pas particulièrement optimiste quant aux résultats d'un nouvel appel des Nations unies aux autorités iraniennes, et qu'il ne pensait pas que cela conduise à la libération des quarante-neuf otages américains détenus par les étudiants islamiques.

A Téhéran, les autorités n'ont pas commenté la proposition de M. Waldheim, mais les étudiants islamiques ont réaffirmé lundi que leur position « restait inchangée ». Interrogé par l'A.F.P., un des porte-parole des étudiants a déclaré : « Ni la prochaine réunion du Conseil de sécurité ni la mission en Iran de M. George Hansen, représentant républicain de l'Irako, ne peuvent modifier notre point de vue : les otages seront libérés lorsque le chah aura été extradé et ses biens rendus à l'Iran. »

A Pékin, la Chine s'est prononcée contre la prise d'otages de Téhéran, affirmant que « les relations internationales et les immunités diplomatiques reconnues doivent être universellement respectées ».

De notre envoyé spécial

Téhéran. — En moins de trois jours, une personnalité américaine a conquis la célébrité, mieux, la popularité, en Iran. Dans un pays qui s'attend d'un moment à l'autre à une « agression » des États-Unis, M. George Hansen, parlementaire républicain, a su donner un autre visage de l'Amérique, tant homme, sans jamais faire une concession sur le fond du conflit qui oppose son pays à la République islamique. Sa photo s'étale à la une « des journaux », qui publient ses interviews à longueur de colonnes. La télévision diffuse ses heures « de pointe » ses déclarations traduites en persan. Les manifestants s'acclament sur son passage. Les étudiants islamiques lui ouvrent les portes cadavériques de son ambassade pour qu'il puisse visiter ses compatriotes détenus. Il a été le premier Américain en trois semaines à franchir le seuil de ce « fort » d'espionne transformé en « fort » de la révolution, et à en ressortir un homme libre. Agé de quarante-neuf ans, ce

grand diable d'homme mesurant 1,90 mètre, mormon pratiquant, dont la religion, comme l'islam, interdit la consommation d'alcool, a impressionné et séduit les Iraniens. Il se comporte à leur égard comme un homme politique américain en tournée électorale. Partout où il va, il serre les mains à la ronde, celles de militants islamiques (les pasdaran), qu'il oblige ainsi à changer leur fusil d'épaule comme celles de manifestants vociférants qui, confondus, baissent le poing menaçant. « Je suis George Hansen, je suis américain, quel est votre nom ? » commente-t-il invariablement avant d'écouter d'une oreille attentive les accusations et les plaintes qui fusent. « Oui, oui, commente-t-il, il faudra bien faire une enquête pour vérifier vos dires sur le chah et sur la politique de mon gouvernement... » Le visage de l'Iranien s'épanouit. La partie est gagnée.

ÉRIC ROULEAU.

(Lire la suite page 5.)

La hausse des prix serait de 1,2 % en octobre

La hausse du coût de la vie aurait été très forte en octobre : 1,1 % ou 1,2 %, mais probablement plus proche du second chiffre.

Cette forte hausse s'explique par de nouvelles tensions sur les prix alimentaires, par de fortes hausses de l'habillement et enfin par la hausse des loyers.

M. Raymond Barre a indiqué lundi matin 26 novembre à M. André Bergeron, secrétaire général de l'Union ouvrière, qu'il recevait à l'hôtel Matignon, que le taux d'inflation pour 1979 se situerait vraisemblablement « autour de 11,2, 11,3 % ».

Le premier ministre estime que, « sauf catastrophe », ce taux devrait descendre à « au-dessous de 10 % » en 1980.

Un septennat de crise

LE RYTHME DE CROISSANCE NE CÈSE DE RALENTIR EN OCCIDENT

Lire page 44 l'article de GILBERT MATHIEU

M. BERGERON A MATIGNON

Vers une réduction de la durée maximale du temps de travail

Lire page 48

Un entretien avec le prince Sihanouk

Les Khmers nationalistes doivent s'unir s'ils veulent être « pris au sérieux »

Arrivé le dimanche 25 novembre à Paris, le prince Sihanouk a confirmé le caractère politique de cette première visite en France depuis octobre 1975. L'ancien chef de l'État du Cambodge doit, dans quelques semaines, se rendre aux États-Unis, au Japon, en Australie, en Suède, en R.F.A., en Belgique et en Grande-Bretagne. A un moment où l'aide humanitaire à la population cambodgienne parvient à grand peine à ses destinataires, le prince a insisté sur

la « priorité absolue » de l'assistance alimentaire et médicale à un peuple « en danger de mort ». Il a lancé un appel à l'unité de ses compatriotes et nous a déclaré : « C'est là le seul moyen d'amener le Vietnam, qui ne connaît que le langage de la force, à desserrer son étreinte sur le Cambodge. » Selon le prince, les nationalistes doivent s'unir s'ils veulent être « pris au sérieux ».

« Je fais que nous soyons pris au sérieux, nous les Khmers nationalistes ! Je fais que nous soyons plus de crédibilité. C'est mon but au cours de mon séjour de trois mois en France. Je crois

que je l'atteindrai », a déclaré au Monde le prince Norodom Sihanouk. Après avoir été saisi le dimanche 25 novembre, à l'aéroport par des représentants du Quai d'Orsay, d'anciens amis et fidèles, ainsi que plusieurs centaines de Khmers qui n'avaient pas hésité à braver le froid rigoureux à cinq heures du matin à Reims, l'ancien chef de l'État du Cambodge a gagné la suite « Louvre » de l'hôtel George-V, mise à sa disposition par le gouvernement français, où il nous a reçu.

Cette crédibilité internationale est, pour le prince, fondamentale. C'est pourquoi il a lancé un vibrant appel à l'unité khmère dans la déclaration qu'il a faite dès son arrivée. « Beaucoup de mes compatriotes, a-t-il dit, ont insisté pour que je quitte mon exil et les rejoigne dans une opération de sauvetage de la patrie en danger de mort. Je voudrais toutefois qu'il soit clair que je ne me présente pas ici en qualité de prétendant au leadership national. Je ne suis qu'un patriote qui va s'efforcer, au côté d'autres patriotes et du peuple khmer, de remplir les devoirs qui incombent à chaque nationaliste khmer. »

La Confédération des Khmers nationalistes, dont le prince est le président, « est prête à pratiquer une politique de coopération avec toutes les organisations qui n'y adhèrent pas, dans le cadre de l'union sacrée pour le salut national. Nous soutenons leur effort, nous espérons leur pouvoir remplir sur la leur ». Ce faisant, le prince s'adressait avant tout à

AU JOUR LE JOUR

LA PESTE

La peste soit de toi l'islam, qui fais renaitre des temps du fanatisme et de l'obscurantisme religieux. La peste soit de toi l'Asie, terre de famine dont les souffrances ne parviennent pas à réveiller la conscience universelle. La peste soit de vous la Russie et la Chine, dont les goulags et les camps de rééducation sont une insulte à l'homme. La peste soit de toi l'Amérique, dont le dollar exporte la folie de la consommation. La peste soit de toi l'Europe, incapable d'exister sans pour équilibrer les hégémonies. La peste soit de toi la France, qui n'ouvre plus la voie au monde, et la peste soit de moi, qui pense tout cela.

MICHEL CASTE.

AU FESTIVAL DE LILLE

De l'enfer du Nord au paradis des sons

Quand on voyage beaucoup à travers la « France profonde », on est émerveillé par l'action musicale qui s'y accomplit et qui est sans doute plus importante que ce qui se passe à Paris. Ainsi, samedi soir, le Festival de Lille, jamais essouffé, s'était transporté à Hénin-Beaumont, en plein pays minier (à l'orée de l'enfer du Nord) de la course cycliste Paris-Roubaix, où près de mille personnes, de toutes conditions, écoutaient dans un grand rassemblement « les Saisons », l'oratorio, long comme un opéra, de Haydn, dans une salle omnisports, en pleine

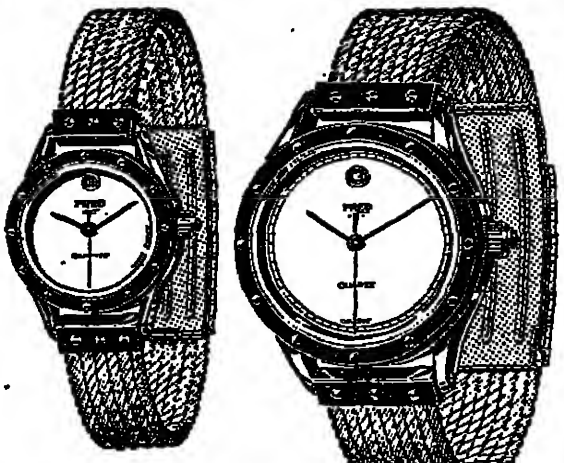
compagne, dénommée Giuseppe-Verdi depuis que, il y a deux ans, le « Requiem » y fut donné. Et ces « Saisons » soulignent la comparaison avec celle de l'importance quel festival : l'orchestre « national » de Lille, qui vient d'être ainsi anobli le semaine dernière par M. Lecot, ministre de la culture, s'est métamorphosé de façon surprenante, depuis sa création, il y a quatre ans, sous la direction de Jean-Claude Casadesu.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 27.)

Force 10 à l'échelle Fred.

Quand un homme de la mer devient joaillier, il transforme un câble marin en une montre d'or et d'acier



FRED

Joaillier, 6, rue Royale, Paris 8^e, Tél. 260.30.65. Le Châtelet, 74, Champs-Élysées. Hôtel Louvre, 10, rue Cayrol. Hôtel Byblos, 5, rue Tiquet. Aéroport d'Orly - Levallois-Perret.

مكتبات الأمل

Le prince Sihanouk est depuis le dimanche 25 novembre l'hôte de la France où il aurait l'intention de demeurer deux mois. Il compte rencontrer de nombreuses personnalités, dont le président de la République, pour les entretenir de l'avenir de son pays.

LA CRISE CAMBODGIENNE

Cinq minutes pour enrayer la mort

par JACQUOT GRUNEWALD (*)

La mort au Sud-Est asiatique réside dans l'absence d'aller à l'essentiel. L'essentiel, justement, au-delà des initiatives individuelles ou d'associations privées et des structures d'accueil mises en place dans l'un ou l'autre pays, est de vaincre la mort.

Il n'est pas pensable que notre société qui, à chaque instant, réalise tant de prodiges techniques soit incapable de tuer cette mort-là et d'offrir la vie aux enfants du Cambodge.

Les solutions existent, mais elles sont au pouvoir exclusif des gouvernements, des États, qui se résistent à un ordre de priorités différent du nôtre.

Nous, hommes et femmes, pères et mères dans une société libre qui ne méritait sa liberté que dans la solidarité — dans la fraternité, disaient nos révolutionnaires, — avons d'autres paramètres que ceux des monstres froids.

A nous, pères et mères de France et des pays libres, de prendre en main le destin des enfants du Cambodge. Ayons recours pour y parvenir aux instruments de notre liberté, la presse libre : orale, visuelle, écrite.

Imaginons que, à l'appel des journaux de Paris et de province, des postes périphériques et des petits foras, une grève, demain, ne soit ni salariale ni politique ; qu'une grève devienne humaine, consacrée pendant cinq minutes, à titre d'avertissement, dans toutes les villes et les campagnes de France, aux enfants qui meurent de faim, de misère et d'indifférence dans le Sud-Est asiatique ; que nous, pères et mères de France, disions à nos gouvernants : « Débrouillez-vous. Vous avez voulu le pouvoir, exercez-le pour que cesse

la tragédie du Cambodge et des pays voisins. Nous ne vous laisserons ni trêve ni repos avant que vous n'ayez fait la preuve de votre capacité de gouvernement. Notre considération, notre suffrage plus tard, ne sauront vous être acquis, que si vous sauvez les enfants du Cambodge. »

Imaginons qu'en France, en Angleterre, en Suisse, aux États-Unis... partout dans le monde libre, à la même heure, le même jour, laïsses le cri des pères et des mères imposant de sauver les enfants du Cambodge. Eh bien ! les seront sauvés.

De façon pratique, je suggère que tous ceux qui dans un journal, à la télévision, à la radio, exercent une quelconque responsabilité de rédaction ouvrent une nouvelle fois le dossier du Sud-Est asiatique, engageant le lecteur à un débat d'idées pendant une semaine, du 3 au 9 décembre 1979, et qu'à l'appel de la presse libre de France, le lundi 10 décembre de 11 heures à 11 heures 05, le pays tout entier se tige à l'arrêt dans les usines, dans les bureaux, dans la rue, dans les écoles. Cinq minutes exemplaires, en France d'abord, pour enrayer la mort. Puis, partout dans le monde libre, pour sauver la vie.

Parce que les syndicats de presse, au vu de cette expérience désignée alors des comités ad hoc pour continuer avec les mêmes moyens un combat plus tenace, international, jusqu'à la victoire.

On a parlé à propos d'Auschwitz de la mort de Dieu. Les théologiens affirment que c'est confondre un silence avec la responsabilité qu'il nous a demandé d'exercer. Mais quand le silence est exprimé par l'homme, il se confond, à coup sûr, avec sa propre mort.

(*) Rabbin.

Sihanouk, le seul recours

par RAINSY SAM (*)

«UNE terre féconde, aux frontières vulnérables, entourée d'ambitions étrangères et au-dessus de laquelle le péril est sans cesse suspendu. Ainsi le général de Gaulle avait-il décrit le Cambodge dans son discours de Phnom-Penh en 1964. Personne alors ne pouvait imaginer l'ampleur des malheurs qui allaient s'abattre sur ce petit pays réputé jadis pour sa douceur de vivre.

De 1970 à 1975, la guerre américaine a fait un million de victimes ; de 1975 à janvier 1978, le régime khmer rouge a provoqué la mort de deux à trois millions de personnes ; depuis le début de cette année, l'occupation vietnamienne, la poursuite des combats et la famine qui s'ensuivit ont causé probablement encore un million de morts. Ainsi le Cambodge ne compte-t-il maintenant que trois millions d'habitants alors que sa population s'élevait à sept millions d'habitants il y a dix ans. Peu de peuples ont été dépeuplés dans de telles proportions, et la nation khmère court un danger de disparition totale, car il existe une dynamique de la mort qui est déjà très largement engagée.

Dans des conditions aussi dramatiques, seule une solution permettant de ramener rapidement la paix et la stabilité peut sauver ce qui reste du Cambodge. En effet, comment un peuple déjà exsangue pourrait-il encore soutenir une guerre de longue durée même si cette guerre a pour but de le libérer ? Une solution réaliste et humaine au problème cambodgien ne peut donc être que politique. Elle réside dans un règlement négocié auquel participeraient toutes les grandes puissances qui ont chacune leur part de responsabilité dans la situation actuelle ainsi que les pays dont la sécurité est liée à la situation au Cambodge ou qui compatiennent activement au sort

du peuple khmer. Un tel règlement devrait aboutir à la neutralisation du Cambodge qui serait ainsi soustrait du champ d'affrontement des déterminations et idéologies rivales. Un Cambodge neutre, et donc indépendant, sera un facteur de paix dans le Sud-Est asiatique, car il constituera un État-tampon séparant de puissants belligérants potentiels. Il ne

sera ni une base chinoise pour attaquer le Vietnam, ni un autre maillon de la chaîne d'alliances déployée par l'Union soviétique pour encercler la Chine, ni un pistolet vietnamien braqué sur la Thaïlande. Ainsi, en sauvant le Cambodge, la communauté internationale renforcerait aussi les chances d'une paix durable dans la péninsule indochinoise.

Un grand vide politique

C'est dans cette perspective et avec cet espoir que la communauté khmère en France accueille l'arrivée à Paris du prince Norodom Sihanouk. L'ancien chef de l'État est en effet le symbole vivant de l'indépendance nationale. Il incarne cette politique de neutralité à laquelle le général de Gaulle a rendu hommage à Phnom-Penh en 1966 et qui a valu au Cambodge, au lendemain des accords de Genève de 1954, de longues années de paix au milieu de l'Indochine déchirée.

Après le renversement du prince en 1970, le Cambodge, qui s'est alors écarté de sa politique de neutralité, a connu une série de tragédies de plus en plus atroces. Malgré les faiblesses dont il a fait preuve dans le passé et malgré toutes les tares de son régime, Sihanouk rappelle maintenant aux Cambodgiens une ère de paix où il n'y avait ni massacres, ni famine, ni interventions massives de l'étranger. Ce temps heureux où le Cambodge ne fai-

sait pas la « cune » des journaux étrangers et où chaque famille khmère était au complet pour partager les joies et les peines quotidiennes. Comme le général de Gaulle pour la France, Sihanouk a été pour le Cambodge le dirigeant national qui a osé s'élever contre toutes les grandes puissances pour défendre l'indépendance de son pays. Au cours des dix dernières années, il s'est opposé tour à tour aux États-Unis, qui ont entraîné le Cambodge dans la deuxième guerre d'Indochine, à la Chine, qui a voulu le forcer à collaborer avec les Khmers rouges après l'invasion vietnamienne, et à l'U.R.S.S. qui soutient la politique d'agression du Vietnam à l'encontre du Cambodge.

Parce qu'il représente un passé mille fois meilleur que le présent et parce que le pays connaît un

(*) Responsable de la revue *Serice - la Voie du Cambodge libre*, publiée en France.

La solution est politique

par RICHARD PETRIS et GABRIEL VILLIOT (*)

De la conférence de Genève, en juillet, où la situation de la péninsule indochinoise est devenue un sujet de discussion entre zones de combats et frontières n'a même pas été inscrite à l'ordre du jour pourtant consacré au sort des réfugiés du Sud-Est asiatique, au récent vote de l'Assemblée générale des Nations unies sur le Cambodge, le sort des naufragés de la forêt et de certaines de milliers d'enfants n'a cessé de se dégrader faute d'une volonté politique de sauver la population et la nation khmères.

La solidarité internationale ne suffit pas à mettre fin au calvaire du peuple cambodgien. En effet, à quoi sert-il d'avoir réuni une somme de 210 millions de dollars, à quoi sert-il d'organiser des campagnes nationales de solidarité si la volonté de résoudre les problèmes dans leur ensemble n'existe pas ?

Le parti pris de ne s'attacher qu'à l'aspect humanitaire du problème des réfugiés de la péninsule indochinoise est responsable de ce drame, et tout appel à la conscience internationale, en ce qui concerne les souffrances du Cambodge aujourd'hui, ne peut que rester vain si on ne s'accompagne pas d'un projet de solution nécessairement ambitieux et tenant compte de toutes les données

humaines et politiques de la situation. Cette myopie dirigée en principe à Genève nous a rendus complices de ce drame, nous-mêmes qui, participant à diverses actions de secours aux réfugiés, nous sommes laissés prendre au non-sens de cette séparation artificielle et stérile de l'humanitaire et du politique.

Si nous nous sommes mobilisés au service des réfugiés pour assurer un accueil plus efficace, nous n'avons pas voulu connaître les causes des exodes, et, par conséquent, nous n'avons pas suffisamment exigé de diplomates sans imagination et sans entraînements. L'indécision dans laquelle nous ont enfermés nos scrupules idéologiques et partisans demeure face à l'urgence et à l'horreur.

Nous avons manifesté, à notre échelle, la même incapacité que celle des responsables nationaux et internationaux à adopter une politique commune et cohérente à l'égard d'un pays déchiré. De même, le refus de « prendre position » et l'invoquant du dogme souvent hypocrite de la « non-ingérence » ne rappellent que trop, au plan international, notre propre répugnance à reconnaître individuellement dans la vie courante et l'attitude de nos comportements banalisés.

Le cynisme du Vietnam

Au Cambodge, aujourd'hui, l'humain ne peut s'exprimer que furtivement par les plates de jungle qu'empruntent les secours désolés des organismes internationaux, tandis que le seules politique qui se fait au grand jour nourrit le conflit en déversant outrageusement par les terrains d'aviation, les ports et les routes du Cambodge l'armement et l'aide nécessaires à la normalisation, qui succède à la barbarie du régime khmer rouge et aux bombardements américains.

Seule une volonté politique peut inverser ce tragique paradoxe et imposer l'aide alimentaire, sanitaire et technique que requiert la situation d'un pays dont l'abandonnement ne lui permet même pas de figurer au dernier rang des sous-développés.

Seule une volonté politique peut empêcher le cynisme du Vietnam de profiter de l'attentisme de la politique actuelle de la « chaise vide » pour pratiquer cette de la « place libre » laissée physiquement et politiquement par le peuple khmer exsangue.

Dans les mandats qui les ont investis, nous voulons que nos élus

puissent le courage et la légitimité de la décision politique qui conditionne le sauvetage du peuple cambodgien et l'existence de la nation khmère, que l'on continue à assassiner par action et par omission.

Il y va de la responsabilité de la France et de son humanisme desquels l'histoire, qui lie notre pays au Cambodge, attend autre chose que de vaines conjectures sur l'avènement d'un troisième millénaire ou la haute régulation sournoise et ridicule du prix de la baguette de pain.

Il y va également de la responsabilité de l'Europe, qui se querelle sur des choix en matière de politique de défense ou sur la gestion des stocks alimentaires alors que tant d'espérances sont mis dans sa jeunesse et son dynamisme. Sa crédibilité dépend aussi de sa volonté de contribuer au règlement d'une crise internationale telle que celle du Cambodge et de sa capacité à sauver aujourd'hui de la ruine et de l'abandonnement un peuple qu'il ne pourra être question de relever comme les vestiges de pierre des temples d'Angkor.

(*) Membres du Comité d'assistance aux réfugiés du Sud-Est asiatique.

Pour une attitude constructive de la France

par HENRI VAN REGEMORTER (*)

On ne soulignera jamais assez la responsabilité de l'Occident dans la déstabilisation de l'Asie du Sud-Est. L'activité de la guerre américaine a fait récemment l'objet d'un film à grand spectacle qui laisse malheureusement dans l'ombre les souffrances de ceux qui vivent sous les bombes. A l'occasion de la parution des *Mémoires* de Kissinger, on a rappelé le cynisme avec lequel les dirigeants américains ont précipité le Cambodge dans une guerre qui devait y faire 700 000 victimes. La brutalité de cette intervention n'est pas sans rapport avec la brutalité du régime de Pol Pot, soutenu idéologiquement et militairement par la Chine. Un peuple traumatisé fut la proie facile des doctrines de la révolution culturelle et des fantasmes anglo-américains.

En se rendant à Phnom-Penh dès 1968, de Gaulle avait dénoncé l'abandon de la politique américaine. La France avait, en effet, quelques raisons de pouvoir apprécier mieux que d'autres l'irréversible volonté d'indépendance du Vietnam. Cette volonté allait même à l'encontre du but original de l'intervention des États-Unis, qui était d'endiguer la progression du communisme chinois dans cette région du monde. A force de vouloir qu'un petit pays, le Vietnam, soit considéré comme le satellite d'un grand, que ce soit la Chine ou l'U.R.S.S., l'Occident a perdu de nombreuses occasions de jouer un rôle positif en Asie du Sud-Est. Il ne faut pas mettre aujourd'hui sur le compte du Vietnam ce qui est pour beaucoup le résultat tragique de la cécité politique des grandes puissances occidentales.

A La Havane, les dirigeants vietnamiens, comme ceux d'autres pays pauvres, ont répété que leur attitude n'avait rien à voir avec la politique des blocs et que la dénonciation de leur inféodation à un bloc cachait,

en fait, le refus actuel de l'Occident d'un nouvel ordre économique mondial qui implique la coopération avec les pays du tiers-monde tels qu'ils sont, socialistes ou non.

Il est tragique que la Chine, pauvre elle aussi, ne tienne pas le même langage. Le récent voyage de Hua Guofeng a montré que les responsables européens eux-mêmes n'ont pas pris à leur compte l'opposition systématique et simpliste de la Chine à la politique de détente. Mais, si on se rend assez bien compte des intérêts supérieurs de la paix en Europe, on ne voit pas encore à quel point la politique chinoise est contraire aux intérêts de la paix en Asie du Sud-Est.

Tout doit être fait pour consolider dans cette région une zone de pays indépendants des grandes puissances et ayant des liens privilégiés entre eux. On ne comprend rien à la politique du Vietnam si on ne réalise pas que la Chine est actuellement opposée à cette politique d'indépendance. Qu'elle soit motivée par le peur de l'U.R.S.S. ou par un désir inavouable d'expansion, la politique de la Chine ne fait aujourd'hui que le jeu des pires faucons de l'Ouest.

Les occasions perdues

Tout devient possible si l'on comprend que la paix dépend essentiellement d'un changement d'attitude de Pékin. Sous Pol Pot, le Cambodge a été pratiquement colonisé et pillé par la Chine et le pauvre peuple khmer a fait les frais d'une politique qui n'était pas la sienne. Le départ des troupes vietnamiennes du Cambodge, souhaité par tous, dépend d'abord de Pékin et ensuite de Hanoi, et c'est surtout à Pékin qu'il faut intervenir pour que les négociations sino-vietnamiennes aboutissent.

Ho Chi Minh puis Pham Van Dong n'ont cessé de parler des occasions perdues par la France et qui auraient sans doute permis d'éviter la guerre américaine. Depuis la fin de celle-ci, le gouvernement de Hanoi a sincèrement souhaité le rétablissement de relations normales avec les États-Unis et l'attribution de l'aide promise à la reconstruction du pays.

(*) Directeur de recherche au C.N.R.S.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Fauriol, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-14^e
1977

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.

Cotisation paritaire n° 57 437.

Petite collection Maspéro



dernières parutions

Ch. Baudelot
R. Establier
L'école primaire
divise...

Collectif ICEM
Pédagogie Freinet
Perspectives
d'éducation populaire

Frank Tenaille
Les 56 Afriques
Guide politique
2 volumes

Collectif de juristes
La justice en Chine

FRANÇOIS MASPERO
1, place Paul-
Painlevé 75015 Paris

CHINE

M. Jiri Pelikan a été élu
du comité central du parti com

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. SUAREZ A PARIS

Les entretiens franco-espagnols

(Suite de la première page.)

Les autorités françaises affirment qu'elles avaient déjà accepté ce point de vue et que Madrid ne l'ignorait pas.

Sans doute M. Suarez était-il pressé de voir les promesses suivies par des actes, d'autant qu'il se trouvait en pleine campagne électorale. Mais le ton de la polémique choquait beaucoup Paris. Il fallait empêcher les mesures qui avaient déjà été arrêtées et qui furent annoncées à la fin du mois de janvier.

L'action que Paris a entreprise depuis lors contre les militants de l'ETA a valu aux firmes françaises installées en Espagne de nombreuses représailles. Il n'est pas sûr pourtant qu'elles satisfassent entièrement le gouvernement Suarez, dont certains membres continuent de regretter le « manque de collaboration politique » et insistent sur la nécessité d'une « aide judiciaire comparable à celle que la France accorde à l'Allemagne et à l'Italie ».

Ce qui signifie en clair que le gouvernement madrilène souhaiterait obtenir l'extradition de certains militants de l'ETA.

Pourtant, même dans ce domaine les opinions varient. Il y a quelques mois, un des plus hauts responsables de la sécurité du pays nous affirmait : « La police française connaît les refuges, les camps d'entraînement, les dépôts d'armes, les filières, les passages frontaliers, les comptes bancaires de l'ETA. Or elle ne fait rien. »

En revanche, au ministère des Affaires étrangères, on se dit satisfait de la politique de Paris et on estime que le problème a souvent été mal posé à Madrid : « On n'a pas compris, ici, que le gouvernement Barre ne pouvait pas faire ce qu'il voulait avec les réfugiés de l'ETA, nous dit un collaborateur du ministre. Prétendre qu'il se croise les bras, c'est rejeter sur autrui ses propres responsabilités. »

M. Suarez abordera sans doute un tel sujet avec ses interlocu-

teurs parisiens. Chaque fois que la guérilla basque défie son autorité, il est enclin à chercher des coupables de l'autre côté de la frontière. Or voici quinze jours que la branche politico-militaire de l'ETA le met, lui et la police espagnole, dans une position délicate en retenant comme otage un de ses plus proches collaborateurs en politique étrangère, M. Javier Ruperez. Si l'on en croit les journaux, le séquestré ne se trouve probablement ni en France ni même au Pays basque espagnol, mais à Madrid ou dans sa banlieue.

Le problème du Sahara occidental

Le Maghreb est un autre thème de discussion probable entre les deux gouvernements. Certains observateurs estiment que la politique espagnole suit une ligne sinieuse à propos du conflit saharien. L'héritage reçu du franquisme a longtemps fait pencher le gouvernement madrilène en faveur du Maroc, position qui s'expliquait aussi de son point de vue par « l'intransigeance » de l'Algérie. Pour rétablir l'équilibre, M. Suarez est allé à Alger et s'est entretenu avec le secrétaire général du Polisario. Il a reconnu le Front comme « le seul représentant du peuple sahraoui en lutte », mais depuis lors les Algériens l'accusent de « tartuferie » en raison de l'abstention

espagnole à l'ONU sur des motions demandant le droit à l'indépendance du Sahara occidental.

Les milieux officiels affirment pourtant que leur position reste parfaitement claire : « Nous n'avons pas accepté la décolonisation que le Maroc prétend avoir faite au Sahara, disent-ils. Nous pensons que nos intérêts nationaux sont mieux défendus si nous reconnaissons le Polisario comme le représentant du peuple sahraoui en lutte. Mais nous estimons que la population doit être consultée par référendum. Notre politique a consisté à nous rapprocher des Algériens sans nous mettre à dos les Marocains. »

Le Marché commun devrait constituer le plat de résistance des conversations de Paris. Au point où en sont les dossiers, le gouvernement madrilène jugera sans doute inutile de rappeler que l'Espagne a besoin de « se cloier à l'Europe », selon l'expression d'un porte-parole ministériel. Ses raisons sont bien connues : elles sont autant politiques qu'économiques. « Il est important de créer autour de notre pays un climat international capable de dissuader toute tentative d'extrême droite », dit-on au ministère des Affaires étrangères. C'est pourquoi l'hostilité de M. Chirac et de M. Marchais a fait ici l'effet d'une douche froide. L'opinion a souvent généralisé et cru que l'ensemble des Français étaient opposés à l'arrivée d'un

nouveau partenaire. Les milieux officiels ont évidemment les moyens d'être plus nuancés. Ils reconnaissent que M. Giscard d'Estaing s'est employé au cours de son récent voyage à désarmer les préventions du Sud-Ouest. En cherchant bien, ils remarquent même un certain infatigable dans l'attitude du chef du R.P.R.

Le calendrier de l'entrée dans la C.E.E.

Des divergences subsistent néanmoins. Elles portent surtout sur les délais de l'intégration. Bruxelles souhaite que la période d'adaptation soit relativement courte pour l'industrie espagnole. Madrid a une position différente. « Nous estimons qu'il faut examiner secteur par secteur l'ensemble de notre économie avant de discuter des périodes de transition », dit M. Leopoldo Calvo-Sotelo, ministre chargé des relations avec les Communautés européennes. Nous sommes partisans d'une même période de transition pour tous les secteurs sans exclure des exceptions. Nous pensons enfin qu'en raison de la crise économique internationale

cette période doit être longue mais ne pas excéder dix ans.

Il y a un mois, M. Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, venait à Madrid pour exposer les questions qui se posent en France sur l'économie espagnole. Par exemple à propos de l'acier, dont l'Espagne projette d'augmenter la production, alors que partout en Europe des réductions draconiennes ont été imposées. On se demande également à Paris si les projets d'irrigation dans la région de Murcie et en Andalousie ne vont pas favoriser des produits déjà existants dans le Marché commun. L'agriculture du nord de l'Espagne est un autre problème : elle fournit des produits laitiers à des prix supérieurs à ceux de la C.E.E. Les difficultés qui l'attendent justifient aux yeux des Français que l'agriculture espagnole soit soumise à une longue période d'intégration. Position qui n'est évidemment pas désintéressée, car, si elle était adoptée, serait retardée d'autant la concurrence des fruits et des légumes espagnols, qui fait si peur aux paysans languedociens.

CHARLES VANHECKE.

Le déficit des échanges commerciaux au détriment de la France tend à diminuer

De notre correspondant

Madrid. — Le commerce franco-espagnol est passé par des phases difficiles. Il n'y a pas si longtemps, les exportateurs français avaient le sentiment qu'on boudait systématiquement leurs produits. Ils pensaient qu'il s'agissait d'une politique concertée destinée à faire pression dans d'autres domaines.

Aujourd'hui, une telle discrimination, disent-ils, a disparu. La machine administrative madrilène se montre plus équitable à leur égard. La balance commerciale reste néanmoins favorable aux Espagnols, qui sont très « agressifs », surtout dans l'automobile. En 1978, ils ont vendu environ cent soixante mille véhicules à notre pays, soit le quart en valeur de leurs exportations vers la France.

Le déficit français tend malgré tout à diminuer si l'on se fie aux statistiques de Paris (elles diffèrent, en effet, d'un pays à l'autre) : le taux de couverture des importations par les exportations a été de 80 % pendant les huit premiers mois de 1979, soit 7 % de plus que pendant la même période de l'année dernière. Les chiffres espagnols indiquent également une légère réduction.

Un fait domine : l'intensification des échanges des deux côtés des Pyrénées. La présence de la France sur le marché espagnol n'a cessé de progresser : elle fournit près de 10 % des marchandises achetées par l'Espagne, soit 2 % de plus qu'il y a trois ans. A cet égard, elle se trouve en troisième position, loin derrière les Etats-Unis, mais pratiquement à égalité avec l'Allemagne, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps. La progression est la même du côté espagnol : 11 % des exportations se font désormais vers notre pays. La France est le premier client de l'Espagne et celle-ci est son huitième fournisseur.

En outre, plus d'un millier de sociétés françaises sont implantées dans la péninsule. La plupart des « grands » sont représentés. Renault et Peugeot-Citroën-Chrysler assurent 45 %

de la production automobile espagnole. Michelin domine le marché du pneu. Saint-Gobain occupe du verre, paraffine et Mannesmann des câbles. Les grandes entreprises françaises assurent 15 % de la production de télévisions. Au total, la France est le troisième investisseur en Espagne. Sa part dans le stock de capital étranger reste stable : autour de 15 %.

L'absence de grands projets communs

La confiance des investisseurs français contraste avec le pessimisme des industriels espagnols. Les étrangers estiment que le marché espagnol est capable d'une grande expansion, car beaucoup de besoins restent insatisfaits. Beaucoup d'entre eux d'ailleurs s'installent en Espagne pour profiter surtout de certains avantages « comparatifs » — ce fut longtemps le cas de la main d'œuvre — car ils exportent une grande partie de leur production. C'est la coopération industrielle qui laisse le plus à désirer. Espagnols et Français n'ont pratiquement plus de grands projets en commun. Que ce soit pour la technologie nucléaire, la télévision en couleur, les locomotives et les hélicoptères, l'Espagne a délaissé la France au profit de l'Allemagne fédérale ou des Etats-Unis. Le dernier contrat spectaculaire a été annoncé au moment de la visite de M. Giscard d'Estaing, en juin 1978. Il concernait l'achat d'Airbus, appareil à la construction duquel l'Espagne est associée. Les grandes idées lancées par le président français n'ont pas germé : on avait parlé alors d'une période des sociétés françaises d'information, de la technologie française pour les futurs métros de Séville et de Bilbao, d'une association pour l'exploitation de certains gisements de pétrole vénézuélien ou de charbon colombien, et même — ce qui avait étonné les spécialistes — pour la fabrication de matériel destiné aux métros de Buenos-Aires et de Mexico. Il n'en est plus question. — Ch. V.

Portrait

Un navigateur à vue

« Un prestidigitateur toujours prêt à sortir un lapin de son chapeau » : ce jugement sur M. Suarez, on le trouve souvent dans la presse madrilène. Depuis trois ans et demi qu'il dirige le gouvernement espagnol, l'homme s'est joué apparemment de tous les obstacles de la transition. Un jour avec M. Carrillo, un autre avec les militaires, une autre fois encore avec les Basques, il trouve toujours la formule capable de séduire ou de faire rentrer dans le rang. De la cordialité, il en fait une technique. De la détente, un art où rien n'est laissé au hasard.

Juan Carlos l'a nommé premier ministre en juillet 1976. Il fréquentait depuis plus de vingt ans les alliés du pouvoir. Le journaliste Gregorio Moran — son unique biographe, jusqu'à présent — a raconté en détail l'ascension de ce Rastignac d'Avila au profil aigu et à l'accroche irrésistible. Fonctionnaire du franquisme, il est à la fois au Mouvement — le parti unique de l'ancien régime — et à l'Opus Dei, deux institutions pourtant rivales. Encore obscur, il passe ses vacances sur la plage d'Alicante où il peut rencontrer l'establishment de l'époque. Nommé gouverneur, il choisit Ségovie pour les mêmes raisons, afin d'approcher les personnalités que Franco invite au palais de La Granja.

« Il est alors celui qui rend service », affirme son biographe. Ainsi connaît-il petit à petit l'intimité des grands du régime, jusqu'à capter la confiance du futur roi. Après avoir dirigé pendant cinq ans la télévision — où il rend d'autres services — il est nommé secrétaire général du Mouvement, jusqu'au jour où Juan Carlos l'appelle, à l'étonnement général, au palais de La Moncloa.

Homme de peu de sommeil, de peu de nourriture et de peu de lecture, il a gardé, à quarante-sept ans, une fraîcheur

physique peu commune. Certains de ses proches disent qu'il possède depuis longtemps son plan de démocratisation quand il fut nommé premier ministre. D'autres le dépeignent, au contraire, comme un pragmatique, un professionnel de la politique sans idéologie et même sans grand dessin, qui navigue à vue, d'abord acharné à installer la monarchie, ensuite à consolider son propre pouvoir.

En tirant avec la gauche et en concédant juste ce qu'il faut à la droite, il s'est placé au centre de gravité du pays. M. Carrillo raconte qu'à la veille de négocier le statut d'autonomie basque, M. Suarez s'adressait à la presse : « Mais je lui ai dit que s'il ne parvenait pas à un accord, il jouait son poste, celui du roi et celui de la démocratie. »

Comme d'habitude M. Suarez parvient à un accord. Certains estiment qu'il a peut-être agi à cette occasion « contre ses propres convictions ». M. Tardellas, le président de la Généralité de Catalogne, affirme qu'il a « surtout tiré son épingle du jeu ». Mais un homme politique ne se juge ni à ses intentions ni à ses arrière-pensées. L'autonomie basque et celle de Catalogne, la Constitution « de la concorde », la légalisation des partis et des syndicats, la dissolution des principales libérations, sont à inscrire à l'actif de l'homme qui est aujourd'hui reçu par M. Barre.

Ses compatriotes regrettent surtout qu'il soit resté un « apparatchik », un chef de gouvernement isolé dans son bureau et dans un corail réduit de conseillers, qui s'explique rarement en public et ne va jamais à la rencontre de l'Espagne « réelle ». Un tel style de gouvernement pourrait contribuer à la désaffection d'une partie de l'opinion à l'égard de la démocratie. — Ch. V.

● **Expulsion d'un ressortissant français.** — M. Jacques Bortayru, domicilié à Anglet (Pyrénées-Atlantiques), et qui avait été incarcéré le 20 octobre à la prison de Maribueno (Espagne) par les autorités espagnoles (le Monde daté 28-29 octobre) a été expulsé d'Espagne, dans la soirée du 23 novembre, et remis aux personnes françaises du poste frontière de Saint-Sébastien.

au pays basque espagnol, et accusé par les policiers espagnols de « collaboration avec des membres de l'organisation séparatiste basque E.T.A. », avant d'être expulsé.

● **L'indice espagnol des prix** a augmenté, en octobre, de 1,1 %, indique le bureau central des statistiques. Au cours des dix premiers mois de 1979, la hausse a été de l'ordre de 13,5 %. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Chili

● **CENT QUATRE PERSONNES** ont été arrêtées vendredi 23 novembre au soir à l'issue d'un meeting tenu par l'ancien président démocrate-chrétien Eduardo Frei. Selon l'agence officielle Orbe, l'ancien président a pris la parole de l'une des fenêtres de son domicile, car la réunion avait été interdite dans un local de la capitale. M. Frei a notamment déclaré que la politique chilienne actuelle était « dure, ferme et sans perspectives, aussi bien sur le plan intérieur qu'international ». — (A.F.P.)

Etats-Unis

● **M. BULALIO NEGRIN**, membre du Comité des 75, une organisation qui a négocié à Cuba la libération de prisonniers politiques, a été tué dimanche 25 novembre à Union City, dans le New-Jersey, où vivait une importante colonie cubaine. Le Comité des 75 est en butte aux attaques des organisations anticomunistes qui lui reprochent de collaborer avec les autorités cubaines. M. Negrin est

la deuxième personne appartenant au comité assassinée depuis le début de l'année. — (A.P.)

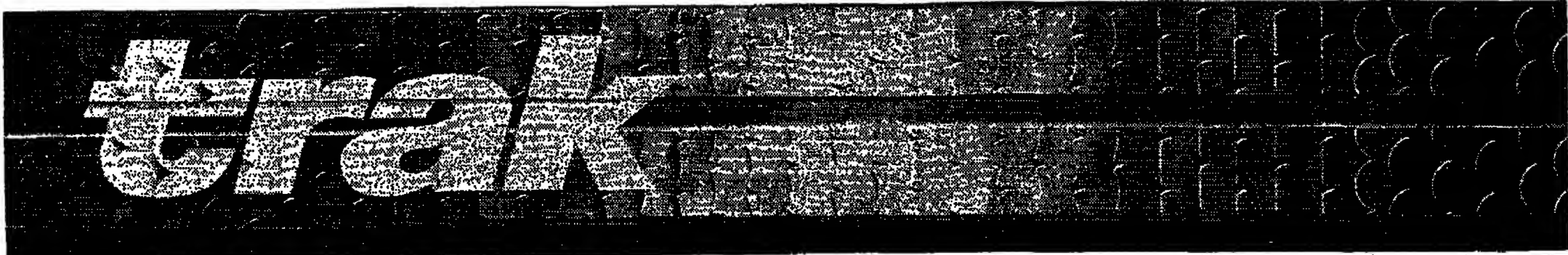
Pologne

● **LE CHANCELIER KRZYSZYK** est arrivé, samedi 24 novembre, à Varsovie pour une « visite semi-officielle de travail » de trois jours. Le chancelier autrichien espère obtenir l'assurance que la Pologne continuera, malgré ses difficultés économiques, à assurer à l'Autriche ses fournitures de charbon et de courant électrique. — (Reuters.)

Tchécoslovaquie

● **UN ECRIVAIN TCHÉCOSLOVAQUE** signataire de la Charte 77, M. Ivan Binar, et sa femme Jarmila, qui avaient obtenu, en mai 1979, l'autorisation de séjourner en Autriche, ont été débusqués vendredi 23 novembre de la nationalité tchécoslovaque, a-t-on appris samedi à Vienne. C'est la troisième fois en deux mois que des ressortissants tchécoslovaques installés en Autriche sont victimes d'une telle mesure.

SKIS DE FOND A POUR MIEUX ACCROCHER



Chacune des écailles imprimées sous la semelle des skis de fond TRAK constitue un point de retenue qui empêche le ski de reculer dans les montées. La disposition et le profil de

PROCHE

Les ministres se réuniront

CA

Un piano ou... les de

Calculez en musique

ECAIL ET BIEN

trak

DIPLOMATIE

LE DÉPLOIEMENT DE NOUVELLES ARMES EN EUROPE

Les ministres du pacte de Varsovie se réuniront en décembre à Berlin-Est

Les ministres des affaires étrangères des pays du pacte de Varsovie se réuniront à Berlin-Est début décembre, a-t-on indiqué, dimanche 25 novembre, de source officielle est-allemande. Il s'agit d'une réunion de routine, ni la date ni l'ordre du jour n'ont été précisés, dit-on de même source.

Les observateurs estiment que la réunion coïncidera probablement avec celle du conseil de l'OTAN des 13 et 14 décembre à Bruxelles — comme cela s'est déjà produit dans le passé — et que l'initiative de paix soviétique, visant

à empêcher le déploiement de nouvelles fusées nucléaires à moyenne portée par l'OTAN en Europe, fera l'objet des délibérations.

A Moscou, où M. Gromyko est rentré samedi, venant de Bonn, la « Pravda » de dimanche a lancé un nouvel avertissement aux Occidentaux. Si l'OTAN s'assurait la « suprématie militaire » en Europe, les pays du pacte de Varsovie seraient obligés de prendre des « contre-mesures appropriées », écrit l'organe du P.C. soviétique. — (A.F.P.)

Moscou rappelle à la Finlande qu'elle doit empêcher le survol de son territoire par des fusées de l'OTAN

De notre correspondant

Helsinki. — Un article publié dans l'hebdomadaire finlandais *Suomen Kuvalehti*, et signé Yrjö Komissarov, pseudonyme regroupant des experts soviétiques de la Scandinavie et reflétant les vues officielles de Moscou, souligne la menace que constituent pour cette région les plans de l'OTAN d'implanter en Europe occidentale de nouvelles fusées nucléaires à portée moyenne. Il évoque entre autres les idées exprimées à Stockholm en 1978 par le président finlandais M. Kekkonen, qui pense que les nouvelles armes, à l'inverse des missiles intercontinentaux, peuvent entraîner dans

un conflit des Etats non concernés « a priori ». Un simple coup d'œil sur la carte suffit à persuader que le problème n'est pas théorique : des missiles de croisière par exemple, lancés d'Allemagne fédérale contre la péninsule de Kola, sanctuaire nucléaire soviétique, passeraient obligatoirement par l'espace aérien finlandais et suédois. L'auteur de l'article, qui repousse d'une phrase (« l'armement soviétique est purement défensif ») les accusations portées contre l'OTAN en Occident, évoque l'engagement pris par la Finlande dans le traité de 1948 avec l'U.R.S.S. de repousser toute attaque contre l'Union soviétique passant à travers son territoire. Il écrit : « Il est évident que le survol éventuel par des missiles de croisière américains de l'espace aérien de pays comme la Suède et la Finlande soulèverait douloureusement la question de leurs droits et de leur devoir d'assurer la défense de leur intégrité territoriale. »

L'auteur évoque enfin l'intention prônée à des responsables de l'OTAN de modifier le statut de la Scandinavie : « Dans cette situation, il est compréhensible que l'U.R.S.S. doive tenir compte de la façon dont l'Europe du Nord, et de l'Europe du Nord-Est, s'agit-il d'un renforcement de l'incertitude militaire, d'une tentative de rompre l'équilibre en vigueur ou de mettre fin à l'état de paix dans une région ayant une frontière directe avec l'U.R.S.S. »

PAUL PARANT.

LE COMMUNIQUÉ SUR LA VISITE DE M. GROMYKO A BONN IGNORE LE PROBLÈME DES MISSILES A MOYENNE PORTÉE.

(De notre correspondant.)

Bonn. — En dépit des déclarations fracassantes faites vendredi par M. Gromyko à Bonn, les dirigeants ouest-allemands restent convaincus que l'Union soviétique ne fera pas la porte à des négociations sur les armes de la « zone grise » même si le conseil atlantique des 13 et 14 décembre se prononce pour la fabrication et la mise en place d'un arsenal nucléaire plus moderne en Europe. Les milieux officiels font de leur mieux pour persuader les commentateurs que, au cours de ses entretiens avec M. Schmidt et Genscher, le ministre soviétique des affaires étrangères n'a jamais adopté un ton aussi dur qu'il se confie à la presse.

Aussi souligne-t-on que le communiqué commun publié samedi 24 novembre ne mentionne pas de façon explicite le problème des armes nucléaires à moyenne portée. D'un côté comme de l'autre, on a prétendu s'en tenir à des formules générales sur le renforcement de la sécurité. Les conversations auraient mis en évidence qu'il n'existe pas d'alternative à la détente et que M. Gromyko et Genscher ont constaté qu'il convient d'adopter de nouvelles mesures dans le domaine du désarmement et du contrôle des armements. Enfin, le communiqué rappelle la déclaration commune publiée le 6 mai 1978, lors de la visite de M. Brejnev à Bonn, soulignant que personne ne devrait viser à une prépondérance militaire.

J. W.

Si vous faites partie du monde des hommes grands ou costauds...

...notez 2 bonnes adresses à Paris pour vous habiller en prêt à porter : des jeans au smoking, du blouson à l'ensemble de ski... 86 av. Ledru-Rollin 12^e 638.18.24 et 79 av. des Ternes 17^e 574.35.13 BERDY (PUBLICIS)

Diamant au prix tailleur négocié pour vous à la source par des professionnels.

diamantaires depuis des générations, tailleurs d'Anvers et experts en diamants, nous pouvons NEGOCIER POUR VOUS LES PLUS BELLES QUALITES AUX MEILLEURS COURS : ANVERS, NEW-YORK, TEL AVIV, GENÈVE, PARIS RV sur simple appel à EDG : 20, rue de la Paix, 75002 Paris - Tél. 261.71.61



Europ Diamond Gems

PROCHE-ORIENT

L'ÉPREUVE DE FORCE ENTRE TÉHÉRAN ET WASHINGTON

L'ONU et la crise iranienne

(Suite de la première page.)

Dans la nuit du samedi au dimanche, le représentant américain, très digne, plaide en faveur de l'amitié entre les deux peuples. « Sachez, monsieur que les Américains ont un sens profond de la justice et de la compassion. Je suis pour ma part déterminé à susciter aux Etats-Unis une enquête sur le comportement de nos gouvernements, dans l'intérêt de mon peuple et du vôtre, dans l'intérêt des otages que vous détenez et dans celui de la paix mondiale. »

Le dialogue qui s'engage est fascinant. Le représentant américain, très digne, plaide en faveur de l'amitié entre les deux peuples. « Sachez, monsieur que les Américains ont un sens profond de la justice et de la compassion. Je suis pour ma part déterminé à susciter aux Etats-Unis une enquête sur le comportement de nos gouvernements, dans l'intérêt de mon peuple et du vôtre, dans l'intérêt des otages que vous détenez et dans celui de la paix mondiale. »

Le visage crispé d'Ebrahim se détend. Emportant l'enregistrement de la conversation, il ira la faire écouter au comité dirigeant des étudiants réunis dans une pièce voisine. Il reviendra peu après pour annoncer à M. Hansen qu'il avait « menti » de rendre visite aux otages. Tel n'a pas été apparemment notre cas, et nous étions apparemment notés cas, et nous de l'ambassade où plusieurs milliers de personnes ne cessent de conspuer l'impérialisme américain.

« Le peuple américain n'est pas coupable »

C'est alors que se déroule une scène significative. Un groupe de manifestants déploie un drapeau américain et s'apprête à le brûler. Une voix amplifiée par haut-parleur, tonne du ciel, tonne : « Frères ne faites pas cela ! J'espère plus un drapeau américain ne devrait être brûlé sur notre sol. Nous sommes tenus à respecter l'emblème du peuple américain qui n'est pas, lui, coupable. » La bannière étoilée se fonde alors dans la vague houleuse des manifestants.

Volpi M. George Hansen qui franchit le portail de l'ambassade. La foule se lance vers lui, le poing levé aux cris de « Yankee, go home ! ». La mystérieuse voix retentit à nouveau : « Le peuple (américain) qui Carter n'est pas, lui, coupable. » Le slogan, repris en chœur, scandé à un rythme saccadé, de plus en plus rapide, se répand, se gonfle, explose au visage du représentant.

M. Hansen protesta en faisant valoir à son interlocuteur iranien que la conversation, pour être fructueuse, devrait être confidentielle. « Non, lui répond Ebrahim, la révolution iranienne n'a rien à cacher au peuple ; tout ce qui se dit devra être porté à la connaissance du public. » Au nom de Dieu le Miséricordieux, vous avez devant vous, mesdames et messieurs, un représentant du peuple américain qui cherche à connaître la vérité, à commencer par déclarer Ebrahim en s'adressant aux télespectateurs. « La vérité, monsieur Hansen vous la trouverez dans la misère de nos campagnes et sur les tombes de nos martyrs », enchaîne l'étudiant, la mâchoire serrée.

de l'idaho. La masse humaine brise le cordon du service d'ordre, s'élance vers M. Hansen qui est balotté, emporté, englouti par la foule déchaînée.

Immobilisés plusieurs dizaines de mètres plus loin, le représentant américain est intercepté par un homme jeune, qui, le visage congestionné, la voix étranglée par l'émotion, dit en un anglais approximatif : « Mon frère et ma sœur ont été assassinés par le chah. Et c'est ce criminel que vous protégez ! » M. Hansen, pâle comme un linge, les yeux embués, lui prend les mains et les lui serre longuement.

Brusquement, et en quelques secondes, les manifestants se lèvent, choient aux pieds de l'Américain, s'assoient en tailleur sur le pavé, exigent des explications. Un jeune homme se propose comme interprète, un micro surgit du néant. Alors s'engage un dialogue, très amical, entre les moustazafin (les déshérités) de Téhéran et le représentant de l'opulente Amérique. La harangue vaut à ce dernier applaudissements et ovations.

M. Hansen, qui devait être à Washington lundi matin, a décidé de reporter son départ d'un jour ou deux pour tenter une « ouverture » politique. Un autre Américain, l'ancien sénateur Jim Abourezk, d'origine libanaise, qui est arrivé à Téhéran dimanche matin, a des ambitions analogues. Il a été reçu le soir même par M. Bani Sadr, à qui il a décrit « le vent de l'ouest » qui balaye l'Amérique. « Les Américains, nous a dit M. Abourezk, ont une vengeance, exigent du président Carter une intervention militaire, persane, d'avaluer une guerre qui serait catastrophique tant pour les Iraniens que pour nous. Il est indispensable de jeter un pont entre les deux peuples. »

Le fossé est peut-être tout autant culturel et psychologique que politique. Aura-t-on le temps de le combler ?

ÉRIC ROULEAU.

Les importations iraniennes seront payées dans la devise du pays d'origine

Les importateurs iraniens ont reçu l'ordre, le 25 novembre, de payer les produits importés dans la monnaie du pays d'origine. Un communiqué de la Banque centrale précise que « les importations iraniennes qui avaient ouvert des lignes de crédit en dollars à des exportateurs étrangers non américains peuvent leur substituer des crédits libellés en d'autres devises ». Cette mesure, souligne la Banque centrale, doit permettre aux importateurs de poursuivre leurs transactions commerciales.

Revenant, dans une interview à l'A.F.P., sur la fixation du prix du pétrole, M. Bani Sadr a précisé que les autorités financières étaient en train de mettre au point « un cocktail de cinq à sept devises dans lequel les francs français et suisses, le deutschemark et le yen seraient fortement représentés ». Un tel système nous garantirait, a-t-il dit, contre les fluctuations de cours des différentes monnaies.

L'homme qui est responsable des affaires étrangères de l'Iran ainsi que de l'économie et des finances a tenu aussi à réaffirmer qu'il n'avait pas déclaré que la dette extérieure de l'Iran ne serait pas honorée. « Seuls les emprunts contractés par les directeurs de banques privées iraniennes auprès de leurs collègues américains sous le régime du chah ne seront pas remboursés. »

D'autre part, un communiqué commun a été diffusé selon lequel l'Iran, la Libye, l'Algérie, la Syrie, le Sud-Yémen et l'OPPEP vont tenter d'obtenir de l'entente précise que « les importations iraniennes qui avaient ouvert des lignes de crédit en dollars à des exportateurs étrangers non américains peuvent leur substituer des crédits libellés en d'autres devises ». Cette mesure, souligne la Banque centrale, doit permettre aux importateurs de poursuivre leurs transactions commerciales.

Enfin, le ministre iranien du pétrole, M. Motlifar, a déclaré, le 25 novembre, que tous les pays qui se livreraient à des actes inamicaux envers l'Iran, tels que le gel des avoirs iraniens dans des banques situées sur leur territoire, seront privés de pétrole. — (A.F.P., Reuter, AGFPI.)

CASIO

Un piano ou une calculatrice ? ... les deux à la fois.

Calculez en musique.

Montre, chrono, calendrier simultanément avec tous calculs. Calcul du temps.

pour vos cadeaux choisissez une Casio

- Modèles simples
- Modèles musicaux
- Modèles scientifiques

et toute une gamme de calculatrices

Noblet importateur 75139 PARIS - CEDEX 03 en vente : Papeteries et magasins spécialisés.

CASIO haute qualité

Diamant au prix tailleur négocié pour vous à la source par des professionnels.

diamantaires depuis des générations, tailleurs d'Anvers et experts en diamants, nous pouvons NEGOCIER POUR VOUS LES PLUS BELLES QUALITES AUX MEILLEURS COURS :

ANVERS, NEW-YORK, TEL AVIV, GENÈVE, PARIS RV sur simple appel à EDG : 20, rue de la Paix, 75002 Paris - Tél. 261.71.61

11^e SALON des ANTIQUAIRES

23 NOVEMBRE - 3 DÉCEMBRE 1979

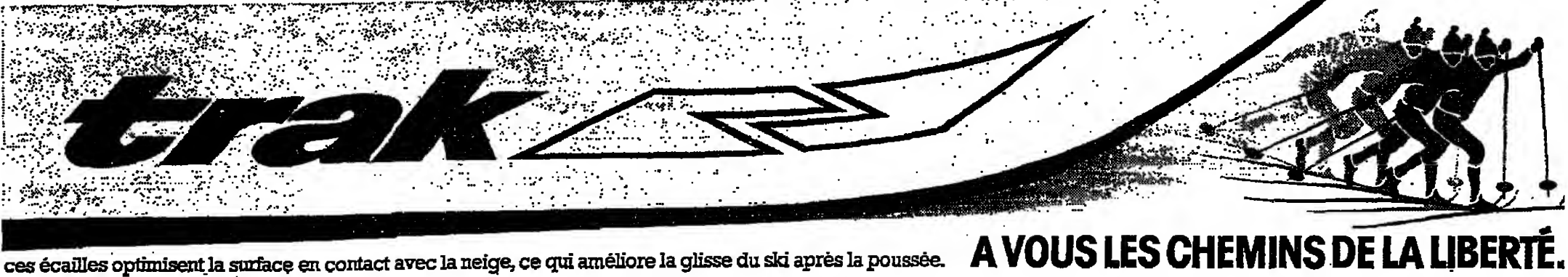
pavillon spodex

PLACE DE LA BASTILLE

ts. les jr. 10 h à 20 h

mardi et jeudi 10 h à 23 h

ECAILLES TRAK ET BIEN GLISSER.



ces écaillures optimisent la surface en contact avec la neige, ce qui améliore la glisse du ski après la poussée. A VOUS LES CHEMINS DE LA LIBERTÉ.

حکومت اسلامی



PROCHE-ORIENT

L'ÉPREUVE DE FORCE ENTRE TÉHÉRAN ET WASHINGTON

Tandis que l'imam Khomeiny appelle les musulmans à la « guerre sainte »

M. Waldheim demande une réunion du Conseil de sécurité pour enrayer l'« escalade de la tension »

Le secrétaire général des Nations unies, M. Kurt Waldheim, a annoncé dimanche 25 novembre qu'il avait personnellement pris l'initiative de demander une réunion d'urgence du Conseil de sécurité pour essayer d'enrayer « l'escalade de la tension » créée par la crise iranienne-iranienne. Cette escalade, a-t-il souligné, atteint un niveau où elle constitue une menace « non seulement pour la paix et la stabilité de la région, mais aussi du monde entier ».

M. Waldheim a précisé que son initiative était prise en vertu de l'article 99 de la charte des Nations unies qui confère au secrétaire général le droit et même le devoir de saisir le Conseil de sécurité « de toute affaire qui, à son avis, pourrait mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationale ». L'initiative de M. Waldheim n'a qu'un seul précédent dans l'histoire de l'ONU : le 13 juillet 1960, M. Dag Hammarskjöld, le secrétaire général de l'époque, avait invoqué l'article 99 pour saisir le Conseil de sécurité des troubles graves ayant éclaté dans l'ex-congo belge au lendemain de son indépendance (1). Le conseil s'était réuni dans la nuit du 13 au 14 juillet 1960 et avait décidé l'envoi sur les lieux d'une force de maintien de la paix de l'ONU. Cette force était restée dans la région jusqu'en 1963.

Dans sa lettre au président du conseil de sécurité, M. Falacios de Vizzio (Bolivie), M. Waldheim, en rendant publique son initiative, fait état des « graves dangers » que des deux pays, « le gouvernement des États-Unis, dit-il, est profondément troublé par l'occupation de son ambassade à Téhéran et par la détention de son personnel diplomatique en violation des conventions internationales. Le gouvernement iranien cherche réparation pour les injustices et les dommages matériels et humains qui, selon lui, ont été commis par le régime précédent ».

La réunion du président Carter avec les principaux responsables de la défense américaine, achevée, samedi à Camp David, sans qu'on ait pu obtenir de nouvelles indications sur les intentions des États-Unis à l'égard de l'Iran. Officiellement, cependant, l'examen du budget de la défense, cette réunion, suivie d'un déjeuner de travail, a regroupé notamment pendant plus de trois heures autour du président pour conseiller pour les affaires de sécurité, M. Brzezinski, le secrétaire à la défense, M. Harold Brown, ainsi que les chefs d'état-major des trois armées. Bien que toute intervention armée pour libérer les quarante-neuf otages soit officiellement exclue, on a vu néanmoins que le président a examiné avec ses conseillers les différentes options militaires possibles à des mesures de représailles étalées à l'égard de l'Iran. Entretemps, Washington s'efforce de décourager toute spéculation sur la possibilité d'une intervention militaire. Le département d'État a notamment qualifié de « fausses et malveillantes » des informations publiées par la presse en Grèce et au Portugal sur l'utilisation de bases dans ces deux pays pour faciliter un éventuel coup de force américain contre l'Iran. Des fonctionnaires américains ont déclaré que le président a demandé aux États-Unis de rechercher la collaboration d'Israël pour essayer de libérer les otages par la force.

L'annulation du voyage de M. Bani Sadr

Quelques heures avant l'annonce de l'initiative de M. Waldheim, le chef de la diplomatie iranienne, M. Bani Sadr, avait déclaré qu'il se rendait aux Nations unies pour prouver que l'Iran était dans son droit en demandant l'extradition de l'ancien chah. Annonce dimanche en fin d'après-midi à Téhéran par l'agence officielle Pars, le voyage de M. Bani Sadr a été annulé quelques heures plus tard par décision du Conseil de la révolution, qui a jugé « inopportune » le moment choisi pour ce déplacement. Le ministère des affaires étrangères a, pour sa part, précisé que l'annulation du voyage avait été motivée par la proximité du référendum sur la nouvelle Constitution iranienne, prévu pour les 2 et 3 décembre prochains, et en raison du mois musulman de Moharram. Samedi, l'imam Khomeiny, pour la deuxième fois en quarante-huit heures, a lancé aux musulmans du monde un appel à la guerre sainte contre les États-Unis. Faisant allusion au président Carter, il a déclaré : « Le moment est venu de lutter contre de tels tyrans (...). Notre révolution est une révolution islamique ayant été une révolution iranienne. Elle est une

révolution mondiale avant d'être une révolution régionale. » Il a accusé les États-Unis et Israël d'avoir « complotté pour l'occupation de la grande mosquée de La Mecque » et a lancé un appel aux musulmans « pour la défense de l'Islam ». Il a également accusé le président Carter « de substituer la loi de la jungle au droit international », ajoutant : « La lutte que nous avons entreprise est la lutte des déshérités contre les oppresseurs. L'une des erreurs de Carter est de ne pas avoir compris la profondeur du mouvement islamique. » Dimanche, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté devant l'ambassade des États-Unis, à Téhéran, pour « protester contre le complot des impérialistes et des sionistes contre la grande mosquée de La Mecque ». Au cours de l'après-midi, dix mille sympathisants des Fedayin Khalq (marxistes-léninistes), interdits depuis le 12 août dernier, ont pris part à la manifestation, laissant planer la menace d'incidents qui, finalement, ont été évités.

Cessez-le-feu de quinze jours au Kurdistan

Le Parti démocratique du Kurdistan iranien (P.D.K.I.) a ordonné, dimanche, à ses membres, un cessez-le-feu immédiat pour une période de vingt jours, « pour s'associer à la lutte de l'Iran contre les complots impérialistes et sionistes dans le pays ». Ce cessez-le-feu, qui consacre une « union sacrée » devant les difficultés actuelles de l'Iran, ne maintient, a souligné le P.D.K.I., que si les « gardiens de la révolution » non kurdes sont

retraités du Kurdistan dans un délai de quinze jours à compter de ce dimanche. Cette décision intervient alors que les hostilités, en vigueur depuis un mois, menaçaient de s'ouvrir à nouveau après les déclarations faites lors de la prière de vendredi dernier par le chef religieux de Téhéran, l'ayatollah Montazeri, qui avait traité M. Ghassemlou, secrétaire général du P.D.K.I., et cheikh Ezzeddine Hosseini, chef religieux sunnite kurde, de « Sion ». La déclaration de l'ayatollah Montazeri avait d'autant plus surpris que l'imam Khomeiny lui-même s'était adressé, il y a une semaine, aux « frères kurdes », leur assurant que « la République islamique leur donnerait le droit d'administrer leurs affaires intérieures ». Après les déclarations de l'ayatollah Montazeri, le P.D.K.I. dont le secrétaire général venait de faire une réapparition publique après plus de deux mois de clandestinité (le 20 novembre), avait annoncé de reprendre la guérilla. A Mahabad, des manifestations étaient intervenues dans la journée de samedi. Devant les vives réactions suscitées par ces déclarations, y compris parmi les autorités laïques et religieuses, l'ayatollah Montazeri a été conduit à préciser qu'il n'avait fait qu'exprimer « une opinion personnelle ». La mission gouvernementale de conciliation, formée le 27 octobre, pour régler la crise kurde, va donc pouvoir reprendre ses négociations. — (A.F.P.)

(1) L'article 99 de la Charte porte : « Le secrétaire général peut saisir le Conseil de sécurité sur toute affaire qui, à son avis, pourrait mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationale. »



(Dessin de KONE.)

Le Coran, l'islam et la guerre sainte

« Déshérités, lève-toi, défends-toi ! (...) Lève-toi et porte-toi à la défense de l'Islam, car c'est votre devoir de le défendre », vient de proclamer, dimanche, un message radio-diffusé, adressé au gouvernement algérien, l'imam Khomeiny. Peut-on considérer les exhortations du chef religieux iranien comme un véritable appel à la guerre sainte, telle que le Coran l'a préconisée dans un contexte politico-géographique tout autre que celui du monde actuel — et telle que l'entend la tradition musulmane ?

La guerre sainte contre les non-musulmans (en arabe, *jihad*, par opposition à *harb*, qui signifie « guerre » sans aucune notion de combat pour la cause religieuse) fait l'objet de la quasi-totalité de la longue sourate 9 du Coran (1). Initialement, l'immunité « On peut y lire, au hasard des versets : « Tuez les polythéistes partout où vous les trouverez ; capturez-les, assés-gez-les, dressez-leur des embuscades » (9, 5). « Combattez-les ! Dieu les châtiera par vos mains ; il vous donnera la victoire » (9, 14). « Combatez : ceux qui ne croient pas en Dieu et en son jour dernier ; ceux qui ne déclarent pas illégitime ce que Dieu et son prophète ont déclaré illégitime ; ceux qui parmi les gens du Livre (2) ne pratiquent pas la vraie religion » (9, 29). Ou encore : « Le prophète et les croyants combattent avec leurs biens et leurs personnes : voilà ceux qui jouiront des meilleures choses, voilà

ceux qui seront heureux » (9, 88). Mais la guerre sainte est très souvent évoquée dans d'autres nombreux chapitres du livre, et si nettement prônée que certaines sectes ont même, notamment, des khadji (des) en ont volontiers le sixième « pilier » sur quoi repose l'islam, les cinq autres étant, comme on sait, la profession de foi, la prière, le jeûne du ramadan, l'aumône et le pèlerinage aux lieux saints. Quant à la *char'a* (loi coranique), elle considère la guerre sainte comme l'un des devoirs du croyant, une obligation « non pas individuelle, mais liant collectivement la communauté » (3). Ce devoir devient devoir personnel dès lors que l'imam appelle les fidèles à la défense de l'islam, s'il estime celui-ci en danger. Le combat pour la religion revêt une telle importance que le croyant qui aura péri durant la guerre sainte sera compté au nombre des martyrs : « Ne croie surtout pas que ceux qui sont tués dans le chemin de Dieu sont morts. Ils sont vivants ! » (3, 169). Et encore : « Nous accordons une récompense sans limites à celui qui combat dans le chemin de Dieu, qu'il soit tué ou qu'il soit victorieux » (4, 74). — J.-M. D.-S.

(1) Les citations du Coran reproduites ici ont été tirées de la traduction de D. Masson (Bibliothèque de la Pléiade). (2) Sous ce vocable (en arabe « *ahl al Kitab* »), le Coran désigne les chrétiens et les juifs. (3) H. LAMMANS, « L'Islam, croyances et institutions », Beyrouth, 1943.

L'opinion publique est en proie à de violents sentiments anti-iraniens

New-York. — Malgré les appels au calme lancés par la classe politique, les sentiments anti-iraniens croissent aux États-Unis. A Jersey-City, près de New-York, six étudiants iraniens qui étaient conducteurs d'autobus à temps partiel ont été licenciés par leur employeur. La plupart des autres employés de la ligne ont approuvé ces « représailles » contre la prise d'otages de Téhéran. Interrogé par une chaîne de télévision l'un d'eux, le jeune homme, des accents dignes de l'époque du macarthyisme triomphant : « L'Amérique est aux Américains. Si vous ne l'aimez pas, allez vous en ! »

La semaine dernière, le président d'un petit collège d'Alabama a envoyé à la poignée d'étudiants iraniens qui y étaient inscrits une lettre leur enjoignant de trouver, à la fin de l'année, un autre établissement pour poursuivre leurs études.

Dans le faubourg new-yorkais de Queens, une mosquée, surtout connue pour ses services d'immigration, a été partiellement incendiée et ses murs couverts de graffiti injurieux pour l'Iran et l'imam Khomeiny.

Le grand magasin Macy's, dont le rayon d'alimentation est connu de tous les New-Yorkais amateurs de produits fins, a annulé ses commandes de produits iraniens et a passé des ordres supplémentaires aux producteurs soviétiques.

Ces réactions de l'opinion ont paru surprendre les étudiants iraniens, qui, depuis que leurs dossiers doivent être examinés un par un par les services d'immigration, ont renoncé à leurs manifestations publiques de soutien à l'imam Khomeiny. Après les bagarres de la semaine dernière, dont le spectacle avait choqué plus d'un spectateur, les Américains ont, semble-t-il, décidé d'éteindre leur soif de vengeance par des moyens à la fois plus efficaces et moins violents.

En fait, la situation est beaucoup plus compliquée que ne le pense le citoyen moyen, frappé d'une rage impulsive par les événements de Téhéran. Non seulement parce que le nombre d'iraniens résidents aux États-Unis est mal connu — il s'agit de plusieurs centaines de milliers — mais aussi parce que beaucoup d'entre eux sont résolument hostiles à l'imam Khomeiny. Si l'on était favorable au régime actuel, je ne serais pas là », plaident un étudiant injurié par un passant.

Plutôt juifs ou Arabes...

Il y a aussi de très nombreux iraniens pour la plupart commerçants ou membres des professions libérales, qui sont, depuis des années, citoyens américains et qui ont souvent épousé des Américaines. Le propriétaire d'un magasin de tapis installé dans un grand hôtel arborait, ces jours-ci, un drapeau américain à la boutonnière. Il avait accroché un grand portrait du président Carter, barré de tricolore, au mur et planté un imposant drapeau américain au-dessus de son stock. Nombre de restaurants et magasins iraniens ont modifié leur enseigne, et certains de leurs propriétaires préfèrent, ces jours-ci, se faire passer pour juifs ou Arabes.

Selon les services d'immigration américains, 2 318 étudiants iraniens ont été avisés qu'ils n'allaient pas en règle et allaient être expulsés, soit parce qu'ils ont refusé de se rendre à leur visa, soit parce qu'ils ont changé d'établissement d'enseignement sans en avertir les autorités. Un peu plus de la moitié de l'objet d'un complément d'enquête. Sur le total de ceux qui doivent se préparer à partir, 286 seulement ont accepté de quitter les États-Unis.

Il est probable que les autres interdiront des actions en justice pour prolonger leur séjour. Le recensement des quelque 60 000 étudiants iraniens qui se trouvent dans le pays est loin d'être terminé. D'autant que l'entrée des agents des services d'immigration a été interdite sur certains campus, surtout en Californie, pour infraction aux lois sur les droits civiques.

Une dizaine de milliers de juifs iraniens qui ont fui leur pays depuis la chute du chah et se sont installés pour la plupart en Californie, ont particulièrement amers des procès d'intention que les Américains font à leurs compatriotes, d'autant qu'ils n'ont aucune nouvelle des membres de leur famille restés en Iran. Sur les 25 pilotes et navigateurs iraniens dont l'entraînement vient d'être suspendu sur ordre du secrétaire de la défense, 12 ont demandé l'asile politique. Les 22 qui avaient terminé leurs cours quand la crise a éclaté ont demandé à rester pour l'instant sur leur base américaine.

Vendredi, le maire de New-York, M. Koch, a demandé à ses

De notre correspondante

concitoyens de renoncer aux « représailles individuelles » contre les Iraniens dont, a-t-il dit, la grande majorité ne souhaitent que vivre en paix dans notre pays. Diverses organisations de défense des droits civiques ont l'intention de porter devant les tribunaux les cas les plus flagrants d'attribution aux libérés des Iraniens. Leurs dirigeants évoquent l'exemple des mesures prises, après Pearl-Harbor contre les Américains d'origine japonaise, qui furent mis dans des camps d'internement. Bien que les circonstances actuelles soient très différentes, le rappel de cette page peu glorieuse de l'histoire américaine éveille des échos favorables dans l'opinion libérale.

Les appels au calme ont reçu un renfort de poids lorsque la mère du sépéral de « marines » Steven Crowley, qui a été tué lors de l'attaque de l'ambassade américaine d'Islamabad, a convoqué la presse pour lancer un appel à ses compatriotes afin qu'ils

restent unis autour du président Carter et ne cèdent pas au désir de vengeance. De nombreux éditorialistes se penchent sur le sort tragique des intellectuels libéraux iraniens, aussi hostiles au chah qu'au régime Khomeiny dont beaucoup sont réfugiés aux États-Unis.

Dans un éditorial du Washington Post, l'ancien secrétaire d'État George Ball rappelait dimanche la révolte soudanaise de 1985 contre les Britanniques. Selon M. Ball, le mahdi, chef des insurgés dont le fanatisme religieux n'est pas sans rappeler celui des Iraniens d'aujourd'hui, n'avait pas d'abord l'intention de prendre Khartoum et de massacrer la garnison britannique. Selon M. Ball, c'est la décision du premier ministre de la reine, Gladstone, poussé par l'opinion publique, d'envoyer un corps expéditionnaire pour tenter de déloger le général Gordon assiégué qui provoqua l'assaut final des insurgés et le massacre qui s'ensuivit.

NICOLE BERNHEIM.

En Arabie Saoudite

Les autorités ont repris totalement le contrôle de la grande mosquée de La Mecque

Riyad (A.F.P.). — L'opération, menée par les forces de l'ordre saoudiennes contre des « fanatiques », à la grande mosquée Al Haram Al Charif, à La Mecque, a pris fin dimanche 26 novembre. Les quelques rebelles qui se cachaient encore samedi soir dans divers recoins de l'immense mosquée, ont été débouqués un à un et arrêtés dimanche en début d'après-midi. Dans un communiqué diffusé par la radio de Riyad, les autorités saoudiennes déclarent cependant : « Il est de notre devoir de redoubler de vigilance. Les mécréants exécuteront toutes occasions pour parvenir à leur misérable objectif. »

Le gouvernement du roi Khalid frappe d'une « sanction de félonie » les auteurs de l'attaque, qu'il considère comme une « violation de la sécurité dans le pays pour réaliser des sinistres desseins ». Après avoir souligné qu'« un châtiment rigoureux attend cette poignée de rebelles », le communiqué affirme que les autorités saoudiennes ont prouvé qu'elles ont fait face à la situation avec « sagesse tout en assurant la sauvegarde de l'haram Al Charif (la grande mosquée), ce lieu sacré ».

D'après la radio de Riyad s'est longuement étendue sur la foule (interprétation du droit canon) légitimant le recours à la force contre les auteurs de la trahison. Elle a rappelé qu'il est dit dans une sourate du Coran : « Vous ne prendrez pas les armes dans la mosquée sacrée tant que vous ne serez pas attaqués, mais si vous l'êtes, l'horre combat aux athées ». C'est en se basant sur cette sourate que le roi Khaled, d'Arabie Saoudite, réunit mardi dernier, chez le roi, ont rendu leur fétu autorisant les forces de l'ordre à faire usage de leurs armes dans l'enceinte de la grande mosquée pour combattre les

« rebelles athées » qui l'avaient attaquée. Le ministre saoudien de l'Intérieur, le prince Naef Ben Abdel Aziz, se trouvait, dimanche, en début d'après-midi, sur place pour prendre des dispositions afin de faire disparaître les traces des combats dans la mosquée. On ne dispose encore d'aucune indication officielle ni sur le nombre exact des combattants ni sur celui des pertes dans les rangs des forces saoudiennes. Le sort des rebelles semble soigné et ils seront vraisemblablement décapités en place publique.

Dimanche, M. Léopold Senghor, président de la République du Sénégal, a exprimé, dans un message adressé au roi Khaled, « sa quiconque compromettre la sécurité dans le pays pour réaliser des sinistres desseins ». Après avoir souligné qu'« un châtiment rigoureux attend cette poignée de rebelles », le communiqué affirme que les autorités saoudiennes ont prouvé qu'elles ont fait face à la situation avec « sagesse tout en assurant la sauvegarde de l'haram Al Charif (la grande mosquée), ce lieu sacré ».

D'après la radio de Riyad s'est longuement étendue sur la foule (interprétation du droit canon) légitimant le recours à la force contre les auteurs de la trahison. Elle a rappelé qu'il est dit dans une sourate du Coran : « Vous ne prendrez pas les armes dans la mosquée sacrée tant que vous ne serez pas attaqués, mais si vous l'êtes, l'horre combat aux athées ». C'est en se basant sur cette sourate que le roi Khaled, d'Arabie Saoudite, réunit mardi dernier, chez le roi, ont rendu leur fétu autorisant les forces de l'ordre à faire usage de leurs armes dans l'enceinte de la grande mosquée pour combattre les

Au Pakistan

APRÈS LE SACCAGE DE L'AMBASSADE AMÉRICAINE Le gouvernement d'Islamabad déplore la « réaction excessive » de Washington

Islamabad (A.P., A.F.P., U.P.I., Reuters). — Le secrétaire général à l'information, M. Mujibur Rahman, a déploré, dimanche 26 novembre, la « réaction excessive » des États-Unis qui ont rapatrié plusieurs centaines de leurs ressortissants après le sacage et l'incendie, le mercredi 21 novembre, de l'ambassade américaine à Islamabad. Il a déclaré que les émissaires avaient été déchaînés par des émissions d'une radio étrangère affirmant que des Américains étaient mêlés à la profanation de la grande mosquée de La Mecque. Les autorités pakistanaises, a-t-il encore indiqué, ont fait tout ce qu'elles ont pu pour contenir une foule qui s'est élevée rapidement à 20 000 personnes. Le secrétaire général à l'information a reconnu que les forces de sécurité avaient réagi avec une certaine lenteur — en raison de difficultés techniques, a-t-il assuré — mais il a démenti les commentaires selon lesquels elles avaient fait délibérément preuve de mauvaise volonté. L'armée, a-t-il dit, devait agir avec tact, car si elle avait usé de la force sans discrimination cela aurait pu mettre l'ensemble du pays à feu et à sang.

Cependant, les ambassadeurs accrédités à Islamabad ont adressé, samedi, au gouvernement pakistanais une note diplomatique critiquant la lenteur des secours

portés lors de l'attaque de la mission américaine. La note remise par M. Ulrich Scheske, ambassadeur d'Allemagne fédérale et doyen du corps diplomatique, demandait aux autorités de renforcer les mesures de sécurité dans le quartier des ambassades, où une certaine psychose s'est emparée de la communauté étrangère. Des dispositions dans ce sens ont été prises samedi 24 novembre. D'autre part, plus d'une douzaine de personnes ont été arrêtées pour leur participation présumée à l'attaque contre l'ambassade américaine. Un membre de l'ancien parti de droite l'Alliance nationale pakistanaise, secrétaire de l'Association des commerçants d'Islamabad, figure au nombre des personnes arrêtées ainsi que plusieurs étudiants.

De nouveaux et violents incidents ont eu lieu, dimanche 26 novembre, à Hyderabad, dans le sud de l'Inde, à la suite du refus par les commandants hindous de fermer, comme les musulmans, leurs magasins et de s'associer ainsi au mouvement de protestation contre la profanation de la grande mosquée de La Mecque. Une centaine de personnes ont été blessées au cours des heurts ; sept cents autres ont été arrêtées. L'armée a été placée en état d'alerte. (Reuters, A.F.P., A.P., U.P.I.)

PROG

Huit mois après la signature de l'accord

L'Égypte a récupéré les des

LE MONDE

L'APPARTENANT

INSTITUT CAPLANS

Huit mois après la signature du traité de paix avec Israël

L'Égypte a récupéré les deux tiers du Sinaï

Le drapeau égyptien a été hissé dimanche 25 novembre, à midi, à l'aéroport d'Al-Torr, au sud-ouest du Sinaï, ce qui a marqué le début de la restitution à l'Égypte d'une cinquième zone de la péninsule. Cette phase s'achèvera le 25 janvier 1980 par la restitution des cols stra-

tégiques de Mitla et de Giddi, dont l'importance est néanmoins réduite par les limitations d'armement que l'Égypte a acceptées dans la partie centrale du Sinaï. Le Caire a cependant récupéré les puits de pétrole d'Alma, rebaptisés Chaab-Ali, qui lui permettront de porter sa production de 25 à 27 millions de tonnes.

De notre correspondant

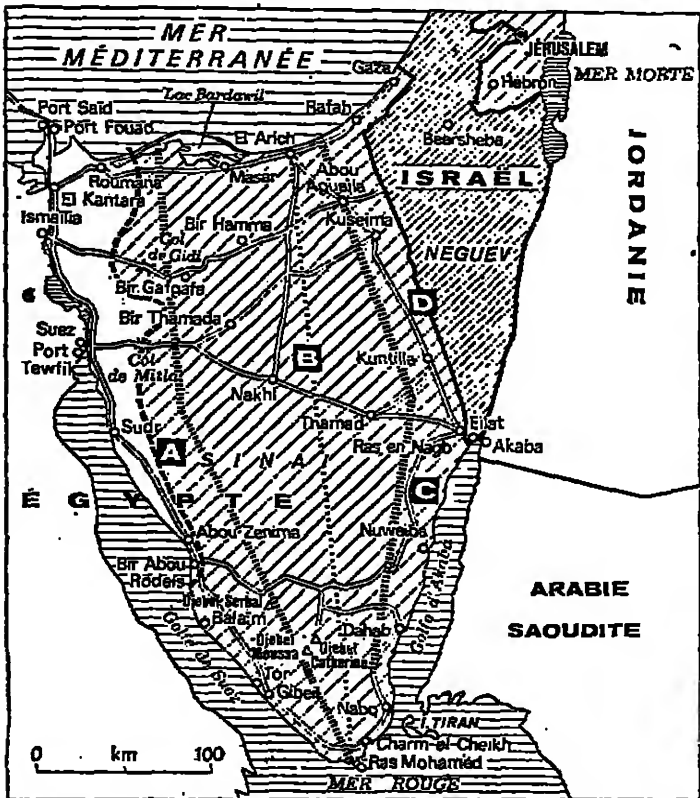
Le Caire. — Au terme des opérations d'évacuation, l'Égypte, grâce à une application minutieuse du traité de paix conclu avec Israël le 26 mars, aura récupéré les deux tiers du Sinaï, occupé depuis 1967. L'ultime phase d'évacuation portant sur une zone d'environ 20 000 km², s'étendant de la mer Méditerranée à la mer Rouge, à l'est d'une ligne El-Arich-Cham-el-Chelkh, n'aura lieu, selon les accords, qu'au début de 1982. La phase qui s'achève permet en tout cas au Caire de récupérer les principales agglomérations et oasis, les champs pétroliers et les sites religieux ou

tantin, Héloïse — une ancienne concubine impériale qui finit au calendrier des saints — avait élevé un monument en l'honneur d'une martyre alexandrine, sainte Catherine. Aussitôt, les reliques des Évangiles situées jusque-là près du Serail disparurent — caveau du prophète Elie, puits et bulsons ardents de Moïse, etc. — transportèrent leurs pénates sur les contreforts de l'actuel djebel Moussa.

Les croisés, ayant mis à la mode en Occident le culte de sainte Catherine — dont les anges avaient transporté le corps d'Alexandrie au Sinaï, — le monastère fondé par Juslinien devint vite une sorte de Lourdes ou de Fatima de l'époque.

Le Sinaï s'offre aujourd'hui le luxe d'avoir une Église pour lui tout seul, il est vrai qu'il doit s'agir de celle qui a le moins de fidèles au monde : l'Église autochrone grecque orthodoxe du Sinaï n'a en effet autorité que sur les moines hébraïques du monastère de Sainte-Catherine, dont les revenus proviennent surtout de propriétés situées à Chypre, en Grèce et en Égypte. Le chat de cette Église illipulienne, Mgr Damianos, jeune archevêque du Sinaï — c'est son titre — a, quant à lui, bien peur que toute la publicité faite par les événements politiques n'attire vers la péninsule des foules et des idées profanes qui troubleront la quiétude des religieux et changeront les paysages bibliques. Le rila n'a-t-il pas donné l'autorisation au peintre français Jean Velame de « peindre en bleu » un plateau sinaitique de 10 km de long sur 5 km de large ?

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.



A, B, C, D représentent les quatre zones de sécurité dans le Sinaï auxquelles se réfèrent les annexes militaires du traité israélo-égyptien. La zone D court le long de la frontière internationale en territoire israélien et est trop étroite pour la carte. Aux termes des négociations des annexes militaires, le retrait intermédiaire jusqu'à la ligne passant à l'est d'El-Arich-Bas Mohamed devait avoir lieu dans les neuf mois suivant la date de l'échange des instruments de ratification du traité.

archéologiques les plus prestigieuses. La bande de terre sinaitique constituant la rive asiatique du canal de Suez et les puits de pétrole d'Abou-Rodels, sur la rive orientale du golfe de Suez, avaient été restitués avant le traité de paix, en vertu des accords israélo-égyptiens de dégagement de 1974 et de 1975.

Avant fait partie un temps, dans l'Antiquité, de l'Arabie pétrée, dont la capitale Pétra appartenait, aujourd'hui à la Jordanie, plus proche par les mœurs de ses bédouins et par ses paysages rocailleux de la péninsule Arabique que de la vallée du Nil, le Sinaï n'en a pas moins été rattaché à l'Égypte depuis les pharaons, qui y exploitèrent les mines de cuivre et de turquoise et y combattirent les nomades. L'occupation israélienne contemporaine, enfin, a fait de la péninsule l'Alsace-Lorraine des Égyptiens.

Ce désert splendide, hâlé de pics mauves (djebel Catherine : 2 602 m, djebel Moussa : 2 241 m), bordé de plages où les palmiers ombragent des eaux transparentes, pourvu d'oasis où croissent le grenadier, le mimosa et le henné, a, pour toute richesse « moderne » le pétrole (2 millions de tonnes par an) et... le trafic du hashisch ! Dans la joie des retrouvailles, les Égyptiens affirment qu'ils veu-

reçu les dix commandements. Le piémont du Serail fut du reste longtemps le principal foyer religieux de la péninsule, au début de l'ère chrétienne. Pharan, la seule véritable ville qu'il n'ait jamais connue le Sinaï, était une cité archépiscopale prospère au cinquième siècle. Mais, au sixième siècle, les moines de Pharan s'étaient retirés au couvent monophysite (« une seule nature, divine, en Jésus-Christ »), l'empereur Justinien de Byzance, alors maître de l'Orient, abandonna la cité et fonda un autre centre religieux dans les parages, là où la mère de l'empereur Con-

S'ils ne peuvent rien pour vos cheveux, ils vous le diront aussi

L'institut capillaire EUROCAP affirme qu'il n'existe pas de remède miracle contre la calvitie.

L'institut capillaire EUROCAP, après examen, vous conseille les produits, dont l'application locale permet dans bien des cas de favoriser la croissance naturelle de vos cheveux. Depuis dix-huit ans, les instituts capillaires EUROCAP appliquent des traitements adaptés à chaque problème capillaire. Pour vos cheveux gras, secs, cassants ou si vous avez des démangeaisons, des pellicules, etc.

Prenez rendez-vous avec le spécialiste de l'institut capillaire EUROCAP en écrivant ou en téléphonant.

Ouvert sans interruption tous les jours de 11 h. à 20 h., le samedi de 10 h. à 14 h.

INSTITUT CAPILLAIRE
4, rue de Castiglione, 75001 Paris
Tél. 260-38-34

(Publicité)

FEDERATION SEPHARADISE DE FRANCE

15, rue Georges-Bizet, 75015 Paris

Tél. : 720-52-14/21-38

Mardi 27 novembre à 20 h. 30

Conférence-débat du

Rabbin ABITBOL

(de Strasbourg)

« Le Miracle et la Nature »

LE MONDE

matin chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

Vous y trouverez peut-être

L'APPARTEMENT

que vous recherchez

incroyable

Pour l'Afrique
un homme politique français
domine les autres !
Et ce n'est ni Giscard
ni Mitterrand
ni Marchais
ni Chirac
ni Rocard...

Cette semaine dans Jeune Afrique
un dossier exclusif : la France vue
d'Afrique.
Les coopérants vus par les coopérés.
France-Afrique : la fin d'une relation
privilegiée ?
L'Afrique veut-elle encore parler
français ?

**Jeune
afrique**

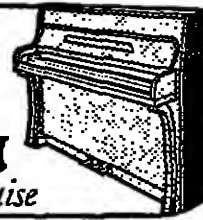
C'EST L'AUTRE POINT DE VUE
VRAI, PROFOND, GENEREUX.



pianos hamam

135 à 139 rue de Rennes Paris 75008
Près de la Gare Montparnasse Tél. 544-38-66
vous proposent aussi les

pianos RAMEAU
héritier de la tradition française

Service première classe Japan Air Lines.
Passez la nuit dans un vrai lit.

Quand on voyage à bord de JAL en 1^{re} classe, on peut vraiment croire que la perfection est de ce monde: caviar russe, meilleurs crus de Bordeaux et de Bourgogne, cuisine française ou plats japonais exquis et subtils, servis par des hôtesses très attentionnées.



Mais ce n'est pas tout. En 1^{re} classe à bord des 747 de la route polaire, JAL a installé des couchettes pour vous permettre de passer une vraie nuit dans un vrai lit. Et pour votre confort, nous vous fournissons un yukata en coton, des couvertures, des oreillers, une table de nuit, une lampe et des écouteurs stéréo... Et bien sûr, un verre de whisky ou de lait chaud.

Pour en savoir plus sur la 1^{re} classe JAL, contactez Japan Air Lines 75, avenue des Champs Élysées, 75008 Paris - 225.55.01 ou votre agent de voyages.

Le meilleur du Japon.
Avec des ailes.



JAPAN AIR LINES

مكتبة الأهل

AFRIQUE

LA NÉGOCIATION SUR LE ZIMBABWE-RHODÉSIE

Le Front patriotique rejette l'« ultimatum » de lord Carrington

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — M. Joshua Nkomo et Robert Mugabe ont choisi la fermeté. Les coprésidents du Front patriotique ont déclaré, dimanche 25 novembre à Dar-es-Salaam, qu'ils préféreraient se retirer de la conférence de Lancaster House plutôt que de « céder à l'ultimatum » du secrétaire du Foreign Office, lord Carrington. Celui-ci avait demandé aux chefs de la guérilla de répondre ce lundi à ses propositions quant à l'établissement et à la supervision d'un cessez-le-feu au Zimbabwe-Rhodésie.

Le chef de la Zapu a rejeté la responsabilité de l'impasse des négociations de Londres sur lord Carrington, en reprochant notamment à ce dernier d'exiger du Front des réponses « par oui ou par non ». M. Nkomo et Mugabe ont affirmé leur résolution au cours d'une conférence de presse tenue avant leur retour à Londres et à l'issue d'un « mini-sommet » des pays de la « ligne de front » qui n'avait, en fin de compte, regroupé que trois des cinq alliés du Front patriotique : le Mozambique, la Tanzanie et le Botswana.

L'Angola n'était pas représenté à Dar-es-Salaam. Quant à M. Kenneth Kaunda, chef de l'Etat sambien, il avait préféré rester dans son pays, victime depuis plusieurs semaines, d'une succession de raids lancés par l'armée rhodésienne. Selon les autorités de Lusaka, l'aviation de Salisbury a attaqué, samedi, en territoire sambien, un camp de réfugiés de la ZAPU situé à Chinyanya, à une quarantaine de kilomètres à l'est de la capitale. Au cours de leur conférence de

presse, M. Nkomo et Mugabe ont affirmé bénéficier du « soutien total » des pays de la ligne de front » et prédit que les opérations de l'armée rhodésienne n'auraient pour effet ni de hâter l'entrée en vigueur du cessez-le-feu ni de modifier la position du Front patriotique et de ses alliés. Ils ont ajouté qu'ils rejettent un tel « chantage » et ont demandé à la communauté internationale de condamner ces « attaques illégales » dont la Grande-Bretagne était, selon eux, « pleinement informée ».

Depuis plusieurs jours, le Front patriotique et ses alliés multiplient les mises en garde à l'égard du Sud, qu'ils soupçonnent de vouloir intervenir plus ou moins directement en cas de victoire électorale des chefs de la guérilla.

De son côté, le président Kaunda s'en est pris vivement au gouvernement de Pretoria. Il a affirmé que les raids rhodésiens contre son pays faisaient partie d'un plan global visant à couper tout lien entre la Zambie et ses voisins, afin de « rendre celle-ci plus dépendante de l'Afrique du Sud ». Dénonçant « cette mise en « état de siège » économique », M. Kaunda a réitéré que l'Afrique du Sud et la Rhodésie entraînaient militairement des dissidents sambiais — mais aussi mozambicains et angolais — afin de les utiliser dans des opérations de destabilisation contre les trois voisins « progressistes » de Pretoria.

JEAN-PIERRE LANGEILLIER.

Protestant contre l'« occupation illégale » de Bir Moghrein par le Maroc

La Mauritanie demande la convocation du Conseil de sécurité

La situation s'est brusquement tendue entre le Maroc et la Mauritanie, cette dernière ayant demandé, samedi 24 novembre, selon Radio-Nouakchott, la convocation immédiate du Conseil de sécurité et des instances de l'O.U.A. (Organisation de l'unité africaine), de la Ligue arabe et du Mouvement des non-alignés pour traiter de « l'occupation illégale de Bir Moghrein par les troupes marocaines dans le nord du pays, occupation qui constitue une violation flagrante de la souveraineté nationale mauritanienne ».

Des membres du comité militaire de redressement national et du conseil des ministres ont présidé des rassemblements dans plusieurs secteurs de la capitale afin d'expliquer la situation à la population et d'affirmer que le retrait des troupes marocaines de Bir Moghrein ne saurait être lié au retrait des troupes mauritanennes de la Guera, comme le souhaite Rabat.

Bien qu'elle n'ait « aucune prétention sur la Guera », la Mauritanie n'a pas l'intention d'évacuer cette localité du Sahara occidental située à quelques kilomètres de Nouadhibou, car elle souhaite assurer la sécurité de ses installations minières. En effet, selon Nouakchott, l'occupation de la Guera « par l'un des parties impliquées dans le conflit du Sahara obligeait la Mauritanie, d'une manière ou d'une autre, à s'engager à nouveau malgré elle ».

A l'approche de la réunion du comité des « sages » de l'O.U.A.,

début décembre, chacune des parties s'efforce de marquer des points. C'est ainsi que l'AOSARIO (mouvement des originaux de la Saguet-El-Hamra et du Rio-de-Oro), soutenu par le Maroc, a annoncé, samedi, à Rabat, avoir tué « quarante militaires algériens » et blessé « plusieurs dizaines d'autres » au cours d'une attaque déclenchée dans la nuit du 21 au 22 novembre dernier « contre un convoi militaire qui se rendait de Zegdou à Tinfouche ».

C'est la deuxième fois, assurément, à Rabat, que l'AOSARIO déclenche une opération militaire en territoire algérien. Enfin, tandis que le Front Polisario annonçait de nouvelles opérations dans le Sud marocain, le quotidien algérien *El Moudjahid* a vivement critiqué, dimanche, la Roumanie, qui n'a pas participé au vote de l'Assemblée générale de l'ONU, demandant au Maroc d'évacuer le Sahara occidental. Le journal oppose à la « prudence » observée dans cette affaire par les P.C. d'Europe de l'Est, l'« engagement » des partis communistes français, espagnol, italien et même coréen et vietnamien. — (Reuters, A.F.P.)

Angola

LE SENEGAL a refusé d'accorder le droit d'asile à M. Roberto Holden, chef du Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.).

EUROPE

Belgique

DANS UNE ATMOSPHERE DE CRISE M. Martens lance un appel solennel pour tenter de sauver son gouvernement

De notre correspondant

Bruxelles. — « L'heure est venue pour chacun d'assumer ses responsabilités et de prendre les décisions difficiles qui seules assureront l'avenir du pays », a déclaré le premier ministre dans un appel radio-télévisé à la nation, samedi soir 24 novembre. M. Martens s'adressait aux Belges à l'issue de deux semaines politiques agitées : le patronat et les syndicats avaient rejeté son projet de loi-programme, des parlementaires de sa majorité avaient refusé l'implantation de nouvelles fusées nucléaires de l'OTAN, et les médecins, dentistes et pharmaciens avaient annoncé une grève pour le 21 décembre. Tout le monde considérait, en fin de semaine, que les jours du cabinet étaient comptés.

Certains en sont venus à parler ouvertement de séparatisme et de sécession, a dit le chef du gouvernement à propos de la crise intercommunautaire. Dans ces circonstances, le gouvernement et le Parlement se doivent de réagir avec fermeté. C'est à eux qu'incombe la sauvegarde de nos institutions et le maintien du dialogue, qui fait la force d'une véritable démocratie. Ils doivent aller au-devant de la situation, sans jamais perdre de vue la situation du pays.

Samedi matin, à la radio, le président du parti de M. Martens, le C.V.P., M. Leo Tindemans, avait dit que ceux qui veulent aller à tout prix les problèmes économiques et sociaux à la solution de la régionalisation étaient « incertains ». Rien, avait-il insisté, ne peut se faire dans la précipitation. « Il faut notamment définir ensemble le rôle de la capitale. Il n'appartient pas aux Bruxellois de le faire. Cette définition doit être opérée par tous les Belges, et principalement par les Wallons et les Flamands. »

L'ancien premier ministre social-chrétien flamand avait toutefois ajouté : « Cela ne veut pas dire qu'il faut brimer Bruxelles, empêcher de se défendre ou de se développer. Mais la capitale ne peut devenir une pomme de discorde, elle ne peut être l'ennemi ni de la Flandre ni de la Wallonie. » L'accusation d'« incertisme » a provoqué tout au long de la journée de dimanche de violentes réactions de la part des chefs de partis francophones.

M. Martens n'a pas fait allusion aux déclarations de M. Tindemans. On affirme d'ailleurs dans les milieux politiques que les deux hommes sont en mauvais termes, et que l'ancien premier ministre ne pardonnera pas à l'actuel chef du gouvernement de lui avoir succédé. M. Tindemans a voulu, à ce propos, mettre les choses au point. « Je n'ai jamais songé à faire tomber le gouvernement Martens pour redevenir premier ministre, a-t-il dit ; d'ailleurs, si j'avais voulu être ministre dans le cabinet actuel, on m'aurait offert un beau portefeuille. J'ai préféré prendre mes distances. » Cela n'exclut pas que l'ancien premier ministre complique la vie du gouvernement. Le 18 décembre prochain, un congrès de son parti se prononcera sur la survie du cabinet, et les observateurs sont très pessimistes quant au verdict.

En attendant, les problèmes s'accumulent. A la radio et à la télévision, samedi soir, le premier ministre en a énuméré quelques-uns : le chômage s'aggrave, il y a menace de « régression sociale », le déficit de l'assurance-maladie atteindra 50 milliards en 1980 (1 milliard 500 millions de francs français).

PIERRE DE VOS.

Malte

LA VISITE DE M. OLIVIER STIRN La négociation devant mener à un statut de neutralité est sortie de l'impasse

De notre envoyé spécial

La Valette. — A la demande du gouvernement maltais, désireux de reprendre des négociations bloquées de son côté depuis plus d'un an avec ses partenaires européens, M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a fait une visite à La Valette les 22 et 23 novembre et y a eu des entretiens avec le premier ministre, M. Dom Mintoff.

Avant même d'obtenir la fermeture, le 31 mars dernier, de la base militaire britannique, M. Mintoff demandait à divers pays européens et arabes les 28 millions de livres maltaises par an de revenu (une livre maltaise vaut 12 francs français) qu'il assure avoir perdues de ce fait (Le Monde du 3 septembre). Il a expressément lié à cette exigence le statut de neutralité que l'archipel envisage de proclamer avec l'appui des deux « parties », européenne et arabe, la France et l'Italie d'un côté, la Libye et l'Algérie d'un autre. Mais que ce texte, dont le principal intérêt est l'engagement de ne pas fournir un point d'appui à une flotte de guerre, soit pratiquement prêt à la signature, M. Mintoff a fait, en juin 1978, l'un des états du fait est connu : ce pays, à l'exception des européens, n'est pas prêt à l'acceptation d'un véritable ultimatum et en subordonnant son accord à l'obtention de toute l'aide économique requise.

A cet égard, on est encore loin du compte. Français et Italiens, appuyés financièrement par la République fédérale d'Allemagne et en quête d'autres concours, dont peut-être celui de la Suisse, ne proposent actuellement, sous forme de prêts et de dons, qu'environ 12,5 % du montant souhaité. M. Mintoff a eu ces derniers mois des mois très durs pour cette « lèpre », allant jusqu'à qualifier la proposition d'aide budgétaire directe de Rome (4 millions de dollars par an) de « grain pour les poulets ». Le premier ministre maltais entend bien maintenir sa neutralité, étant entendu, comme il le dit joliment, que « la valeur stratégique, même négative, a un prix » et que l'Europe, si elle ne veut pas voir l'île enfler dans la mouvance du monde arabe, doit le payer. Toutefois, le premier ministre ne souhaite pas se placer à la merci de Tripoli, et ses rapports avec le colonel Kadhafi connaissent des hauts et des bas. Malte vient, après une période de net rafraîchissement, de conclure des accords de coopération comportant 50 millions de dollars d'investissements libyens. Par ailleurs, en 1979, l'achat à un prix très préférentiel du pétrole libyen a représenté pour l'île un gain net de 34 millions de dollars.

comptabilisé par la Libye comme une « aide » directe.

Au cours de sa visite, M. Stirn s'est employé sans ménagements excessifs à dissiper les illusions de ses hôtes quant à l'importance que l'Europe attribuerait à la neutralité maltaise et, par voie de conséquence, aux sacrifices qu'elle était prête à consentir. Il a refusé tout « chèque en blanc », et proposé un plan d'ensemble européen. Alors que M. Mintoff voulait traiter séparément avec les bailleurs de fonds et, si possible, les opposer, Paris va déterminer avec Bonn et Rome comment organiser cette relance de la coopération. Malte semblant renoncer à ses exigences, le processus menant à un statut de neutralité est sorti de l'impasse. En toute hypothèse, Malte n'est pas dans une situation économique pénible. Le « rapport 1979 » qui vient d'être publié et porte sur les neuf premiers mois de l'année, constate que le produit laissé par la suppression de la base militaire britannique a été systématiquement comblé. Les réserves de devises du pays sont en forte hausse, atteignant 402 millions de livres maltaises, l'inflation reste modérée (4 %) et le P.N.B. s'est accru de 12 %. Les entrées touristiques battent tous les records, et l'île aura reçu, en fin d'année, 620 000 visiteurs, soit près de deux fois le nombre de ses habitants.

Gouvernant avec une faible majorité parlementaire, M. Mintoff est soucieux de parfaire son « image » de dirigeant non-aligné, et il souhaitait mener à bien, avant les élections de 1981, la mise en forme internationale de la neutralité de l'île en y associant ses « partenaires » européens et arabes. Il semble avoir compris que ses gestes de mauvaise humeur et le maintien intégral de ses exigences compromettent à lasser ses partenaires de Paris, Rome et Bonn et à compromettre cet objectif.

PAUL-JEAN FRANCESCHINI.

DEJA DU TEMPS DE NOS GRANDS-PARENTS.
La Rue de Provence
ETAIT LA RUE DE L'ARGENTERIE
BIJOUX
La tradition se perpétue...
Henri HERMANN
au n° 46
VENTE, ACHAT - NEUF, OCCASION

1,2,3... sur New York, vive TWA

1. Loisirs USA: Paris-New York-Paris pour 1975 F

Seule TWA vous offre un tel service sur New York pour un séjour de 14 à 60 jours.

Il comprend :

- des départs pour New York chaque jour sur vol régulier 747.
- un service complet en vol, avec trois plats au choix.
- un service de bar offrant un choix d'appétits, de vins, de liqueurs, d'alcools et de bières*.
- un choix de programmes stéréophoniques et de films à l'aller comme au retour*.
- une aérogare privée à New York, dont le

secteur des arrivées internationales est exclusivement réservé aux passagers de TWA.

- sans changer de compagnie ou d'aérogare, d'excellentes correspondances vers 50 des plus grandes villes américaines.



* un léger supplément est perçu pour les boissons alcoolisées et les distractions en vol.

2. Weekend à New York:

à partir de 1975 F

Du départ le jeudi au retour le lundi matin, passez un long week-end trépidant à New York : avec un supplément minimum obligatoire de 200 F pour les nuits d'hôtel et la visite touristique.

3. Séjour à New York:

7 à 21 jours à partir de 2450 F*

Réservez quinze jours avant votre départ et, avec un supplément minimum obligatoire de 359 F pour 7 nuits d'hôtel et la visite touristique, vous flânerez en toute liberté.

* départs groupés.

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

TWA
No.1 sur l'Atlantique



TOUT LE MONDE ME DISAIT, TU VAS TE CASSER LA FIGURE.



Jean-Yves Dumas, 30 ans.
Chef d'entreprise depuis deux ans.

En préparant mon diplôme d'ingénieur, je n'avais déjà qu'une idée : monter une entreprise, créer quelque chose qui soit bien à moi. Faire une carrière à l'ancienneté, très peu pour moi.

Alors, je me suis renseigné auprès de la Chambre de Commerce et du Centre des Jeunes Dirigeants d'Entreprises. On m'a fait rencontrer des gens qui avaient débuté comme moi et qui avaient réussi. Ils m'ont encouragé, fait suivre des cours de gestion accélérés, et je me suis accroché. Je me sentais assez fort pour aller jusqu'au bout de mes idées et on m'a fait confiance.

Aujourd'hui, je suis à la tête d'une entreprise rentable de 15 employés et mon chiffre d'affaires ne cesse de se développer.

Vous aussi, vous pouvez être votre propre patron. Aujourd'hui, on peut vous aider. Renseignez-

vous auprès de l'ANCE, l'Agence Nationale pour la Création d'Entreprises. Téléphonez au 723.72.08. Désormais vous n'êtes plus seul pour entreprendre.



**AGENCE NATIONALE
POUR LA CREATION
D'ENTREPRISES.**

723.72.08

37, avenue d'Éna. 75016 Paris.

Novembre 79 : lancement du concours national pour la création d'entreprises.

Mai 80 : salon national pour la création d'entreprises.

VOUS N'ETES PLUS SEUL POUR ENTREPRENDRE.

مكنا من الأهل

AVANT L'INTERVENTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Giscard d'Estaing participe mardi soir 27 novembre, à 20 heures, en direct, sur Antenne 2, à la quatrième émission de la série « Une heure avec le président de la République », au cours de laquelle il devrait répondre à des questions portant sur tous les sujets d'actualité, aussi bien en matière de politique intérieure que de politique extérieure.

A la veille de cette intervention et durant le week-end, il a encore été question de la rencontre entre MM. Chirac et Mitterrand, le mer-

credi précédent, à l'Hôtel de Ville de Paris. Selon M. Pons, secrétaire général du R.P.R., l'existence de « convergences » entre gaullistes et électeurs socialistes n'implique pas pour autant une concertation entre les deux camps. M. Jean Chirac, gaulliste de gauche, va plus loin et souhaite la constitution d'une « nouvelle majorité » entre les socialistes et « tous les gaullistes ».

M. Marchais a dénoncé, dimanche, devant les élus communistes réunis à Pantin, le

« chassé-croisé » entre le P.S. et le R.P.R. « L'Humanité » de lundi estime que les déclarations de M. Pons « confirment le flirt de jour au jour plus poussé de François Mitterrand et Jacques Chirac ». Dans une déclaration publiée samedi 24, le P.S. avait dénoncé les « spéculations » qui ont suivi l'entrevue de l'Hôtel de Ville et dément tout rapprochement avec le R.P.R. Cela n'a pas empêché M. Hérnu d'affirmer le lendemain qu'il souhaite « l'union de tous les socialistes et de tous les patriotes ».

Les secrétaires fédéraux du R.P.R. réunis à Paris pendant le week-end ont posé la question de l'appartenance au gouvernement des membres du mouvement gaulliste, question qui, toutefois, ne doit pas être tranchée à bref délai. Enfin, les animateurs du mouvement Europe-Ecologie ont annoncé, dimanche à Dijon — au terme d'assises qui ont réuni l'ensemble de ce courant de pensée — la création d'un « mouvement d'écologie politique », dont l'un des premiers objectifs sera la préparation de l'élection présidentielle de 1981.

Le R.P.R. évoque le problème de la participation de ses membres au gouvernement

A l'issue de la réunion des samedi 24 et dimanche 25 novembre, à Paris, des secrétaires départementaux et des chargés de mission du R.P.R., M. Pons, secrétaire général du mouvement, a indiqué que la participation des ministres R.P.R. au gouvernement pourrait faire l'objet d'un débat.

Selon certains responsables départementaux, cette participation « crée une ambiguïté considérable et masque les nouvelles orientations du mouvement ». Les délégués n'ont pas approuvé la manière dont le premier ministre s'en était pris au cours de la discussion budgétaire à MM. Michel Debré et Jacques Chirac.

M. Pons a estimé que le problème de la participation des membres du R.P.R. au gouvernement « dépend de leur conscience et de leur propre volonté. Dans le V^e République, les ministres ne sont pas les représentants de leur parti au gouvernement. Il n'y a pas de ministres R.P.R. ou de ministres U.D.F. Il y a des ministres. Mais c'est de la responsabilité individuelle et je crois que certains membres de ministères devraient se poser la question de leur appartenance au gouvernement. Ils devraient savoir s'ils se situent à l'intérieur du gouvernement ou à l'extérieur du R.P.R. ».

Ce problème ne sera toutefois pas réglé par le comité central convoqué pour le 3 décembre. Il doit être évoqué au sein du conseil général à l'initiative de M. Chirac, le secrétaire général du P.C.F. a-t-il dit. Il n'y a pas de besoin de consultation. Nous le regrettons et nous lui lançons un appel. Il y a une

majorité qui doit être écoutée. Ne pas l'écouter, c'est avoir une attitude contraire aux institutions de la V^e République et à la démocratie parlementaire.

M. Pons souligne l'impression des responsables départementaux selon qui, « au niveau des fédérations, il n'y a plus de relations inter-majoritaires ». En outre, les « convergences » entre le P.S. et les gaullistes, M. Pons a indiqué que les déclarations faites par lui, et par MM. Chirac, Pasqua et Poncelet (secrétaire des Vosges), avaient été bien accueillies par les responsables départementaux. Il a précisé que les secrétaires fédéraux du nord de la France ont reçu ces déclarations avec « une certaine prudence » tandis que ceux du Sud et du Nord ont eu un certain enthousiasme.

Tous, a-t-il dit, ont compris que notre appel s'adressait non pas à l'État-major, mais à l'électorat socialiste. Tous ont eu le sentiment qu'autour d'eux l'opinion était intéressée. Mais le secrétaire général du R.P.R. a estimé qu'il était « prématuré » de parler, comme M. Chirac, de concertation avec les socialistes, d'une concertation avec les socialistes. « Pour notre part, a-t-il dit, il n'y a pas de concertation dans l'immédiat, car il y a encore une majorité ».

Les responsables départementaux ont enfin exprimé « leur inquiétude et l'angoisse d'opinion » face aux événements du Proche-Orient. « Ils regrettaient, selon M. Pons, le silence du gouvernement et la prudence, la neutralité des déclarations du conseil des ministres de mercredi ».

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P.C. DÉNONCE LE « CHASSÉ-CROISÉ » ENTRE P.S. ET R.P.R.

M. Marchais a évoqué, dimanche 25 novembre à Pantin, devant les élus communistes, la situation politique, et notamment la rencontre entre MM. Mitterrand et Chirac. Le secrétaire général du P.C.F. a notamment déclaré : « M. Chirac se donne à peu de frais des illusions d'opposant pour se soumettre au gouvernement au moment de la décision. Il cherche, tel un rabatteur, à dévoyer la volonté de changement, à récupérer pour lui-même la grande bourgeoisie. C'est dans le cadre de ces grandes manœuvres électorales qu'il faut saisir le caractère de la lutte pour le pouvoir et l'homme qui appelle jusqu'ici le « chat de la droite musclée ». (...) »

« Ainsi donc, les choses s'éclaircissent peu à peu, depuis la totale responsabilité du parti socialiste dans la rupture de l'union de gauche jusqu'à ses opérations électorales les plus récentes (...) et le flot ininterrompu d'anticommunisme qu'il ne cesse de déverser dans la dernière période. (...) »

M. ELLEINSTEIN : le P.C.F. se replie dans le ghetto.

M. Jean Elleinstein a estimé, dimanche 25 novembre, au micro de France-Inter, que « la façon dont agit le P.C.F. le reconduit dans le ghetto, le remet dans une situation de forteresse assiégée et, par conséquent, ne crée pas les conditions d'un changement politique ». L'historien contestataire a rappelé qu'il est « satisfait par un certain nombre d'orientations du congrès-troisième congrès », mais il a ajouté : « On s'attend à de nouveaux changements, et, dans un certain nombre de domaines, on continue à pratiquer un antisocialisme primaire, à s'écarter des orientations d'ouverture ».

A propos du départ du comité central de M. Henri Fiszbin, dont la lettre de démission n'a pas été publiée par l'Humanité, contrairement au vœu exprimé par l'ancien dirigeant parisien, M. Elleinstein a jugé que ce n'était « pas convenable ». « C'est tout une conception de l'information qui est en cause, a-t-il affirmé, et la lecture de l'Humanité, de ce point de vue, me semble tout à fait affligeante ».

M. CHARBONNEL : pour une nouvelle majorité.

Le conseil national de la Fédération des républicains a déclaré, dimanche 25 novembre, à Villeneuve, dont il est maire : « Étrange parti communiste ! À l'extérieur, le parti communiste vient de donner à une avenue le nom de Charles-de-Gaulle. Pendant la campagne électorale européenne, le parti communiste multiplie les signes d'adhésion à la gauche, mais ce qui est bon pour le parti communiste est l'est donc pas pour les socialistes ? Voilà où mène l'anticommunisme primaire. (...) »

M. HERNU : l'union des socialistes et des patriotes.

M. Hérnu, député (P.S.) du Rhône, a déclaré, dimanche 25 novembre, à Villeneuve, dont il est maire : « Étrange parti communiste ! À l'extérieur, le parti communiste vient de donner à une avenue le nom de Charles-de-Gaulle. Pendant la campagne électorale européenne, le parti communiste multiplie les signes d'adhésion à la gauche, mais ce qui est bon pour le parti communiste est l'est donc pas pour les socialistes ? Voilà où mène l'anticommunisme primaire. (...) »

« Or, il ne s'agit pas de feu parlementaire. Ce qui compte, ce n'est pas ce qui se passe au Parlement, mais dans le pays. C'est pourquoi, le 13 août dernier, j'avais évoqué l'union de tous les socialistes et de tous les patriotes (...). Le combat que j'ai mené avec Jean-Pierre Chevènement pour une défense nationale autonome n'a-t-il pas reçu l'agrément de tous les courants du parti socialiste ? Et en quoi les communistes ne seraient-ils plus d'accord avec Jean-Pierre Chevènement ? (...) »

Les animateurs d'Europe-Ecologie annoncent la création d'un « mouvement d'écologie politique »

Dijon. — Les animateurs d'Europe-Ecologie ont organisé, samedi 24 et dimanche 25 novembre, à Dijon, des assises écologistes, au terme desquelles ils ont annoncé la création d'un « mouvement d'écologie politique ». Un bureau provisoire est chargé d'étudier les objectifs,

Les écologistes doivent-ils se doter d'une structure permanente d'action politique ? Telle était la question à laquelle devaient répondre les assises de Dijon. De nombreux écologistes ressentent, en effet, la nécessité de sortir de l'improvisation qui a marqué, jusqu'à présent, leur participation aux consultations électorales et, plus généralement, de donner une expression politique cohérente à leur mouvement. Mais les sensibilités différentes qui s'expriment au sein du courant écologiste rendent cette entreprise difficile.

Les animateurs d'Europe-Ecologie, ayant, à leur actif la participation à l'élection européenne et le résultat auquel ils avaient abouti (4,38 % des voix), se proposaient, à Dijon, d'être, sinon les fédérateurs, du moins les initiateurs de l'écologie politique. La présence, à ces assises, du Réseau des Amis de la Terre (R.A.T.), qui s'était opposé à Europe-Ecologie en ne participant pas à la campagne de l'élection européenne, sur le thème de la « rupture », a été l'objet d'une discussion animée. « Tout le monde est d'accord », a observé un participant. « Tout le monde, c'est-à-dire, outre les Amis de la Terre, l'ensemble

des associations régionales, locales ou non participant à Europe-Ecologie. (...) »

Il n'était pas envisageable que ces deux composantes du mouvement écologiste — le R.A.T. et les associations — sortent des assises de Dijon en ayant constitué un mouvement unifié. M. Brice Lalonde a exprimé, samedi, la position du R.A.T. « Organisation et discipline », a-t-il dit, « sont des valeurs qui ne peuvent pas être abandonnées. (...) »

C'est sur cette toile de fond que se sont tenus, samedi et dimanche, des débats parfois houleux. La position exprimée par Mme Isabelle Cabut, responsable du journal la Gazette du Mouvement d'écologie politique, de quatre mois la création d'un mouvement, a été soutenue, notamment par une partie des représentants du mouvement d'écologie politique. (...) »

De notre envoyé spécial

Amis de la Terre, particulièrement M. Lalonde, ont obtenu un accord avec le P.S.U. et le M.R.G. pour la constitution d'une liste des minorités. Il faut noter, cependant, que ce dialogue traversait les deux groupes et que l'idée d'un regroupement des minorités avait des partisans au sein d'Europe-Ecologie, comme elle avait des adversaires, majoritaires en fin de compte, au R.A.T. Cela n'empêche pas que, sur les Amis de la Terre, des soupçons de vouloir faire de l'écologie une composante de la gauche, tandis que, pour la plupart des responsables d'associations, le mouvement doit avoir une position d'arbitre entre l'opposition et la majorité, rejetées l'une et l'autre. (...) »

C'est sur cette toile de fond que se sont tenus, samedi et dimanche, des débats parfois houleux. La position exprimée par Mme Isabelle Cabut, responsable du journal la Gazette du Mouvement d'écologie politique, de quatre mois la création d'un mouvement, a été soutenue, notamment par une partie des représentants du mouvement d'écologie politique. (...) »

LA SITUATION DANS LES MUNICIPALITÉS DE GAUCHE

M. Marchais : le P.S. tend à rompre la solidarité de gestion

M. Marchais, secrétaire général du P.C.F., a déclaré, dimanche 25 novembre, à l'occasion du premier congrès de l'Association nationale des élus communistes et républicains (A.N.E.C.R.), la situation dans les municipalités d'union de la gauche.

Après avoir souligné que « le moment est venu de mener des actions plus vigoureuses (...) pour contraindre le pouvoir à de nouveaux reculs », notamment en matière de fiscalité locale, M. Marchais a précisé qu'il n'est pas possible de « séparer l'analyse du comportement du P.S. au plan national de l'attitude qui est la sienne dans les municipalités qu'il dirige ».

M. Marchais a ajouté : « Le parti socialiste cherche à l'évidence à mettre en cause la gestion commune dans les communes d'union de la gauche. (...) »

« Nous nous engageons à respecter le document — de se placer, par abstention ou vote contre, en situation de retrait de délégation (...) »

« M. François Mitterrand a reçu, vendredi 23 novembre, Mme Arvith Chicharanski et lui a assuré « du soutien du parti communiste dans la lutte qu'elle mène pour la libération de son mari, Anatole Chicharanski ». M. Chicharanski, mathématicien et dissident juif, a été arrêté à Moscou, le 15 mars 1971, et condamné le 14 juillet 1978 à trois ans de prison et dix ans de travail forcé. (...) »

Le maire socialiste d'Hérouville « suspend » les délégations des trois adjoints communistes

De notre correspondant

Caen. — M. François Geindre, maire socialiste d'Hérouville (et membre du C.E.R.E.S.), a décidé, la semaine dernière, de suspendre les délégations des trois adjoints communistes. Dans cette ville nouvelle, de près de trente mille habitants, de la banlieue caennaise, les rapports n'ont jamais été faciles entre socialistes et communistes. En 1977, l'accord avait même pu se faire sur une liste comprenant dix-sept membres du P.S., neuf du P.C. et une personnalité désignée en commun par les deux partis. (...) »

« (...) »

Deux responsables C.G.T. - et socialistes - critiquent le P.C. et ses pressions sur le syndicat

Deux responsables C.G.T., militants socialistes, qui avaient accusé dans l'Unité, hebdomadaire du P.S., le parti communiste de « démolir la C.F.D.T. », se sont vu refuser le droit d'expression dans l'Humanité, après y avoir été mis en cause. (...) »

« (...) »

Ce vote amènera les responsables d'Europe-Ecologie à quitter la salle des débats, pour constituer, de leur côté, le « bureau provisoire » du mouvement dont ils avaient annoncé la création. Par crainte d'être mis en minorité, ils n'avaient pas soumis au vote la motion dans laquelle ils annonçaient la création de ce mouvement, ce qui faisait apparaître leur initiative comme une scission. En leur absence, les autres participants aux assises, notamment M. Lalonde et M. François de Ravignan (Nature et Progrès) ont exprimé leur volonté de dialogue avec ceux qui avaient quitté la salle et qui ont annoncé la création d'un mouvement d'écologie politique. (...) »

La question de l'élection présidentielle n'a été évoquée ouvertement qu'à la fin des débats, lorsque M. Radanne (R.A.T.) a demandé que les initiateurs du Mouvement d'écologie politique s'engagent à ne pas « parachuter » un candidat. Les Amis de la terre et les autres participants qui s'étaient retrouvés sur la motion Cabut ont réagi à l'évidence, ce qui a fait apparaître que les animateurs d'Europe-Ecologie ne cherchent, dans ces assises, une légitimité qui leur permette de désigner un candidat pour 1981 et de l'imposer à l'ensemble du mouvement. La constitution d'un comité de liaison du mouvement d'écologie politique doit permettre, entre autres choses, d'éviter que ne se renouvelle une péripétie de ce type, bien connue du Mouvement écologiste depuis la préparation des élections législatives de mars 1978.

PATRICK JARREAU.

Deux responsables C.G.T. - et socialistes - critiquent le P.C. et ses pressions sur le syndicat

Deux responsables C.G.T., militants socialistes, qui avaient accusé dans l'Unité, hebdomadaire du P.S., le parti communiste de « démolir la C.F.D.T. », se sont vu refuser le droit d'expression dans l'Humanité, après y avoir été mis en cause. (...) »

« (...) »

« (...) »

Le club Échange et Projets : la France s'enfonce dans le sous-développement en matière d'information

Le club Échange et Projets, que préside M. Jacques Delors (P.S.), membre de l'Assemblée européenne, a publié vendredi 23 novembre une première Lettre politique dont le thème est l'information. On lit notamment dans ce document : « Peut-être n'y a-t-il pas, comme l'affirme M. Raymond Barre, d'affaires Boulton ». Mais la fin tragique du ministre du travail a en tout cas fait éclater une véritable « affaire » : celle de l'information en France (...). La France s'enfonce dans le sous-développement en matière d'information. »

Les auteurs de la lettre traitent de la situation des hommes politiques face à l'argent. Ils écrivent : « L'homme public doit être transparent. En d'autres termes, sa vie privée est inséparable dans la mesure où lui-même ne fait jamais bénéficier celle-ci de ses prérogatives officielles. On ajoutera qu'il paraît décidément peu sain qu'un homme public puisse continuer pendant la durée de son mandat de faire fructifier ses biens par des moyens qui relèvent du pouvoir qu'il exerce ou grâce à une information dont il aurait le monopole ou le privilège. Dès lors, comment ne pas comprendre le scepticisme que suscite le projet gouvernemental sur le financement des partis ? A nos yeux, ce financement équitable de la vie démocratique, pour indispensable qu'il soit, devrait s'accompagner d'une règle simple : le gel, ou à tout le moins la déclaration préalable, des avoirs possédés par ceux qui accèdent à des fonctions présidentielles ou ministérielles. »

« Mais le mal nous semble plus profond ; il est enraciné dans une conception quasi monarchique du pouvoir et quasi religieuse de l'État. Aussi toute réforme devrait-elle commencer par s'attaquer aux relations de l'État avec l'information. (...) Le principe du pouvoir est en France le secret. Les communications auxquelles il se livre n'ont pas pour but premier de donner des éléments d'information mais de faire passer un message, pour ne pas dire une propagande. »

On lit encore : « Quand le pouvoir politique et le pouvoir économique coïncident, alors se boucle le cercle de l'information-propagande, se renforce la peur du secret et surgit la haine à l'égard de l'ennemi du pouvoir. (...) Une élite aux sommets de l'État et de l'économie cumule le pouvoir que confèrent les moyens intellectuels et/ou matériels. Stratégie des firmes, connaissance des lois et règlements, accès à l'information, capacité à bloquer ou à déformer les faits : ils sont les seuls à posséder la réalité du pouvoir. (...) »

« C'est vers une répartition des moyens d'information, en trois grandes entités que l'on tend aujourd'hui. Une presse d'information politique, économique et technique, tributaire de la publicité et réservée de facto aux « décideurs », qui jouissent d'un haut pouvoir d'achat ; une presse de province en situation

de monopole et qui, par crainte de déplaire, se limite à la recherche du plus petit commun dénominateur ; une radio-télévision distribuant un produit de masse et chez qui la référence est érigée en système. »

La conclusion est la suivante : « Au train où vont les choses, il faut craindre que, menant ce peuple par le secret et l'accessoire, on ne le mette guère en mesure de faire face aux menaces qui pèsent sur son avenir, ni de redonner de la vigueur à l'idéal démocratique. »

CORRESPONDANCE

Contresens ou accusation ?

Le pasteur Roger Parmentier nous écrit :

On croit rêver en entendant le président Giscard d'Estaing citer l'Écriture comme il vient de le faire à propos de la mort de R. Boulin.

« Laissez les morts ensevelir leurs morts » n'a jamais signifié : laissez tranquilles ceux qui entrent un des leurs (exhortation à l'Écriture est bien légitime !). Ceux qui entrent leurs morts dans cette phrase (en opposition à celui qui doit « annoncer le royaume de Dieu ») sont eux-mêmes des « morts », des mortuaires (en parfaite santé, peut-être qui « n'ont pas trouvé la vie du royaume en Jésus-Christ » (commentaire de l'évêque Pierre Bonnard). Contresens d'usage. A moins que l'on ne cherche à qui pourrait bien s'appliquer cette parole, quels sont les « enterrés » visés ?



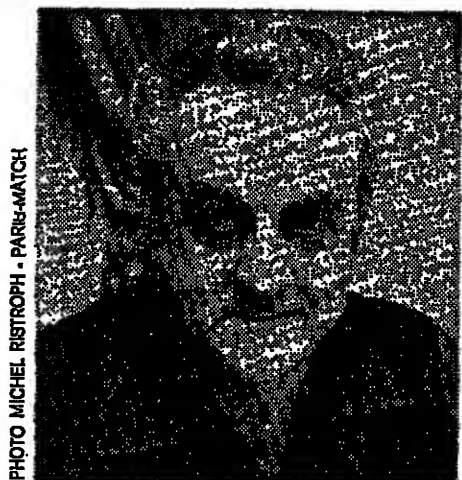
BVLGARI
A LE PLAISIR DE VOUS ANNONCER
L'OUVERTURE DE SON MAGASIN
À L'HÔTEL PLAZA-ATHÉNÉE,
27 AVENUE MONTAIGNE,
PARIS.
TEL 225 89 89 / 225 95 95

ROMA - 10 VIA DEI CONDOTTI
NEW YORK - HOTEL PIERRE
GENÈVE - 86, RUE DU RHÔNE
MONTE CARLO - AVENUE DES BEAUX-ARTS

EXPOSITION
CHINE
ANCIENNE
IVOIRES ET PIERRES DURES SCULPTÉES
DANS LA MASSE : Lapis-Lazuli, améthystes, agates, cornalines, malachites, turquoise, jades, coraux, zoisite, rubis (poudra), etc.

SALONS DE L'HOTEL BRISTOL
112, FAUBOURG ST-HONORE, PARIS-8^e
de 10 à 20 heures sans interruption
d'aujourd'hui au mardi 27 novembre inclus

Arthur Conte



L'aventure européenne

en 2 tomes

* De Louis XVI à Gagarine

vient de paraître

** De Minois à Louis XVI

« On n'en finirait pas de citer bons mots et pages éblouissantes ! Et en refermant le livre on ne peut s'empêcher, à propos d'Arthur Conte, de paraphraser le mot qu'un homme politique contemporain célèbre s'appliquait à lui-même : « Il ne pourrait s'empêcher d'être brillant. » »

Henry CHARBONNEAU « L'AURORA »

Plon

Le nouveau Braun micron 2000. Son secret est dans le peigne.

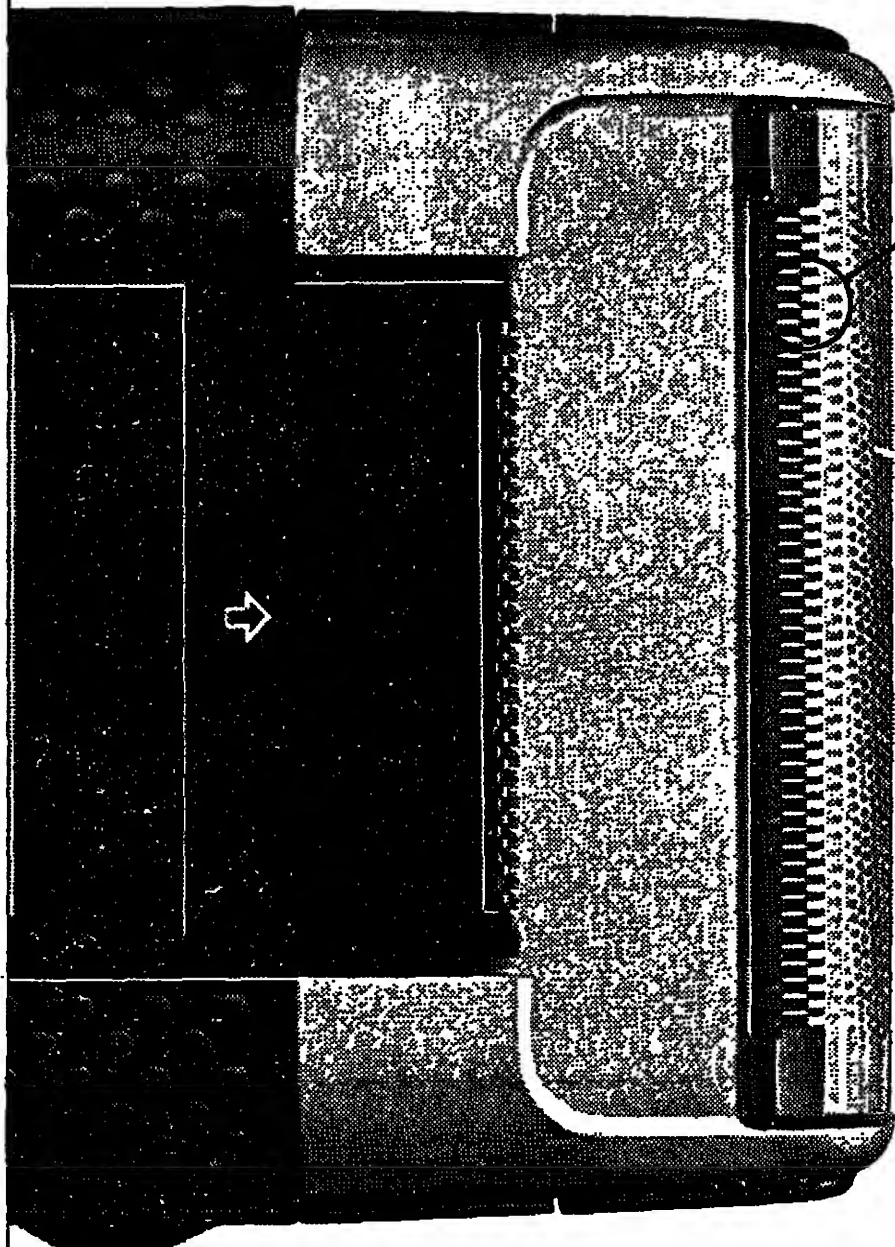
Il est petit et discret, ce peigne incorporé à la grille du Micron 2000, et pourtant il est fort ingénieux. C'est en effet un peigne-guide qui permet de raser avec la plus grande facilité les poils longs et souples du cou, ceux qui sont le plus difficile à attraper.

Ces poils se glissent entre les

dents du peigne-guide qui les redresse. Puis ils sont dirigés vers une rangée d'alvéoles conçues spécialement pour eux dans la grille Micron, cette grille souple qui fait l'efficacité du rasage Braun.

Les 30 lames en acier suédois doublement trempé font le reste. Pas un poil n'en réchappe.

Enfin, de nouveaux perfectionnements rendent le rasage encore plus agréable et plus sûr : un cordon téléphone et un boîtier avec des nodules antidérapants qui assurent une excellente prise en main. Indiscutablement, de tous les rasoirs que Braun ait jamais conçus, le Micron 2000 est le meilleur.



Le peigne-guide dirige les poils vers l'endroci précis où ils doivent être coupés.

BRAUN

مكتبة من الأدب

POLITIQUE

Un point de vue à propos des sondages sur une «impopularité» de M. Raymond Barre

L'étude que nous publions a été écrite une semaine avant l'affaire Boulin, à la suite d'une lecture attentive des sondages consacrés à M. Raymond Barre et d'une déclaration de M. François Mitterrand, reprise par «le Monde», précisant que la politique dans notre pays ne devait pas être faite par les sondages.

Tout à coup, après avoir touché au plus bas (26 %, septembre 1978, IFOP), la cote du premier ministre passe à 41 % (IFOP) en novembre. Un sondage SOFRES (31 octobre-7 novembre) nous révèle que M. Raymond Barre est pour 58 % de nos compatriotes un très bon (9 %) ou un assez bon (49 %) premier ministre. Ces résultats confortent notre analyse qui met en cause la signi-

fication des sondages. Il existe des dynamiques de baisse de popularité, d'autres de hausse de popularité. La campagne — on peut maintenant prononcer le mot — lancée tout d'abord dans le courant du mois d'août contre le premier ministre, relayée ensuite par une série d'attaques contre le président de la République, n'a pas eu — à moyen terme, sur trois mois — les résultats escomptés. En réalité, la presse de notre pays, qui n'est pas plus mauvaise, injuste ou immorale qu'une autre, ignore, parce qu'elle s'interroge rarement sur elle-même, qu'elle est moins aimée qu'elle ne le pense. Ses scoops idéologiques — dénoncés par M. Régis Debray — son côté petit justicier — relayés par Mme Françoise Giroud (elle sait de quel

elle parle), sa tendance au «scapegoatism» (la dénonciation de telle institution ou de telle personnalité comme un «bon émissaire») signalées par les observateurs anglo-saxons de notre presse, se retournent parfois contre elle.

Au-delà des vagues et de l'écume des sondages, de leurs états d'âme conjoncturels, les citoyens français posent un jugement précis et à long terme sur ceux qu'ils aiment, qu'ils s'appellent Giscard d'Estaing, Barre, Chirac, Mitterrand ou Marchais : preuve, sans doute, d'une grande constance ou d'une grande fidélité au travers des aléas des drames politiques et économiques et des tentatives de manipulation. — H. M.

I. — Un consensus qui rend méfiant

par HENRI MERCILLON (*)

«Le samedi 11 août, les jeux de forêt dans le Midi ont pris une allure catastrophique. L'explosion du ballon pour l'été qui-ter le port du Rove». Telles sont les nouvelles qui font la une des quotidiens et occupent le plus grand temps sur les antennes.

Le 22 août, sous le titre «Pourquoi avoir échoué dans tant de domaines ?», le Monde célèbre, trois jours à l'avance, l'anniversaire politique de Raymond Barre dans deux pages entières fort documentées.

Sous le titre «Vers un désastre», le journal la Croix du 30 août présente une revue de presse : le Point, le Nouvel Observateur, l'Express, l'Europe, l'Humanité, dénoncent avec un bel ensemble le bilan des trois années Barre.

D'une manière curieuse, dans presque toutes ces analyses, une omission : elle est importante. Elles ne fournissent pratiquement aucun élément de comparaison avec les performances triennales des autres grands pays capitalistes industriels, ce qui, en période de crise reconnue, apparaît nécessaire, si l'on veut juger équitablement une politique.

Un tel consensus, dans un pays où l'on met son point d'honneur à cultiver sa différence, ne peut que rendre méfiant. Après tout, cet homme était premier ministre lorsque les élections furent remportées en mars 1978 par la majorité, et puis il avait déjà traversé des passages difficiles : fin 1974, période durant laquelle il avait accompagné le président de la République dans la traversée d'un rude hiver ; la veille du premier tour des élections législatives, à la lecture des sondages, certains lui conseillaient de faire ses valises et de quitter discrètement Matignon. En revanche, les échecs de la presse — éditoriaux, n'étaient pas aussi défavorables.

Tout à coup, dans notre pays, son «impopularité» semblait, en effet, atteindre un climax. Tout au moins dans un sondage repris jusqu'à satiété par tous les médias : celui du Point (27 août-2 septembre), «Non à Barre». Certes, on lui reconnaissait encore intelligence et courage, mais cette qualité n'est jamais privilégiée par l'«opinion publique» hexagonale. Chez les hommes politiques, les Français apprécient rarement le courage présent, tout en cultivant avec des délices perverses la nostalgie du courage passé.

Tout à coup, les souvenirs de l'assassinat politique de Pierre Mendès France s'imposent à notre réflexion. Quelle belle exécution, quelques mois après le règlement du drame indochinois. Relisez la presse de l'époque. Tout y avait passé, avec des coups à différents niveaux, de l'«arrogance du juif qui brade l'empire» à la dénonciation de «son goût pour le fait dans le pays où l'on botte du vin» en passant par «c'est un brutal qui n'a pas la manière avec le Parlement». On le chassa. Ce fut triste et amer, toute une génération pourrait en dire.

(*) Directeur du Centre de l'Université de Paris-L.

porter témoignage. Mais depuis, quels regrets et quelles jérémiades !

Raymond Barre n'est pas Mendès France, mais le problème de son «impopularité» nous interpelle, comme disent les sociologues d'aujourd'hui. Ne fallait-il pas y regarder de plus près ?

En dehors des élections — mais elles ne suffisent jamais au pays — il importait d'examiner sur quels éléments, depuis septembre 1978, s'était formée l'image du premier ministre : essentiellement une série de sondages entrepris à la demande de quotidiens et de magazines. Nous les avons examinés, croisés et démontés. En nous livrant à leur critique interne, nous percevons mieux maintenant l'«impopularité» de Raymond Barre, tout en étant édifié sur leur valeur scientifique.

Tout d'abord, il faut préciser aux lecteurs que ce sont, en général, des sondages à 1 000 personnes sur lesquels aucune instance neutre n'exerce le moindre contrôle.

Comment se dessine un portrait

Comment se dessine un portrait d'homme d'Etat ? Tout part, on le pense bien, des questions. On propose des questions, on les sonde et ils fixent leur choix.

Nous avons repéré pour l'ensemble des sondages publiés le nombre et les caractéristiques des qualificatifs retenus. Sincère, courageux, compétent, représentatif, bien entendu des qualificatifs positifs, sur lesquels le sondé peut répondre négativement, mais si on les multiplie, on propose d'entrée de jeu un visage favorable du personnage. Paternaliste, froid ou agressif renversent, on le comprend vite, le système de valeurs.

Dès le 3 septembre 1978, le journal Sud-Ouest fait interroger le public selon une formule que l'on retrouvera souvent : «Pour chaque des qualificatifs suivants, voulez-vous me dire si vous pensez qu'il s'applique plutôt bien ou plutôt mal à Raymond Barre ?»

Cinq adjectifs positifs :
 Sympathique 61 %
 Expérimenté 57 %
 Compétent 52 %
 Proche des préoccupations des gens 29 %
 A l'écoute 40 %

En octobre 1978, sondage le Point : treize qualificatifs. Onze positifs qui vont de sérieux à optimiste en passant par séducteur. Deux adjectifs négatifs seulement : conservateur, fragile. Conservateur : chacun sait que c'est une tare dans notre pays de conservateurs éternels : le score : 47 %, n'est pas très élevé. Fragile : le sondeur qui a ajouté ce qualificatif à la liste mérite d'être psychanalysé. Il doit rêver la nuit de sylphides. Le score, on pouvait le prévoir, s'arrête à 14 %.

(1) Le Pouvoir intellectuel en France, 1978, p. 123.

Nous n'entrerons pas dans une controverse sur les chiffres significatifs (nombre d'interviewés, enquêtes politiques, elle oppose encore de nombreux spécialistes, mais nous rappellerons d'une part, que la rationalité économique stricte d'un institut de sondage consisterait, à la limite, à réaliser le maximum de sondages avec le minimum d'interviewés ; d'autre part, que les annonceurs exigent des supports (médias) qu'ils utilisent des enquêtes plus riches en interviewés : 12 000 personnes (C.E.S.P. France) ; 20 000 (A.G.M.A. République fédérale d'Allemagne) ; 30 000 (I.N.S.E. Grande-Bretagne). Examinons maintenant ses sondages. Nous pouvons affirmer immédiatement qu'ils constituent, pour certains, une parfaite illustration d'une remarque récente de Régis Debray : «Ce qu'on appelle l'«opinion publique» des sondages est un artefact construit par des sondeurs, où les centres d'intérêt sont déjà dans les questions» (1).

Fin septembre 1978, le sondage Figaro retient quatre qualificatifs, tous positifs, «Avez-vous trouvé Raymond Barre...»

Clair 77 %
 Sincère 55 %
 A l'écoute 55 %
 Compétent 40 %

On interroge aussi sur l'impression :
 Plutôt bonne 58 %
 Plutôt mauvaise 20 %
 Sans opinion 22 %

Le pourcentage des sans opinion reste constant à travers les sondages : 20 à 25 %. Des gens interrogés, sur quelque question que ce soit, n'ont pas d'opinion. Ce sont, sans doute, des sages, des médiums ou des gens heureux. Une remarque : cependant : 25 % des «communistes» et 33 % des «socialistes» trouvent que Raymond Barre leur a fait plutôt une «mauvaise impression».

En février 1977, sondage Rhône-Alpes. Quatre qualificatifs favorables : sympathique, 63 % ; bon économiste, 61 % ; proche des préoccupations des gens, 35 % ; à l'écoute, 79 %.

Les choses se gâtent en octobre 1977. Le journal l'Inform se lance. Il importe de créer des événements. Après une émission de télévision, il fait interroger 1 048 personnes pour connaître les qualificatifs qui s'appliquent à Raymond Barre. C'est de la grosse arithmétique. Un tiré à quatre questions. On perçoit immédiatement que le sondeur, ou son commanditaire, sollicite une image d'après ses propres réactions à l'égard de la personnalité du premier ministre. Ce n'est pas un rêve, on n'interrogea plus sur la «fragilité». On voit apparaître, au contraire.

Sûr de lui — rusé — paternaliste — froid — pontifiant.

L'image se précise tout en se dégradant. Elle ne manque pas d'ambiguïté. A sûr de lui, qualité dans les mondes germanique et anglo-saxon, s'ajoute comme un défaut dans notre hexagone où les faux jetons hésitants sont toujours appréciés dans les institutions : haute administration, universités, grandes entreprises. Quant au mot «pontifiant», c'est un terme d'intellectuel. Certains experts n'assurent que beaucoup de nos compatriotes ignorent son sens exact, et qu'il peut être interprété, selon les niveaux de culture, tantôt comme favorable, tantôt comme défavorable. Le sondeur ou (et) son commanditaire, eux, en connaissent le sens. Ils n'ont pas placé ce qualificatif par inadvertance. Une petite touche est ajoutée au tableau Barre. Les sondés ne reçoivent cependant le signe que médiocrement.

Résultats :
 Sûr de lui 74 %
 Rusé 45 %
 Paternaliste 37 %
 Froid 39 %
 Pontifiant 29 %

Un événement capital pour la personnalité de Raymond Barre a lieu le 12 mai 1977. Durant sa rencontre avec François Mitterrand, en une soirée, il se forge, tout à coup, la stature d'un redoutable debater, connaissant parfaitement les problèmes qu'il

par autorisation préfectorale

francesco smalto
EXCLUSIVEMENT A MONTFARNASSE

LIQUIDE TOTALEMENT
SON STOCK

En raison de la cessation d'exploitation de la griffe Smalto et avant travaux nécessaires à la création de nouveaux rayons Prêt à Porter Femmes et Hommes et Chaussures.

niveau 1

Centre Commercial Maine Montparnasse

TÉLEX PARTAGÉ
ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

(Publicité)

L'association «L'Education» organise le mardi 4 décembre, à 19 h. 15, dans les salons de l'hôtel Lutetia, 47, bd Raspail, à Paris 6^e, un Dîner-Débat sur le thème :

QUE FAIRE DES ADOLESCENTS RÉTRACTAIRES AU SYSTÈME ÉDUCATIF ?

Le débat sera présenté et animé par M. Robert Mandra, avec la participation de M. le Recteur Antoine et de M. René Lenoir, ancien ministre aux affaires sociales.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer avant le vendredi 30 novembre, dernier délai, leur nom et leur adresse à «L'Education», 2, rue Chauveau-Lagarde, 75008 Paris (téléphone : 266-69-20), en joignant un chèque de 70 francs par personne pour participation aux frais.

IRRESPECTUEUX, DONC RESPECTABLE

Si respecter c'est révéler, vénérer, taire, obéir, honorer, craindre, mentir, flatter, négliger, travestir, oublier, tronquer... Alors un journaliste respectueux n'est pas respectable.

Philippe Tesson

Collection Institut Supérieur de Gestion

2^E ÉDITION

LA GESTION DE TRÉSORERIE

Jack FORGET-Guy GRYMBERG

Exposé concis, très clair, progressif, sur une technique qui, en cette époque d'inflation, pèse lourd dans la rentabilité de l'entreprise. Pour chefs d'entreprise, praticiens, étudiants.

"L'Expansion" - Octobre 1979.

Tirer parti des différents types de financement et faire en sorte que la trésorerie ne soit ni un poids mort ni une source de vulnérabilité, tel est le thème du livre de Jack Forget, président du Conseil Permanent de l'Institut Supérieur de Gestion, et de Guy Grymberg, secrétaire général de la Compagnie Financière.

"Forum International" - Mai 1979.

Un ouvrage indispensable pour chaque responsable d'entreprise, une approche exhaustive et synthétique d'un problème essentiel.

"European Management" - 1979 - T. Wilson.

PRIX 53,50 TTC - Franco de port

Adressez vos commandes accompagnées obligatoirement de votre règlement à l'ordre de : ÉDITION S.A., 16 rue Spontini, 75116 Paris - 704.65.94

مكتبة الأمل

HISTOIRE

UN LIVRE DE TÉMOIGNAGES

Rien n'est moins conventionnel que les témoignages des amis et des collaborateurs de Pierre Cot réunis dans un petit livre en hommage à sa mémoire. Ils n'examinent pas seulement la chaleur d'une affection vraie. Ils invitent à réfléchir sur deux périodes essentielles de notre histoire : cet avant et cet après-guerre que nos souvenirs et nos préjugés empêchent de regarder en face.

En 1923, un jeune parlementaire de trente-trois ans, tout juste élu député de Chambéry, rapporte à la Chambre le pacte Briand-Kellogg. Dans une phrase inouïe, il résume l'intérêt et la limite d'un texte qui « se borne à bannir la guerre sans rien faire pour organiser la paix ». Ses familiers retrouvent le ton du brillant juriste, reçu premier à l'agrégation de droit public, professeur à la faculté de Rennes, puis juriconsulte du Quai d'Orsay après un passage au cabinet de Raymond Poincaré.

La haine

Quatre ans plus tard, voici Pierre Cot secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Le 31 janvier 1933, quelques heures après l'arrivée de Hitler au pouvoir, il deviendra ministre de l'air. Il quittera son poste le 7 février 1934, pour le retrouver de 1938 à 1939 avec le Front populaire. Dans cette période cruciale, l'homme qui maîtrise la parole et les idées se trouve confronté à l'action. Il s'entoure d'une équipe remarquable : Jean Moulin, Henri Puget, Louis Joxe, Pierre Mermier, Robert Chamberlain, et plus tard Gaston Guinon au ministère du Commerce. Avec elle, il prend des décisions rapides et énergiques. La création d'Air France en 1933 est suivie de la nationalisation des Industries aéronautiques en 1936.

Le ministre de l'air voit plus haut et plus loin que ces problèmes

techniques. L'avènement du nazisme lui fait craindre une guerre où l'Alliance avec l'Union soviétique lui paraît fondamentale. Il se rend en U.R.S.S. en août 1933. Il développe ensuite la coopération aéronautique avec les Russes, alors très avancés dans ce domaine. Cela déchaîne la colère du Führer allemand et de la droite française. Elle s'accroît encore quand Pierre Cot organise l'envoi de matériel de guerre à la République espagnole, pour aider à résister au putois de ses militaires.

On imagine mal aujourd'hui la haine qui déferla sur cet homme sans haine, dont l'un de ses collaborateurs dit que « ses qualités hors du commun étaient compensées et comme humanisées par une fraîcheur d'âme qui lui donnait une jeunesse, une sorte de candeur même ». Le 6 février 1934, il est désigné aux émeutiers comme devant être exécuté séance tenante. On l'appelle au téléphone chez lui, toutes les dix minutes, pour lui jeter des menaces de mort. Dans les jours qui suivent, on brûle sa robe au vestiaire des avocats et l'on tente de lui retirer sa qualité d'ancien secrétaire de la Conférence du stage : Musée en procureurs, les défenseurs deviennent bouillons.

Au procès de Riom, le gouvernement de Vichy accusera Pierre Cot « d'être responsable de l'insuffisance et de la défaite de notre aviation ». Dans un télégramme éloquent adressé au président de la Cour, l'inculpé rappelle que l'insuffisance de l'aviation résultait surtout de la mauvaise doctrine militaire de l'état-major. Ayant réalisé le plan de son prédécesseur, le général Denain, qui portait de 1000 à 1500 le nombre des avions en ligne avec 500 en réserve, le ministre de l'air avait proposé, le 15 février 1937, au haut comité militaire de doubler la force aérienne française. Cette instance suprême de l'armée, où siégeaient Pétain, Darlan et Gamelin, décida unanimement qu'il n'y avait pas lieu d'étendre actuellement le plan d'accroisse-

ment de l'armée de l'air. A l'auteur d'un rapport officiel sur l'insuffisance de notre aviation, le général Fégant tire la leçon de cette décision : « La France vient de perdre la première bataille de la guerre ».

Une nouvelle génération

A travers les témoignages ainsi recueillis, Pierre Cot semble isolé dans la vie politique. Son appartenance radicale, avant 1940, n'apparaît qu'au détour d'une phrase. Il figurait cependant au milieu d'une nouvelle génération où surgissaient alors des hommes de valeur, aux regards et aux propos nouveaux, très différents de leurs aînés et pas très étonnables entre eux : Pierre Cot, Pierre Mendès France, Jean Zay, Jean Mistler. Derrière les divergences des orientations et des destins, ne pourrions-nous pas retrouver quelques traits communs, expliquant le rassemblement de ces jeunes dans les années 30, sous la bannière du vieux parti de la République ? L'ouverture à l'autre, par exemple, le refus d'établir une frontière intérieure dans la communauté nationale, la volonté d'un dialogue parfois dangereux, en même temps qu'un individualisme profond, qu'un refus des organisations politiques contraignantes.

Quel qu'il en soit, Pierre Cot paraît destiné à de très hautes fonctions après la Libération. Il a été l'un des premiers à Londres en juin 1940. De Gaulle l'a envoyé aux Etats-Unis pour expliquer la position de la Résistance et du Comité national français. Nommé ensuite à l'Assemblée consultative d'Alger, puis chargé de mission en U.R.S.S. par le général, l'ancien ministre de l'air avait toutes les conditions pour accomplir la prophétie d'Armand Briand à Philippe Noth-Baker en 1928 : « Pierre Cot sera sûrement, et plus d'une fois, président du conseil ». Pour cet homme de quarante-neuf ans, le second d'opinion de la vie s'annonce encore plus brillant que le premier. Au lieu

LE MYSTÈRE PIERRE COT

par MAURICE DUVERGER

d'un seul Mandès France, en verrait-on deux se lever quelquefois à la tribune du Parlement pour rappeler des vérités implacables, écoutées dans le silence et bien vite oubliées, jusqu'au jour où Cassandre est appelée au pouvoir quand le destin l'exige, puis écartée une fois les choses rétablies dans leur train quotidien ?

Comme ceux de son ami, chaque discours de Pierre Cot fait sensation dans l'Assemblée, qu'il s'agisse de son rapport sur le premier projet de Constitution ou de son intervention en mai 1968. Mais aucun ne peut lui ouvrir la route du pouvoir, car il s'est mis en position d'être toujours éloigné. Arbitraire du Mouvement de la paix et de l'Union progressiste, parlementaire élu grâce au soutien du parti communiste, il prend figure d'un « compagnon de route », en pleine guerre froide, en plein stalinisme. Il reste totalement lucide pourtant, n'abandonnant jamais son esprit critique et son droit de refus. Quand les Chinois, soutenus par les Soviétiques, accusent les Américains d'utiliser des armes bactériologiques en Corée du Nord, Pierre Cot refuse que le conseil mondial de la paix engage une campagne de protestation tant que ces imputations n'ont pas été vérifiées, sur place, par des commissions d'enquête formées de savants et de juristes d'opinions diverses.

Combat pour la paix

Pourquoi ce réaliste, passionnément attaché à la liberté, doué d'une intelligence exceptionnelle, a-t-il ainsi sacrifié sa carrière politique et privé la nation du grand homme d'Etat qu'il aurait pu être dans la foulée du ministre de 1933-1938 ? Tel est le mystère Pierre Cot, que les témoignages de ses amis peuvent aider à dissiper. Ils montrent l'importance primordiale de son combat pour la paix. Deux ans après la victoire de 1945, la coupure du monde en

deux blocs a remplacé l'unité des vainqueurs. Bénéficiant du monopole de l'arme atomique, les Etats-Unis sont plus puissants que l'U.R.S.S. exsangue. Est-il exact que les Américains aient envisagé sérieusement de contraindre les Russes à renoncer au socialisme, comme le croyait Oppenheimer ? En tout cas, l'hypothèse ne pouvait être écartée a priori. L'action de Pierre Cot semble fondée sur une telle analyse.

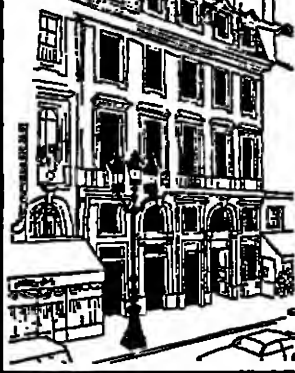
Dans le combat à leur côté, il savait parfaitement que « les communistes pesaient davantage que les diverses bonnes volontés associées avec eux », comme le reconnaît Gilbert de Chambrun. Il pensait que son influence pouvait compenser quelque peu la faiblesse de ses amis progressistes. Il usait de son indépendance pour obliger à de véritables débats. Par le Mouvement de la paix, il rencontrait d'autres éléments de gauche à travers le monde, dans des dialogues utiles. Chose par exemple la discussion avec Ali Boumedjel et les nationalistes algériens en 1955, où les députés gaullistes René Capitant et Louis Vallon se trouvaient aux côtés de Pierre Cot. Ses termes ont été communiqués au gouverne-

ment français, qui aurait gagné à en tenir compte.

On peut penser que le combat pour la paix n'était pas seul en cause. Au moment où l'on traitait les communistes de « séparatistes », où ils étaient enfermés dans un ghetto, où ils se jetaient à corps perdu dans le stalinisme, garder le contact avec eux, c'était maintenir un pont, fragile, derrière peut-être, mais important comme témoignage et comme symbole. C'était rappeler qu'ils faisaient partie de la nation, malgré tout. Pierre Cot s'est voulu un lien au moment où tous étaient rompus. Cela vaut qu'on s'efforce une carrière. A ses côtés par hasard, lors du premier meeting réunissant les partis du programme commun, à la porte de Versailles, j'ai vu sa joie au milieu de cette foule qu'il rêvait depuis si longtemps de voir rassemblée. Il est mort dans l'été 1977, quelques mois avant une rupture qui l'aurait déchiré. Sans le désespérer, car il savait que les transformations des sociétés sont lentes, très lentes : comme les arbres, comme la vie, disait Pablo Neruda.

★ Pierre Cot (1895-1977), 1979, 220 pages, hors commerce.

POUR CEUX QUI APPRECIENT LA DIFFERENCE



Une école de langues qui offre un enseignement de qualité à la mesure des exigences de l'homme d'affaires international

RICHARD LEWIS SCHOOL
5 rue Royale 75008 PARIS
Tél. 265.18.47.

BIENS D'ÉQUIPEMENT LÉGERS

Une société française (500 personnes) fabriquant et commercialisant des biens d'équipement légers destinés à une clientèle industrielle et « grand public » et leader sur le marché français, décide de renforcer sa structure industrielle dans le cadre de son développement européen, en s'adjoignant deux responsables de premier plan pour son usine située à 60 kilomètres de Strasbourg.

Responsable services techniques

Rendant compte au Directeur Général, il prend en main la gestion des moyens mis à la disposition de la production et couvre directement les études, les méthodes, le contrôle qualité, l'entretien et les travaux neufs. Son action vise avant tout l'amélioration des prix de revient, l'adaptation constante de l'outil de production aux exigences du marché ainsi que la recherche de techniques plus performantes. Ce poste, qui exige une forte personnalité, ouverte, imaginative et efficace, s'adresse à un ingénieur de formation, âgé d'au moins 30 ans et pouvant justifier d'une expérience réussie de la fonction au sein d'une entreprise de mécanique ou d'électromécanique. Une parfaite maîtrise des méthodes, acquise si possible dans l'automobile, constitue un atout important dans le choix du candidat retenu. Écrire à G. RAYNAUD à Paris. R.E.F./A/2867M

Responsable des fabrications

Sous la même dépendance hiérarchique et en étroite liaison avec les services techniques, commerciaux et de gestion, il a pour principale mission d'organiser et de gérer les ateliers de fabrication dans un souci permanent de rentabilité et de respect de la qualité et des délais. Son activité s'étend à l'ordonnement-lancement, ainsi qu'aux approvisionnements et magasins de matière première. Ce poste, qui requiert un sens de l'animation des hommes et un goût prononcé pour l'analyse et l'organisation, convient à un candidat diplômé d'enseignement supérieur technique et âgé d'au moins 35 ans. Une expérience pratique de la direction et de la gestion d'une unité de fabrication en construction électromécanique de petites et moyennes séries est exigée. Écrire à G. RAYNAUD à Paris. R.E.F./A/2868M

Pour ces deux postes, une rémunération motivante, assortie d'un intéressement lié aux résultats sera offerte et dépendra du niveau de compétence atteint. En cas de réussite, ces deux positions devraient servir de tremplin en vue d'occuper des responsabilités plus importantes.

INGÉNIEUR D'ÉTUDES MÉCANIQUE

140.000 F

Côte Atlantique — Une importante société française d'ingénierie (2.500 personnes - 2 milliards de chiffre d'affaires) de notoriété internationale recherche un ingénieur mécanicien pour un de ses établissements appelé à une forte et rapide croissance grâce au développement d'activités nouvelles, dans le domaine nucléaire notamment. Rattaché à la section « mécanique » du département Etudes et dans le cadre de budgets alloués, il participera à la conception de nouveaux matériels de maintenance et d'intervention dont il suivra la mise au point. Ces matériels, plus ou moins automatisés, selon la difficulté des zones d'accès où ils évolueront, mettront en œuvre des connaissances en mécanique, pneumatique, hydraulique, électromécanique, etc., devant aboutir à l'élaboration de solutions nouvelles. Ce poste doit motiver un ingénieur diplômé (Centrale, Arts et Métiers) âgé de 30 ans minimum, possédant impérativement une expérience d'au moins cinq ans de conception de machines spéciales acquise chez un constructeur ou dans une société d'ingénierie, ainsi qu'un goût prononcé pour la recherche et l'innovation technologique. La pratique de l'anglais est souhaitable ; une première expérience du nucléaire constituerait un atout supplémentaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 140.000 francs tiendra compte de l'expérience du candidat retenu. Écrire à G. MINS à Nantes. R.E.F./A/1036M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505-14-30 19, Résidence Flandre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25
9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63 1, rue Duguesclin, 44000 NANTES - Tél. (40) 48-48-82
3, quai Kléber, 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22-01-54

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - New York - Oslo - Paris - Rome - Stockholm - Strasbourg - Stuttgart - Turin - Zurich

INGÉNIEUR SYSTÈME ET RÉALISATIONS INFORMATIQUES

150.000 F

Nantes — Dans le cadre de son développement, la BANQUE POPULAIRE BRETAGNE ATLANTIQUE (900 personnes, 60 agences) crée, au sein du Département Informatique de son Siège Social, basé à Nantes, un poste d'Ingénieur Système et Réalisations Informatiques. Rattaché au Directeur de l'Informatique, et responsable de l'équipe système, il sera l'interlocuteur technique auprès des constructeurs, plus particulièrement chargé de la mise en œuvre et du suivi de l'évolution des systèmes de base et des systèmes de traitement. En position fonctionnelle, il interviendra comme conseiller technique auprès de la Direction, du Service des Etudes et du Service Exploitation. Il veillera, d'autre part, à l'adaptation permanente des moyens informatiques aux besoins du service (tant au plan du matériel qu'à celui des méthodes), de la qualité et de la sécurité des logiciels, de la recherche et de la promotion des méthodes nouvelles, ainsi que de la formation et de l'information techniques. Une bonne pratique des logiciels de bases de données et de télétraitement (CICS/DB/VSAM et si possible VTAM) est indispensable. Ce poste s'adresse à un ingénieur système, diplômé de l'enseignement supérieur (École d'Ingénieurs, option informatique, DEA, en informatique, etc.) possédant une expérience confirmée des matériels IBM 370/148 ou 3081, et familier de la programmation en langage Assembler et PLI (option Cobol souhaitée). La lecture de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 150.000 francs, tiendra compte de l'expérience et de la personnalité du candidat retenu. Écrire à G. MINS à Nantes. R.E.F./A/1035M

AUDIT INTERNE

100.000 F

Dijon — Un établissement financier, filiale d'une banque américaine recherche un Audit Interne. Rattaché au Directeur Général, en liaison étroite avec la maison-mère, il aura pour mission de contrôler sur son plan les vérifications des opérations bancaires, les activités comptables et les opérations bancaires, au siège et au niveau des directions régionales. En outre, il veillera à l'adaptation des procédures administratives au contexte national et à leur mise à jour. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 27 ans, de formation supérieure (E.S.C. ou équivalent), et possédant une expérience de quelques années acquise au sein d'un cabinet d'audit international. Une très bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable. Compte tenu de la dimension internationale du groupe, des perspectives d'évolution intéressantes peuvent être offertes à un candidat de valeur. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 100.000 francs et pourra être supérieure si l'expérience du candidat le justifie. Écrire à Christine CHARAUD à Paris. R.E.F./A/2866M

JEUNE CADRE EXPORT

80.000 F

Pays de l'Est — La société HUARD (1.400 personnes) premier fabricant européen de matériel agricole destiné à la préparation du sol, souhaite développer ses ventes à l'exportation en intégrant un Jeune Cadre Export. Sa mission consistera à reprendre un certain nombre de contacts dans ces pays pour les faire aboutir aux ventes concrètes, et développer ainsi la part de marché de l'entreprise sur cette zone. Ce poste, rattaché au responsable Export est à pourvoir au siège de Chateaubriant, mais implique, bien sûr, des déplacements importants. Il s'adresse à un homme, âgé de 25 ans au moins, de formation supérieure (par exemple, Agro + spécialisation en commerce international) maîtrisant parfaitement l'allemand et si possible une autre langue utilisable dans les pays de l'Est. Les perspectives d'évolution sont liées au développement de l'Export. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 80.000 francs, sera liée à l'expérience acquise. Adresser C.V. et prétentions à G. MASSON à Nantes. R.E.F./A/1034M

Menaces sur Un peu de bon sens

Les menaces sur la tradition gastronomique française sont de plus en plus nombreuses. Elles viennent de tous les côtés : de la mode du végétarisme, de la mode du régime, de la mode du fast-food, de la mode du « healthy food », de la mode du « bio », de la mode du « local », de la mode du « artisanal », de la mode du « naturel », de la mode du « pur », de la mode du « simple », de la mode du « bon », de la mode du « bon goût », de la mode du « bon sens ». Toutes ces modes ont en commun une même caractéristique : elles visent à réduire la cuisine française à une simple technique, à une simple recette, à une simple formule. Elles visent à réduire la cuisine française à une simple affaire de goût, à une simple affaire de mode, à une simple affaire de mode de vie. Elles visent à réduire la cuisine française à une simple affaire de mode de consommation, à une simple affaire de mode de consommation de masse, à une simple affaire de mode de consommation de masse.

L'agneau français mis sur la tradition gastronomique

La tradition gastronomique française est en danger. Elle est menacée par la mode du végétarisme, par la mode du régime, par la mode du fast-food, par la mode du « healthy food », par la mode du « bio », par la mode du « local », par la mode du « artisanal », par la mode du « naturel », par la mode du « pur », par la mode du « simple », par la mode du « bon », par la mode du « bon goût », par la mode du « bon sens ». Toutes ces modes ont en commun une même caractéristique : elles visent à réduire la cuisine française à une simple technique, à une simple recette, à une simple formule. Elles visent à réduire la cuisine française à une simple affaire de goût, à une simple affaire de mode, à une simple affaire de mode de vie. Elles visent à réduire la cuisine française à une simple affaire de mode de consommation, à une simple affaire de mode de consommation de masse, à une simple affaire de mode de consommation de masse.

Menaces sur la production ovine française

Un peu de bon sens

Je suis un éleveur de moutons. Parmi d'autres. C'est un métier difficile, prenant, qui nécessite un travail constant. Il faut cultiver l'herbe, assurer les soins aux brebis, s'occuper des agnelages (dont dépendent la réussite ou l'échec de toute une année). Mais c'est aussi un métier qui me plaît. On peut y mesurer le résultat de ses efforts et de ses initiatives.

Au fil des années, j'ai amélioré mes techniques d'élevage. Avec le même nombre d'hectares, je produis plus de viande et celle-ci est de meilleure qualité. Ces résultats, je les ai obtenus, sans être un « assisté », par mes efforts et mon travail quotidien. Ces progrès m'ont permis de faire face aux augmentations successives des prix de l'alimentation, celles de l'énergie, celles du vétérinaire comme celles des charges sociales.

Parce que la consommation française est chaque année plus importante, parce qu'en Europe comme en France la production n'est pas encore suffisante pour répondre à la demande, parce que j'ai écouté le président de la République et le ministre de l'Agriculture disant que les éleveurs français étaient indispensables, parce que je crois en l'avenir de mon métier, j'ai pris des emprunts pour améliorer encore mon élevage.

Aujourd'hui, on me dit : « C'est fini, on n'a plus besoin de vous. Les Anglais, les Néozélandais vont vous remplacer. Dans l'intérêt de l'Europe, reconvertissez-vous. »

Alors là, ça ne va plus du tout. Nous sommes en pleine histoire de fou !!! Puisque l'Europe est déficitaire en mouton, il y a, bien sûr, de la place pour les bergers français comme les autres. Mais si la Grande-Bretagne achète ses agneaux en Nouvelle-Zélande pour nous en envoyer les skins qui bénéficient d'aides et de subventions, le jeu est faussé.

La libre concurrence, je suis pour, mais avec les mêmes conditions pour tous le monde. Et puis, le Marché commun a-t-il été créé en priorité pour offrir des débouchés aux au-

tres continents et défendre les intérêts du Commonwealth ou bien pour favoriser le développement européen ?

Ce n'est pas possible que l'Europe verte soit ce champ de bataille perpétuel, ce n'est pas possible que les trusts internationaux trouvent chaque fois leur compte au détriment des hommes. Ce n'est pas possible qu'avec chaque problème on ait recours aux subventions comme à une anesthésie. Ce n'est pas possible de grever les finances européennes pour permettre la disparition d'entreprises qui fonctionnent bien et qui ne demandent rien à personne.

Si demain mon élevage est condamné à disparaître, on créera sans doute un office de reconversion, on tiendra des beaux discours, mais avec quel argent vais-je, par exemple, acheter des vaches, modifier mes bâtiments, refaire mon expérience ? Et pour faire quoi ?

De la viande il y a surproduction ! Du lait il y en a trop et on met une amende aux producteurs. Il existe d'autres productions ? Oui, bien sûr ! Mais elles sont impossibles dans la plupart de nos régions, et puis pourquoi, dans quelques années, les pontons ne viendraient-ils pas de Hongkong ? Les ports d'Amérique ? Les escarpements de la Jamaïque et les îles des Seychelles ? L'expérience du pétrole ne leur suffit-elle pas à l'heure où ils comptent qu'on ne peut pas toujours dépendre de l'étranger pour tout, qu'on ne peut pas constamment se laisser imposer les lois d'un autre continent ?

Si, avant qu'il ne soit trop tard, le président de la République avait la bonne idée de s'inviter dîner chez moi ou chez l'un de mes cent cinquante mille collègues, nous lui expliquerions pourquoi nous avons, avant que les éleveurs néozélandais, le droit de vivre. Nous lui dirions pourquoi il faut éviter de limiter le choix au désespoir ou à la colère, mais au contraire nous redonner l'espoir.

UN ELEVEUR DE MOUTONS.

L'agneau français mise sur la tradition gastronomique

LES Français, après avoir suivi le bœuf, suivent le mouton et ne cachent pas le plaisir qu'ils y prennent. Ils en démontrent 200 tonnes par an et viennent tout de suite après l'Angleterre, qui en consomme le double.

Les habitudes culinaires et le sens gastronomique des deux pays sont si nettement différents qu'il est bien difficile de pousser plus loin les comparaisons. En Grande-Bretagne, la viande ovine, souvent très grasse, est une denrée de grande consommation considérée comme un produit standard. Les moutons congelés en provenance de Nouvelle-Zélande, où ils sont considérés comme un sous-produit de la laine, occupent une large part du marché. Si les consommateurs anglais semblent s'en contenter, les touristes français, souvent plus réservés, ne sont pas en mesure de leur offrir les secrets du gigot bouilli.

Viande de fête et préjugés économiques

En France, l'agneau est une viande qualitativement supérieure, moins grasse, plus tendre et mieux fourrée. Le consommateur, qui en attend des plaisirs gastronomiques raffinés, ne supporte pas la médiocrité et associe l'agneau aux menus de fête et aux repas les plus soignés. Dans les festivités familiales, le gigot, qui s'est considérablement démocratisé, a tendance à détrôner le poulet dominical. Mais, associé à l'idée de fête, le mouton paie la rançon de sa gloire : il a la réputation d'être cher. C'est un préjugé qui pourtant ne tient pas si l'on veut bien comparer les chiffres.

Brochette croustie et merguez

Le prix moyen du gigot se situe aux alentours de 42 F le kilo. Celui du faux-filet de

bœuf atteint 57 F. La poitrine de mouton, utilisée pour les merguez coûte 15 F et le pot-au-feu 18 F.

Ces comparaisons chiffrées ont sans doute incité bon nombre de femmes à inscrire plus souvent le mouton à leur menu, puisque depuis dix ans la consommation s'est régulièrement accrue de 2 % par an. Le succès que connaît l'agneau n'est pourtant pas dû aux seules causes économiques. Il existe d'autres raisons parmi lesquelles il faut citer l'arrivée en France de nombreuses familles d'Afrique du Nord, traditionnellement grandes consommatrices de mouton, et le retour des soldats du contingent qui ont répandu la vague des merguez, des brochettes et du couscous. Le développement du tourisme international a d'autre part permis aux gastronomes de s'initier à la moussaka roumaine ou au pilaf à la grecque.

Les recettes d'Alexandre Dumas

Il est vrai aussi qu'un grand nombre de gastronomes n'avaient pas attendu ces incitations de l'actualité pour donner au mouton la place qu'il mérite dans les menus. Alexandre Dumas fut, au siècle dernier, l'un des meilleurs propagateurs de la viande ovine et son grand dictionnaire de cuisine ne comporte pas moins de cinquante recettes à base de mouton ou d'agneau. Du célèbre Navarin aux côtelettes à la Bournoise, des pieds poirettes à la saute Sainte-Macaron, de l'épigramme aux pointes d'asperges à la pascalline royale, il y a là de quoi faire rêver les gourmets les plus subtils et de quoi prouver la diversité des ressources culinaires qu'offre l'agneau. Cette variété dans les recettes, qui permet de répondre aussi bien aux exigences des plats de fête qu'à celles des menus quotidiens, n'est pas l'un des moindres avantages du mouton, chez qui tout est bon.

Les éleveurs ovins sont aujourd'hui sur la corde raide. Ils attendent avec une certaine nervosité un projet de règlement européen dont dépendra leur avenir et celui de plusieurs régions.

Mais avant même que ce règlement soit mis au point, le gouvernement français, malgré ses engagements formels et pour avoir trop tardé à effectuer ce problème de front, vient sous la pression britannique et les obligations de Luxembourg d'ouvrir les frontières aux moutons anglais.

Pour des milliers d'éleveurs, cette décision est une condamnation à disparaître. Ils ne peuvent pas l'accepter sans réagir.

De la Normandie à la Provence, des Pyrénées aux Ardennes, ils sont 150 000 à être mobilisés pour faire face aux menaces d'hégémonie britannique et se défendre contre le déferlement du mouton néo-zélandais sur le marché européen.

Parce qu'ils sont conscients de la qualité de leurs produits, parce que leur activité maintient une population rurale active dans des zones défavorisées et que la production permet d'économiser chaque année de précieuses devises, les éleveurs ont de bonnes raisons pour s'opposer aux exigences anglaises.

Ils refusent de devenir des assistés euro-

péens. Leur dossier n'est pas seulement économique et agricole, il est humain et ne peut se satisfaire de solutions technocratiques.

Ce mauvais coup porté au monde agricole et à l'idée européenne ne peut pas laisser indifférente l'opinion publique. Ce qui arrive aujourd'hui aux éleveurs ovins français peut arriver demain à d'autres secteurs de l'économie.

L'ouverture du dossier mouton permet de comprendre pourquoi les éleveurs français, qui n'ont plus rien à perdre, ne désespèrent pas sans raison.

A force de semer la colère et le désespoir, on risque de récolter la tempête.

150 000 BERGERS EN COLÈRE ne veulent pas devenir des « assistés » européens

LES grandes manœuvres qui entourent le « dossier mouton » mettent fin à une légende : celle du « fair-play » britannique et relancent, à juste titre, des inquiétudes souvent exprimées. « Où les Anglais veulent-ils conduire la Communauté qui les a accueillis voilà maintenant sept ans ? »

A cette question, le premier ministre néo-zélandais, M. Muldoon, répondit clairement à l'issue d'un entretien avec son homologue anglais : « Madame Thatcher pense comme moi que la C.E.E. ne devra pas éternellement être, de toutes les choses susceptibles de provoquer une jalousie dans l'édifice, la politique agricole commune et la première. »

On ne peut être plus clair ! La déclaration de M. Muldoon a l'avantage de mettre les points sur les i : c'est le fondement même de la communauté européenne que vient les attaques portées contre la politique agricole.

Une condamnation à mort

L'Angleterre a décidé de conquérir le marché français du mouton pour le plus grand bénéfice de ses firmes commerciales et des éleveurs néo-zélandais. L'arrivée du mouton, du lait ou de la viande en mer, du budget communautaire ou de la politique pétrolière, l'attitude britannique reste la même : profiter de l'Europe, mais en refusant les contraintes. En utilisant aujourd'hui l'affaire du mouton pour jeter les bases d'une nouvelle politique, l'Angleterre cherche à transformer l'esprit et la lettre de l'idée européenne. Si elle est suivie, cette nouvelle orientation pourrait à plus ou moins longue échéance concerner toutes les autres productions.

On comprend l'attention avec laquelle l'ensemble du monde agricole observe, aujourd'hui, l'évolution d'une crise dont la première conséquence peut être la condamnation à mort des éleveurs français.

L'entrée libre des moutons anglais sur notre marché équivaudrait en effet à légaliser une concurrence insurmontable pour les éleveurs français, non pas au niveau de la qualité, celle de l'agneau français est nettement supérieure, mais au niveau des prix.

Ceux-ci atteignent en moyenne 21 francs le kilo en France et 14 francs en Angleterre. N'est-ce pas la preuve que les éleveurs français ne sont pas compétitifs, disent les technocrates ? C'est oublier un peu vite les raisons de cette différence. Le mouton français bénéficie en effet, à trois niveaux, d'un véritable dopage économique qui fausse la compétition : ● Un système de subventions et de dégrèvements contre un traité de Rome ; ● Des coûts de production inférieurs de 20 % pour l'orge, l'avoine, la luzerne, de 30 % et plus pour les céréales, les salaires, les charges sociales ; ● Prés de 200 000 tonnes d'importations en provenance de Nouvelle-Zélande permettant à l'Angleterre de compenser ses exportations à bon compte puisque les arrivages néo-zélandais ne supportent que des droits de douane minimes.

Les raisons de la colère

Dans le même temps, on peut s'interroger sur les motivations de la Commission des Communautés. Pourquoi a-t-elle un contrôle combien incertain d'auto-limitation des pays tiers et un système de primes dégressives, elle offre une solution avantageuse pour les importateurs, coûteuse pour l'Europe et mortelle pour les bergers français.

Ces propositions, la France a accepté d'y souscrire, sans que l'Angleterre ait fait la moindre concession, sans même qu'elle reconnaisse la nécessité d'un règlement communautaire.

Pourtant, depuis plus de deux ans, la Fédération nationale ovine affirme l'urgence d'une organisation commune de marché et rien n'a été tenté pour y parvenir.

— La France accepte de par-

remarquer que celle-ci, dans son arrêt, a reconnu l'intérêt d'aboutir dans les plus brefs délais à un règlement tenant compte des difficultés particulières, et qu'en s'y refusant le Royaume-Uni comme la Commission s'opposent à la Cour ? Comment ne s'élève-t-elle pas contre le système illégal du déficit - paiement maintenu par les Britanniques ?

Fouquier, enfin, la France ignore-t-elle les raisons juridiques qui obligeraient l'Angleterre à entrer dans la voie de la négociation ?

A l'Angleterre, pays le plus déficitaire de l'Europe, avec une production de 237 000 tonnes et une consommation de 402 000 tonnes annuelles, on propose d'approvisionner le marché européen. A la Nouvelle-Zélande, et à bien d'autres pays, on garantit un contingent vers l'Europe.

Au budget de la C.E.E. on ajoute un rajout de près de 2 milliards de charges nouvelles. A la France on impose une sorte supplémentaire de 3 milliards de devises pour acheter les agneaux qu'elle ne produira plus.

Régions en péril

Aux conséquences économiques et humaines qu'entraînerait la disparition des éleveurs français, il faut ajouter le péril qu'elle ferait courir à certaines régions pour lesquelles les moutons représentent un maillon indispensable de l'économie rurale.

Dans bien des cas le mouton n'est même la seule activité capable de soutenir la vie économique de régions où la reconversion serait pratiquement impossible au niveau des investissements, mais aussi à celui des hommes, du climat, du relief.

Dans certaines zones, la disparition des éleveurs qui fixaient la population rurale et freinaient la désertification provoquerait l'évolution d'une végétation anarchique facilitant

ainsi la propagation des incendies sur de vastes étendues laissées à l'abandon.

Ces conséquences désastreuses au niveau de l'économie régionale et au plan humain peuvent-elles au moins être passagèrement compensées ou plutôt dissimulées par certains avantages pratiques pour le consommateur ?

Celui-ci profitera-t-il de ce marché assés ? Le panier de la ménagère bénéficiera-t-il de la baisse des prix ?

C'est moins sûr qu'on veut bien le faire croire. Lorsque toutes les barrières des frontières disparaissent, la concurrence des diables aurait été franchie, la baisse dans les meilleurs des cas atteindra 2 francs par kilo. Les consommateurs français estimeront qu'une différence aussi minime justifie une baisse de qualité aussi certaine. Mais il sera alors trop tard pour faire marche arrière.

Le consommateur est aussi un contribuable, il doit savoir que la baisse des prix obtenue par l'entrée libre des moutons anglais se traduira par des charges nouvelles.

En réclamant une protection aux frontières de l'Europe pour permettre un soutien du mar-

ché, sans charge nouvelle pour le budget communautaire, et avec une période transitoire d'adaptation, les organisations professionnelles font preuve de réalisme, non seulement dans l'intérêt de l'économie régionale mais aussi dans celui du contribuable européen.

Respecter le traité

Toute décision gouvernementale ou projet communautaire qui ne tient pas compte de ces réalités ne peut être qu'illusoire et duperie et s'écarter des buts recherchés par le traité de Rome.

Un règlement basé sur un prix de dumping, complété par des aides, modifierait totalement la politique agricole commune.

A Dublin, les chefs d'Etat européens ne peuvent pas payer d'un coup de plume les richesses nationales et accepter le seul point de vue et les seuls intérêts commerciaux d'un libre-échangeisme, à l'insu de la Communauté.

Des hommes, des régions, des troupeaux attendent de savoir ce qu'on fera d'eux. Il serait insupportable qu'on accepte de les sacrifier.

Pays	Production (tonnes)	Consommation (tonnes)	par habitant (kilos)
France	147 000	202 000	3,8
Grande-Bretagne	237 000	402 000	7,1
Allemagne	18 000	46 000	0,8
Irlande	37 000	29 000	9
Danemark	1 000	3 000	0,5
Belg-Lux.	3 000	18 000	1,8
Pays-Bas	18 000	6 000	0,4
Italie	37 000	68 000	1,2
Europe	498 000	772 000	

Progrès techniques et élevages compétitifs pour la nouvelle vague des moutons français

ESSENTIELLEMENT constitué comme une bête à laine, le mouton français avait connu des heures florissantes sous le premier Empire. L'introduction en France à cette époque de la race Mérinos avait facilité la politique napoléonienne d'indépendance vis-à-vis des laines anglaises.

A régime différent, politique différente. Avec la monarchie de juillet, la naissance du libre-échange et la concurrence du coton, les prix de la laine allaient chuter. Alors seulement on s'intéressa réellement à la chair du mouton.

Il pleut bergère

Le succès fut loin d'être immédiat. La qualité de la viande produite était médiocre, malgré certains efforts au niveau de l'alimentation. Les techniques d'élevage n'étaient guère au point, et les soins vétérinaires inexistantes. Les loups encore nombreux en France au milieu du dix-neuvième siècle constituaient des handicaps sérieux pour les premières tentatives d'élevage en plein air, et les bergères, fidèles à la tradition et à la chanson, « entraînaient leurs blancs moutons » dès qu'il pleuvait.

99 % de petits exploitants

Les éleveurs sont ainsi, découlant, jusqu'au lendemain de la première guerre. Aux difficultés de trouver des bergers étaient ajoutées les nouvelles techniques agricoles qui avaient petit à petit conduit le mouton au sud de la Loire. C'est de ces régions que la nouvelle vague ovine commença à se développer, pour gagner toutes les régions

herbages de France, tout en restant l'élevage prédominant des régions aux terres difficiles.

De nombreux producteurs laitiens ont accueilli les incitations officielles et se sont reconvertis dans la production ovine, et beaucoup de jeunes agriculteurs seraient tentés par cette forme d'élevage si les incertitudes de la politique agricole communautaire ne freinaient leur élan.

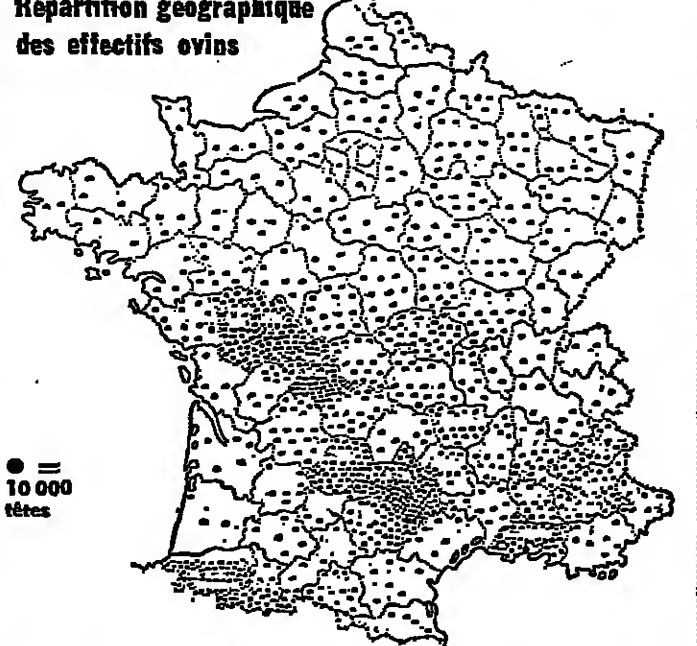
En 1978, la production française s'est élevée à 147 000 tonnes, assurant ainsi près de 75 % de la consommation nationale. Le cheptel, qui compte 800 000 de têtes, est réparti entre 150 000 élevages, dont 1 %

seulement possède plus de 500 bêtes.

En huit ans, la production a augmenté de 18 % avec le même nombre de brebis. Le dynamisme des éleveurs français a permis d'atteindre de remarquables résultats. Le nombre d'agneaux produits par brebis est aujourd'hui supérieur à celui des Britanniques et des Irlandais, qui sont restés figés dans leurs habitudes.

Depuis vingt ans, progrès techniques et productions dynamiques ont fait des éleveurs français des entreprises performantes capables de répondre aux besoins du marché.

Répartition géographique des effectifs ovins



Cette page a été réalisée par l'Union des organisations ovines du Centre-Ouest.

مكتبة الأمل

LE DÉBAT SUR L'INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE

UN ENTRETIEN AVEC LE DIRECTEUR DE L'INED
« Il est inexact d'affirmer que la loi de 1975 soit directement responsable de la chute de la natalité »

A la veille du débat à l'Assemblée nationale, M. Gérard Calot, directeur de l'Institut national d'études démographiques (INED), estime « inexact d'affirmer que la loi de 1975 soit directement responsable de la chute de la natalité ».

Il a répondu à nos questions. Dix ans avant la promulgation de la loi, en 1965, le ministre de la Santé, M. Marcellin à l'époque, avait demandé à l'INED de préparer un rapport sur la situation de l'avortement clandestin en France. Un rapport que nous avons publié en 1968, nous référant aux dernières données disponibles, celles de l'année 1965.

D'ores et déjà, nous insistons sur la difficulté d'évaluer ce qui, par nature, échappe aux statistiques, c'est-à-dire les interventions clandestines.

Nous ne disposons que de références étrangères, d'appliquant à l'avortement légal (pays scandinaves, Hongrie), et de quelques références françaises ponctuelles.

la correction de l'erreur ne modifie pas l'ordre de grandeur du résultat.

Il est clair que prétendre aujourd'hui qu'il n'y avait en France à cette époque que 50 à 70 000 avortements par an — hypothèse qui ne tient compte que des décès explicitement déclarés comme liés aux interventions clandestines — relève de la plus pure gratuité. Nous savons bien que, de même qu'il existe des suicides non identifiés comme tels, il existait des avortements dissimulés sous d'autres causes.

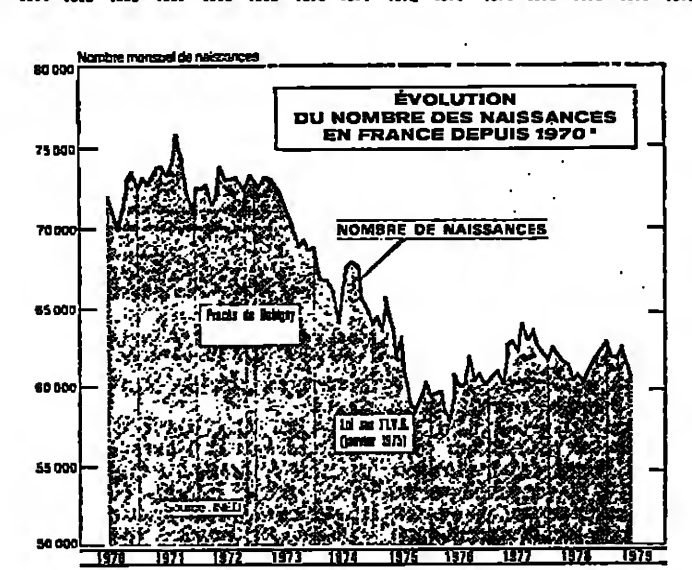
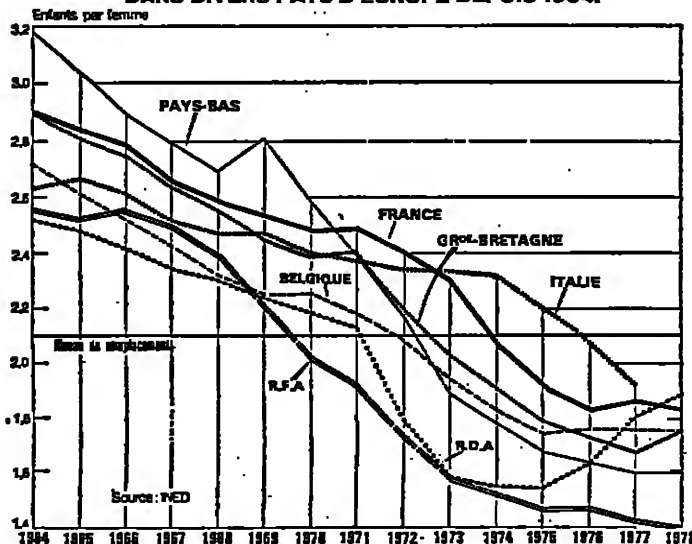
Cette baisse, les démographes peuvent-ils la dissocier totalement des effets de l'abaissement des naissances depuis 1975 ?

Je pense qu'il faut donner à la baisse de la fécondité l'interprétation inverse de celle que l'on nous présente trop souvent aujourd'hui. Si cette baisse s'est produite, c'est qu'elle est le résultat de leur désir en matière de nombre d'enfants et qu'ils se sont donné les moyens de réaliser cette modification. Ce n'est ni le changement de législation ni l'apparition de nouveaux moyens contraceptifs qui ont permis.

Une tendance européenne
— Les destructeurs de la loi actuelle font aussi partir du procès de Bobigny, puis de la loi de 1975, l'aggravation de la baisse de la natalité en France.

Sur ce point, nous disposons d'arguments contraires irréfutables. Les statistiques nous montrent que les affirmations relatives à l'erreur que de la malchance. La courbe de la fécondité française.

ÉVOLUTION DE L'INDICATEUR CONJONCTUREL DE LA FÉCONDITÉ DANS DIVERS PAYS D'EUROPE DEPUIS 1964.



* Série corrigée des variations saisonnières.

Nous nous sommes donc fondés sur le nombre de décès féminins pour en déduire celui des avortements : à savoir — à l'intérieur bien sûr de la classe d'âge 15-49 ans — les décès explicitement déclarés comme des suites d'avortements clandestins, soit 53 en 1965 ; l'ensemble des décès d'origine obstétricale (232) ; et un certain nombre (55 sur 269) de décès dits « d'origines inconnues ou mal définies », dont nous avions toutes raisons de penser qu'une fraction recouvrait des suites d'avortement clandestin. C'est sur cette dernière fraction qu'une erreur mineure s'est glissée. Au total, nous étions arrivés à 397 décès pour l'année 1965.

Nous avons alors retenu l'hypothèse que pour un décès ainsi identifié, il fallait compter mille avortements. C'est là que se situe le risque d'incertitude majeur. Nous nous sommes fondés sur la situation observable à l'époque en Suède, en Finlande, au Danemark, où la mortalité était de un pour mille — mais l'avortement était très répandu — et en Hongrie, où il était plus précoce, et la mortalité de un pour dix mille.

Compte tenu du caractère clandestin des avortements de l'époque en France, mais aussi de ce que les éventuelles complications donnaient lieu le plus souvent à hospitalisation, on a retenu pour la France le taux de un pour mille. D'où 397 000 avortements, dont il convenait de déduire les fausses couches spontanées. On aboutissait ainsi à 250 000 avortements provoqués, que la correction de l'erreur indiquée plus haut ramenait à 220 000. L'incertitude affectant le taux de mortalité retenu était telle que

ce qui est vrai, c'est que la France est entrée entre 1973 et 1976 dans une phase de baisse accélérée de sa fécondité.

L'Institut donne chaque année, à juste titre, la priorité aux statistiques relatives à l'état-civil, aux naissances, aux décès. La statistique de l'IVG vient immédiatement ensuite. Ainsi n'avons-nous pas encore les chiffres de 1978, et il n'y a à la fin de l'année 1979, bien au contraire, Consensus de l'importance de ce sujet, nous avons même publié et analysé dans des délais exceptionnels les résultats de 1978.

Les femmes étaient pratiquement absentes en tête de la manifestation, avaient pris place près de deux cents membres du service d'ordre casqués et dont certains portaient une casquette. Ce premier incident a eu lieu, quelques instants après le départ du cortège, à 14 h. 30, de la Bastille, à la hauteur de la rue des Moulins (49). Une douzaine de personnes, se réclamant d'un mouvement autonome, apercevant un chandelier, se précipitèrent pour ramasser des pavés avec lesquels elles brûlèrent la vitrine d'un magasin. La police n'intervint que trop tard et discrètement.

La suite de cet incident et d'un autre près de l'hôtel de Ville, au cours duquel plusieurs personnes furent interpellées, a fait l'objet d'une note de la police d'intervention à une brigade d'intervention.

En plus de la hantise proclamant « Un juste droit ne se demande pas, il se prend ! », se portaient M. Alain Krivine et Mme Béatrice Aron, députée de Paris (P.S.), des voix isolées, qui souvent n'étaient pas reprises par les manifestants, aggravaient des slogans devenus traditionnels. « Pas d'enfants à la chaîne, pas de chaîne pour les enfants ! », « L'usine aux ouvriers, l'usine aux femmes ! ». D'un groupe à l'autre, des slogans de type socialiste et de la Ligue des droits de l'homme de Paris aux leblondines folles, ce n'était jamais les mêmes retrains qui se répétaient. Si il fallait attendre les collectifs unitaires de

(1) M.L.A.C., P.S., P.S.U., Mouvements de la jeunesse nationale, sections de la C.F.D.T. et de la C.G.T., Syndicat de la médecine générale, Fédération de Paris de la Ligue des droits de l'homme, U.N.E.F., Mutuelle des étudiants de France, notamment.

Les hommes devraient avoir la pudeur de laisser aux femmes la responsabilité de décider déclarent des membres de l'Académie des sciences

Après la parution, dans le Monde daté 15-16 novembre, d'un texte signé de membres de l'Institut de France et de l'Académie nationale de médecine, selon lequel la loi de 1975 avait provoqué une « élévation du laxisme des mœurs » et à l'aggravation de la dénatalité, M. Alfred Kastler, de l'Institut, pris Bobel, nous signale qu'il avait adressé, avant sa parution, à ceux qui avaient pris l'initiative de cette pétition, la lettre suivante :

Je dois vous dire que je désapprouve votre initiative. Je ne puis être d'accord avec vous que sur un seul point : sur la nécessité d'une rénovation morale de la famille. Chacun de nous est libre — cela va sans dire — d'exprimer son opinion, mais il doit s'abstenir d'invoquer l'autorité de l'Institut de France.

Le président de l'Ordre des médecins, qui s'est exprimé, il y a cinq ans contre l'adoption de la loi sur l'avortement, a publiquement reconnu que son application a permis d'éviter, chaque année, des décès de plusieurs centaines de femmes qui, avant l'introduction de la loi, mouraient victimes de septiciémies à la suite d'avortements clandestins pratiqués dans de mauvaises conditions.

Nous autres, hommes, devons avoir la pudeur de laisser aux femmes la responsabilité d'une décision qui les concerne.

Ce texte a été approuvé par MM. Jean Bernard, Edouard Bourreau,

Etait-ce les handerolles des vingt-deux organisations (1) appelant, le samedi 24 novembre, à une manifestation en faveur de la liberté de l'avortement et de la contraception que se succédaient trop sagement ? Ou encore le ciel trop gris et trop sombre de cette journée d'automne ? Ou bien fallait-il mettre en cause les hommes nombreux parmi les cinquante mille manifestants environ trop ignorants, sans doute, des slogans féministes devenus traditionnels ? En tout cas, en début d'après-midi, rue de Rivoli, la foule n'y était pas vraiment.

Les femmes étaient pratiquement absentes en tête de la manifestation, avaient pris place près de deux cents membres du service d'ordre casqués et dont certains portaient une casquette. Ce premier incident a eu lieu, quelques instants après le départ du cortège, à 14 h. 30, de la Bastille, à la hauteur de la rue des Moulins (49). Une douzaine de personnes, se réclamant d'un mouvement autonome, apercevant un chandelier, se précipitèrent pour ramasser des pavés avec lesquels elles brûlèrent la vitrine d'un magasin. La police n'intervint que trop tard et discrètement.

La suite de cet incident et d'un autre près de l'hôtel de Ville, au cours duquel plusieurs personnes furent interpellées, a fait l'objet d'une note de la police d'intervention à une brigade d'intervention.

En plus de la hantise proclamant « Un juste droit ne se demande pas, il se prend ! », se portaient M. Alain Krivine et Mme Béatrice Aron, députée de Paris (P.S.), des voix isolées, qui souvent n'étaient pas reprises par les manifestants, aggravaient des slogans devenus traditionnels. « Pas d'enfants à la chaîne, pas de chaîne pour les enfants ! », « L'usine aux ouvriers, l'usine aux femmes ! ». D'un groupe à l'autre, des slogans de type socialiste et de la Ligue des droits de l'homme de Paris aux leblondines folles, ce n'était jamais les mêmes retrains qui se répétaient. Si il fallait attendre les collectifs unitaires de

(1) M.L.A.C., P.S., P.S.U., Mouvements de la jeunesse nationale, sections de la C.F.D.T. et de la C.G.T., Syndicat de la médecine générale, Fédération de Paris de la Ligue des droits de l'homme, U.N.E.F., Mutuelle des étudiants de France, notamment.

A PARIS

Cinquante mille manifestants sans ferveur

province où se trouvait une majorité de femmes venues par cars de Lille, de Lyon ou de Rouen, pour retrouver un peu d'humour et de gaieté : les femmes de Marseille chantaient, celles d'Evreux avaient fabriqué de grandes poupées, et celles de Rennes avaient apporté un cerf-volant, timide tâche de couleur dans ce défilé bien gris. On notait d'autre part à la fin de la manifestation quelques délégations communales C.G.T.-C.F.D.T., notamment pour les affaires sociales et l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), bien que la première de ces deux organisations n'ait pas appelé à la manifestation.

Amerlume

Tout au long du défilé des membres du Collectif féministe contre la répression et de la Coordination des groupes femmes Paris ont réclamé la libération des six médecins de la clinique La Pargole à Paris, incrimés d'infanticide et écroués le Monde daté 25-26 novembre. Le tract signé par les deux organisations affirmait : « Nous ne pouvons accepter de voir condamner des médecins qui, même au prix fort, suppliaient à leur dévouement les femmes de la loi et à son boycottage par une large partie du corps médical ».

Canalisée par la police, le cortège traversa les Tuileries et le pont Royal puis la rue de Solferino-France, la rue de Solferino et le boulevard Saint-Germain où, à environ 300 mètres de l'Assemblée nationale, un barrage de police empêcha la manifestation

d'atteindre son but. Le commissaire de police souhaitait que la dispersion se fit à cet endroit. Les manifestants restèrent alors, face aux policiers, plus d'une heure et demie. Quelques pierres et bouteilles furent jetées sur les forces de l'ordre. Une courte altercation eut lieu entre le service d'ordre de la manifestation et des « éléments incontrôlés ».

« On nous a ravi notre manifestation », après les affrontements entre les autonomes et la police, l'amenée de ces filles d'Aix, venues en car la nuit précédente, était partagée par beaucoup. Alors que l'ordre de dispersion avait été donné depuis longtemps déjà, le boulevard Saint-Germain ne se vidait toujours pas de ses manifestantes qui se résignaient mal à cette fin violente et « machiste » : « Samedi dernier, disaient-elles, on a bien laissé des manifestants de Lorraine, les vires gagner la grille de l'Assemblée nationale. Sans la violence des autonomes, la police nous aurait aussi laissé aller. » D'autres trouvaient que l'ordre de dispersion avait été donné trop tôt. Beaucoup en tout cas notaient la forte proportion d'hommes parmi les autonomes et chez les trotskistes de la L.C.R. faisant ainsi ressurgir l'éternel débat sur la mixité des manifestations de femmes. Il n'y eut cependant pas de nouvel affrontement et les renforts de la gendarmerie mobile n'eurent pas à intervenir. Les manifestants se dispersèrent vers 18 heures sans envoi de représentants à l'Assemblée nationale.

NICOLAS BEAU, Dr PHILIPPE LEDUC.

Des rassemblements devant l'Assemblée nationale

Plusieurs manifestations sont prévues devant l'Assemblée nationale au moment du débat sur l'avortement. En particulier le « collectif » qui avait organisé la « marche des femmes » le 6 octobre appelle « toutes les femmes à venir en patino, en skate-board, à vélo, et de préférence en voiture, tourner autour de l'Assemblée nationale avec affiches, ballons, oracelles, tambours, affilés, trompettes, etc., le mardi 27 novembre de 17 h. à 22 h., pendant le débat sur l'avortement ».

De leur côté, les Unions régionales C.G.T., C.F.D.T. et FEN d'Ile-de-France appellent à un rassemblement le mercredi 28 novembre, à partir de 16 h., pour « exiger la réconciliation et l'amélioration de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse ».

Rappelons, d'autre part, que TF1 retransmettra en direct le débat de l'Assemblée nationale le mardi 27 novembre de 18 h. à 18 h. 30.

CORRESPONDANCE

AVORTEMENT ET DENATALITÉ

Après la publication d'un commentaire intitulé « Ignorance ? », « acceptation », « déni », les membres de l'Institut et de l'Académie nationale de médecine qui dénoncent le « laxisme des mœurs » et l'aggravation de la dénatalité provoquée par la loi de 1975, MM. Henri Gatot et André Piettre, membres de l'Académie des sciences morales et politiques, nous ont adressé la lettre suivante :

Mme Claire Brisset écrit que les signataires de cette déclaration « ignorent sans doute que la « baisse de la natalité d'aujourd'hui » en France, comme dans l'ensemble du monde occidental, dans les années 1964-1965, c'est-à-dire avant même que la « contraception orale soit devenue légale (1967) (et a fortiori « légale » (1975) ».

Elle semble elle-même ignorer que le nombre des naissances s'est maintenu en France au niveau de 1964 (374 000) jusqu'en 1972-1973 (375 000 et 355 000). Mais il s'est gravement détérioré à partir de 1974 (299 000), un an après le verdict de Bobigny, pour tomber en 1978 à 220 000. Il se situe en 1978 à 226 000 pour une population accrue.

Plus significatif que la courbe des naissances invoquée par votre collaboratrice à la suite de l'INED pour les dernières années est le taux de natalité (c'est-à-dire le rapport du nombre annuel des naissances à la population totale). Or ce taux qui était encore de 18,4 pour 1 000 en 1973, s'est effondré à 13,8 en 1978. Il équivaut à peine à 1,8 enfant par femme, c'est-à-dire qu'il faut attendre 1985 pour atteindre le taux de remplacement (2,1).

Nul ne prétend que la libéralisation de l'avortement soit la cause unique du déclin de la natalité, mais, ce fait s'ajoutant au laxisme des mœurs, y a indubitablement contribué.

La preuve et la contre-preuve de l'influence néfaste de la libéralisation de l'avortement sur la natalité sont administrées de façon irrécusable par les pays socialistes. La politique très libérale inaugurée en 1956 par l'U.R.S.S. a entraîné une telle chute des naissances qu'elle a déterminé ces pays à restreindre fortement les facilités d'avortement dans la décennie suivante.

Nous.

- Logement
- Repas
- Déjeuners en chalet d'altitude
- Navettes
- Remontées mécaniques
- Moniteurs
- Compétition hebdomadaire
- Animations avant dîner
- Concerts enregistrés
- Soirées spectacles
- Night-club
- Protection assurance

1450F

Une semaine tout compris

Club Méditerranée

L'AVORTEMENT DANS LE MONDE

III. — Les pays anglo-saxons à la recherche d'une nouvelle pratique EN GRANDE-BRETAGNE : vers un retour en arrière ?

De notre correspondant

Londres. — A l'avant-garde, dès l'origine, du mouvement européen pour la libéralisation de l'avortement, la Grande-Bretagne va-t-elle faire machine arrière et remettre en question la loi de 1967, considérée comme l'une des législations les plus libérales du monde ? Par comparaison avec les mesures répressives alors en vigueur dans les pays de l'Europe occidentale, la loi britannique faisait, en effet, figure de modèle. Dans ses dispositions essentielles, elle permet en effet l'interruption de grossesse jusqu'à la vingt-huitième semaine moyennant l'autorisation écrite de deux médecins. L'avortement, précisait le texte, devait être considéré comme légal et la poursuite de la grossesse constituait un risque vital pour la femme ou « une atteinte à sa santé physique ou mentale » ou « à celle des autres enfants de la famille » ou encore « s'il existait un risque important que l'enfant à naître soit frappé d'une anomalie ».

Les personnalités et groupements qui s'étaient opposés avec force à la loi n'ont jamais abandonné la bataille, renforcés dans leur détermination par l'insécurité du public devant le nombre des avortements pratiqués en Grande-Bretagne et l'organisation d'un trafic très lucratif assuré par un réseau de démarcheurs et de rabatteurs.

Au cours des dernières années, plusieurs amendements à la loi avaient été déposés au Parlement, mais sans résultat. Le 13 juillet dernier, cependant, les Communes votaient à une large majorité (242 voix contre 98) un texte restrictif portant essentiellement sur le délai légal de l'interruption de grossesse. Soutenu par la majorité de ses collègues conservateurs et Mme Thatcher en particulier, le député John Corrie demandait que ce délai soit

réduit à vingt semaines. Sous la pression du ministère de la Santé, il a accepté de pousser cette limite à vingt-quatre semaines. Etant donné le climat politique et à la faveur du « backlash » (choc en retour) de l'opinion contre la société de « tolérance » et le laxisme des années 60, M. Corrie a beaucoup de chances de réussir là où plusieurs de ses collègues ont échoué.

Les travaillistes avaient, en effet, réussi par des artifices à « enterrer » sept propositions allant dans le même sens. Mais, appuyé par le gouvernement, l'amendement Corrie, adopté en seconde lecture au tout début du nouveau mandat parlementaire, est assez avancé dans le processus législatif pour que son adoption définitive intervienne au printemps 1980.

Corriger les abus

Le débat ainsi rouvert au Parlement, mais aussi dans l'opinion publique, a polarisé et durci les positions. Pour les adversaires de la loi, comme par exemple la Société pour la protection des enfants à naître, l'amendement Corrie n'est que le fer de lance d'une offensive générale contre la législation de 1967. Ils ne veulent pas seulement corriger les abus, déjà dénoncés par une commission en 1977, mais démanteler la loi afin de réduire de deux tiers le nombre des avortements.

A l'inverse, le vote des Communes a stimulé le mouvement minoritaire et même marginal animé par les groupements féminins et quelques médecins recommandant l'avortement « sur demande ». Il est cruel et dégradant, disent ces praticiens, d'imposer à une femme d'aller implorer les médecins, au besoin

en exagérant sa détresse pour obtenir l'autorisation d'avorter légalement. Et ils rappellent que les facilités offertes par le Service national de santé (N.H.S.) sont inégalement réparties dans le pays. Mais l'opinion ne semble pas encore prête à accepter l'avortement « sur demande ». En revanche, le courant favorable au maintien de la loi de 1967 reste très puissant. L'offensive des adversaires de la législation a en fait renforcé la détermination de ses partisans, et plus de quarante organisations, dont la très influente British medical association (B.M.A.), groupant la grande majorité des médecins, se sont mobilisées pour la défense du texte légal de 1967 jugé « humain et pratique ».

Il faut voir que beaucoup d'abus ont déjà été corrigés par des mesures administratives, notamment par le renforcement du contrôle sur les cliniques privées, dont un certain nombre ont été fermées. Ils soulignent que Londres a depuis longtemps cessé d'être le grand centre mondial de l'avortement où affluaient, jadis, un nombre important d'étrangères (plus de 25 000 Françaises, par exemple, en 1972). Le nombre des avortements est tombé régulièrement du « sommet » atteint en 1973 (180 000 interventions) pour atteindre 110 000 en 1978, et cette baisse est parallèle au développement de la contraception acceptée par le Service national de santé comme un devoir des médecins.

Mais l'argument majeur contre l'amendement Corrie, qu'il encourageait les avortements clandestins. D'abord, parce que beaucoup de médecins, par crainte de poursuites judiciaires, renonceraient à mettre fin à une grossesse dans la mesure où il est difficile de déterminer « son

âge » avec précision. La B.M.A. estime qu'un grand nombre de femmes seront alors obligées de recourir à des opérations clandestines qui enrichissent des médecins moins scrupuleux.

D'autre part, l'amendement Corrie prévoit de limiter à leur rôle d'information et de conseil les diverses organisations sans but lucratif « de charité ». Les « charités », selon l'expression anglaise, font actuellement procéder elles-mêmes à des interventions, moyennant des prix raisonnables (certains même gratuitement), par des médecins rémunérés mensuellement, et qui n'ont donc pas intérêt à multiplier les opérations. Le projet Corrie obligerait les « charités » à obtenir l'approbation d'un médecin indépendant, ce qui rendrait l'intervention plus onéreuse.

Renforcer la clause de conscience

Enfin, l'amendement Corrie modifie dans un sens restrictif les critères de la loi justifiant l'avortement : le risque pour la vie de la femme, le risque pour la vie de la santé physique et morale et celle de ses enfants, devraient être maintenant « graves » et « sérieux ». D'autre part, le projet veut renforcer la clause de conscience permettant au personnel médical de refuser, en raison de convictions morales ou religieuses, de participer à une intervention. Cette clause était, en fait, peu respectée, et des infirmières ne pouvaient l'invoquer que si elles étaient catholiques.

HENRI PIERRE.

AUX ÉTATS-UNIS : un libéralisme absolu... modéré par l'argent

De notre correspondante

New-York. — L'avortement n'a jamais été, aux États-Unis, l'apanage même approuvé que dans les pays à forte majorité catholique, mais les divers « mouvements de libération » nés dans les années 60 ont beaucoup fait pour son entrée officielle dans les mœurs et les finances publiques.

Avant les années 60, un médecin pouvait encore, dans certains États, être poursuivi pour une interruption de grossesse, mais non sa patiente. Comme pour tous les services sociaux américains, la manière dont l'avortement était, et est encore, envisagé diffère sensiblement d'un État à un autre. Aujourd'hui, l'interruption de grossesse n'est plus interdite nulle part, mais elle est plus ou moins matériellement et financièrement accessible.

En 1973, la Cour suprême fédérale déclarait inconstitutionnelle toute loi restreignant le droit à l'avortement. Mais elle assortissait cette décision capitale d'un certain nombre d'attentes qui ont relancé les combats d'arrière-garde : pendant les trois premiers mois de grossesse, la femme était autorisée à prendre seule la décision d'avorter avec l'avis de son médecin. Mais, à partir du quatrième mois, l'État dans lequel la femme souhaitait subir l'avortement était « autorisé à donner son avis », notamment sur le point de savoir si l'opération devait être pratiquée dans un hôpital plutôt que dans une clinique, ce qui augmentait son coût. Après le sixième mois, l'État était autorisé « à prendre toute mesure propre à protéger la mère et l'enfant ».

Depuis la décision de la Cour suprême, plus de cinq millions d'Américaines se sont fait légalement avorter dans quelque 3 000 cabinets médicaux, cliniques ou hôpitaux. Le nombre annuel des avortements a passé de 745 000 en 1973 à 1 300 000 en 1977. Trois grossesses sur dix ont été ainsi interrompues.

Mais les cliniques et les hôpitaux qui pratiquent les avortements sont concentrés dans les grands centres urbains et, en 1977, cinq cent mille femmes ont dû entreprendre un voyage, parfois long et onéreux, pour subir l'intervention. 600 000 autres ont dû renoncer à faire interrompre leur grossesse. Parmi elles figurent :

« Pour la vie » ou « pour le choix »

Dès 1976, un sénateur républicain de l'Illinois, M. Henry Hyde, faisait adopter un projet de loi interdisant l'utilisation des fonds du ministère de la Santé, de l'Éducation et des affaires sociales (HEW) pour financer des avortements, sauf quand la vie de la femme est en danger. Le projet a été quelque peu amendé, mais le sénateur Hyde est devenu le porte-parole du mouvement Pour la vie, qui s'est constitué en Comité national pour le droit à la vie. Le Comité, qui compte mille huit cents antennes à travers le pays, revendique onze millions d'adhérents et assure avoir puissamment contribué à la défaite électorale de sénateurs libéraux comme MM. Dick Clark, dans l'Iowa, ou Thomas McIntyre (New-Hampshire). Les divers comités Pour la vie ont lié leur sort à d'autres combats socio-politiques conservateurs comme ceux qui sont menés contre l'ERA (Equal Rights Amendment) pour l'égalité des sexes ou contre l'interdiction des armes à feu.

A l'opposé, l'organisation Pro Choice (Pour le choix) regroupe les militants d'autres combats pour les droits civils, l'égalité raciale, etc. La Ligue d'action pour le droit à l'avortement déclare, pour sa part, compter soixante-cinq mille militants, dont un certain nombre de religieux.

Par-delà les deux clans, qui jouent sans doute un rôle non négligeable lors de la prochaine campagne présidentielle, la bataille de procédure continue : en juillet dernier, la Cour suprême fédérale a déclaré inconstitutionnelle une loi de l'État du Massachusetts qui exigeait que les femmes mineures et non mariées obtiennent l'autorisation de leurs parents ou d'un juge pour interrompre leur grossesse. En Floride, l'Union américaine pour les libertés civiles a engagé une action contre une nouvelle loi de l'État qui exige le consentement du mari pour les femmes qui veulent avorter.

raient une majorité de femmes qui en auraient eu le plus besoin pour des raisons sociales, économiques ou psychologiques : mères de familles pauvres déjà accablées d'enfants, mères célibataires sans ressources, adolescentes, et nombre de femmes appartenant aux minorités noire, indienne ou latino-américaine.

La couverture automatique des dépenses médicales n'existe pas aux États-Unis et seules les personnes vivant « au-dessous du niveau de pauvreté » ont droit au « Medicaid », dont les fonds proviennent des États et des finances fédérales. Un avortement coûte, dans les trois premiers mois de la grossesse, de 175 à 400 dollars, voire 600 dollars pour une intervention plus tardive dans un hôpital. Pour les femmes les plus démunies, il s'agit donc de savoir « qui paiera », et les attendus de la décision de la Cour suprême ont donné naissance à un violent mouvement de protestation contre le financement public des avortements.

La question est d'autant plus grave que le « niveau de pauvreté » varie d'un État à l'autre : dans le district de Columbia (Washington), il est de 5 200 dollars par an pour une famille de quatre personnes. Il en va à peu près de même dans l'État de New-York, dans le Colorado ou l'Oregon. Mais en Alabama, par exemple, le « niveau de pauvreté » est de 1 600 dollars, et l'Arizona n'a purement et simplement pas de programme « Medicaid ».

Depuis 1973, la Cour suprême a pris un certain nombre de décisions qui, sans revenir complètement sur la précédente, en limitent la portée : en juin 1977, elle décidait que les États et les municipalités n'avaient pas à financer des avortements « non thérapeutiques » pour des femmes indigentes ; en juillet 1977, le président Carter s'opposait au financement fédéral des interruptions de grossesse, « sauf quand la vie de la femme est en danger ou quand la grossesse est le résultat d'un viol ou d'un inceste ». Le 7 décembre de la même année, le Congrès votait une loi dans ce sens. A la suite de cette décision, de nombreux États cessèrent de rembourser les avortements des femmes indigentes, sauf dans les cas très précisément prévus par la loi.

Les dirigeants noirs jouent un rôle important dans cette bataille. Leur thèse est que la population noire, en général démunie, a plus besoin qu'une autre d'une loi libérale sur l'avortement. Mais à la grande époque des manifestations pour les droits civils, vers la fin des années 60, certains activistes, reprenant des thèmes développés dans la ligue-monde, se déclarèrent opposés au « génocide proposé par la population blanche ». Depuis, avec le retour à des positions plus modérées, les responsables de la communauté de couleur soutiennent presque unanimement la politique Pro choice. Les populations d'origine latino-américaine, bien que profondément catholiques, se rangent, elles aussi, peu à peu derrière les libéraux.

Le poids politique de ce débat reste à évaluer. Malgré les succès qu'ils ont obtenus, les partisans du « droit à la vie » restent prudents. En dépit de la réaction qui se fait jour contre la « société permissive » des années 60, les femmes américaines, de droite ou de gauche, ont conquis une indépendance à laquelle elles ne sont pas prêtes à renoncer. Même si elles sont femmes ou filles de militant ultrarépublicains.

NICOLE BERNHEIM.

Nous. Et vous ?

Logement

- + Repas Petit déjeuner panaché, déjeuner, dîner, vin à volonté, service compris.
- + Déjeuners en chalet d'altitude
- + Navettes Evian/Chaux-de-Fonds.
- + Remontées mécaniques Milvignes.
- + Moniteurs Ski alpin et nordique, matériel et après-ski, magnéscope.
- + Compétition hebdomadaire
- + Animations avant dîner
- + Concerts enregistrés
- + Soirées spectacles
- + Night-club
- + Protection assurance

= 1450 F.

Une semaine tout compris.
Du 20 au 27 janvier 1980 à Engelberg (Suisse).
Nous avons des stations plus chères et d'autres moins chères.

Le Club met à votre disposition 455 remontées mécaniques, 650 moniteurs, 22 hôtels dans 20 stations et 4 pays. Au demeurant, janvier est la période la plus calme de la saison : pas de queue aux tire-lattes, ce qui ajoute au plaisir d'apprendre, de découvrir ou de perfectionner les dix et une façons de skier au Club où pendant toute la saison, le golf fait bouillir de neige.

Renseignements et réservations : 296.10.00. Paris : Place de la Bourse, 90, avenue des Champs-Élysées, 17, avenue d'Italie. Lille : 7, place du Théâtre. Marseille : 142, avenue du Prado. Et agences Havaas de votre ville. Bruxelles : 58, rue Ravenstein. Genève : 28, quai Général Guisan.

Club Méditerranée.
296.10.00

F.
Budget sports d'hiver.
Faites vos comptes, au Club vous budgetez vacances et tout fait.
De votre club calculez le vôtre.



مكتبة الأمل

VERS L'EXPERTISE COMPTABLE
préparation au
D.E.C.S.
autres préparations :
— BTS Comptabilité
— Capacité en Droit
L'ÉCOLE CHEZ SOI
enseignement privé à distance
1, rue Thénaud
75240 PARIS CEDEX 05
Tél : 329.21.99

ROBERT & RENÉ
13, Rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10)
Métro: REPUBLIQUE

**Une boucherie «Grande Surface»
au service des consommateurs**

PRIX DISCOUNT

LOTO

**c'est facile, c'est pas cher,
ça peut rapporter gros**

Clôture des jeux mardi après-midi

SOCIÉTÉ

POINT DE VUE

Libertés d'Europe

par ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG (*)

L'EUROPE ne peut rester un simple Marché commun. Une Europe de comptes et d'additions. Elle doit être, aussi, une civilisation commune. Avec, pour principes, la dignité, la liberté croissante des hommes et des femmes qui vivent sur son sol.

Tel peut être le nouvel objectif de la Communauté européenne : faire avancer la cause de la liberté. En harmonisant les législations des Neuf, relatives non seulement aux problèmes économiques, mais aussi

aux droits individuels. En définissant le contenu de ces droits par rapport à la norme nationale la plus protectrice de la personne.

Il s'agit, en quelque sorte, de dégager une « clause du citoyen le plus favorisé ». En prenant comme référence — et donc comme standard — la règle la plus favorable à la liberté. Puis en alignant sur elle les autres règles nationales. De cela, trois exemples.

Le droit des femmes

Premier cas : l'avortement, qui revient chez nous au centre des débats et qui obéit, dans l'Europe des Neuf, à une très grande disparité de statuts. Résultat : beaucoup de femmes sont conduites à passer d'un pays à l'autre pour interrompre leur grossesse dans des conditions plus favorables à leur libre arbitre.

Qu'on en juge : trois des neuf Etats prohibent encore l'avortement. C'est le cas de l'Irlande, qui en

raie à l'Offences against the Person Act de 1961, et de la Belgique, dont la législation ressemble à notre loi de 1920. C'est le cas aussi des Pays-Bas, où s'observe, cependant, un contraste entre une législation répressive et une pratique libérale.

Pour les six autres Etats, qui admettent l'interruption volontaire de grossesse, il existe une très forte diversité des règles nationales qui concer-

nent les motifs, les délais et la prise en charge de l'I.V.G.

Quant aux motifs, le Danemark et l'Italie se bornent à une requête de la femme, tandis que l'Allemagne fédérale, le Luxembourg et la France n'admettent, théoriquement, cette requête qu'en cas de « détresse ». Ce qui introduit des considérations morales et sociales, soumises à l'appréciation — aléatoire — de praticiens ou de conseillers.

Quant aux délais pendant lesquels l'intervention est admise, ils sont aussi largement variables. Ils vont, en effet, de vingt-huit semaines au Royaume-Uni à dix semaines en France, en passant par quinze semaines en Italie et douze en Allemagne, au Danemark et au Luxembourg.

Quant au remboursement par les régimes de protection sociale, il est acquis partout sauf en France : c'est-à-dire en Allemagne, au Danemark, en Italie et au Luxembourg ;

(*) Vice-président du M.R.G., député à l'Assemblée européenne.

la Grande-Bretagne, pour sa part, assurant la gratuité de l'intervention dans le cadre du National Health Service.

Cette dernière disparité contredit l'article 117 du traité de Rome, qui souhaite favoriser l'« harmonisation des systèmes sociaux ». D'une manière générale, cette très forte hétérogénéité des dispositions nationales contraste avec l'ambition même de ce traité, qui préconise, à ses articles 100 à 102, « le rapprochement des législations » des Etats membres.

Qui ne le voit ? Il faut parvenir à une législation commune de l'avortement en Europe par l'harmonisation des législations nationales dans le sens le plus favorable au droit des femmes.

Cette législation commune marquerait un progrès sensible par rapport à la loi française votée fin 1974, en supprimant certaines restrictions excessives et la discrimination par l'argent. Elle consacrerait donc vraiment le droit des femmes à disposer d'elles-mêmes. En obéissant à leur seule conscience. Et non plus à quelque morale d'Etat, d'essence religieuse, qui convient mal à un Etat laïque ne devant imposer à personne les croyances de personne.

Peine capitale

Second exemple — très différent — d'harmonisation nécessaire pour contribuer à faire de l'Europe une civilisation commune : le problème de la peine de mort. A l'exception de la France, les huit autres Etats de la Communauté l'ont abolie, en fait ou en droit, même si certains limitent théoriquement cette abolition aux crimes de droit commun et au temps de paix.

Les Pays-Bas ont aboli la peine de mort en 1970, le Danemark en 1960, l'Italie en 1944, l'Allemagne fédérale en 1949, le Royaume-Uni en 1969, le Luxembourg, enfin, en mai 1979. Pour sa part, la Belgique conserve cette peine dans sa législation, mais la dernière exécution remonte à 1867. Il en va de même pour l'Irlande, où la dernière exécution date de 1954.

Reste la France de la V^e République, dont le gouvernement a l'inconscience d'empêcher le Parlement de résoudre ce problème, en abusant de sa maîtrise de l'ordre aux jours des Assemblées.

Ve-t-on, longtemps encore, maintenir ce châtiment suprême, qui nie « la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine (1) » ? Ve-t-on, longtemps encore, s'abaisser au niveau du criminel le plus odieux et parodier son comportement sauvage ? Ve-t-on, longtemps encore, tarder à rejoindre le camp des Etats abolitionnistes, où figurent nos huit partenaires européens ?

Que l'Europe des Neuf tout entière mette la mort hors la loi. Qu'elle harmonise ses textes pour abolir totalement la peine capitale et elle portera l'honneur de toujours respecter la dignité humaine. Même chez ceux qui y ont attenté.

Dernier exemple d'harmonisation nécessaire : la pleine ratification par chacun de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, signée le 4 novembre 1950 dans le cadre du Conseil de l'Europe.

Notre pays s'était déjà singulièrement ratifié cette Convention avec un infini retard, fin 1973. Il continue de le faire en refusant de souscrire à la « clause facultative » de son article 25, qui institue le droit individuel de requête devant la Commission européenne des droits de l'homme. Ainsi, après épuisement des voies de recours internes, celle-ci peut être saisie par toute personne qui s'estime victime d'une violation de ses droits fondamentaux (déclaration préventive abusive, etc.) par l'Etat dont il est le ressortissant.

Huit des neuf Etats membres de la Communauté reconnaissent ce droit de requête à leurs ressortissants. Seule la France continue de le refuser à ses nationaux. Là encore, il serait grand temps de s'aligner sur nos partenaires pour permettre une meilleure protection des libertés.

C'est l'évidence : il serait dérisoire de persister dans un nationalisme législatif ou juridictionnel quand il s'agit des droits fondamentaux. L'impératif, c'est, au contraire, de clarifier, de simplifier, d'unifier. A l'échelle européenne.

Faire de l'Europe un espace de liberté, c'est l'ambition naturelle. Celle qui drasse contre les législations trop répressives ou restrictives. Contre les lois d'exception, qui apparaissent ici et là. Contre les réserves ou les reculs des gouvernements nationaux.

Ce rôle d'impulsion et de vigilance incombe, particulièrement, à l'Assemblée européenne — enfin élue au suffrage universel. Aux élus des neuf peuples d'y lutter ensemble pour le progrès commun. A eux d'y agir pour faire avancer la cause des droits de l'homme dans ce vieux continent qui a donné naguère la liberté au monde.

(1) Préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme.



Iveco. Nous exportons l'Europe dans le reste du monde.

Iveco, cinq marques européennes qui, ensemble, ne représentent pas moins de 350 années d'histoire des véhicules industriels. La mise en commun des traditions, des ressources, des technologies a permis de développer la recherche. D'intégrer la production. De créer une gamme commune de véhicules plus fiables, plus sûrs, spécialisés dans chaque type de transport.

De former un réseau international de dealers possédant de nombreuses années d'expérience acquise au contact des transporteurs.

Des camions qui rapportent

Cabines profilées pour améliorer la pénétration dans l'air et réduire la consommation. Emploi de matériaux plus fiables, plus résistants, et aussi plus légers pour augmenter la charge utile. Moteurs mis au point pour consommer moins et durer plus longtemps. La technologie Iveco est tout entière orientée vers la recherche d'une meilleure efficacité.

Un monde sans frontières

Iveco exporte son savoir-faire, ses usines, ses brevets. Iveco construit des unités de production pour des sociétés associées ou sous licence.

Iveco est signataire d'accords de coopération internationale. Tout cela témoigne d'une avance technologique répondant aux besoins les plus diversifiés.

Dans des pays qui travaillent à leur propre développement économique. Mais aussi, dans des pays avancés comme les Etats-Unis, marché du camion à essence, terrain tout trouvé pour qu'Iveco démontre la valeur de la technologie européenne Diesel dans le domaine du transport.

IVECO

Une expérience vaste comme le monde

LA DROGUE FERME N

LA DROGUE FERME N... (The text is very blurry and mostly illegible, appearing to be a continuation of an article or a separate column.)

PRÉSIDENT DU FAI

PRÉSIDENT DU FAI... (The text is very blurry and mostly illegible.)

POINT DE VUE

POINT DE VUE... (The text is very blurry and mostly illegible.)

Un nouvel

Un nouvel... (The text is very blurry and mostly illegible.)

CORRESPONDANCE

CORRESPONDANCE... (The text is very blurry and mostly illegible.)

HANDBALL

« Le PUC n'est pas mort »

CARNET

Naissances

— M. et Mme Olivier COLLI ont la joie de faire part de la naissance de leur fils
Julien,
né à Prades le 7 novembre 1979.

Décès

— M. Peppo Assael,
M. et Mme Robert Darsa et leurs enfants,
Mme Suzanne Nebame et son fils,
Mme Liliane Assael et ses enfants,
M. et Mme Charles Chalmers et leurs enfants,
Mme Henri Capuano,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Peppo ASSAEL,
née Marguerite Capuano,
leur épouse, sœur, belle-sœur, tante et parente, survenue le 23 novembre 1979, à l'âge de quatre-vingt ans.
Les obsèques auront lieu le mardi 27 courant,
On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Pantin, à 11 heures précises.
Cet avis tient lieu de faire-part.
N° fleurs ni couronnes.
28, rue de la Palanderie,
75116 Paris.

— Mme Arlette de Baciocchi et ses enfants,
L'Amiral et Mme Antoine Sanguietti et leurs enfants,
M. et Mme Antoine Sanguietti et leurs enfants,
La comtesse Félix Baciocchi, sa belle-sœur,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Jean-Baptiste de BACIOCHI,
née Lucienne Lisbouna,
survenue le 20 novembre 1979 à Paris.
Le service religieux en l'église Notre-Dame d'Auteuil aura lieu le mercredi 28 novembre, à 10 h. 30.
La famille ne souhaite ni fleurs ni couronnes, mais l'envoi de dons à l'aide aux malades désemparés.
A.M.D.,
7, rue de Washington, 75008 Paris.

— L'Amicale du lycée Charlemagne la tristesse de faire part du décès de
Marcel BRAYES,
professeur honoraire,
survenu le 9 novembre 1979.

— On nous prie de faire part du décès de la

vicomtesse Joseph de la CROIX-VAUBOIS,
née Clotilde de Laage de Bellefaye,
survenue le 18 novembre 1979, dans sa soixante-seizième année, munie des sacrements de l'Eglise.
Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité en l'église de Pantin le 23 novembre 1979.

Une messe sera célébrée à son intention le samedi 3 décembre 1979, à 10 h. 30, en l'église Saint-Ferdinand des Termes (cimetière de la Chapelle), 21, rue d'Armaillé, Paris (17).
De la part de ses enfants,
M. et Mme André Brancotte,
M. et Mme Yves de la Croix-Vaubois,
M. et Mme Pierre de Nantes,
M. et Mme Bernard de la Croix-Vaubois,
M. Michel de la Croix-Vaubois,
Sœur Chantal,
Le comte et la comtesse Gérard de Miribel,
M. et Mme Patrick de la Croix-Vaubois.
De ses vingt-neuf petits-enfants et de ses quatre arrière-petits-enfants.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Montredon-Labessonnié, Castres, Toulouse, Saint-Chély-d'Apcher, Villeneuve.

M. Raymond Galy,
M. Claude Heral et Mme, née Galy,
M. et Mme Roger Galy,
M. et Mme Jean-Pierre Galy,
M. et Mme Christian Galy,
M. et Mme Jacques Galy,
leurs enfants et petits-enfants,
M. Arthur Campi,
Mme René Thoril,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Raymond GALLY,
née Marthe Blau,
survenue le 23 novembre, à l'âge de soixante-sept ans.
Les obsèques auront lieu au temple de Montredon-Labessonnié, le mardi 27 novembre, à 15 heures.
Cet avis tient lieu de faire-part.
« Aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés. » (Jean. XIV, 34.)

— M. Joseph Livschitz,
Maguel et Bernard Weil,
Les familles parvies et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Joseph LIVSCHITZ,
née Bella Josselson,
leur épouse et mère, survenue le 23 novembre 1979.
Les obsèques auront lieu le mardi 27 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien.
Réunion à 14 h. 15, porte principale.
Cet avis tient lieu de faire-part.
85, boulevard Murat, 75016 Paris.

— Le comte et la comtesse Antoine de Maistre.
Le comte et la comtesse Christian de Maistre.
Mlle Veronique, Sophie, Constance et Alix de Maistre.
François-Xavier de Maistre,
Mlle Anne, Hélène et Agnès de Maistre.

Le comte et la comtesse Henri du Chastel de la Howarderie.
Le comte et la comtesse Gaston du Chastel de la Howarderie.
Le baron et la baronne Michiels van Kessenich.
La comtesse Jean-Baptiste de Maistre.
Le Père Charles de Maistre, S.J., ont la grande douleur de faire part du décès de
Chantal Marie-Alix, comtesse du Chastel de la Howarderie.

comtesse Xavier de MAISTRE,
leur mère, grand-mère, sœur et belle-sœur, endormie dans la paix du Seigneur le 22 novembre 1979, à Nice, dans sa soixante-dix-huitième année.
Le service religieux, suivi de l'inhumation, sera célébré en l'église de Mesnil-Durand, Livarot (Calvados), le mercredi 28 novembre, à 14 h. 30.
Une messe sera célébrée à son intention le mardi 4 décembre, à

17 h. 30, en la chapelle du Carmel, 11, rue de Montmorency, à Boulogne (80100).

Château de Saint-Martin,
14140 Livarot.
M. et Mme Jean-Baptiste Clément,
82100 Boulogne.
6, rue Paul-Bouquin, 06100 Nice.

— Montereau, CARENTAN,
Jacqueline Maniaque,
Ses enfants,
Sa famille, ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de
Jean MANIAQUE,
architecte urbaniste.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 28 novembre, à 14 heures, à l'église Notre-Dame-et-Saint-Loup à Montereau (77130).

— Mme Denis Marie d'Avigneau,
M. et Mme Dominique Mille,
M. et Mme Nicolas Marie d'Avigneau,
Pascal et Bénédicte Marie d'Avigneau,
Mme Marie Fidon,
M. et Mme Bernard Marie d'Avigneau et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Marie d'Avigneau et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Chapron et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Denis MARIE d'AVIGNEAU,
chevalier de la Légion d'honneur, médaillé de la Résistance, survenu le 23 novembre, dans sa cinquante-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 28 novembre, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, suivie de l'inhumation le jeudi 29 novembre à Camaret-sur-Mer (Finistère).

N° fleurs ni couronnes, des dons peuvent être envoyés à la Ligue nationale française contre le cancer, comité des Hauts-de-Seine, 17, rue Raymond-Barbet, 92300 Nanterre, 28, rue Saint-James, 92200 Neuilly-sur-Seine, 80, avenue du Boule.

Le docteur et Mme François Marmasse et leur fille,
Le docteur et Mme Michel Hervé et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. André MARMASSE,
professeur

survenu en son domicile, 19, boulevard de Courcelles, Paris (8^e), à l'âge de quatre-vingt-trois ans.
Les obsèques religieuses ont été célébrées dans la plus stricte intimité le samedi 24 novembre 1979.

4, rue Gambetta,
77170 Brie-Comte-Robert,
19, boulevard de Courcelles,
75008 Paris.

— Mme Léon Perez,
M. et Mme Roger Perez,
M. et Mme Roland Allouche,
M. et Mme Gilbert Perez,
M. et Mme Roger Tibi,
M. et Mme Jean-Daniel Flekarakli,
Lionel, Olivier et Sylvie Perez,
Marc et Sophie Allouche, Marc Tibi,
Jean-Marc et Anne-Marie Perez,
Charles, Bernard et Marie-Laurence Tibi,
Julie et Sarah Flekarakli.
Les familles parvies et alliées, font part du décès de leur très cher et regretté
Léon PEREZ
à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, en son domicile,
17, rue Edouard-Nortier,
92200 Neuilly.
Cet avis tient lieu de faire-part.
La famille ne recevra pas.

— Mme Albert Prouteau, son époux,
M. et Mme J.-J. Harvieu et leurs enfants,
M. Jean-Marie Prouteau,
M. et Mme Elisabeth Prouteau-Guéré et leurs enfants,
M. et Mme François Prouteau et leur fille,
M. et Mme Albert Prouteau et leurs enfants,
Mme Michèle Marx et ses enfants, ses enfants et petits-enfants,
Les familles Prouteau, Boquer, Esnard, Murat, Bobe, Walpas, Marc et Paternoster,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Albert PROUTEAU,
maître des Sables-d'Olonne, ingénieur E.C.P. (promotion 1928), diplômé de l'Ecole C.P.A. (1944), chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945.

survenu subitement le 24 novembre 1979, dans sa soixante-quatrième année.
Le service religieux sera célébré le mercredi 28 novembre, à 15 heures, en l'église Notre-Dame des Sables-d'Olonne.
Réunion à la mairie des Sables-d'Olonne, à 14 h. 15.
L'inhumation aura lieu à l'ancien cimetière des Sables-d'Olonne.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Résidence Valparaiso-La-Chaume, 85100 Les Sables-d'Olonne, 8, boulevard du Général-de-Gaulle, 85200 Rueil-Malmaison.

Né le 27 juillet 1905 aux Sables-d'Olonne (Vendée), Albert Prouteau était ingénieur de l'Ecole centrale des arts et manufactures de Paris (promotion 1929), diplômé de l'Ecole supérieure d'organisation scientifique du travail et diplômé du Centre de perfectionnement des affaires de Paris. Albert Prouteau (mod. mai.), qui avait battu aux élections municipales de mars 1971 le maire sortant des Sables-d'Olonne, M. Pierre Mauger, député U.D.R., avait été réélu en mars 1977.

Remerciements

— Mme Jacques Bruneton, profondément émue des nombreux témoignages d'amitié reçus lors du décès de
docteur Jacques BRUNETON et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, remercie très vivement tout ceux qui ont pris part à sa peine.

— M. Albert BIPZMAN remercie toutes les personnes qui lui ont témoigné leur sympathie lors du décès de son épouse
Sandra.

Anniversaires

— Pensez aujourd'hui à Isabelle GALINIER, née Isabelle Edimann, qui nous a quittés il y a trois ans.

Messes anniversaires

— La Société des gens de lettres de France,
La Fédération internationale des traducteurs,
La Société française des traducteurs,

Mme Françoise Cailla,
M. Alain Cailla,
Mme de Gensvraye, secrétaire permanente de la FITT,
prient d'assister au service religieux qui sera célébré à la mémoire de M. Pierre-François CAILLA, chevalier de la Légion d'honneur, vice-président de la Société des gens de lettres de France,

président-fondateur de la Fédération internationale des traducteurs, fondateur, ancien président et président d'honneur de la Société française des traducteurs,

vice-président du conseil permanent des écrivains,
décédé le 22 septembre 1979 en Maine-et-Loire, le samedi 1^{er} décembre 1979, à 10 h. 30, en l'église Saint-Honoré d'Auxois, 56 bis, avenue de Raymond-Poincaré, à Paris (16^e).

VENTES A CHARTRES

Des 12 heures
LUNDI 5 DECEMBRE
OBJETS D'ART
sièges bois naturel et acajou
NOMBREUX MEUBLES XIX^e bois naturel, ancien, d'époque et style
EXPOSITION : vendredi, samedi, dimanche, de 14 à 17 heures
GALERIE DE CHARTRES
M^{rs} J. F. LELIEVRE C.P. art. 101, place du Général-de-Gaulle, Chartres - Tél. : (37) 36-19-91.

GALERIE DE CHARTRES
à et 9 décembre
EXCEPTIONNELLES
POUPES DE COLLECTION
du XIX^e
BEAUX AUTOMATES
Boîtes à musique
Joux et jouets
Catalogue sur demande
3^{ème} J. et J.-P. LELIEVRE
Commissaire prieur art. 101, place du Général-de-Gaulle, Chartres, Téléphone : (37) 36-04-33

— A l'occasion du dixième anniversaire de la mort du

professeur René DUJARRIC de la RIVIERE,
président de l'Institut de France et sous-directeur honoraire de l'Institut Pasteur.

une messe sera célébrée le mercredi 28 novembre 1979, à 18 heures, à la chapelle de l'Institut Pasteur (entrée 211, rue de Vaugirard, 75015).

Services religieux

— A l'occasion du cinquième anniversaire du décès de

M. Bernard LICHOU,
ancien administrateur de la S.A. Pierre-Lichou, un service religieux aura lieu le jeudi 29 novembre.

Communications diverses

— Ancienne élève du lycée Marceau de Chartres, le président vous invite au dîner de l'Association des anciens élèves de Chartres, qui aura lieu dans le Salon Savat du Grand Hôtel, rue Scribe, le mercredi 5 décembre, à 20 h. Téléphone (11-57) 56-19-91.

SCHWEPPES Lemon ou « Exotic » Tonica. Entre les deux mon cœur balance.

Jusqu'au 30 nov. inclus
10 à 12 h. 30 et de 15 à 19 h. 30

VENTE
UN LOT TAPIS
ORIENT ET GHINOIS
SOLDÉ 50 %
SALE DE VENTE
185, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY - Tél. : 745-35-35

Vos plus beaux cadeaux de Noël sont déjà chez Lancel

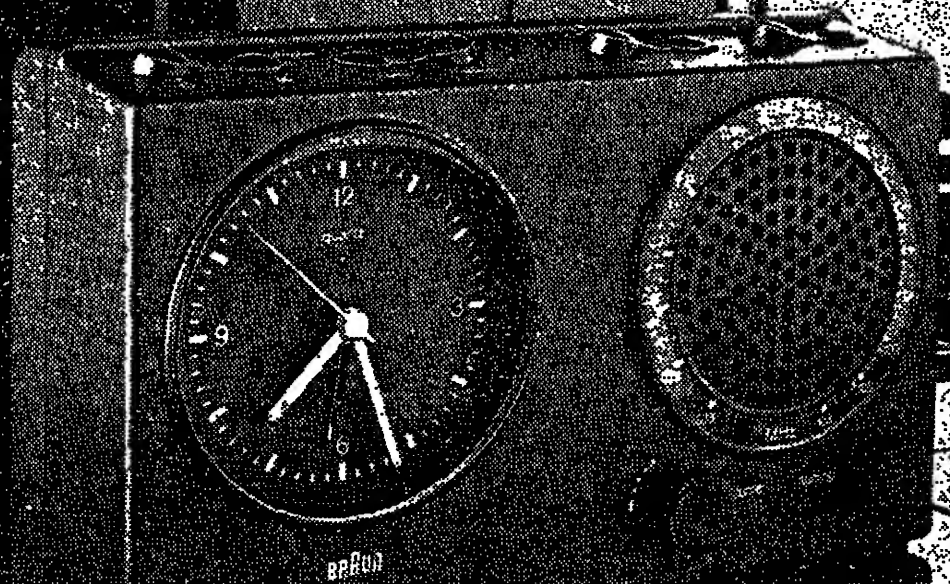
LANCEL

tout un monde de cadeaux

PARIS • Opera • Rond-Point des Champs-Élysées
• 43 rue de Rennes • Palais des Congrès, Porte Maillot
• PARLY 2 • VELIZY 2 • CRETEIL-SOLEIL
• LYON • NICE • AJACCIO • ST-ETIENNE

HONDA PRELUDE
5 vitesses-8CV
Tot ouvrant électrique.
39.500F*
JAPAUTO
Concessionnaire exclusif - 27, av. de la Grande Armée - Tél. : 500.14.51

Le réveil-radio sans fil à la patte.



Le réveil-radio libre comme l'air que vous emporterez partout, c'est le réveil-radio Braun, à piles.
Un réveil-radio signé Braun, cela veut dire mécanisme à quartz, précision absolue, réveil pile à l'heure. Avec en plus la musique. (GO + FM).
Il aurait été dommage qu'un tel réveil-radio passe sa vie en laisse au pied d'un lit.

* Un adaptateur secteur est disponible en accessoire.

BRAUN

مكتبة الأمل

INFORMATIONS «SERVICES»

AUTOMOBILE

Voiture endommagée : qui paiera les réparations ?

Il arrive, lorsqu'une voiture a été gravement endommagée dans un accident, que le montant de la facture des réparations dépasse la valeur du véhicule. Les automobilistes s'interrogent alors pour savoir comment ils seront indemnisés.

Le Centre de documentation et d'information de l'assurance indique qu'il convient de distinguer deux cas : 1°) l'indemnité est versée par la société d'assurance d'un tiers responsable ; 2°) le dédommagement est directement effectué par l'assureur de l'automobiliste victime, au titre d'une garantie «dommages-collision» par exemple, ou car celle de «dommages tous accidents».

1°) **Vicime non responsable** — Quand l'automobiliste est victime d'un accident provoqué par un tiers (le plus souvent, un autre automobiliste), il peut lui être accordé tantôt le montant des réparations, tantôt la valeur de la voiture.

Les tribunaux considèrent parfois que la victime ne peut avoir droit qu'au remboursement de la facture du garagiste, dans la limite d'une somme équivalente au prix d'un véhicule d'occasion de même type et dans le même état. Cette «valeur de remplacement» est appréciée d'après les cotes publiées dans le journal Argus

de l'automobile et les conclusions d'un expert.

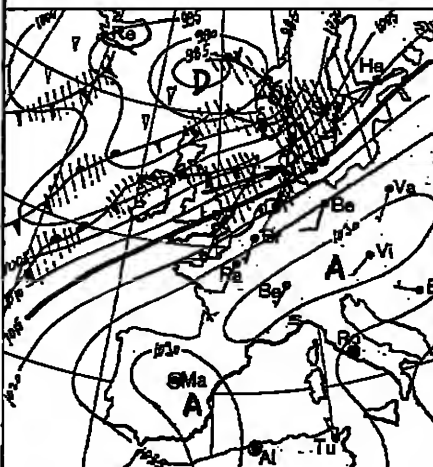
D'autres magistrats estiment, au contraire, que le propriétaire est en droit d'obtenir la remise en état complète de sa voiture, même si le coût des réparations excède (de façon raisonnable, toutefois) la «valeur de remplacement». De toute façon, l'automobiliste accidenté a intérêt à fournir à son assureur toutes pièces justifiant l'état de sa voiture avant l'accident : photos, factures d'entretien, etc.

2°) **Vicime et responsable** — Lorsque l'automobiliste est victime de dégâts par sa propre faute, il peut être dédommé par son assurance «dommages-collision» ou «dommages tous accidents». L'indemnisation est généralement limitée à la «valeur vénale» appréciée par l'expert (valeur Argus parfois). Certains contrats peuvent prévoir, pour les voitures neuves, un plafond de remboursement spécial : durant une certaine période (six mois par exemple), rembourser la valeur «catalogue» du constructeur. On diminue ensuite l'indemnité en fonction d'un pourcentage d'ancienneté.

Pour les véhicules anciens, une valeur vénale «plancher» (1 000 ou 2 000 francs) correspond à une «valeur d'usage» peut être prévue.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26 NOV. 1979 À 0 h GMT.



Evolution probable du temps en France entre le lundi 26 novembre à 9 heures et le mardi 27 novembre à 24 heures :

Les perturbations océaniques qui atteignent les îles Britanniques et la mer du Nord se décalent vers le sud-est, à travers l'Europe. Leur bordure occidentale touchera notre pays dans un champ de pressions qui demeureront relativement élevés.

PARIS EN VISITES

MARDI 27 NOVEMBRE

«Saint-Germain l'Auxerrois», 15 h, porche de Saint-Germain l'Auxerrois, Mme Chapuis.
«La salle des ventes de Drouot», 15 h, 7, quai Anatole-France, Mme Legros.
«L'hôtel de Launay», 15 h, 17, quai d'Anjou, Mme Meynier.
«Le musée de la Ville de Paris», 15 h, 15, rue de la Harpe, M. le directeur.
«La place des Vosges», 15 h, 15, rue de la Harpe, M. le directeur.

CONFÉRENCES

18 h. 30, 2, rue de Lille : «Tombes bouillonnantes ou non bouillonnantes ? (Centre d'études balkaniques)».
«L'art et l'artisanat», 19 h, 15, rue de la Harpe, M. le directeur.
«La nature» (Centre d'études juives).

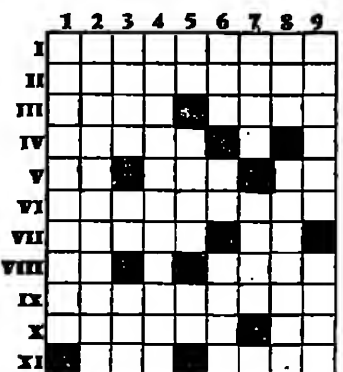
DÉBATS

«L'ASSURANCE FRANÇAISE EST-ELLE EN PERIL ?» — Le groupe «Assurance» de la Fédération Française des Associations de Consommateurs (F.N.A.S.A.G.A.) organise, le mercredi 5 décembre, un débat animé par M. Bernard Vinet, président de la Fédération nationale des syndicats d'agents généraux d'assurances (F.N.S.A.G.A.).

Renseignements et inscriptions : groupe Assurances des anciens Sciences Po, 187, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, tél. 548-91-62.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2550



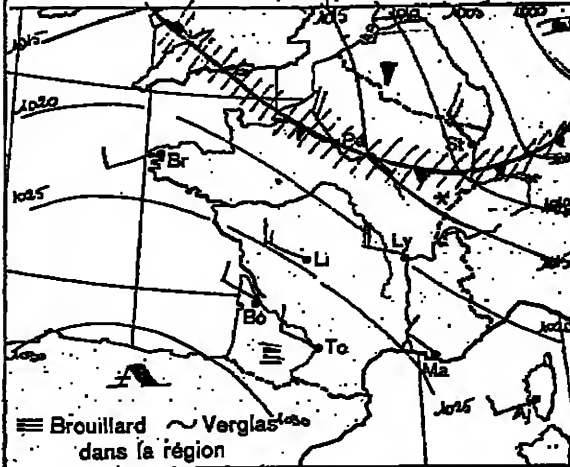
HORIZONTALEMENT

I. Œuvre d'un bon compositeur. — II. Une partie de campagne quand elle est militaire. — III. Fait une conduite. — IV. Qui n'aime donc pas ce qui est sale. — V. Peut être triplé quand on rejette quelques choses. — VI. Un trou dans le mur. — VII. Parnet de distribuer l'essence. — VIII. Petits bénéfices. Neuf cents, pour les Romains. — IX. Remplacement. — X. Fut marié à Toulouse. — XI. Évoque une belle importante. Qui n'a donc pas besoin de compter.

VERTICALEMENT

1. Ont beaucoup plus de travail quand l'exercice est terminé. — 2. Comme des choses qui se produisent sur le billard. — 3. À étudier

PRÉVISIONS POUR LE 27 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 26 novembre à 9 heures et le mardi 27 novembre à 24 heures :

Les perturbations océaniques qui atteignent les îles Britanniques et la mer du Nord se décalent vers le sud-est, à travers l'Europe. Leur bordure occidentale touchera notre pays dans un champ de pressions qui demeureront relativement élevés.

PARIS EN VISITES

MARDI 27 NOVEMBRE

«Saint-Germain l'Auxerrois», 15 h, porche de Saint-Germain l'Auxerrois, Mme Chapuis.
«La salle des ventes de Drouot», 15 h, 7, quai Anatole-France, Mme Legros.
«L'hôtel de Launay», 15 h, 17, quai d'Anjou, Mme Meynier.
«Le musée de la Ville de Paris», 15 h, 15, rue de la Harpe, M. le directeur.
«La place des Vosges», 15 h, 15, rue de la Harpe, M. le directeur.

CONFÉRENCES

18 h. 30, 2, rue de Lille : «Tombes bouillonnantes ou non bouillonnantes ? (Centre d'études balkaniques)».
«L'art et l'artisanat», 19 h, 15, rue de la Harpe, M. le directeur.
«La nature» (Centre d'études juives).

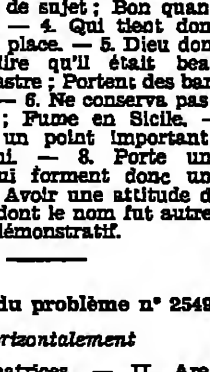
DÉBATS

«L'ASSURANCE FRANÇAISE EST-ELLE EN PERIL ?» — Le groupe «Assurance» de la Fédération Française des Associations de Consommateurs (F.N.A.S.A.G.A.) organise, le mercredi 5 décembre, un débat animé par M. Bernard Vinet, président de la Fédération nationale des syndicats d'agents généraux d'assurances (F.N.S.A.G.A.).

Renseignements et inscriptions : groupe Assurances des anciens Sciences Po, 187, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, tél. 548-91-62.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2550



HORIZONTALEMENT

I. Œuvre d'un bon compositeur. — II. Une partie de campagne quand elle est militaire. — III. Fait une conduite. — IV. Qui n'aime donc pas ce qui est sale. — V. Peut être triplé quand on rejette quelques choses. — VI. Un trou dans le mur. — VII. Parnet de distribuer l'essence. — VIII. Petits bénéfices. Neuf cents, pour les Romains. — IX. Remplacement. — X. Fut marié à Toulouse. — XI. Évoque une belle importante. Qui n'a donc pas besoin de compter.

VERTICALEMENT

1. Ont beaucoup plus de travail quand l'exercice est terminé. — 2. Comme des choses qui se produisent sur le billard. — 3. À étudier

BREF

DOCUMENTATION

«GUIDE DE L'ARCHITECTURE DANS LES VILLES NOUVELLES». — Une architecture souvent plus libre ou mieux réfléchie caractérise les villes nouvelles françaises. Un guide vient d'être établi pour les cinq villes de la région parisienne : cent trente-trois réalisations sont présentées dans un livret de 120 pages illustré de photographies (petites) et de plans (précis).

★ Publié par Hachette, il est disponible au secrétariat général du groupe central des villes nouvelles, 25, rue Emery, Paris (15e).

FORMATION CONTINUE

AUDIO-VISUEL. — L'université de Paris-VIII organise un stage : initiation aux pratiques audiovisuelles. Quatre thèmes sont abordés : «Prise de son», «Photo», «Cinéma» et «Vidéo». Du 4 au 7 décembre 1979 (vingt-quatre heures).

★ Renseignements et inscriptions : formation permanente université de Paris-VIII, route de la Tonnelle, 75012 Paris. Tél. : 374-92-26.

RECYCLAGE DES ENSEIGNEMENTS

L'université de Paris-III propose aux enseignants et formateurs des cours et séminaires qui leur sont spécialement destinés : ateliers pédagogiques interdisciplinaires, littérature française, linguistique, théâtre, cinéma, allemand, anglais, espagnol, italien et portugais.

★ Brochure détaillée et renseignements : C.I.O., Paris-III, 13, rue de Saintul, 75005 Paris. Tél. : 578-12-06, poste 371.

TRANSPORT

L'ANNUAIRE DES HOVERCRAFTS

L'éditeur britannique Roy McLeary vient de publier le «Jane's Surface Skimmers 1979». Cet annuaire fait le point sur les développements technologiques de l'hovercraft et dresse, pays par pays, la liste de ces nouveaux moyens de transport qui ne sont ni vraiment avion ni vraiment bateau.

★ Jane's Yearbooks, Pavilion House, 3 Shepherd Walk, Londres N1 7LW.

LOISIRS

NATATION À PARIS

La direction départementale de la jeunesse, des sports et des loisirs de Paris organise des cours pour les adultes qui souhaitent se perfectionner en natation. Ces cours ont lieu le vendredi, de 19 heures à 20 h. 30, à la piscine Saint-Merri, 18, rue du Renard, dans le quatrième arrondissement de Paris ; le jeudi, de 12 h. 30 à 13 h. 30, à la piscine Parmentier, 155, avenue Parmentier, dans le dixième arrondissement de Paris. Participation financière : 180 F pour l'année. Renseignements complémentaires et inscriptions (urgentes) au 350-01-60, poste 317.

VIE QUOTIDIENNE

LES ACCIDENTS À L'ÉCOLE

Les accidents survenus à l'école peuvent coûter cher aux parents. En effet, indique le Centre de documentation et d'information de l'assurance (C.D.I.A.), contrairement à une idée fort répandue, les enseignants ne sont pas toujours responsables des accidents survenus au sein de l'établissement scolaire. Ainsi, à de rares reprises, le préjudice causé à des enfants au cours d'une récréation a été mis à la charge des parents du petit camarade fautif.

La responsabilité de l'enseignant n'est engagée que si celui-ci a commis une faute, et plus précisément une faute de surveillance. Cette surveillance doit être accrue quand il s'agit de très jeunes enfants ou d'élevés réputés difficiles. Un garçon de neuf ans ayant blessé l'un de ses petits compagnons en lui jetant une pierre, c'est l'instituteur qui fut déclaré responsable : les deux

enfants, qui jouaient seuls, sous l'état de l'écrit des autres, auraient dû attirer son attention. En revanche, un professeur fut déchargé de toute responsabilité dans une affaire qui eût pu lui être imputée : ce dernier avait été mortellement frappé à la tête, au cours d'une séance d'éducation physique, par le pied d'une jeune collègue, mais le geste de la fille avait été si subit que même une surveillance attentive aurait été vain.

Les parents du jeune auteur d'un accident peuvent être condamnés à indemniser la victime. Ils peuvent toutefois faire intervenir leur assurance de «responsabilité chef de famille» ou l'assurance scolaire souscrite à la rentrée, assurance qui joue d'ailleurs également en faveur de l'enfant blessé tout seul, par sa propre faute.

Lorsque la responsabilité de l'enseignement public est engagée, l'État prend évidemment à sa charge le préjudice subi. Et si l'accident survient dans une école privée, il appartient à l'établissement (ou à son assureur) d'indemniser la victime.

★ Centre de documentation et d'information de l'assurance, 3 chaussée d'Antin, 75009 Paris, tél. : 524-90-12 ou 770-69-33.

VÉHICULE NON UTILISÉ, NON ASSURÉ

Les tribunaux considèrent que le stationnement sur la voie publique n'est qu'une modalité de la circulation et se trouve régi par le code de la route. Un véhicule stationné dehors doit donc être assuré, même s'il ne roule pas. Il n'est pas autrement que si la voiture est remisée dans un garage entièrement clos.

RHUME ? RUPTON

1 gélule pour 12 heures à partir de 12 ans

RUPTON

vous aidera à couper votre rhume

10 gélules : 7,75 F. AMM 317.9015.

EN PHARMACIE

Pour les précautions d'emploi lire attentivement le texte figurant sur la boîte.

Pas d'emploi prolongé sans avis médical.

Laboratoires Pharmaceutiques DEXO S.A. - 92000 NANTERRE - V. GP 129 R 231

Le Monde

Service des Abonnements

75007 PARIS - CEDEX 05

C.C.P. 4387-22

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. 155 F 270 F 385 F 504 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 268 F 480 F 695 F 810 F

ÉTRANGER (par messagerie)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG 183 F 335 F 465 F 610 F

II. - SUISSE-TUNISIE 230 F 409 F 612 F 809 F

Par voie aérienne Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ces chèques à leur demande.

Changements d'adresse dénotés (ou provisoires) dans une semaine ou plus : nos abonnés sont invités à nous en faire part avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

أهلاً وسهلاً Bienvenue à Jeddah!

Tous les mardis et mercredis, départ de Paris pour Jeddah avec correspondance à Vienne selon l'horaire suivant : Orly-Sud départ 20 h 45 - Jeddah arrivée 08 h 00 le lendemain matin et au retour, tous les mercredis et jeudis :

Jeddah départ 12 h 30, Orly-Sud arrivée 20 h 05 le même soir.

Vous retrouverez à bord de nos DC 9 les traditions de l'hospitalité autrichienne, un service attentif et l'ambiance souriante qui vous est familière.

AUSTRIAN AIRLINES

Lignes Aériennes d'Autriche

12, rue Auber 75009 Paris — Réservations : 266.34.66 ou votre agent de voyages

Le Monde DE L'ÉCOLOGIE

FACE AU CANTON DES PAYS

Une concurrence

«L'ÉCOLOGIE» est une revue mensuelle de 120 pages, illustrée de photographies et de plans (précis). Elle est disponible au secrétariat général du groupe central des villes nouvelles, 25, rue Emery, Paris (15e).

FORMATION CONTINUE

AUDIO-VISUEL. — L'université de Paris-VIII organise un stage : initiation aux pratiques audiovisuelles. Quatre thèmes sont abordés : «Prise de son», «Photo», «Cinéma» et «Vidéo». Du 4 au 7 décembre 1979 (vingt-quatre heures).

★ Renseignements et inscriptions : formation permanente université de Paris-VIII, route de la Tonnelle, 75012 Paris. Tél. : 374-92-26.

RECYCLAGE DES ENSEIGNEMENTS

L'université de Paris-III propose aux enseignants et formateurs des cours et séminaires qui leur sont spécialement destinés : ateliers pédagogiques interdisciplinaires, littérature française, linguistique, théâtre, cinéma, allemand, anglais, espagnol, italien et portugais.

★ Brochure détaillée et renseignements : C.I.O., Paris-III, 13, rue de Saintul, 75005 Paris. Tél. : 578-12-06, poste 371.

TRANSPORT

L'ANNUAIRE DES HOVERCRAFTS

L'éditeur britannique Roy McLeary vient de publier le «Jane's Surface Skimmers 1979». Cet annuaire fait le point sur les développements technologiques de l'hovercraft et dresse, pays par pays, la liste de ces nouveaux moyens de transport qui ne sont ni vraiment avion ni vraiment bateau.

★ Jane's Yearbooks, Pavilion House, 3 Shepherd Walk, Londres N1 7LW.

LOISIRS

NATATION À PARIS

La direction départementale de la jeunesse, des sports et des loisirs de Paris organise des cours pour les adultes qui souhaitent se perfectionner en natation. Ces cours ont lieu le vendredi, de 19 heures à 20 h. 30, à la piscine Saint-Merri, 18, rue du Renard, dans le quatrième arrondissement de Paris ; le jeudi, de 12 h. 30 à 13 h. 30, à la piscine Parmentier, 155, avenue Parmentier, dans le dixième arrondissement de Paris. Participation financière : 180 F pour l'année. Renseignements complémentaires et inscriptions (urgentes) au 350-01-60, poste 317.

Le Monde

DE L'ECONOMIE

FACE AU CARTEL DES PRODUCTEURS DE PÉTROLE

Une concurrence accrue entre acheteurs

À moins de trois semaines de la conférence de l'OPEP (1) à Caracas, l'effervescence qui règne dans le monde islamique, et notamment dans les deux premiers pays exportateurs de pétrole — l'Arabie Saoudite et l'Iran, — inquiète au plus haut point les principaux pays industrialisés.

Rien d'étonnant : le Proche-Orient fournit aux États-Unis 28 % de leur pétrole importé et les pays musulmans (Proche-Orient plus l'Afrique du Nord, le Nigeria, dont la population est majoritairement islamisée, et

l'Indonésie) plus de 80 %. Pour l'Europe occidentale — les dix-neuf pays européens membres de l'O.C.D.E. — la proportion est encore accrue, puisque le Proche-Orient entre pour 66 % dans son approvisionnement et les pays musulmans pour près de 83 %. Enfin, pour le Japon, les chiffres sont respectivement de 70 et 95 %.

Une guerre économique générale posée en termes religieux n'en est pas là : le front commun de l'Islam est loin d'être réalisé. Il n'est que de voir l'évolution

des prix du pétrole depuis un an pour s'en apercevoir. Les hausses s'étagent en effet du simple au double selon qu'elles sont européennes ou libyennes. L'Arabie Saoudite, en maintenant son prix de référence à 18 dollars le baril (2) offre ainsi chaque jour plus de 50 millions de dollars aux pays consommateurs — ou du moins à leurs compagnies pétrolières. — si l'on considère qu'elle n'aurait aucun mal à le vendre à 23,50 dollars, prix auquel est offert le pétrole iranien de même qualité.

Malgré la « modération » de l'Arabie Saoudite, la facture pétrolière des pays industrialisés n'en sera pas moins élevée pour 1979, et plus encore pour 1980. Dans une estimation — un peu exagérée, — la C.I.A. l'a évaluée à 61 milliards de dollars pour les États-Unis, 40 milliards de dollars pour le Japon, 22 milliards de dollars pour la Grande-Bretagne et 19 milliards de dollars pour la France. À Paris, compte tenu du ralentissement des importations au dernier trimestre et de la légère érosion du dollar (4,45 francs en moyenne en 1978 ; 4,25 francs en 1979), on pense ne pas dépasser 66 milliards de francs en 1979, la facture s'élevant au moins à 80 milliards de francs en 1980 (ce qui ne tient pas compte de nouvelles augmentations possibles à Caracas, puis, en cours d'année, en cas de troubles majeurs dans le

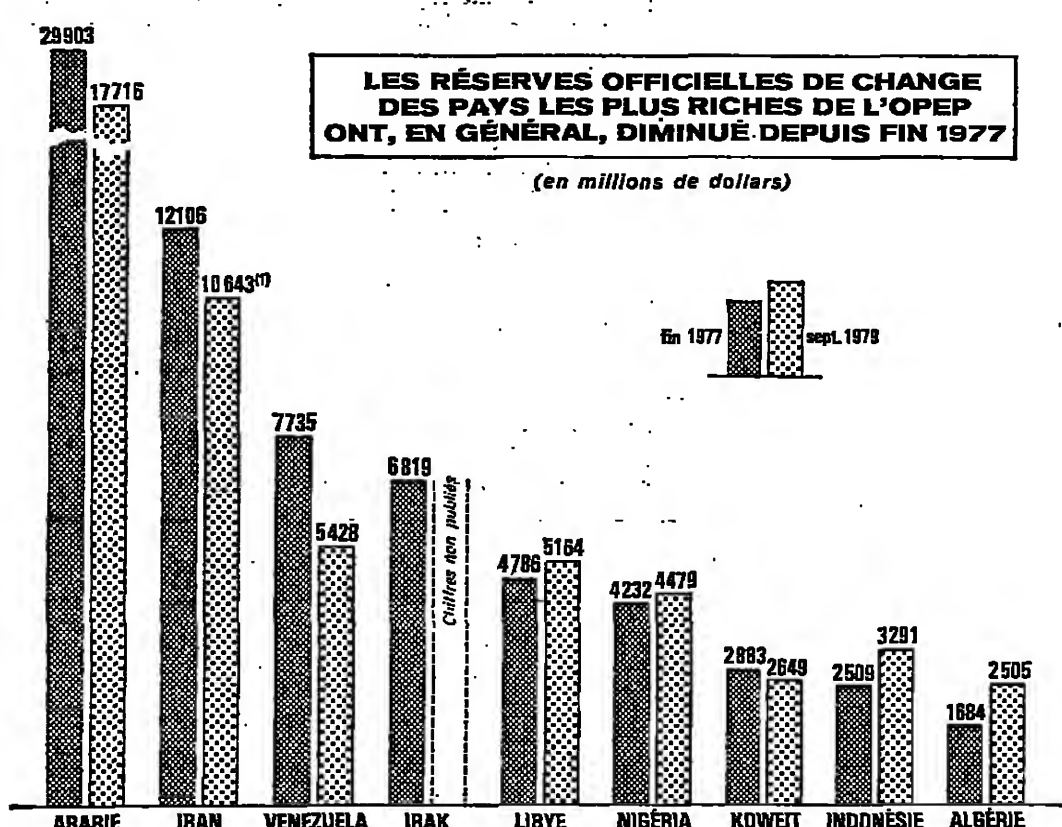
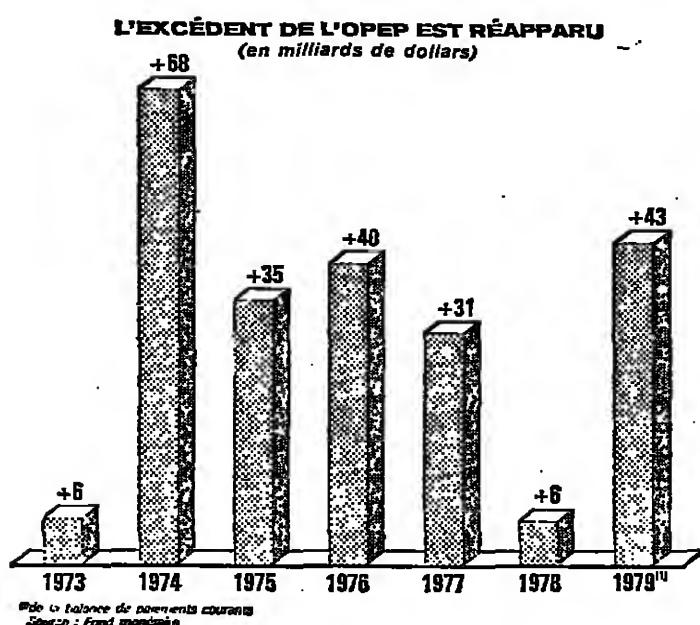
Golfe). Si l'on ajoute les hausses du prix du gaz, la facture énergétique de l'Hexagone pour 1980 sera supérieure à 100 milliards de francs, soit près de six fois plus élevée qu'en 1972.

Mais une nouvelle hausse à Caracas est loin d'être exclue. Le seul retour à la cohérence des prix de l'OPEP — avec des « différentiels » qui correspondent uniquement à la prime de fret due aux pétroles les plus proches des marchés de consommation, et à la prime de qualité pour les bruts, qui permettent une meilleure valorisation lors du raffinage — provoquerait un relèvement de 15 %, si les pays membres s'alignent sur le prix de référence de 23,50 dollars actuellement pratiqué par l'Iran et par les pays africains.

Sans parler de l'hypothèse où certains pays membres désiraient voir les prix officiels se rapprocher des prix pratiqués sur le marché au comptant (spot). Celui-ci a d'ailleurs éclaté. Outre les marchés traditionnels (Rotterdam, Carabbe, Gènes), on trouve maintenant un marché « spot » au départ des pays producteurs, ceux-ci obligeant des compagnies à prendre une partie de leurs enlèvements — pour favoriser par exemple le renouvellement des contrats futurs — à des prix doubles des cours officiels. Alors qu'autrefois les marchés au comptant voyaient passer moins de 5 % des transactions mondiales sur le pétrole, cette part serait passée à près de 15 %.

BRUNO DETHOMAS.

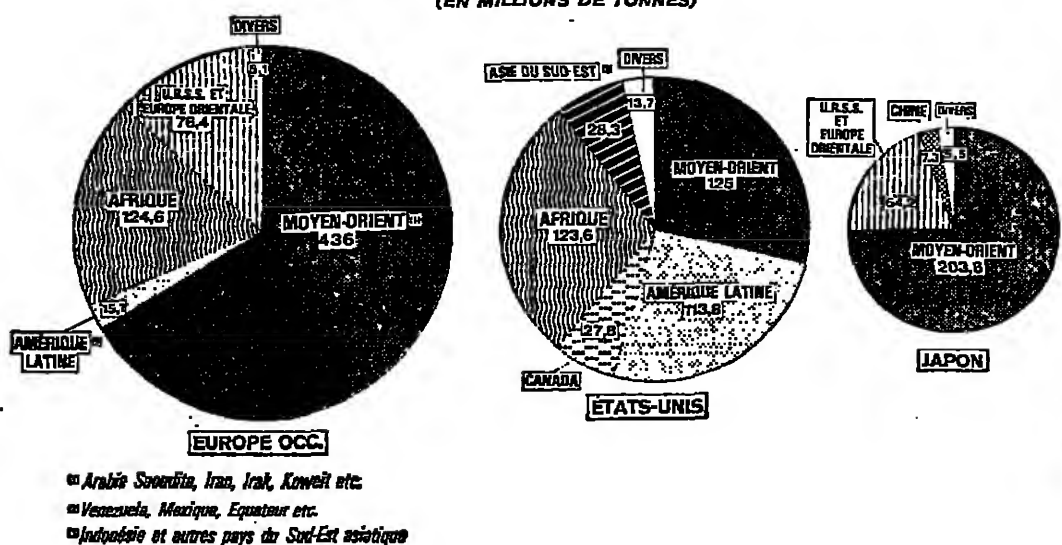
(Lire la suite page 24.)



Les réserves de change ne comprennent en principe que la part des avoirs facilement mobilisables. Une partie de la diminution des réserves de l'Arabie Saoudite s'explique probablement par le fait que des sommes

auparavant comptabilisées auprès de la SAMA (Saudi Arabia Monetary Agency) ont fait l'objet de placement à long terme.

PRINCIPALES SOURCES D'APPROVISIONNEMENT PÉTROLIER DES PAYS INDUSTRIALISÉS EN 1978 (EN MILLIONS DE TONNES)



Le « danger » démographique

PARMI les idées reçues le plus communément partagées par nos contemporains figure en bonne place la crainte qu'inspire l'explosion démographique dont est menacée l'humanité, ou pour être plus précis, la partie la plus pauvre, qui est aussi numériquement, et de loin, la plus importante de la population mondiale. Alors que la Terre est actuellement habitée par quelque 4 milliards d'hommes, ce chiffre passerait à plus de 6 milliards d'ici à la fin du siècle et, à en croire certains démographes, à quelque 12 milliards d'ici à l'année 2080 qui marquerait, croient-ils, le début d'une période de stabilisation. Dans cette masse, les peuples économiquement développés seraient de plus en plus minoritaires. Ils représenteraient encore aujourd'hui le quart du total. Cette proportion ne serait plus que d'un dixième d'ici vingt à trente ans.

Par elles-mêmes ces prévisions, qui se présentent sous la forme de résultats de travaux statistiques conduits avec toutes les précautions nécessaires, ne nous renseignent guère sur les chances de voir ou de ne pas voir le sort des Terriens s'améliorer au cours des trente ou cinquante ans à venir. L'autre facteur essentiel dont il faut tenir compte est évidemment la croissance des ressources, notamment agricoles, disponibles et la capacité des pays dits du tiers-monde à se développer.

Si ces prévisions jouissent cependant d'un énorme prestige en ce sens qu'elles alimentent tout un courant de pensée « alarmiste », c'est parce qu'elles ont été mobilisées au service d'une idéologie qui tient trop souvent lieu de raisonnement et dont l'influence, notamment dans les pays anglo-saxons, demeure prépondérante. Encore aujourd'hui, c'est aux théories de Thomas Robert Malthus (1768-1834) que se réfèrent implicitement les analyses produites par la plupart des organisations internationales et des instituts privés américains.

Les contradicteurs de l'illustre clergeman ont toujours soutenu qu'au contraire la croissance de la population était déterminée par le développement des capacités productives, et qu'à partir du moment où l'aspiration au bien-être devenait générale le nombre des bouches à nourrir augmentait moins vite que la quantité de nourriture (et d'autres biens utiles ou agréables). C'est ce qu'on a constaté en Europe depuis l'aube de la révolution industrielle, ainsi qu'en Amérique du Nord. Autrement dit, le schéma, du reste très approximatif, de Malthus (la tendance de la population à croître selon une raison géométrique, et des richesses agricoles à augmenter selon une raison arithmétique) ne valait que pour des peuples qui n'auraient pas encore effectué leur « décollage ».

A cette interprétation plus optimiste, les statistiques les plus récentes pourraient bien apporter de nouvelles confirmations, bien que dans ce domaine plus encore que dans d'autres il faille se garder des interprétations hâtives. Les démographes sont étonnés par la rapidité avec laquelle est en train de baisser la natalité dans les pays pauvres. Au cours des quatre dernières années, cette diminution est tellement forte qu'on a d'abord cru à des erreurs d'observation. Tel est le cas pour la Mexique, pourtant le pays qui connaît le taux de croissance démographique le plus élevé du monde. Or le phénomène de ralentissement ne touche que les zones où une certaine amélioration des conditions économiques se fait sentir (d'autres diront que la raison en est que la propagande en faveur du planning familial ne s'exerce pas dans les régions rurales les plus arriérées). M. McNamara, président de la Banque mondiale, propose comme objectif à atteindre la généralisation de la famille à deux enfants. Le vieillissement à long terme des pays économiquement peu développés ne serait-il pas pour eux un handicap encore plus grave qu'une « surpopulation » à dominance de jeunes ?

PAUL FABRA.

La contribution britannique au budget de la C.E.E. est-elle excessive ?

Le conseil européen qui doit se tenir les 28 et 30 novembre à Dublin permettra-t-il de résoudre le grave différend qui oppose la Grande-Bretagne à ses partenaires de la C.E.E. et notamment à la France ? Voici comment se présente cette affaire de la contribution des pays membres au budget communautaire.

« TOUT ce qui est exagéré est insignifiant, a dit le philosophe. Or le problème budgétaire britannique ne paraît avoir été quelque peu grossi : la contribution nette britannique, telle que la Commission l'évalue, ne représente que 0,5 % du P.N.B. du Royaume-Uni. » Un tel propos tenu par M. Monory, le 19 novembre devant le conseil des ministres des finances des Neuf, est assurément de nature à surprendre l'Anglais de la rue. Son gouvernement ne lui répète-t-il pas

avec insistance que les règles budgétaires du Marché commun sont parfaitement injustes pour le Royaume-Uni, que la perspective de devoir faire face, en 1980, à un déficit net (la différence entre ce qu'on verse et ce qu'on reçoit) de 1,5 milliard d'unités de compte (8,7 milliards de francs) est à la fois scandaleuse et insupportable ?

Il est toujours difficile dans ce genre de débat hyperpolitique, passionnel, de mesurer avec justesse l'importance exacte de l'enjeu. Les acteurs jonglent allègrement avec des chiffres, dans un sens ou dans l'autre, comme s'il s'agissait d'un jeu de société, un fantastique Monopoly européen, sans relation directe avec la réalité quotidienne. L'enjeu est loin d'être aussi insignifiant que le suggère M. Monory ; les résultats auxquels aboutit l'application normale des règles financières de la C.E.E. ne sont pas pour autant aussi extravagants et

insolubles que le prétend Mme Thatcher.

A l'origine de la controverse, le budget de la Communauté. Il atteint (crédits d'engagement) 15,4 milliards d'unités de compte en 1979, soit l'équivalent d'environ 80 milliards de francs et se situera aux environs de 17 milliards d'unités de compte (pas loin de 100 milliards de francs) en 1980. Plus de 70 % du total va à l'agriculture, essentiellement en dépenses de soutien des marchés. C'est là, dit-on souvent, une proportion trop élevée, mais ceux qui dénoncent cette situation oublient de rappeler que la politique agricole est la seule véritable politique commune avec une gestion intégrée. C'est pour cette raison le seul secteur de l'activité économique où le budget européen se substitue aux budgets nationaux.

L'origine de la controverse

Les Britanniques ont toujours redouté d'avoir à payer trop au budget européen. Le problème du montant de leur contribution a occupé la première place lors des négociations d'adhésion en 1970-1971, puis lors de la « renégociation » imposée par M. Wilson en 1974. En 1971, M. Rippon, le négociateur de M. Heath, avait obtenu en fait, pour l'application du règlement financier, une période de transition de sept ans. C'est pourquoi le problème ne se pose vraiment avec acuité qu'aujourd'hui : jusqu'à l'exercice 1979 inclus, le Royaume-Uni n'a pas subi les pleins effets des dispositions financières de la Communauté. Sa contribution, conformément aux engagements pris (article 131 du traité d'adhésion) a été artificiellement réduite. Le « rabais » ainsi consenti par les pays partenaires a atteint en 1979 la coquette somme de 400 millions d'unités de compte (2,33 milliards de francs).

A partir de 1980, les « freins » résultant de l'article 131 du traité ne joueront plus. Théoriquement, les mécanismes financiers s'appliqueront alors sans restriction au Royaume-Uni. Il devrait en résulter, répétons-le, un déficit net de 1,55 milliard d'unités de compte (9 milliards de francs).

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 25.)

UNIVERSITÉ DE PARIS 1

IFAPE

Département Formation Permanente de

P.I.A.E.

Cycle de Formation à l'Audit

Public : Diplômés du second cycle de l'enseignement supérieur.
Durée : 6 mois.
Début des enseignements : Janvier 1980.

Cycles d'Initiation ou de Perfectionnement

- Introduction à la comptabilité (28 heures).
- Droit social dans l'entreprise (28 heures).
- Initiation à l'informatique (21 heures).
- Formation en matière de passation de contrats (28 heures).
- Début des enseignements : 1er trimestre 1980.

Renseignements :
IFAPE - Département Formation Permanente de l'I.A.E.
182, rue St Charles 75740 PARIS
CEDEX 15
558.02.28 — 557.28.41

مكتبة الأصيل

Le tableau de bord de l'économie française

FRAIS	DATE de référence	UNITES	EVOLUTION	
			en un mois	en douze mois
PRODUCTION INDUSTRIELLE	Septembre 1979	Indice 136	- 0,1 %	+ 5,4 %
COMMERCES EXTERIEURS :				
— Importations	Octobre 1979	42 995 millions de F (40 286)	- 17,1 % (-)	+ 36,3 % (+ 31,6 %)
— Exportations	Octobre 1979	40 197 (37 427)	+ 15,4 % (+ 2,8 %)	+ 23,4 % (+ 19,5 %)
— Taux de couverture	Octobre 1979		33,5 % (32,9 %)	97,7 %
EMPLOI :				
FRANCE				
— Demandes d'emploi :				
Données observées	octobre 1979	1 479 906	+ 3,9 %	+ 10,1 %
Données corrigées	Octobre 1979	1 340 000	- 1,1 %	+ 10 %
Chômeurs secourus :				
Données observées	Octobre 1979	968 506	- 2,2 %	+ 11,7 %
Offres d'emploi :				
Données observées	Octobre 1979	97 300	- 6,2 %	+ 13,5 %
Données corrigées	Octobre 1979	95 400	+ 5 %	+ 12,5 %
Licenciements économiques	Octobre 1979	30 508	+ 15,4 %	+ 5,8 %
Effectifs en chômage partiel	Septembre 1979	63 799	+ 13,9 %	+ 30,4 %
C.E.E.				
— Demandes d'emploi	Octobre 1979	6 020 800		
DUREE DU TRAVAIL :				
— Hebdomadaires ouvriers	juillet 1979	41,3	en un trimestre	- 0,7 %
— Hebdomadaires employés	juillet 1979	40,8	+ 0,2 %	- 0,2 %
EFFECTIFS OCCUPES :				
— Indice 100 en décembre 1978	juin 1979	102,2	+ 0,6 %	- 0,7 %
SALAIRES :				
— SMIC	Septembre 1979	12,42 F	+ 2,2 %	+ 12,19 %
— Salaire horaire ouvrier (indice 100 janvier 1977)	juillet 1979	134	+ 3,2 %	+ 12,3 %
— Gain mens. ouvrier avant impôt	Avril 1979	3 325 F	en un semestre	+ 12,1 %
— Gain mensuel cadre avant impôt	Avril 1979	8 840 F	+ 5,1 %	+ 10,5 %
MASSE MONETAIRE :				
— Données brutes				
— Données corrigées				
TAUX D'INTERET (taux moyen)	Septembre (du 2 au 21 de ce mois)	12,01	Taux d'octobre 1979 11,4717	Taux d'octobre 1978 6,987 %

Pétrole : une concurrence accrue entre acheteurs

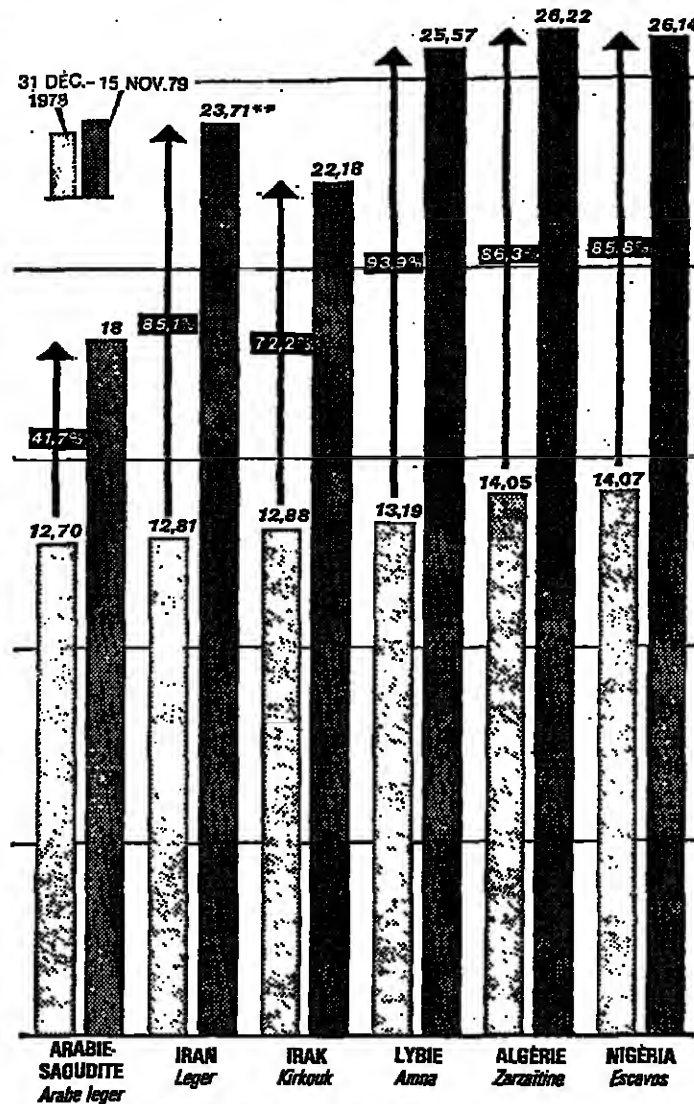
(Suite de la page 23.)

La raison de cet accroissement réside d'abord dans le déclin des « majors ». British Petroleum, qui disposait — par des contrats à long terme — de 186 millions de tonnes de pétrole en 1978, a vu, du fait des événements iraniens et de sa nationalisation au Nigeria, ses ressources se réduire de près de moitié. Et ce mouvement, qui touche toutes les grandes compagnies, ne fera que s'accroître dans les années qui viennent. Or les quantités auparavant destinées aux « majors » sont souvent vendues au prix « spot » par les pays producteurs à de petites compagnies japonaises, américaines, européennes, qui se font une concurrence accrue et acceptent de payer des prix élevés pour garantir leurs approvisionnements. Face au cartel des producteurs, l'oligopole des acheteurs est en voie d'écroulement.

Pourtant, les « majors » se portent encore bien : même entamée en 1979 de près de 20 % en moyenne, leur ressource de base en brut est encore impressionnante, leurs parts de marché aux Etats-Unis comme en Europe imposantes et leur endettement est moitié moindre que celui des compagnies européennes. Mais il faut surtout noter l'exceptionnelle prospérité des « indépendantes » américaines. Ces sociétés ont d'ailleurs annoncé pour le troisième trimestre de 1979 — plus encore que les sept grandes — des profits en hausse vertigineuse (jusqu'à 200 %).

BRUNO DETHOMAS.

SAUF POUR L'ARABIE SAOUDITE ET L'IRAK LE RENCHERISSEMENT DU PETROLE DÉPASSE 85% DEPUIS LA FIN DE 1978 (EN DOLLARS PAR BARIL*)



* Le baril est une unité de volume équivalant à 159 litres.
** Un supplément de 21 cents par baril est réclamé par l'IRAN pour tenir compte du délai de paiement supérieur de 30 jours à celui des autres pays producteurs.



Le droit au profit.

En matière de profit, à chacun selon ses objectifs : certains recherchent des plus-values sur leurs placements, d'autres désirent en tirer des revenus importants et réguliers, d'autres enfin veulent consolider leur capital. Tous souhaitent cependant obtenir ces résultats en prenant le moins de risques.

Pour un épargnant, souscrire chez un Agent de Change des parts d'un Fonds Commun de Placement qui "colle" à ses objectifs, revient à cumuler deux avantages :

- 1 - Il devient propriétaire d'une partie d'un portefeuille de valeurs mobilières de taille optimale. Pour un capital souscrit qui peut être faible il bénéficie de la sécurité liée à l'importance du portefeuille qui seule permet la diversification en fonction des objectifs fixés, de la souplesse de gestion interdite aux portefeuilles trop importants.
- 2 - Il pourra escompter, à risque égal, la meilleure rentabilité grâce à une composition judicieuse du Fonds qui suppose l'aptitude à choisir, entre plusieurs titres présentant le même niveau de risque, celui qui offre l'espérance de profit la plus élevée. Ces techniques de sélection impliquent une maîtrise des données de l'économie et du marché des

valeurs mobilières, une technicité et une information qui sont l'aboutissement d'un métier enrichi par 150 ans d'expérience exclusive de la Bourse : le métier d'Agent de Change.



Fonds Commun de Placement.
Chez votre Agent de Change
Révolutionnez vos placements.

Vous voulez en savoir plus ? Rencontrez dès aujourd'hui un des 100 Agents de Change de Paris ou de Province. 4, place de la Bourse Paris 2^e. Bureau d'Accueil de la Compagnie des Agents de Change, du lundi au vendredi de 10 à 19 h. Vous pouvez également écrire, ou téléphoner à 297.55.55.

LES COMPAGNIES EUROPÉENNES SONT DEUX FOIS PLUS ENDETTEES QUE LES MAJORS

	Majors (1)	Indépend. américaines (2)	Euro-majors (3)
I. ELEMENTS D'ACTIVITE.			
Ressources de base en pétrole.			
Approvisionnement assuré par contrat (en millions de t.)	1 136	228	98
Reste raffiné (en millions de t.)	973	244	143
Parts de marché :			
Etats-Unis	45 %	27 %	1,3 %
Europe	57 %	3 %	20 %
Reste du monde	42 %	12 %	7 %
II. STRUCTURE FINANCIERE.			
Endettement (dettes à long terme/capitaux permanents)	0,22	0,21	0,42
Ratio de marge brute (marge brute/chiffre d'affaires hors taxes)	9,6 %	17,6 %	9,5 %

(1) Exxon, Shell, Texaco, B.P., Total, Elf, Mobil.
(2) S.O. Indiana, Continental, Atlantic Richfield, Occidental, Getty, Marathon, Union, Sun.
(3) C.F.P., S.H.E.A., Petrofina, ENI.

Avis financiers des sociétés

Dans le cadre de sa collection

« ANALYSES DE SECTEURS »

DAFSA-ANALYSE a publié les deux études suivantes :

LA CONSTRUCTION NAVALE DE PLAISANCE

L'industrie française de la construction de plaisance, qui se classe au deuxième rang en Europe et au troisième rang dans le monde, derrière les Etats-Unis et le Royaume-Uni, s'est sensiblement transformée depuis 1974 sous l'effet de :
— La stagnation du marché intérieur, qu'a court terme la fiscalité et à moyen terme la très lente croissance des infrastructures portuaires devant entre autres contribuer à maintenir.
— Le développement marqué des exportations qui ont plus que doublé en 1978 et 1979, et représentent désormais la moitié du chiffre d'affaires de l'industrie dont la croissance s'est traduite par une augmentation de l'emploi.
— La modification de la structure de la production, notamment de passer dans le sens de la diminution des dériveurs et de bateaux pêche-promenade non habitables et de la croissance des « 4 de 7 mètres habitables » et, à l'opposé de la gamme, des planches à voile (qui ne rentrent pas dans la définition du secteur).
Au niveau des entreprises, on constate un renforcement de la concentration et l'amélioration des résultats depuis 1976 des plus grandes entreprises parmi celles qui ont été analysées (20).
Bien que l'activité soit peu capitalistique, on remarque que les entreprises sont plutôt endettées à long et à moyen terme. Faiblesse des capitaux propres, besoins en fonds de roulement, étroitesse de la trésorerie sont les caractéristiques de la structure financière de la plupart des entreprises dont, par voie de conséquence, les frais financiers sont quelquefois très élevés.

LES INDUSTRIES DE TISSAGE

Sur un marché, dont la croissance est pratiquement nulle depuis 1972, mais qui accuse des variations conjoncturelles, dont l'amplitude peut aller jusqu'à 10 % de la demande totale, les entreprises françaises ont dû faire face à la poursuite de la concurrence extérieure. Un solde négatif de la balance des échanges de tissus est apparu en 1974. Il s'est développé de façon importante jusqu'en 1978 et représente depuis cette date plus d'un milliard de francs, soit 8 % à 10 % du « manque à produire ». Il a depuis 1976 cependant, regagné sous l'effet de mouvements divergents.
Alors que la production des entreprises de tissage qui, en 1976, avait par rapport à l'année précédente diminué en valeur courante de 25 %, n'a pas depuis enregistré de progression qui soit supérieure à celle du fait de l'augmentation de prix ; c'est dire que l'évolution en termes réels de la production a été pratiquement nulle depuis la forte contraction de 1975.
La diminution des effectifs de plus de 30 % (par rapport à 1974) a été d'autant plus ressentie qu'elle a eu deux régions de programme représentant pour les trois principales industries de tissage 50 % des effectifs.
Ces études sont disponibles auprès du bureau de vente de DAFSA, 7, rue Berthier, 75008 PARIS.
Suisse : 125, rue Montmartre, 75002 PARIS.

la contribution britannique

La contribution britannique à la construction navale de plaisance est une étude qui se classe au deuxième rang en Europe et au troisième rang dans le monde, derrière les Etats-Unis et le Royaume-Uni, s'est sensiblement transformée depuis 1974 sous l'effet de :
— La stagnation du marché intérieur, qu'a court terme la fiscalité et à moyen terme la très lente croissance des infrastructures portuaires devant entre autres contribuer à maintenir.
— Le développement marqué des exportations qui ont plus que doublé en 1978 et 1979, et représentent désormais la moitié du chiffre d'affaires de l'industrie dont la croissance s'est traduite par une augmentation de l'emploi.
— La modification de la structure de la production, notamment de passer dans le sens de la diminution des dériveurs et de bateaux pêche-promenade non habitables et de la croissance des « 4 de 7 mètres habitables » et, à l'opposé de la gamme, des planches à voile (qui ne rentrent pas dans la définition du secteur).
Au niveau des entreprises, on constate un renforcement de la concentration et l'amélioration des résultats depuis 1976 des plus grandes entreprises parmi celles qui ont été analysées (20).
Bien que l'activité soit peu capitalistique, on remarque que les entreprises sont plutôt endettées à long et à moyen terme. Faiblesse des capitaux propres, besoins en fonds de roulement, étroitesse de la trésorerie sont les caractéristiques de la structure financière de la plupart des entreprises dont, par voie de conséquence, les frais financiers sont quelquefois très élevés.

Il sort parfois des idées de la direction financière.



La contribution britannique au budget de la C.E.E. est-elle excessive ?

(Suite de la page 23.)

Le Royaume-Uni serait ainsi, comme s'en indignent Mme Thatcher, et avec elle l'ensemble de l'opinion publique britannique, le plus important débiteur net de la Communauté, alors que le revenu par habitant y est l'un des plus bas de la C.E.E. Pays pauvre, le Royaume-Uni ? Certains le contestent, qui mettent en relief l'atout que représente le pétrole de la mer du Nord ou font valoir encore que le pouvoir d'achat du citoyen britannique est plus confortable que ne le font croire les calculs effectués avec, comme référence, un taux de change de la livre très bas. Cela étant rappelé, notons qu'en 1980 l'Allemagne fédérale et la France, celle-ci, il est vrai, pour très peu, seront également des débiteurs nets européens. Tous les autres pays membres recevront plus qu'ils n'auront versé ; pour les plus petits d'entre eux, le Luxembourg et l'Irlande, le bénéfice net comparé à leurs P.N.B. apparaît même comme une affaire tout à fait exceptionnelle.

Pour comprendre les raisons de cette situation de débiteur net ainsi que les réactions restrictives des partenaires de Mme Thatcher, il faut distinguer les deux composantes de la participation du Royaume-Uni au budget européen : la contribution proprement dite, constituée par les versements au fonds commun et les remboursements obtenus (lesquels figurent dans le budget au titre des dépenses).

Le jeu des « ressources propres »

Les ressources propres de la Communauté dans les limites desquelles est établi chaque année le budget européen sont composées de trois éléments : les droits de douane, les prélèvements agricoles et une fraction ne pouvant excéder 1 % des recettes de T.V.A. Chaque Etat membre, agissant en quelque sorte comme agent fiscal de la Communauté, verse en conséquence à la tirelire commune les droits de douane, les prélèvements qu'il a perçus sur les importations en provenance des pays tiers et le pourcentage de T.V.A. à ajouter pour que l'ensemble des dépenses soient couvertes. La mise en œuvre de ce régime de ressources propres aboutit en 1980 à ce que l'apport

du Royaume-Uni au budget atteigne 20,5 % du total (contre 17,6 % en 1979) alors que sa part dans le P.N.B. communautaire n'est que de 15 %. Vers 1980, la contribution de la France serait du même ordre de grandeur, mais sa part dans le P.N.B. communautaire « passe » 24 %.

A première vue, cette surimposition des Britanniques peut paraître effectivement injuste. En fait, le système a sa logique. Conçu pour favoriser le développement des échanges et l'intégration de la C.E.E. par le biais de la préférence communautaire, il sanctionne ceux des Etats membres qui s'approvisionnent plus que les autres à l'extérieur de la C.E.E. Selon les calculs de la Commission, sur un total de 5,1 milliards d'unités de compte (30 milliards de francs) de droits de douane, qui seront perçus aux frontières de la C.E.E. en 1980 et versés au budget européen (1,37 milliard d'unités de compte (8 milliards de francs) soit 26,7 % du total, viendront du Royaume-Uni. Les autres Etats membres, France en tête, font valoir aux Britanniques qu'ils sont les premiers responsables de leurs difficultés présentes : que s'ils jouaient le jeu de la préférence communautaire, leur contribution serait moins lourde. « Nous avons calculé que si la Grande-Bretagne se trouvait, pour les importations de produits agricoles en provenance des pays tiers, dans une situation comparable à celle de la moyenne des autres partenaires (et non à celle du meilleur) ce flux financier net vers le budget communautaire au titre des droits de douane, diminuerait en 1980 de plus de 500 milliards d'unités de compte (3 milliards de francs), soit plus de 18 % de son versement total », commentait ainsi M. Monory devant le conseil des ministres des finances d'octobre.

La Commission constate de son côté que « la part du commerce extérieur de l'Irlande et du Danemark avec la Communauté a augmenté régulièrement et se situe à peu près au niveau de la moyenne communautaire (au-dessus de la moyenne dans le cas de l'Irlande). La part des importations du Royaume-Uni en provenance de la C.E.E. dans le total de ses importations, est passée de 34 % en 1972 à 35 % en 1976 et à 43 % au cours des trois premiers trimestres de 1978. »

« Au fur et à mesure des progrès de la Communauté vers l'intégration, ajoute la Commission confiante, une part croissante du commerce extérieur du Royaume-

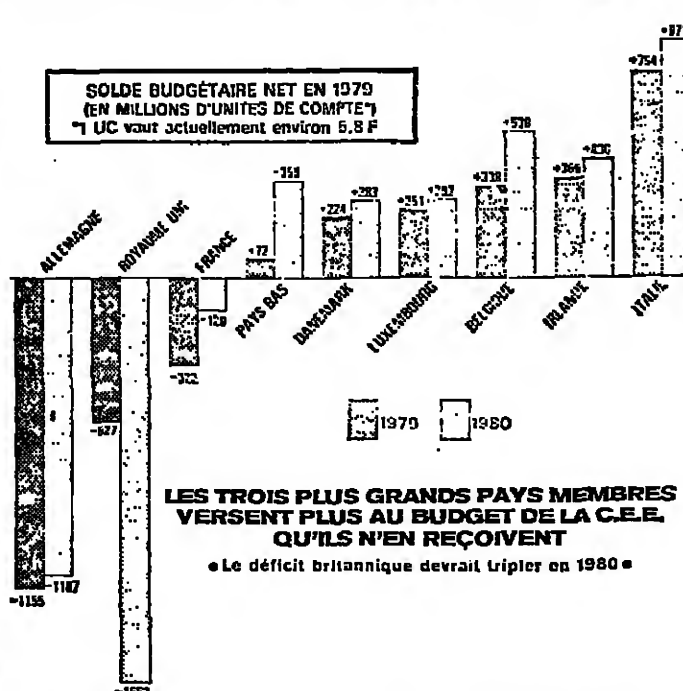
Uni va s'effectuer avec les autres Etats membres, ce qui devrait aboutir à une diminution relative de la part du Royaume-Uni dans le financement du budget. »

Pour aller, au moins partiellement, à la rencontre du gouvernement de Londres qui exige un réajustement immédiat, la Commission vient de proposer une formule propre à réduire la contribution britannique en 1980 d'un maximum de 620 millions d'unités de compte (3 millions de francs) sur un total prévu de 3,3 milliards d'unités de compte (19 milliards de francs). Elle suggère de faire jouer pleinement le « mécanisme correcteur » approuvé par le conseil européen de Dublin en 1975 afin précisément d'empêcher que l'écart entre la contribution du Royaume-Uni et sa part dans le budget européen ne se creuse de manière trop sensible. La mise en œuvre du mécanisme correcteur de 1975 est soumise à plusieurs conditions, il est vrai, passablement restrictives. L'innovation préconisée par Bruxelles consisterait à considérablement les assouplir.

Du côté des dépenses, c'est-à-dire des sommes reçues par le Royaume-Uni, la situation, au moins que de Londres, se présente sous un jour encore plus sombre, et cela à un double titre. Alors qu'en 1980 l'Allemagne bénéficiera, selon les prévisions de la Commission, d'environ 25 % de ses dépenses, la France de 20 % et l'Italie de 17 %, la part du Royaume-Uni se situera aux alentours de 8 % - 9 %. Pour faire

la mesure comble, la Commission et les pays partenaires se refusent ici à toute compensation financière. L'accepter reviendrait, disent-ils, à neutraliser les effets financiers des politiques communautaires décidées par les gouvernements membres et à s'engager dans la voie du juste retour, principe, commente-t-on souvent à Bruxelles, dont l'application a conduit à la destruction d'Érasmus. « Le principal facteur de déséquilibre, note la Commission, est constitué par les dépenses au titre du FEOGA section garantie (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole), qui représente quelque 70 % de l'annuel-projet pour 1980, et dont le Royaume-Uni ne recevra, prévoit-on, que 7,5 % ». Comme l'indique la Commission dans la proposition transmise aux Neuf à la veille du conseil européen de Dublin, la seule manière d'améliorer cette situation, sans remettre en cause les principes, et dont l'existence de la Communauté, serait, dans le cadre des politiques communes, de lancer des actions nouvelles dont les effets financiers pourraient être bénéfiques pour le Royaume-Uni. C'est là, évidemment, tout autre chose que la compensation financière voulue par Londres.

S'engager dans de nouvelles politiques communes et dans de nouvelles actions communes — valoriser ensemble la production européenne de charbon par exemple — implique un certain nombre de contraintes et de difficultés, un degré supplémentaire de supranationalité. En dépit des



LES TROIS PLUS GRANDS PAYS MEMBRES VERSENT PLUS AU BUDGET DE LA C.E.E. QU'ILS N'EN REÇOIVENT

« Le déficit britannique devrait tripler en 1980 »

Lorsqu'un pays de la Communauté, par exemple la R.F.A., exporte des produits agricoles vers un autre, par exemple la Grande-Bretagne, et que cette vente donne lieu au versement d'un montant compensatoire au pays acheteur, ce montant peut être considéré soit comme une intervention bénéficiant à la fois à l'exportateur allemand (qui encaisse une recette plus importante) et aux consommateurs du pays importateur (lesquels payent moins chers les denrées agricoles). Pour le calcul des chiffres ci-dessus, nous avons systématiquement imputé les montants compensatoires au pays importateur. Si tel n'avait pas été le cas, le solde négatif du Royaume-Uni, gros pays acheteur, aurait été plus considérable encore.

déclarations pro-européennes de Mme Thatcher, rien n'est venu indiquer jusqu'ici que le gouver-

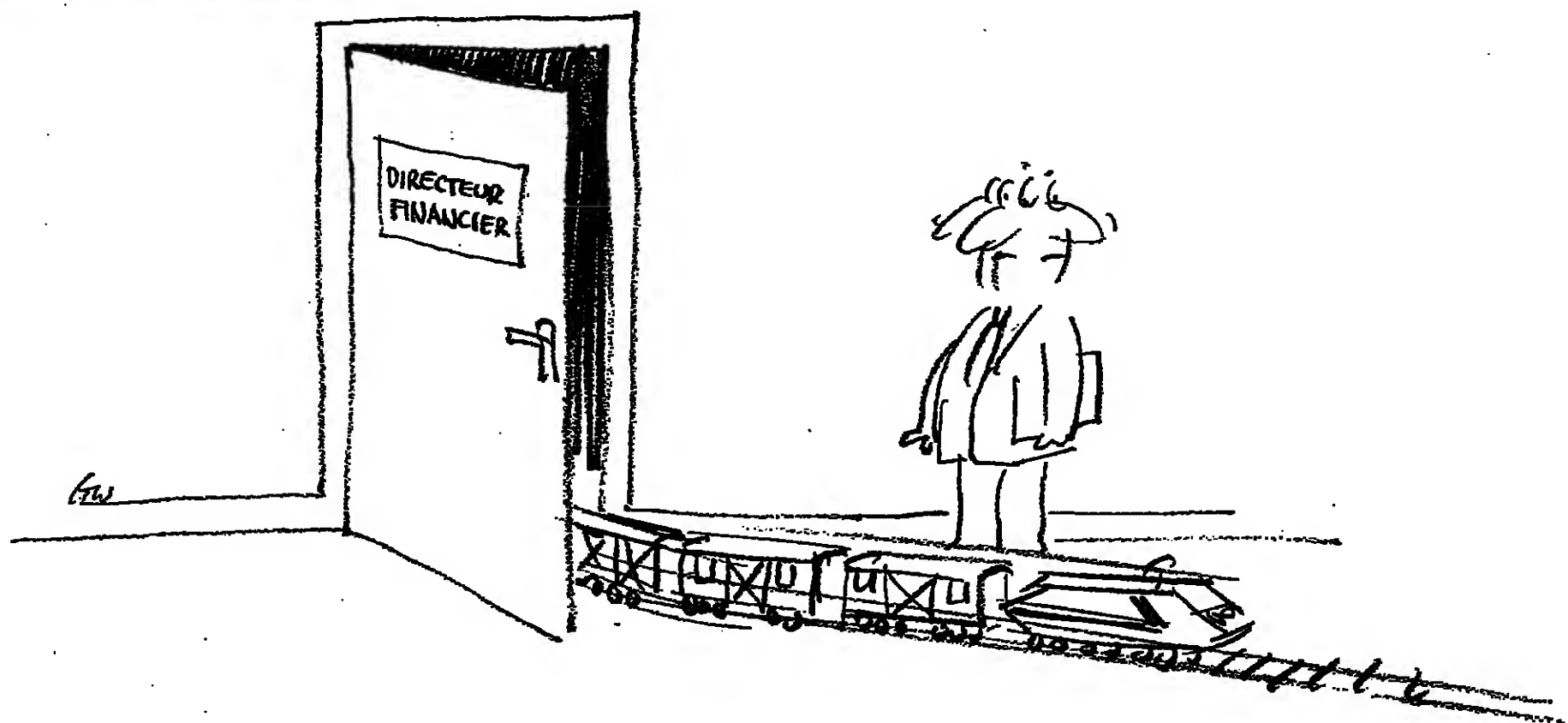
nement britannique y soit disposé. PHILIPPE LEMAITRE.

PART DES ETATS MEMBRES DANS LE FINANCEMENT DU BUDGET ET DANS LE P.N.B. DE LA C.E.E.

	Belgique	Danem.	Allemagne	France	Irlande	Italie	Luxemb.	Pays-Bas	Roya.-Uni
1976									
% dans le budget	7,49	2,26	33,13	22,01	0,34	11,34	0,18	10,60	18,74
% dans le P.N.B.	4,71	2,88	31,49	24,77	0,58	13,25	0,21	6,37	15,67
1978									
% dans le budget	6,46	2,23	31,14	19,29	0,58	14,45	0,12	18,31	15,36
% dans le P.N.B.	4,56	2,82	32,22	22,58	0,62	13,16	0,24	6,62	15,58
1979									
% dans le budget	6,58	2,51	38,63	20,40	0,75	12,11	0,14	9,69	17,58
% dans le P.N.B.	4,64	2,81	30,78	23,69	0,67	14,23	0,23	6,21	16,70
1980									
% dans le budget	6,47	2,42	30,12	19,90	0,90	11,53	0,13	9,26	20,49
% dans le P.N.B.	4,54	2,84	30,32	21,36	0,67	13,94	0,23	6,36	16,04

Tandis que le poids relatif dans la C.E.E. sur l'économie britannique augmente légèrement, la part du Royaume-Uni dans le financement du budget communautaire s'est fortement accrue.

Il sort parfois des idées surprenantes de la direction financière.



Pour acheminer des marchandises, il y a beaucoup de moyens de transport. Mais il en est un que les directeurs financiers proposent parfois, et défendent souvent, avec passion : SnCF marchandises.

On peut en être étonné. Beaucoup moins quand on écoute leurs arguments.

Les prix de SnCF marchandises sont souvent très concurrentiels. Un ou deux francs d'économie à la tonne, ça compte.

On peut négocier avec SnCF marchandises, comme avec toute autre entreprise commerciale.

Les négociations peuvent porter

sur un seul trafic, ou sur un volume global d'affaires.

SnCF marchandises permet de planifier les coûts : les contrats peuvent porter sur des durées déterminées. Et les prix peuvent être définitifs.

Et comme SnCF marchandises présente aussi un vaste registre

d'avantages propres à séduire toutes les autres directions (marketing, fabrication, exportation, etc.), c'est une idée, qui tous calculs faits, a vite fait l'unanimité dans l'entreprise.

Surtout quand c'est un homme de finances qui fait les calculs.

SNCF marchandises

SnCF marchandises, l'entreprise qui fera l'unanimité dans l'entreprise.

محكمة العدل

UN PROCHAIN COLLOQUE AU PALAIS DES CONGRÈS A PARIS

Le bilan français des économies de matières premières

Si le prix de l'énergie s'envole, celui des matières premières ne peut que suivre. C'est à peine exagérer d'affirmer que les matières premières, c'est de l'énergie, celle qui est employée à l'élaboration des minerais, raffinage, transports, métallurgie, transformation mécanique, chimique et électrolytique.

Le verre, c'est de la chaleur pour faire fondre du sable, le caoutchouc synthétique, c'est du pétrole, l'aluminium, c'est l'équivalent de 5 tonnes de pétrole pour 1 tonne de métal, et on peut multiplier les exemples à l'infini. Aujourd'hui, plus que jamais, les pays industrialisés sont dans l'obligation absolue de faire des économies sur ces matières et d'améliorer leur recyclage dans la mesure du possible. La France s'est engagée dans cette voie dès 1973 avec un succès inégal, comme l'indique le bilan qui est retracé dans ces colonnes. Une certaine réussite pour le verre, un gros échec pour le papier, une tentative, le recyclage des pneumatiques, et un grand espoir : celui de la

revalorisation des bois d'œuvre. Quant aux métaux non ferreux, talon d'Achille de nos approvisionnements puisque importés en quasi-totalité, la mise en œuvre des économies est longue et coûteuse.

Tout compte fait, on est encore loin de l'objectif fixé en 1976 pour 1980, à savoir, économiser 5 milliards de francs d'importation. Les causes de ce demi-échec sont multiples : inertie des producteurs et des consommateurs, très insuffisamment motivés, entre 1975 et 1978, ce qui soit pour l'énergie ou les matières premières, résistance des industriels peu enclins à investir pour économiser ou à changer leurs habitudes et leur technologie. Cette constatation amène le Conseil économique et social, en avril 1978, à adopter, malgré l'opposition des représentants des entreprises privées, un avis recommandant une politique « globale » donnant la priorité à deux « cibles » : la conception des produits en fonction de leur utilité sociale et de l'amélioration du rapport utilité-coût, l'utilisation des matières

premières dans un processus socialement maîtrisé où le recyclage des matériaux après usage soit systématiquement prévu dans la conception des produits et leur fabrication.

C'est dire que le colloque sur les économies de matières premières organisé les 4, 5 et 6 décembre prochain au Palais des congrès à Paris par le ministre de l'Industrie et notre confrère Les Echos, tombe à point (1). Récapitulation de métaux, choix rationnel de matériaux, innovation et substitution dans les produits, gestion plus rationnelle des ressources, tous ces sujets deviennent de plus en plus brûlants au fur et à mesure que le prix du baril de pétrole monte au gré des sursauts et des convulsions politiques ou religieuses.

FRANÇOIS RENARD.

(1) Organisation : service de relations publiques et d'information du ministère de l'Industrie, 101, rue de Grenelle, 75700 Paris. Tél. : 705-17-35.

Une certaine réussite

Le recyclage du verre

La consommation des emballages de boissons ayant connu une croissance extrêmement rapide entre 1955 et 1974 du fait du passage du verre au plastique, plusieurs mesures ont tenté de modifier cette évolution, considérée comme un facteur de pollution et surtout de gaspillage de matières premières et d'énergie (500 000 à 600 000 tonnes d'équivalent pétrole). À l'heure actuelle, les résultats obtenus, essentiellement dans la récupération du verre, peuvent être considérés comme relativement satisfaisants.

Au début de 1975, plusieurs objectifs avaient été fixés : porter à 800 000 tonnes fin 1977 contre 100 000 tonnes à l'époque, la quantité de verre de récupération (calcul) réutilisé en verre, sur les 1 600 000 tonnes consommées annuellement ; mener la même opération pour le plastique ; freiner le développement de l'emballage perdu et promouvoir un retour à la consigne ; inciter à la réduction du poids unitaire des emballages ; poursuivre l'étude d'expériences pilotes de collecte sélective. Aujourd'hui, où en est-on ?

En ce qui concerne la récupération du verre, les verriers se sont engagés à reprendre toutes les quantités de calcium qui leur seraient apportées jusqu'à un maximum de 50 % de la charge de leurs fours, l'objectif — révisé — étant d'atteindre la collecte de 600 000 tonnes en 1983. Une convention a été passée entre le ministère de l'Industrie et la profession pour le versement d'une aide en échange de la mise en place d'un dispositif de récupération. La collecte a réellement débuté dans le courant de 1977. À la fin de 1978, la population touchée atteignait neuf millions d'habitants dans 3 500 communes, les tonnages ras-

semblés passant de 110 000 tonnes en 1976 à 218 000 tonnes en 1978 (+ 33 % en 1977), dont 70 000 tonnes par les municipalités, qui ont été largement associées à l'opération. Parallèlement, dans un certain nombre de départements, les accords de ramassage ont été passés avec un troisième partenaire, constitué par une association à but philanthropique (ligue de lutte contre le cancer, etc.) dont l'action motive davantage la population. Pour 1979, l'objectif est une collecte globale de 280 000 tonnes (+ 34 %) dont 140 000 tonnes pour les municipalités (+ 40 %). Cette action est donc en bonne voie et permettrait à la France d'atteindre un niveau voisin de celui de l'Allemagne fédérale ou de la Suisse, qui récupèrent 50 % du calcium, l'économie réalisée par notre pays étant de 60 000 tonnes par an d'équivalent pétrole.

La récupération des matières plastiques, engagée plus tardivement que celle du verre, rencontre des difficultés, et il n'est pas certain que les objectifs seront atteints, à moins que les prix du polyéthylène de vinyle (P.V.C.) n'augmentent suffisamment pour rendre sa collecte plus attractive et plus rentable.

Sur 150 000 tonnes de matière plastique utilisées annuellement pour le conditionnement des boissons, l'objectif de récupération est de 25 000 tonnes en 1983, aux termes d'un accord passé entre les fabricants et l'administration pour la reprise du P.V.C. collecté par les municipalités. Les problèmes sont d'abord d'ordre industriel : une usine de régénération de 1 200 tonnes est entrée en service au Havre et une seconde est en cours de démarrage (3 600 tonnes au total). Ils sont ensuite d'ordre commercial, portant sur la collecte : cette dernière est plus difficile que celle du verre (dispersion du

produit) et moins rentable, en raison du prix peu élevé du P.V.C. vierge (ce qui pourrait changer en raison de la hausse du prix du pétrole). Des efforts sont en cours pour améliorer les collectes, mais, encore une fois, tout est fonction du prix du P.V.C.

Dans le cadre d'un retour progressif au verre consigné, le ministre de l'Industrie avait été chargé de proposer avant le 30 novembre 1977 un dispositif réglementaire imposant aux magasins et aux chaînes de distribution le recours à la consigne pour certains produits ; aux consommateurs les plus importants (collectivités, bars, cantines), l'utilisation d'emballages consignés. En raison d'oppositions multiples et de discussions sur les coûts du verre perdu et de la consigne (comparaison entre la dépense d'énergie pour la fabrication et celle pour la maintenance et le nettoyage), ces mesures n'ont pas été retenues. Des négociations sont actuellement en cours avec l'interprofession. Il est permis de penser qu'un objectif « raisonnable » de diminution du développement des emballages perdus pourra être fixé, la création de nouvelles capacités industrielles de fabrication de verre creux devant être examinée « avec prudence ».

Une tentative

Le rechapage des pneumatiques

Le secteur des pneumatiques est un de ceux dans lesquels le gaspillage de matières premières et d'énergie est le plus important. Dans les enveloppes usagées se retrouvent encore les quatre cinquièmes de la gomme naturelle ou synthétique incorporée au moment de la fabrication. Quant aux déchets — 350 000 tonnes par an —, ils s'accumulent dans des « ornières » inséparables et riches en matières premières, dont la récupération, il est vrai, pose des problèmes techniques assez ardu. Il est un secteur, en revanche, où la réutilisation est beaucoup plus facile, c'est le rechapage des pneumatiques. Peu utilisés en France (1 850 000 pneus réchapés en 1977 sur 18 850 000 pneus de remplacement, première monte non comprise, soit 10 %), le rechapage s'est largement à l'étranger (19 % en Allemagne fédérale, plus de 30 % en Italie, 20 % en Grande-Bretagne), où l'on est sensible à l'économie réalisée, près de 40 % sur une enveloppe neuve. La technique

Un échec

Le papier

Les pouvoirs publics, qui se soient le service « économies de matières premières » rattaché au ministère de l'Industrie ou l'Agence nationale pour la récupération des déchets (ANRED) dépendant du ministère de l'environnement, doivent convenir que le bilan de l'action menée en faveur du recyclage des vieux papiers et cartons se traduit par un échec, essentiellement en raison de la très mauvaise conjoncture régnant dans l'industrie papetière et du très bas niveau des prix qui freine la collecte et l'utilisation. L'objectif fixé en 1975 (recyclage de 500 000 tonnes supplémentaires par an), n'a pu être atteint qu'à hauteur de 80 000 tonnes.

La situation actuelle reste donc voisine de ce qu'elle était il y a quatre ans. L'industrie des pâtes, papiers et cartons alourdit la balance commerciale avec un solde négatif de 4 milliards de francs en moyenne. Les importations de bois ont progressivement remplacé la place aux importations de pâtes, puis maintenant de papier. Parmi les explications mises en avant figurent : le coût de production, qui a crû en France plus rapidement qu'à l'étranger ; une stagnation technologique apparue au moment même où l'endettement des entreprises ne leur permettait

plus de consacrer des moyens suffisants à la recherche ; une conception « luxueuse » du produit à fabriquer, à vendre ou à acheter, éliminant de facto, un recours massif aux ressources nationales et donnant la préférence aux matériaux importés. Ajoutons un déséquilibre du marché des pâtes de bois, avec des prix « démentiels » ne reflétant guère les coûts de fabrication, et le facteur aggravant constitué par la faiblesse du dollar monnaie de référence pour les prix mondiaux des pâtes, qui a favorisé l'entrée en France des produits étrangers. La légère remontée enregistrée récemment reste insuffisante.

Les objectifs suivants avaient été définis en 1975 et 1977 : porter à 42 % de la production la part de vieux papiers utilisés dans la papeterie, notamment en valorisant 500 000 tonnes supplémentaires de vieux papiers par an, équivalant à 400 000 tonnes de pâtes importées ; chercher les moyens de régulation de la demande (étiquetage, maintien des cours) ; étudier les techniques de désencrage et utiliser des encres faciles à éliminer. L'économie de devises correspondante devait être de l'ordre de 700 millions de francs par an. Or, à l'heure actuelle, les capacités supplémentaires de traite-

ment de vieux papiers qui ont pu être mises en place restent inférieures à 30 000 tonnes par an, notamment pour le désencrage (20 000 tonnes par an, avec un objectif de 100 000 tonnes). L'incorporation de vieux papiers dans un certain nombre d'articles et leur utilisation ont donné peu de résultats, restant l'apanage de l'administration ; ainsi, depuis le 5 janvier 1978, le Journal officiel est imprimé sur papier recyclé, ce qui représente un tonnage de 3 000 tonnes par an.

Enfin, un stock flexible expérimental a été mis en place en Alsace depuis 1978, mais la conjoncture régnant dans le marché n'a pas encore permis à l'ANRED de tirer de cette expérience tous les enseignements.

Les remèdes

Si les divers obstacles techniques en faveur d'un meilleur recyclage des papiers et cartons, notamment le désencrage, sont en voie d'être levés, trois problèmes restent alors, dans l'ordre : la régulation d'un marché de récupération très spéculatif, la valorisation des débouchés et la mobilisation de l'appareil productif papetier.

En ce qui concerne le premier point, seules des formes de stabilisation des cours ou des stocks réguliers peuvent apporter une solution. Mais rien ne permet de penser que cette solution est proche.

En ce qui concerne les débouchés commerciaux, force est de constater que, faute d'une incitation ou d'une motivation suffisante, seules les administrations s'engagent dans la voie de l'utilisation de papier recyclé : c'est le cas de l'ensemble du ministère de l'Industrie, qui couvrira à 90 % ses besoins administratifs d'ici un an, et des P.T.T., où la récupération des annuaires téléphoniques sera largement accrue, notamment par des opérations régionales de ramassage et par des modifications de fabrication facilitant le recyclage.

En ce qui concerne, enfin, la mobilisation d'un appareil productif papetier en mauvaise posture financière et peu enclin à investir, on doit convenir que les aides accordées jusqu'à présent par l'ANRED sont insuffisantes et peu efficaces. En prenant comme comparaison les aides aux économies d'énergie, on estime qu'une prime de l'ordre de 30 %, soit 150 millions de francs en cinq ans sur 400 millions à 500 millions de francs d'investissements nécessaires, était indispensable. Un tel montant ne pouvant, paraît-il, être mis en œuvre, malgré l'appel aux diverses sources de financement possibles, ni l'objectif d'investissement, ni, par conséquent, celui de la valorisation initialement fixé (500 000 tonnes/an), ne pourront être atteints. C'est l'échec.

LES MOYENS ADMINISTRATIFS

La loi du 15 juillet 1975 détermine le cadre de la politique d'économie et du recyclage de matières premières fixant, entre autres, les obligations des entreprises et des collectivités locales par l'élimination de leurs déchets, et créant l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED). Le siège est à Angers, avec un budget de 25,5 millions de francs, sous la tutelle conjointe des ministères de l'Industrie et de l'environnement. Avant d'être créée, le 23 avril 1975, une délégation aux économies de matières premières, devenue depuis un service, dirigé par M. Clamen et rattaché à la direction générale de l'énergie et des matières premières au ministère de l'Industrie. Son effectif est d'une dizaine de personnes et son budget de 44 millions de francs environ.

Un espoir

La valorisation du bois d'œuvre français

DANS le déficit commercial massif de la « filière bois », largement évoqué dans le rapport Méo-Betolaud, une part appréciable est constituée par les achats à l'étranger de bois d'œuvre pour le bâtiment et la construction, avec des importations massives de feuillus exotiques et de bois du Nord résineux (30 % de la consommation apparente). En revanche, la France exporte pour 1 milliard de francs de grumes et sciages, surtout de chêne, qui, transformés à l'étranger, nous reviennent sous forme de meubles importés.

Au-delà de ce déséquilibre et de cette contradiction, des inquiétudes se font jour pour nos approvisionnements en bois étrangers. Des augmentations importantes (30 %) viennent de se produire sur les prix des feuillus tropicaux, tandis que l'on peut redouter un plafonnement des exportations en Finlande et en Scandinavie, certains évoquant même une pénurie de bois d'œuvre, tempérée, éventuelle-

ment, par les livraisons soviétiques. C'est une raison de plus pour essayer de valoriser les bois de qualité seconde qui s'accumulent plutôt mal sur des marchés nationaux (emballage) ou en perte de vitesse (traverses, poteaux). La situation actuelle est insupportable, pour partie, à des facteurs économiques (prix élevés des feuillus nationaux) ou techniques (plus grande homogénéité des bois importés), et pour partie à l'adaptation de l'offre à la demande.

D'où l'idée de mettre en œuvre des techniques et des matériels encore peu employés, notamment en France (abattage, panneautage, bois lamellé-collé), qui permettent de mettre en œuvre des essences moins nobles, dans les petits diamètres exploités aujourd'hui. De nouveaux débouchés peuvent s'ouvrir alors dans l'industrie du meuble et celle de la maison individuelle et ossature en bois. Trois actions ont été engagées dans cette direction.

Une nécessité

Économiser les métaux « vulnérables »

Le conseil des ministres du 3 janvier 1979 a décidé de relancer et de concentrer les mesures d'économie sur les matières premières dont l'approvisionnement est le plus vulnérable, c'est-à-dire, dans un ordre croissant, le cuivre, le plomb et le zinc, le chrome, le molybdène, les métaux rares (tungstène, cobalt, platine) et, enfin, l'argent. À l'exception du tungstène, pour lequel de sérieux espoirs existent, la France importe la quasi-totalité de ces métaux, mis à part les tonnages fournis par le recyclage qui sont souvent assez importants : 28 % pour le cuivre, 30 % pour le zinc, 45 % pour le plomb. Étant donné le climat mondial d'insécurité et la hausse de prix parfois vertigineuse qui ont été enregistrés sur certains métaux, comme l'étain, et surtout l'argent, il est

devenu absolument nécessaire d'étudier et de mettre en œuvre des mesures d'économie, et des procédés de recyclage supplémentaires.

Ainsi, pour le cuivre (400 000 tonnes d'importation pour 3 milliards de francs), il est envisagé de réduire la dépendance française en matière de raffinage (90 %) en traitant les déchets pauvres, de réutiliser les déchets de câbles, de récupérer le cuivre des radiateurs automobiles et, enfin, de pousser la substitution de l'aluminium, notamment pour les câbles électriques, l'objectif étant une économie globale de 40 000 tonnes par an en 1985. Pour le plomb, il s'agit de réduire la quantité de métal incluse dans les batteries d'automobiles (100 000 tonnes par an) et, pour le zinc, de mieux recycler les déchets sidérurgiques. Pour

l'étain (11 000 tonnes par an), dont les prix sont très élevés, l'objectif est d'économiser entre 500 à 1 000 tonnes en remplaçant ce métal par le chrome dans le fer-blanc, et en recyclant ce dernier.

Enfin, le dernier et non le moindre, l'argent, dont le marché est particulièrement instable, avec des hausses de prix effrayantes. La France en consomme 850 tonnes environ, dont 220 tonnes pour la monnaie et 225 tonnes pour l'industrie photographique. Des études sont en cours pour le remplacement de ce métal par les contacteurs électriques et les disjoncteurs. Quant à l'industrie photographique, elle pousse à la récupération des sels d'argent sans avoir trouvé, jusqu'à maintenant, un substitut valable pour le bromure d'argent de Niepce et Daguerre.

TECHNIQUES COMPTABLES ET GESTION FINANCIÈRE
Stage de formation pour
DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT MAÎTRISE SUPÉRIEUR AGES DE 25 à 30 ANS
durée : 21 semaines à temps plein 7 janvier - 30 mai 1980
Rémunération suivant statut
REUNION D'INFORMATION : MERCREDI 5 DECEMBRE à 9h30
Programme et renseignements, tél. 766.51.34 poste 482
CPM - CENTRE MALESHERBES - 108 Bd Malesherbes 75017 Paris
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

SPECTA

Monde

à voir en soleil

du

LE MILLION PREMIERS VOYAGES

ODON TEATRET

LES GRANDS

YOLANDA

PHILATELISTES

RADIO-TÉLÉVISION

Destins croisés

attendre qu'entre en gare, après février 1934, le train du fascisme pour y monter. Normal : ses héros, c'était Maurras et c'était Nietzsche : son obsession, la décadence de notre grand pays, et son rêve, une Europe aristocratique et humaine. Rien d'étonnant non plus à ce que, après juin 1940, il se soit lancé à corps perdu dans la collaboration avec l'Allemagne nationale-socialiste, inondant la presse de l'occupation d'articles violemment antisémites.

On n'a guère parlé que de sa trajectoire politique, dimanche soir sur Antenne 2, et on a bien fait. Laissons la postérité décider de la place qui lui reviendra dans l'histoire de la littérature française. Et l'on a cru pouvoir atténuer la terrible responsabilité de l'intellectuel en signalant que sa première femme était juive. Et alors ? Qui n'a pas son bon juif ? Et en quoi ce détail biographique justifierait-il des options et des prises de position criminelles à l'époque ?

Destins croisés, accords parallèles entre ces deux existences, l'une longue, l'autre brève, ces deux tempéraments d'écritains attirés l'un et l'autre par le totalitarisme. Et d'abord par le communisme. Aragon y a trouvé tout de suite ce qu'il cherchait, un cadre, des troupes, une tribune où développer, dans l'intimité et le secret, le côté artiste et dominateur, d'une nature trop faible et trop lâche pour s'affirmer sans l'appui d'un pouvoir redoutable.

Il avait parlé sur la victoire d'Hitler. Il a perdu. Il s'est donné la mort. C'est chose fréquente dans les casinos. Au pistolet, lui a préféré les barbituriques et le gaz. Peu importe : le fait de mettre volontairement fin à ses jours n'atténue en rien la gravité et le poids du mauvais choix. Parce que, enfin, si les SS ne nous avaient pas quitté, lui serait toujours là.

CLAUDE SARRAUTE.

Bach par Reichenbach

Après un Schumann un peu complaisant qui s'efforçait pour trouver le ton juste et à un Schubert merveilleusement accordé, le Bach présenté samedi sur FR 3 par François Reichenbach a justifié le titre de cette série - Grâce à la musique - : plus encore que l'amour de Bach ou de Schubert, c'est l'amour de la musique qui y domine avec un sentiment de gratitude pour ce qu'elle nous apporte.

Bach, le « ruisseau », dans
quelques sources de ciel,
de cet oiseau qui nous entoure
pour « se jeter dans noire
océan » (comme l'a dit le poète
français) et de ce chant
si tristement aussi bien
cette petite litière à grosses la-
cunes qui joue une page de
musique, revu, sous l'air de
Hörschbach, de la « Piste
Casals » tenu d'au-delà de la
(Kocsis) et deux toudroyents
extravertis (ThioHer et Weis-
senberg), les amitiés passion-
nées de ce chant de l'océan
touteusement rudoyé par Louis
Martin ou les vents de la garde
républicaine plantant avec leurs
drapeaux de l'océan, les
d'un choral, trois chanteurs
noirs de Brooklyn transmutant en
Bach l'énergie même du jazz et
de la musique, les petits chanteurs
de Leipzig.

mort pour nous chanter son
 âme à travers le prélude de la
 sixième suite qu'il jouait « cha-
 que jeudi et chaque dimanche »
 et par quatre pianistes (Collard,
 Persano, Livery, Rouvier) qui
 débordent avec tant de bonheur
 dans le Concerto pour quatre
 claviers en une séquence d'un
 trio et d'un scintillement
 effréné, aussi bien que
 par Hermann Scherchen, diri-
 geant quelques mois avant sa
 mort L'art de la fugue comme
 œuvre transfigurée de son âtre
 qui avait tout, donné toute sa

Avec un excellent rythme,
 équilibrant ce kaléidoscope
 d'images contrastées par de
 longues phrases d'une seule cou-
 lée, après cette prise de vues
 qui donne le tempo et l'inten-
 sité de la musique et du confluent
 de l'effort humain et du lyrisme,
 et malgré quelques traces de
 sautillonnement de touche à touche,
 dont il tend sévèrement à se
 débarrasser, Reichenbach a sans
 aucun doute, conquis au vrai
 Bach de nouveaux cours.

JACQUES LONCHAMET

JACQUES LONCHAMPT

Lundi 26 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

18 h 30 Un, rue Sésame.
19 h C'est arrivé un jour.
Un S.O.S. (le tremblement de terre de
Gémona, en Italie).
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Fondations : les Français sont-ils généreux ?
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Les Inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Magazine : Question de temps.
La solution : la guerre ?
Les problèmes du pétrole : La prolifération
nucléaire ; Les rapports Est-Ouest ; La jaim

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h Tribune de papier : Hebdo-jeunes.
18 h Tribune libre.
19 h 15 Quinzaine de la croissance économique.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Bucky et Popito : sieste en musique.
20 h Les Jeux.
Les Shadoks.
20 h 35 Cinéma public : « Sous le signe du Taureau ».

Mardi 27 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 35 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1.
Le regard des femmes, d'R. Suggieri ; 13 h. 50.
Être à la une ; 14 h. 25, Variétés ; 14 h. 35.
Léonard de Vinci ; 15 h. 40, Mardi guide. -
16 h Retransmission, en direct de l'Assem-

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
Carroyage : A la découverte des animaux.
- 18 h 55 Tribune libre.
Quinzaine de la croissance économique.
Quelle croissance ?
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé.
Sunky et Pepito : la course aux haricots.
- 20 h
Les Jeux.
- 20 h 30 Dessin animé.
Les Shadoks.
- 20 h 35 Cinéma pour tous : « Les Conquérants »,
film américain de M. Curtis (1930), avec
S. Flynn, O. de Bastiani, A. Sheridan,
R. Cabot, P. McHugh (Redifusion).
Un film qui raconte de beaux faits d'armes
à Dodge City, ville natale du Kansas
dominée par des trafiquants et des aventuriers.
Le héros accepte le poste de shérif et ré-
tablit l'ordre.
- Western Hollywoodien ou romanesque nos-
talgique avec Errol Flynn en héros. Action
dramatique et chœurs de technicolor.
- 22 h 10 Journal.

FRANCE-CULTURE

- 7 h. 2. **Matinales.**
- 8 h. **Les chemins de la connaissance : les portes de la vie ; 8 h. 32. Dans l'atelier des signes.**
- 8 h. 50. **Le puits de granite.**
- 9 h. 7. **La matinée des autres : images de femmes maghrébines ; les livres des autres.**
- 10 h. 18. **En quart d'heure avec... Jacques Raphaël Lévy.**
- 11 h. 2. **Breflections acoustiques.**
- 12 h. 8. **S. Agora.**
- 12 h. 45. **Paranema.**
- 13 h. 30. **Libre - parcours variétés : au petit**

Les grandes reprises

AGATA (A. v.o.) : Le Ciel, 5* (337-80-28).
A CHILD IS WAITING (A. v.o.),
Achild Christmas, 5* (325-85-78).
ANNA (A. v.o.) : Le Ciel, 5* (v.o.),
Paradise, 14* (330-83-11).
ANNIE HALL (A. v.o.) : Cinoche
(330-83-11).
L'ARRÉE AUX SABOTS (M. v.o.),
Requiem, 5* (372-94-58).
LE BAL (A. v.o.) : Le Ciel, 5* (v.o.),
Cinny-Palace, 5* (354-07-70).
BEN HUR (A. v.i.), Hausmann,
17* (330-83-11).
LES CHASSES DU COMTE SAROT
(A.), Contrepartie, 5* (328-78-37).
COVERT (A. v.o.), Achild Etoile,
5* (325-72-07); Mac-Nelson, 17*
(330-24-81).
LES COMTES DE CARSTENSTY (A.),
Cinoche, 17* (330-83-11).
LE CRIME DE L'ORIENT-EXPRESS
(A. v.o.), Palace Croix-Nivert, 15*
(374-95-04).
DEROUO OUZALA (SOV. v.), Tem-
pliers, 3* (372-94-58).
241 (A. v.o.) : Le Ciel, 5* (337-80-28).
(v.i.), Hausmann, 5* (372-94-58).
LES ENFANTS DU PARADIS (F.),
Cinoche, 17* (330-83-11).
L'ENIGME DE KASPAR RAUSER
(A.), 14-Juillet-Paradise, 5*
(328-78-37).
FANTASIA (A. v.i.), Lumière, 5*
(346-46-07); Paramount-Sixes, 5*
(328-78-37).
FRANZ (F.), Palace Croix-Nivert, 15*
(374-95-04).
FRANZSEN JUNIOR (A. v.o.),
Balzac, 5* (361-10-80).
L'IMPOTANT C'EST D'AIMER
(F.), Le Palais des Arts, 3* (372-
94-58).

Yorker, 9th (770
MARY POPPING

MONY PITHON (A. J.) : SACRE GRAL.
(A. J.) : CHIRY-GROUPE. 5^e
(334-20-13).
LES NEUL (A. J.) : La Clat, 5^e
(337-90-90).
LE NOUVEAU CAETON A HOL-
LYWOOD (A. J.) : Espace-Cat, 14
(330-30-30).
LES NOUVEAUX MONSTERS (Cl.
L.) : Bardard, 7^e (783-
54-63).
ORANGE MEGACON (A. V. L.)
(A. V. L.) : Bardard, 7^e (777-57-
REPULSION (A. V. O.) : Cizny-
MAJESTÉ DES ROUCHES (A.
V. O.) : Grande-Augustine, 6^e (632-
29-13).
THE SERVANT (A. V. O.) : Studio
Lepus, 5^e (334-26-22) : Action-
TOIT CE QUE VOUS AVEZ TOU-
JOURS VOULU SAVOIR. (A.
V. O.) : Studio Saint-
Garnier, 6^e (333-10-32).
DUTY (A. V. O.) : Lucernaire, 5^e
(544-57-34).
LES VALENTINES (F. J.) : Ro-
CHAMON (A. V. O.) : Cuamonda,
5^e (770-01-01).

Les festivals

CALBRE 38 (v.o.), Olympia, 14	1
(545-87-42) : la Grande Escapade	
GRANDS CLASSIQUES DU FILM	
NOË (v.o.), Olympia, 14 (542-	1
76-07-42) : le Noël de la rue	
EXPRESSIONNISTE ALLEMAND	
(v.o.), Olympia, 14 (542-67-42) :	1
le Capitaine Spleen, le Student	
la-Cœur, 38 (326-80-25) : le Der-	2
rier des hommes.	
LAUREL ET HARDY (v.o.), Espace-	
Cartier, 38 (326-50-37) : le	
Conscrit.	
WM WENDERS (v.o.), 14-Juillet,	
Paris, 38 (326-48-00) : Au li-	
eu du temps.	
HUMPHREY BOGART (v.o.), Action	
Chambers, 38 (325-45-78) : Key	
Largo.	
LES STARS D'HOLLYWOOD (v.o.),	
Le Palais La Fayette, 38 (878-50-35) :	
Niagara.	
MARY BROWNE (v.o.), Nickel-	
odeon, 38 (325-75-07) : le Scène	2
au hasard.	
ALBERT LAMOUËUX, Palace Croix-	
de-Bois, 38 (325-75-07) : les Ma-	
nances : Crin-Blanc, le Balon	

Les séances spéciales


L'ARGENT DE LA VIEILLE (Ch.
v.o.) : Club, 9° (770-81-47).
DETROITE, DIT-ELLE (Pr.) : Action
République, 11° (805-51-33).
L'EMPIRE DES SENS (Jap. v.o.)
(*) : Saint-André-des-Arts, 6°
(33-48-18), 24 h.
LA FEMME DU GANGE (Fr.) : Le
Seine, 5° (325-35-95), 14 h.
HARCO (It. v.o.) :
Luxembourg, 6° (833-97-77), 12 h.,
24 h.

LES FILMS NOUVEAUX

[illegible]


BIENTÔT !

PIERRE MONDY
MICHELINE PRESLE
SYLVIE COSTE



**DEMONS
DE MIDI**

un film de
CHRISTIAN PAURELHE



مَكْرَاهَاتُ الْأَهْلِ

مركز من الامم

OFFRES D'EMPLOI		Le m/m		Le	
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11	DEMANDES D'EMPLOI	20,00	35,28
IMMOBILIER	35,00	41,16	IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	35,00	41,16	AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	35,00	41,16	AGENDA	23,00	27,05
PROF. COMM. CAPITAUX	85,00	111,72			

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)



emplois internationaux

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES Bruxelles

organise un concours en vue de la constitution d'une réserve de recrutement d'

Administrateurs

(Fonctions de conception, d'étude ou de contrôle)

- Études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme (ou expérience professionnelle d'un niveau équivalent), de préférence dans un des domaines suivants : sciences économiques, juridiques, politiques ou sociales.
- Trois ans au moins d'activité professionnelle.
- Être né après le 31 décembre 1943.
- Être ressortissant d'un des États membres des Communautés européennes.

Traitement mensuel net 71.300 FB; le cas échéant, indemnité de dépaysement (16 % du traitement de base) et allocations de foyer, familiales, etc.

Pour le texte de l'avis de concours ainsi que le formulaire d'acte de candidature obligatoire écrire au moyen d'une carte postale avant le 20 décembre 1979 au: Service du Personnel, Secrétariat Général du Conseil, rue de la Loi 170, B-1048 Bruxelles (Belgique).

Il ne sera pas donné suite aux demandes postées après cette date.

chef de production

AFRIQUE NOIRE

Groupe International de Boissons recherche pour l'Afrique francophone, Ingénieur ENSIA ou équivalent, âgé d'au moins 35 ans.

Votre expérience dans la fonction production vous a permis de maîtriser les problèmes de fabrication et de conditionnement. Vous souhaitez élargir votre champ d'expérience. Nous vous offrons de prendre la responsabilité complète au plan technique d'une unité de 350 personnes environ.

Vous aurez à coordonner l'action des différents services en vue d'obtenir la production prévue en respectant les normes de qualité, de prix de revient et les rendements matières et machines. Le développement rapide de notre marché assure à des candidats de valeur des possibilités intéressantes.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 8955-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, rue d'Hauteville - 75010 - PARIS

Outillage, visserie, boulonnerie

A la sortie de l'école supérieure de commerce, vous êtes entré dans ce secteur d'activité, celui de la distribution des matériels et fournitures utilisés par les industriels et les artisans dans leurs ateliers. Il vous semble aujourd'hui, après cinq à six ans dans ce métier, en avoir fait le tour. Outillage FACOM, Peugeot-AEG, petite mécanique Bernard Moteurs, etc... n'ont plus de secret pour vous et vous éprouvez le besoin de vous renouveler.

Exercer vos talents de vendeur dans un autre secteur serait une possibilité mais ce n'est pas celle que nous vous proposons. Avec nous, c'est votre environnement qui changera, car c'est à Lagos, au Nigeria, sur un marché en plein développement mais où la concurrence est forte, que nous vous confierons la responsabilité de développer notre ligne de produits outillage-quincaille.

Les conditions de vie à Lagos, grâce à la solide implantation qu'y a notre groupe depuis un demi-siècle, ne seront pas aussi difficiles que ce que vous imaginez. Et de nombreux avantages en matière, logement, voiture, etc... ainsi qu'une rémunération très intéressante vous permettront d'épargner en France. Si vous le désirez, évidemment.

Les consultants du cabinet de recrutement SIRCA connaissent bien le Nigeria. Ils étudieront votre adéquation à ce poste avec soin et vous renseigneront vous et votre épouse. Écrivez leur très rapidement sous référence 791 299 M.

Sirca 11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

MEMBRE DES INTC

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

Commercialisant dans ses filiales françaises et africaines des biens d'équipement et de consommation destinés à la recherche technique

NIGERIA (Lagos + 8 Agences)
MATÉRIELS INDUSTRIELS, OUTILLAGE, POMPES, GROUPES ÉLECTROGÈNES...

FUTUR DIRECTEUR GÉNÉRAL

destiné à prendre rapidement la responsabilité totale de la filiale. Ce collaborateur devra notamment exercer à un niveau élevé des responsabilités d'organisation et de gestion. Il devra animer l'action commerciale, superviser les chefs de succursales et les « product managers ».

Il aura, dès le départ, en charge le mouvement marchandises (appro. - stock - ventes).

Expérience Afrique Noire indispensable dans pays anglophones souhaités.

35 ANS MINIMUM - BILINGUE ANGLAIS - RESIDENCE LAGOS.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. sous n° 84.37.

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75016 PARIS

ateliers centraux énergie

La filiale nigérienne d'un Groupe minier français cherche à recruter un ingénieur diplômé d'une grande école (ECP, AM, ENSI, ...) pour prendre la direction des infrastructures techniques nécessaires à l'activité de la Compagnie. Il s'agit d'une part, des différents ateliers travaillant à la demande des unités de production et de la ville, soit : entretien électrique et électromécanique, chaudronnerie et caoutchoucage, machines outillage, et d'autre part, de la production et distribution d'eau et d'électricité (centrale diesel de 12.500 KW). Une expérience confirmée de la maintenance dans l'industrie lourde est donc nécessaire. Non seulement cette importante situation est assortie des meilleures garanties sociales et avantages liés à l'expatriation mais elle offre une réelle chance de promotion avec possibilité ultérieure de reconversion au sein du Groupe en France. Écrire avec curriculum vitae explicite sous référence CK/ACE à

CETACEP

30 AVENUE AMIRAL LEMONNIER - 78160 MARLY LE ROI

INGENIEUR EN PROCÉDES COULAGE D'ALUMINIUM MONTREAL

UN DEFI D'ENVERGURE INTERNATIONALE

Ce poste est à pourvoir à l'intérieur du service du génie d'une entreprise multinationale canadienne, dont le siège est situé à MONTREAL.

Vous êtes ingénieur diplômé (e) d'une grande école : Mines, ENSAM, ESF, ISMCM, ... ou l'équivalent, vous pratiquez l'anglais, vous avez acquis une connaissance et une expérience approfondies des techniques de coulage et de maintenance des métaux en qualité d'ingénieur en procédés, ingénieur industriel ou directeur d'usine.

Nous vous offrons un poste d'ingénieur en procédés chargé de fournir des services de génie au procédé utilisés dans la fonte, le coulage et la manipulation des lingots, à l'intérieur de la division, à un groupe de sociétés et à des clients de ces sociétés à travers le monde.

Il est prévu une rémunération attractive et des perspectives d'évolution de carrière intéressantes.

Les personnes intéressées envoient lettre manuscrite et C.V. à CLA Recrutement, sous réf. 8955-M, 3, av. Percier 75008 Paris, qui transmettra.



INSTITUT PANAFRICAIN pour le développement

recrute son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le poste : Direction générale de l'Association et coordination des activités de cinq instituts régionaux (Doudou, Buis, Ouagadougou, Kaboul).

Résidence en Afrique.

L'Homme : Nationalité africaine. Âge 40/50 ans. Bilingue français, anglais. Forte personnalité. Formation universitaire confirmée au terrain en Afrique.

Excellent administrateur. Sans participation. Connaissance approfondie du développement rural (formation, recherche) et des relations internationales.

Les candidatures sont à adresser avec dossier complet (curriculum vitae, références, photo, publications, etc.) au Président de l'Institut Panafricain pour le Développement, 3, rue Varambè, 1211 GENÈVE 20 (Suisse).

Pour AFRIQUE NOIRE

INGÉNIEUR

Electromécanicien - 577-90-90

Particulier cherche

CAPITAINE

pour l'achat de 500 pieds, croisière Méditerranée, îles, GRÈCE, Italie et moteur, peut être accompagné par cuisinier.

Env. C.V., photo et prix au Docteur SALOMON, route de Bietry, 03300 CULOZ.

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES

296-15-01

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

emplois régionaux



Société de DISTRIBUTION située en NORMANDIE pour animer et superviser l'ensemble des rayons nouveautés de ses supermarchés, recherche :

UN (E) RESPONSABLE NOUVEAUTÉS

Cette personne participe avec les chefs de rayons à la définition et à la réalisation des objectifs.

- Élaboration des assortiments permanents et saisonniers. Fixation du prix de vente.
- Suivi des ventes et mise en place des actions promotionnelles.
- Suivi et contrôle des stocks.
- Assure la liaison avec la Centrale d'achats, les fournisseurs et les points de vente.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à : PERCEVAL Ch. M 30, 16, rue d'Athènes, 75008 PARIS qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ENGINEERING

recherche

UN INGÉNIEUR SYSTÈME

pour développer sur mini-ordinateur et array processor des applications traitement de données.

2 à 3 années d'expérience requises, en particulier sur systèmes HP 1000.

Lieu de travail : MARSEILLE.

Envoyer lettre et C.V. à n° 34.508 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

implantée en Moselle recherche

DESSINATEURS-PROJETEURS QUALIFIÉS

Connaissance langue allemande indispensable, ayant séjourné quelques années en R.F.A. avant prise de poste à responsabilité, dans une entreprise installée en France.

Adresser C.V. + photo et prétentions à : PERCEVAL Ch. M 30, 16, rue d'Athènes, 75008 PARIS qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ LYONNAISE

(fabrication grande série petit appareillage) recherche

JEUNE INGÉNIEUR

A.M. - CENTRALE

ayant si possible quelques années d'expérience industrielle, intéressé par problèmes d'études, de méthodes, de production.

Envoyer C.V. et prétentions sous n° 34.777, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

ENGINEERING RECHERCHE

SITE ENGINEERS ET SUPERVISEURS

TRAVAUX OFFSHORE

Toutes spécialités : électricité, mécanique, soudure, instruments.

Ingénieurs, Techniciens, Dessinateurs, COST AND QUANTITY CONTROLLERS pour Constructeurs plates-formes, GOLFE PERSIQUE.

Adresser curr. vitae et prétentions à n° 38.778, 35, rue de l'Armée, 75008 PARIS, qui transmettra.

J.R.P.

SOCIÉTÉ RECHERCHE GÉOLOGUES

SUPERVISEURS DE FORAGE

Algérie, Angola, Gabon, Congo, etc.

Envoyer C.V. et prétentions à A.T.J., 2, rue Lord Byron - 75008 PARIS.

Algérie, Angola, Gabon, Congo, etc.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.A.
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	59,98
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITALUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	La ligne	La ligne T.A.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SOCIETE INDUSTRIELLE
SECTEUR AUTOMOBILE - C.A. 100 MF
située région Rhône-Alpes
recherche
pour faire face à son développement permanent
UN JEUNE INGENIEUR ELECTRO-MECANICIEN
si possible 2 ans d'expérience, pour un poste de
correspondance technique au sein de la société.
Ce poste comprend des fonctions d'acheteur, de
surveillance de fabrications et de technico-com-
mercial. Anglais parlé nécessaire.
Envoyer curriculum vitae détaillé et présentations
sous n° 1055, « le monde » Publi-
s, rue des Italiens - 75227 PARIS CEDEX 06.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
implantée en Moselle
recherche
DIRECTEUR DES ACHATS
Aux ordres du Président du Directeur et en
liaison avec tous les Chefs de Département, pour
assurer la responsabilité complète du département
Achats.
— A ce titre, dirige :
• Le département des Achats (10 personnes).
• Le service d'analyses permanent des ma-
chets des matières premières.
• L'établissement des contrats de fournitures.
— Profil du candidat :
• Connaissances : techniques et commerciales,
avec pratique dans une branche analogue
depuis plusieurs années.
• Expérience : rompu aux négociations.
• Langues étrangères : au moins Allemand
parlé et écrit.
Adresser curriculum vitae, photo et présentations, à :
PERCEVAL (réf. M 19), 18, rue d'Athènes,
75009 PARIS, qui transmettra.

ECP, MINES... DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

JALLATTE S.A., 1.300 personnes
devenue leader sur le marché international, cherche à pourvoir un
poste de très haut niveau.

Il sera responsable de la Direction Industrielle des Sociétés et des
Divisions du Groupe.
Il coordonnera et fera progresser méthodiquement l'automatisation des
procédés de fabrication.

Son objectif primordial restera l'amélioration de la productivité au
sens large du terme, par la rationalisation des procédés, l'adaptation
des produits, l'intégration des matériels nouveaux.

Il devra acquiescer une parfaite connaissance de notre technologie très
évolutive, en étroite collaboration avec les services R et D, Commercial,
Fabrication et Contrôle de Gestion.

Il devra faire la preuve qu'il est capable d'évoluer vers la Direction
Générale à terme de 2 à 3 ans.

Allemand souhaité.

Nous demandons un curriculum vitae manuscrit, détaillé chronologique-
ment, une photo.

Adresser les documents à :

Jallatte
à l'attention du Président
Boite Postale N° 5
30170 SAINT-HIPPOLYTE-DU-FORT

INGENIEUR chargé de l'analyse de la valeur des produits

Burroughs recherche pour son centre d'études
et de production de Villers-Écalles (près de
Rouen) un ingénieur qui sera responsable
de l'analyse de la valeur des produits existants
et futurs (gamme modulaire de terminaux
d'ordinateur).

Dépendant du Directeur d'Industrialisation
il animera une équipe de 3 personnes.

Une formation d'ingénieur (électronicien de
préférence) confirmée par une expérience
réussie dans un poste d'études ou de méthodes
(2 ans minimum) est souhaitée.

Une formation complémentaire en gestion
(type IAE) serait un atout supplémentaire.
La pratique courante de l'anglais est nécessaire.

Pour faire acte de candidature envoyer lettre,
C.V., photo et prêt de salaire sous réf. 739
à l'attention de Mme B. Lahon
S.A. BURROUGHS
B.P. 5 - 76360 BARENTIN

Burroughs

ingénieur études génie chimique

Une Société d'extraction et de traitement de minerai d'uranium faisant partie d'un groupe impor-
tant, recherche pour son unité de production située au Nord de la HAUTE VIENNE, un ingé-
nieur d'études. En liaison fonctionnelle avec les Responsables fabrication, entretien, laboratoire
et directement rattaché au Chef de l'usine, il sera dans un premier temps plus particulièrement
chargé de l'assistance dans les études d'agrandissement de l'usine qui doit permettre le doublement
de la capacité de production actuelle. Ultérieurement, il vivra les problèmes de production pour
être en mesure de concevoir et d'étudier les modifications des installations devant permettre
d'améliorer les performances de l'usine et de participer à d'autres projets liés à la
politique de développement et de diversification de la Société. Ce poste nouvellement créé, impli-
quant d'avoir une formation supérieure en génie chimique, de posséder une expérience profes-
sionnelle en études de procédés, schémas d'installation, mise en route, ... d'un minimum 3 ans acquise
par exemple dans une société d'engineering et si possible en chimie minérale. Il conviendrait à un
jeune ingénieur cherchant à s'épanouir dans le cadre d'une structure peu rigide et dans un envi-
ronnement éloigné des concentrations urbaines et industrielles.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous référence 68-M aux Conseils du Département
Recrutement d'EUREQUIP chargés d'examiner les candidatures.

EUREQUIP
DÉPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92420 Fautecroix.
PARIS LONDRES HOUSTON LAUSANNE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE

recherche pour son
ACTIVITE INSTALLATION ET MAINTENANCE

UN RESPONSABLE COMMERCIAL

PROFIL :

- Agé d'au moins 35 ans, il devra :
- disposer d'une très solide expérience en Electronique Professionnelle
(si possible en Télécommunications et Automatismes),
- posséder un excellent tissu relationnel dans les grandes administrations
civiles et militaires,
- connaître parfaitement les procédures des Marchés Publics.

MISSION :

- animer une équipe de 6 Ingénieurs (Projets et Commercial),
- doubler en 3 ans le C.A. actuel, tout en améliorant très nettement la
rentabilité de son secteur.

Lieu de travail : ORLEANS. Déplacements de courte durée.

Discretion assurée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous No 34574,
CONTESSÉ PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS cedex 01 q.tr.

directeur de production

REGION ANGERS

130.000 +

Entreprise (500 personnes) spécialisée dans la fabrication et la commer-
cialisation de produits en aluminium, alliage de zinc, plastique, destinés
au bâtiment (second œuvre) recherche un DIRECTEUR DE PRODUCTION.

Dépendant du PDG, il aura sous sa responsabilité : • l'ensemble des ateliers de fabri-
cation, • les fonctions Planning et Entretien.

Il assurera cette mission de direction, contrôle et coordination en liaison avec les
autres départements de l'entreprise, notamment la Direction Commerciale, les Ser-
vices Méthodes et Recherches, Achats et Informatique.

Ce poste, qui exige des connaissances assez polyvalentes (mécanique, automatisme,
fondries, ...) conviendrait à un candidat de formation GRANDE ECOLE D'INGENIEUR
ayant déjà exercé des responsabilités similaires et souhaitant évoluer profes-
sionnellement.

Adresser votre dossier de candidature sous référence 5230-M à

ouest recrutement

La Tette au Jau - B.P. 2291 - 49022 Angers Cedex.

Votre dossier ne sera transmis à notre client qu'avec votre accord. Les entretiens
pourront avoir lieu à PARIS.

UNION CHAMPAGNE MALT

Un des plus importants producteurs et exportateurs de malt en France
(96.000 tonnes dont 80 % à l'exportation) crée à REIMS le poste de :

Responsable Exportation

Sous la supervision du Directeur Général, il sera chargé de :

- préparer les plans d'action à l'exportation dans le monde entier ;
- établir les prévisions et les budgets annuels de ventes, analyser et contrôler
les écarts ;
- suivre les règlements communautaires et les cours du marché monétaire in-
ternational ;
- assurer les relations avec les agents et les brasseurs étrangers ;
- contrôler la logistique commerciale ;
- analyser les prix de revient en relation avec la concurrence.

Le candidat souhaité (25 ans environ) a une formation supérieure et une ex-
périence de quelques années de l'exportation dans une P.M.E., si possible de
produits agro-alimentaires. La connaissance de l'Anglais est indispensable et
celle de l'Espagnol souhaitée. Ses capacités d'animation et de négociation
sont aussi importantes que ses compétences de gestion financière.

Perspectives certaines d'évolution. La formation technique sera assurée à
l'Ecole de Brasserie de Nancy et à l'usine de Viully-François.

Veuillez écrire sous référence 024 M en précisant le salaire actuel à notre
conseil Richard Bénatouil, GROUPE BBC, 37 bd Sébastopol, 75001 Paris.

Discretion totale et réponse rapide assurées.

LYON

NOUS REPRÉSENTONS UN RÉSEAU FINANCIER
RÉGIONAL
(45 MILLIARDS DE DÉPÔTS)

Nous recherchons :

UN CONSEILLER DE GESTION

SA MISSION :
conseiller et assister dans leur gestion les directions
(60 établissements dans 12 départements).

SON PROFIL :
— H.E.C., E.S.S.E.C. ou équivalent niveau expe-
rience comptable ;
— 30 ans minimum ; expérience professionnelle :
3 ans.
100.000 F/an et plus suivant expérience profession-
nelle.

Adresser C.V., photo et présentations sous réf. 102 à :
URCBS - B.P. 14 - 69692 LYON CEDEX 3.

Chef de personnel Normandie

Il s'agit d'une société française de rang international spécialisée dans le
petit matériel électromécanique de haute technicité.

La Direction recherche pour son établissement (330 personnes
important pourcentage féminin) situé dans l'Orne, le Chef du Service
du Personnel.

C'est un homme de terrain qui sait prendre en charge tous les aspects
de la fonction.

Il devra justifier d'une expérience d'encadrement en ateliers avant
d'avoir accès à la fonction "Personnel".

SEFOP remercie les responsables de personnel intéressés de lui adres-
ser leur dossier sous référence PN 1130 M.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 Paris.

MEMBRE DES SYNTES

UN ÉTABLISSEMENT FINANCIER

recherche

SON DIRECTEUR DES RELATIONS SOCIALES

NORD

150.000 +

Dépendant directement du Directeur Général de cet établissement
en forte expansion (700 personnes), il sera chargé d'étudier,
de proposer et de mettre en œuvre toutes dispositions susceptibles
d'améliorer et de dynamiser les activités humaines et sociales.
Il jouera un rôle de conseil ou d'intervention auprès des différents
services.

Responsable du recrutement et de la politique de rémunération,
il gèrera en plus le budget (très important) de formation. Le candi-
dat retenu témoignera d'une expérience réussie dans une fonction
semblable : il connaîtra parfaitement la législation sociale.
Ce poste évoluera vers un homme (ou à une femme) apte
aux relations humaines et à la négociation.

Ecrire sous référence 105, à A.L. CONSEIL 24, rue Murillo,
qui garantira discrétion et réponse.

75008 PARIS.

AL conseil

مكتبة الأمل

	Le Monde	Le Monde T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITALUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m cl.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,33
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ENTREPRISE MIROITERIE INDUSTRIELLE

fabrication de miroirs, recrutement pour son développement de TOURS

AGENT TECHNICO-COMMERCIAL

- Administration et gestion des commandes, réception des demandes des clients, études des devis, remise de prix, lancement des approvisionnements, coordination avec la fabrication, respect des délais, information technique de la clientèle.
- Formation commerciale IUT, gestion de la distribution, 2 ans d'expérience en entreprises dans fonctions similaires. Anglais souhaité, notions d'allemand. Poste évolutif. Résidence région de Tours.

Adresser C.V. détaillé et photo si possible no 84.653, PUBLICITE ROGER BLEY 101, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Futur PDG des Chantiers Amel, à La Rochelle.

Dans la construction de voiliers de grande croisière, AMEL, a su prendre une place originale et solide : au niveau du choix des produits haut de gamme centré pour les modèles SHARK, MARAMU, MANGO : au niveau de la mise en place d'une grande rigueur dans la qualité de construction, dans les délais de livraison, dans le suivi d'une garantie assurée dans le monde entier, au niveau d'un score remarquable à l'export.

Le siège et l'unité de production (en tout 115 personnes) situés à La Rochelle se caractérisent par une ambiance humaine exceptionnelle.

Henri Amel, architecte naval, créateur et dirigeant de l'entreprise souhaite, à 67 ans, réduire ses activités et se consacrer uniquement à sa passion, la création de nouveaux bateaux. Convaincu de plus avec les professionnels qui l'entourent depuis plusieurs années que le développement des chantiers Amel l'exige, il a décidé de coopter un cadre de haut niveau susceptible de prendre à court terme les fonctions de PDG.

Les missions essentielles de ce dirigeant seront dans un premier temps de prendre progressivement en charge l'administration, la gestion, la commercialisation, les relations clientèles et la publicité avec le concours d'Henri Amel et de ses collaborateurs.

L'homme que nous recherchons, environ 38 ans, aimant et pratiquant la navigation à voile de croisière, pourra prouver sa réussite dans les fonctions évoquées dans une entreprise à taille humaine caractérisée par la qualité de ses produits et de son service.

Son expérience dans un management humain, ses qualités de contact, son esprit d'équipe, sa maîtrise de l'anglais et de l'allemand seront des éléments déterminants du choix.

Le poste est à pourvoir à La Rochelle, des déplacements en France et à l'étranger à prévoir.

Jean Masson vous remercie de lui adresser vos dossiers de candidature ss réf. B.2650, 1 rue de Berti 75008 Paris.



Bernard Julhiat
Psycom

Membre de Syntec

INGENIEUR

Diplômé d'une grande école agé d'au moins 35 ans

Il aura une expérience industrielle axée sur l'organisation et la production.

Il sera placé en position.

d'ADJOINT à un

DIRECTEUR de DIVISION

et se verra confier des responsabilités variées dans le but de la préparer à une évolution future au sein du groupe.

Le poste est situé en province région Centre-Bourgogne.

Ecrire avec C.V. à no 35117 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75004 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



AGRO, AGRI, SUP DE CO...

Choisissez votre terrain : la Bretagne, la Région Centre et Bourgogne ou le Sud-Ouest. Votre formation, votre jeunesse, une expérience commerciale d'au moins trois ans en milieu agricole, vous rendent rapidement opérationnels auprès de notre Distribution. Il s'agit notamment d'animer et d'accompagner un réseau de concessionnaires sur une partie de la région, de vendre et faire vendre autant des idées et des programmes d'élevage que nos produits : des aliments pour tous animaux. Ce métier exige une forte personnalité, ouverte à l'innovation et au dialogue en milieu rural pour vous permettre de vous forger un bel avenir professionnel au sein d'une multinationale à dimension humaine. Rémunération motivante liée à vos résultats. Position cadre. Formation permanente aux techniques d'élevage, d'alimentation, de gestion commerciale. Bretagne référence : 7996 - Région Centre et Bourgogne référence : 7998 - Sud-Ouest référence : 7997. Adresser vos CV détaillés, photo et rémunération actuelle en précisant la référence du secteur qui vous intéresse à

Selecom
225 Faubourg Saint Honoré - 75008 PARIS.

SEMS

Société Européenne de Mini-Informatique et Systèmes

Filiale THOMSON CSF

recherche dans le cadre de son expansion

Ingénieur Commercial

Confirmé

Formation Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou Ecoles Supérieures de Commerce (option informatique). Il sera chargé de la commercialisation des systèmes de mini-informatique MITRA et SOLAR sur les marchés : scientifiques, de la gestion, de la télé-informatique et des Réseaux.

Lieu de Travail : TOURS.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à S.E.M.S. Service du Personnel 36/38 rue de la Princesse - 78430 LOUVECIENNES.



ROWNTREE MACKINTOSH

Groupe International de Chocolaterie - Confiserie (Nuts, Lion, Quality Street, Smarties, Kit Kat, After Eight, Chocoréve, Larwin, Mienier)

recherche pour faire face au développement de ses activités industrielles :

chef services techniques

DIJON

Il devra participer à l'implantation de nouvelles lignes de fabrication (investissements de plus de 75 MF), assurer la maintenance de l'ensemble des installations, animer et diriger une équipe, gérer un budget important.

Le poste conviendrait à un Ingénieur AM, IDN, ENSM, etc., de 35 ans environ, ayant une expérience similaire de plusieurs années (secteur alimentaire ou pharmaceutique notamment), s'exprimant facilement en anglais.

Adresser CV, photo et prétentions à A. Abrivard - ROWNTREE MACKINTOSH SA NOISIEL 77422 Marne-La-Vallée Cedex 2.

IMPORTANT GROUPE PAPIETIER

recherche pour

DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS

NÉGOCIATEUR BOIS

HAUT NIVEAU

Chargé des liaisons en FRANCE et à l'ÉTRANGER entre exploitants forestiers, organismes collecteurs, transporteurs et usines utilisatrices en vue :

- assurer le développement des approvisionnements ;
- obtenir une meilleure compréhension réciproque des exigences quantitatives et qualitatives ;
- participer à l'élaboration de la politique et à la répartition des approvisionnements ;
- impulser les meilleures modalités de transport ;
- assurer la coordination du contrôle de la réception et participer à la solution des litiges.

Ce poste exige une bonne connaissance du bois et l'aptitude à comprendre les exigences techniques papiéres. Il sera confié à un homme de terrain expérimenté, de grandes qualités professionnelles et morales, animateur et négociateur à tous les niveaux.

Résidence : grande ville universitaire. Anglais indispensable.

Adresser curr. vitae détaillé et prétentions avec lettre détaillée à n° 35.803, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES DE CHERBOURG

recherche des Ingénieurs sous Contrat pour :

POSTE 1

Ingénieur d'Etudes au Bureau d'Etudes (Groupe Electricité-Electronique) chargé, sous l'autorité d'un ingénieur responsable d'études comprenant principalement :

- projets d'emménagement de matériel électronique à bord de sous-marins ;
- projets de définition du câblage et des boîtes de jonction ;
- alimentation électrique des matériels ;
- spécification de certains matériels.

PROFIL RECHERCHÉ :

4 à 5 années de formation après baccalauréat avec diplôme d'Ingénieur Electricité-Electronique générale complétée si possible par une expérience en milieu industriel dans un poste similaire. Age indifférent.

POSTE 2

Chef du groupe « Matériels sous-marins » du Centre d'Etudes chargé d'étudier les matériels mécaniques, électro-mécaniques, hydrauliques et pneumatiques utilisés à bord des sous-marins. Direction et maîtrise du niveau technique de huit techniciens et 15 ouvriers.

PROFIL RECHERCHÉ :

- Ingénieur dans les domaines mécanique ou électro-mécanique ;

- Expérience professionnelle indispensable dans un domaine voisin ;
- Age environ 30 ans souhaitable.

Pour chacun de ces deux postes, suivant curriculum vitae et expérience professionnelle, il est proposé une rémunération mensuelle nette de l'ordre de 6.800 à 6.300 F.

Ecr. en envoyant curriculum vitae et une photo à :

DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES - Boîte Postale n° 10 50115 CHERBOURG NAVAL.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

Filiale d'un important groupe international recherche, pour établissement situé à 100 km à l'OUEST DE PARIS,

PHARMACIEN

pour diriger

SERVICE DE PRODUCTION

Ses responsabilités seront notamment de :

- maintenir le niveau de qualité des fabrications ;
- optimiser les coûts de fabrication ;
- animer l'équipe en place et développer l'intérêt du travail.

Ce poste nécessite :

- de réelles capacités à travailler en équipe ;
- une formation en pharmacie industrielle ;
- si possible complétée d'une bonne connaissance de secteur stérile.

Adresser CV, photo et lettre manuscrite à J.M. PELTZER CLE 128 51, rue de Miromesnil 75008 PARIS

CLE 128
conseil et formation

GRENOBLE ORGANISME DE RECHERCHE

recruterait

UN TECHNICIEN EN INFORMATIQUE

Formation IUT appropriée 2 ans d'exp. souhaitable en programmation scientifique (Fortran et Assemblage) et en programmation d'ordinateurs (PDP-11 et PDP-10).

Adr. C.V. détaillé et photo à n° 35045 CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-16.

LABORATOIRE C.N.R.S. STRASBOURG

dispose d'un poste de recherche en pharmacologie et en physiologie pour un ingénieur-chercheur en pharmacologie et en physiologie.

Ecr. : M. Strazielle, C.N.R.S., 67083 STRASBOURG CEDEX ou tél. au (03) 61-19-49, p. 230.

Si vous êtes CONCEPTEUR-REDACTEUR

avec quelques années d'expérience en Agence. Nous serions heureux de vous rencontrer.

Implantée au cœur de la France-Comté, notre agence A.A.C.P. travaille au vert, au calme et avec passion.

Si cette perspective vous tente, écrivez à Serge BASTIEN, 9, rue du Capitaine Lemaire, B.P. 1093, 25007 BESANCON Cedex.

Le Centre de Recherches Pharmaceutiques SEARLE

Recherche et Développement situé à Sophia-Antipolis (Alpes-Maritimes) recherche pour son Unité de Toxicologie Animale UN TECHNICIEN SUPERVISEUR (H. F.).

De formation scientifique de base Bac + 2 ou équival. Ce technicien supérieur, grâce à sa très bonne connaissance et pratique des techniques d'expérimentation, toxicologiques, et à son esprit d'organisation, coordonnera et (éventuellement) dirigera une équipe de plusieurs techniciens.

Adr. lettre manuscrite, C.V., photo, retourne à SEARLE, réf. 29, B.P. 22, 06500 Valbonne.

MARCHAND DE BIENS

(Logistique) recherche pour son bureau du Plan et de l'Urbanisme un/une architecte (très qualifié) qui devra assurer lui-même la bonne marche des ateliers, de la recherche à leur réalisation.

Déplacements et déplacements importants.

Parlons-nous et nous serons heureux de vous rencontrer.

Envoyer impérativement C.V. détaillé, photo et prétentions (sans réf. I.P.) à :

SIP 11, rue d'Alsace, 75002 Paris

Le Centre de Recherches Pharmaceutiques SEARLE

Recherche et Développement situé à Sophia-Antipolis (Alpes-Maritimes) recherche pour son Unité de Toxicologie Animale UN TECHNICIEN SUPERVISEUR (H. F.).

De formation scientifique de base : Niveau bac + 2 avec une expérience des méthodes d'expérimentation de toxicologie.

- Soit (pour les 2 autres) une expérience des techniques similaires leur permettant d'appréhender rapidement celles de toxicologie.

Adr. lettre manuscrite, photo (retournée), C.V. et souhaits à SEARLE, réf. 29, B.P. 22, 06500 VALBONNE.

BORDEAUX & TOULOUSE

importante S.S.C.I. recherche

INGÉNIEURS ANALYSTES PROGRAMMEURS

connaissance CICS - TDS impérativement. Adresser C.V. détaillé et photo à :

2370, à INTER P.A. S.P.A. 92004 Paris Cedex 02 qui transmettra.

UNE IMPORTANTE PME DU SUD-OUEST

recherche le

RESPONSABLE

de son unité de production

à DAX

Dans le cadre de la nouvelle orientation de cette unité, prévue au niveau de la politique générale du groupe, il devra :

- prévoir et organiser les moyens nécessaires au nouvel essor de cette filiale ;
- gérer de façon autonome une unité (20 personnes actuellement) sur les plans technique, administratif et commercial.

Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur, type A. et M. ou un autodidacte ayant une dizaine d'années d'expérience à un poste similaire.

La rémunération de départ ne sera pas inférieure à 88.000 F.

Adresser C.V. sous référence 20-22 S à :

GERCO 281, Route d'Espagne 31076 Toulouse Cedex

Conseil d'entreprises

Importante Banque Régionale de l'Est

cherche

RESPONSABLE DE L'ACTIVITÉ

TITRES ET PLACEMENTS

Une parfaite connaissance de la Bourse, des titres et des placements est indispensable.

Le poste à pourvoir est rattaché directement au Directeur Commercial.

Les fonctions sont tant celles d'un animateur que d'un concepteur.

Ecrire avec curr. vitae détaillé sous le n° 34.920 à CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-16, qui transmettra.

offres d'emploi offres d'emploi

LA CONFEDERATION NATIONALE DU

Crédit Mutuel

recherche

Inspecteurs de Banque

Diplômés de l'Enseignement Supérieur avec une expérience professionnelle de 3 ans minimum, pour effectuer des missions de contrôle et d'audit.

Une préférence sera donnée aux candidats ayant une expérience bancaire, de cabinets d'audit ou d'expertise comptable.

De fréquents déplacements seront à prévoir.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions (sous référence 112 RHU) à Confédération Nationale du Crédit Mutuel Direction des Relations Humaines 29 Avenue Mac Mahon 75017 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE EN ÉLECTRONIQUE

recrute pour son Centre d'Etudes situé à 30 mn du Centre de Paris par RER

ingénieur informaticien

de gestion d'affaires et d'approvisionnements

Première expérience souhaitée. Larges possibilités d'évolution pour candidat dynamique.

Transport assuré par cars gratuits - Restaurant d'entreprise -

Adresser C.V. détaillé et prétentions sous No. 34721 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75004 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Diriger la Gestion d'une grande division Industrielle

Intercontinental Atlantique

Diriger et Développer votre Production Fromagère

la grande entreprise fromagère de la région Centre-Bourgogne recherche un cadre expérimenté pour diriger et développer la production de fromages à pâte molle et à pâte dure.

Adjoint au Directeur de Production

Méthodes

VOTRE CARRIÈRE AU FUTUR

la carrière, c'est une aventure. Elle commence par une formation rigoureuse et se poursuit par une expérience professionnelle.

JEUNES DIPLOMÉS

GRANDES ÉCOLES D'INGÉNIEURS

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Confédération Nationale du Crédit Mutuel

UN GRAND DE L'INFORMATIQUE

50 millions de pièces par an

Sirca

Service Informatique de Recherche et de Calcul

OFFRES D'EMPLOI	La semaine	La semaine T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	61,00	58,98
IMMOBILIER	12,00	14,11
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENCE	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAL	85,00	111,72

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSÉES	La semaine	T.E.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENCE	23,00	27,05

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Diriger la Gestion d'une grande division industrielle Littoral Atlantique

180/240.000 Fan

Nous sommes un important groupe industriel français. Notre principale branche est en très forte expansion. Elle réalise un chiffre d'affaires de 3 milliards de Ffr en comptant 3 grandes divisions dont une comprend 2800 personnes et se situe dans l'Ouest, sur le LITTORAL ATLANTIQUE. Nous recherchons pour cette division, l'homme qui nous recherchons sur la charge de la fonction ADMINISTRATION GESTION. Il assurera 200 PERSONNES couvrant : la comptabilité, le contrôle de gestion, l'information, les achats et l'administration commerciale. Nous souhaitons rencontrer une forte personnalité de formation supérieure, d'au moins 35 ans, disposant d'une solide expérience professionnelle et d'INDISPUTABLES QUALITÉS DE MENEUR D'HOMMES. La connaissance des problèmes de gestion posés par des PRODUCTIONS A LONG CYCLE est très souhaitée. Envoyez votre CV sous référence M 746 P52 aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

Diriger notre Division Grand Public Peintures et Revêtements

200/250.000 Fan

Vous avez environ 35 ans, une formation supérieure (HEC - ESSEC - ESC...) et une solide expérience de l'ANIMATION DES VENTES ET DU MARKETING acquise dans le domaine des produits destinés au grand public (grande consommation - bricolage - etc...). Vous occupez déjà des responsabilités non négligeables et négociez avec succès tant avec la grande distribution que le commerce de détail traditionnel. Vous souhaitez maintenant vous réaliser pleinement à la tête d'une activité autonome. Notre groupe (CA 400 MF) vous propose de prendre la direction de sa division grand public, de développer considérablement un chiffre d'affaires proche de 15 MF, d'assurer une cinquantaine de personnes et de coordonner l'action commerciale de sociétés filiales régionales de distribution. A votre salaire de base viendra s'ajouter un intéressement à la progression et aux résultats de la division. Envoyez votre CV sous référence M 762 CD aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

Diriger et Développer notre Production Fromagère

130/150.000 Fan

Nos usines couvrent déjà toute la gamme des produits laitiers et de leurs dérivés. Le secteur Fromagère est le plus important de notre groupe. Il est en pleine évolution sur le plan technique et commercial. Actuellement il nous tient à cœur de le développer encore plus et de le diversifier particulièrement dans le secteur PATES MOELLES. Technicien éprouvé, de niveau ingénieur, vous avez plusieurs années d'expérience fromagère et vous avez fait le passage de votre capacité à assurer d'importantes responsabilités : vous pouvez donc être notre CHEF DE BRANCHE FROMAGÈRE. Votre mission : coordonner et organiser la production de plusieurs usines. Votre Siège Social sera de vous par la suite un Patron de division. Envoyez votre CV sous référence M 763 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

Jeune Directeur Marketing

130/150.000 Fan

Groupe de 5000 personnes en pleine expansion, nous sommes convaincus du fort potentiel de développement de l'une de nos filiales. Nous recherchons donc son Directeur du Marketing. Sous l'autorité du Directeur Général, il aura la charge de définir et de mettre en œuvre une stratégie Marketing et une politique de distribution par revendeurs indépendants ou franchisés, puis de faire appliquer cette politique (définition des moyens, élaboration et suivi des budgets publicitaires, organisation de la distribution, formation des revendeurs...). Le candidat idéal a plus de 28 ans, une formation supérieure, une bonne connaissance de l'Anglais et une expérience de 3 à 5 ans acquise dans un service Marketing comme CHEF DE PRODUIT, soit dans le secteur de la grande consommation (alimentaire ou autre), soit dans un secteur où la distribution est assurée par le canal de revendeurs. Envoyez votre CV sous référence M 758 CD aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

Adjoint au Directeur de Production Méthodes

100/130.000 Fan

Leader français dans notre domaine (800 personnes - ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE, PERI-INFORMATIQUE), notre croissance est exceptionnelle et pour y faire face nous souhaitons rencontrer le futur patron de notre service méthodes. Discret et rattaché au Directeur Industriel, il assurera : — l'étude et la conception de matériels — la réalisation d'outillages — la conception de postes de travail — le lancement de moyennes séries. C'est un ingénieur d'au moins 30 ans, électronicien ou mécanicien de formation et dont l'expérience a été acquise dans un service méthodes dans une INDUSTRIE DE MOYENNE SÉRIE. Ce poste est à pourvoir en Basse-Normandie. Envoyez votre CV sous référence M 759 RS aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

D'abord, Informatiser notre Gestion de Production...

120/140.000 Fan

Importante entreprise d'ÉLECTRONIQUE, notre taux de progression annuelle est considérable. Il nous amène à mettre en place un système informatisé de gestion de production. Pour prendre en charge cette opération et ses suites nous souhaitons rencontrer un ingénieur de plus de 30 ans familiarisé avec les questions posées par la mise en place et l'entretien d'un tel système. D'abord rattaché au Directeur Industriel comme CHEF DE PROJET, sa réussite dans ce poste, situé en Basse-Normandie, nous permettra de lui confier la tâche de l'ensemble des traitements informatiques de l'entreprise. Envoyez votre CV sous référence M 760 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

VOTRE CARRIÈRE AU FUTUR

Spontanément, vous êtes attiré par la vente, mais une carrière commerciale réussie ne se fait pas n'importe où.

CONTROL DATA — 50.000 personnes dans 35 pays — 2,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires vous offre la garantie d'une expansion durable et solide : plus de 40 % d'augmentation des bénéfices en 1978 et une gamme de produits et de services diversifiés et prestigieux qui comprend les systèmes les plus puissants au monde.

CONTROL DATA vous fait aujourd'hui une proposition concrète.

JEUNES DIPLÔMÉS GRANDES ÉCOLES D'INGÉNIEURS

nous avons conçu pour vous un programme complet de formation rémunérée de plusieurs mois vous permettant de vous familiariser avec l'entreprise et ses gammes de produits et de développer vos connaissances techniques et commerciales pour devenir

INGÉNIEUR COMMERCIAL du département Grands Systèmes.

Si vous êtes disponible avant janvier 1980, proposez votre CV à M. GARY Service Recrutement CONTROL DATA 195, rue de Bercy, 75012 Paris.



UN GRAND DE L'INFORMATIQUE

350 millions de pièces par an

Spécialisée dans le montage de petites pièces notre usine est équipée de machines d'assemblage à haute cadence. Nous sous-traitons les séries qui ne font que cinq millions de pièces par an!!

Pas ordinaire ce type de production ! Pour pouvoir tenir honorablement un poste de chef de ligne responsable d'un atelier il faut que vous ayez déjà une dizaine d'années de production de grande série sur des machines automatiques. Quand nous disons "responsable" cela veut dire la prise en charge d'une unité de fabrication avec son ordonnancement - planning, ses magasins et stocks, ses relations avec les services commerciaux. Le personnel en majorité féminin, déjà bien entraîné à l'auto-contrôle, attend de vous encore des meilleures conditions de travail, un enrichissement des tâches, un élargissement de ses responsabilités. Autrement dit il faut que vous ayez vous-même bien dépassé votre formation initiale d'ingénieur mécanicien pour améliorer la productivité, puisque notre marché est porteur et qu'à terme vous devez progresser...

Vous êtes tenté ? Un poste pareil en région parisienne, dans une proche banlieue agréable ! Adressez sous la référence 794 307 M aux conseils en recrutement SIRCA un CV qui fasse bien apparaître vos domaines de compétences par rapport au poste succinctement décrit.

SIRCA
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

RECHERCHE DE SYNTÈSE

TITN

Société d'ingénierie INFORMATIQUE réalise autour de minicalculateurs (MITRA, SOLAR, PDP, SEL, etc.) et de microprocesseurs (MOTOROLA 6800, INTEL 8080...) des systèmes dans les domaines :

- gestion transactionnelle et SGBD
- télécommunications et réseaux
- systèmes temps réels (commande de processus, acquisition rapide...)

T. I. T. N. intervient tant en LOGICIEL qu'en MATÉRIEL spécifique.

Nous recherchons pour notre siège parisien (MORANGIS) et nos agences (AIX-EN-PROVENCE, GRENOBLE) :

Réf. SOR (MORANGIS - AIX - GRENOBLE) :

ingénieurs logiciel débutants

option INFORMATIQUE ou confirmés (ECP, ESE, IMAG, ENSEETH...).

analystes (IUT, maîtrise)

Réf. HED (MORANGIS et AIX) :

ingénieurs électroniciens expérimentés

(électronique numérique, microprocesseurs et périphériques d'ordinateurs, asservissements).

agents techniques électroniciens

Réf. HARMONIE (MORANGIS) :

ingénieurs système

(expérience grands systèmes IBM appréciée) pour renforcer l'équipe de mesures de performances sur réseaux de CALCULATEURS.

Réf. MAINTENANCE (MORANGIS et AIX) :

inspecteurs de maintenance

niveau IM2-IM4, compétences souhaitées en électronique numérique, microprocesseurs et périphériques d'ordinateurs. Envoyez CV, photo et prétentions à T. I. T. N. 5 rue Gustave Eiffel à 91420 MORANGIS en précisant la référence et l'agence souhaitée (MORANGIS, AIX, GRENOBLE).

EXPERT COMPTABLE recherche

CHEF DE MISSION

Expérience confirmée dans cabinet structuré pour travailler sur dossiers de toute importance (G. & C. et E.C.).

Connaissance de l'ANGLAIS indispensable.

Env. curricula vitae et prétentions à James Hamman, 20, avenue de Villiers - 75017 PARIS.

PHILIPS data systems

CENTRE TECHNIQUE ET INDUSTRIEL

Formez aux Russes (92)

dans le cadre du renforcement et de l'expansion de ses équipes de développement, qualification et contrôle de logiciel système pour mini-ordinateurs recherche :

INGÉNIEURS CONFIRMÉS (Réf. M1)

2 à 5 ans d'expérience professionnelle dans l'un des domaines suivants :
- Compilateurs et langages de programmation,
- Moniteurs temps réel,
- pour s'intégrer à l'équipe de développement correspondante.
Formation "Grande École" - option informatique - ou Doctorat 3ème cycle. Pratique de l'anglais exigée.

INGÉNIEURS DÉBUTANTS (Réf. M2)

pour maintenance et développement de logiciel système. Formation "Grande École" - option informatique - ou Doctorat 3ème cycle. Pratique de l'anglais exigée.

ANALYSTE - PROGRAMMEUR (Réf. M3)

pour maintenance et développement de logiciel système. Formation IUT Informatique et quelques années d'expérience ou Institut de programmation - Pratique de l'anglais souhaitée.

INGÉNIEURS DÉBUTANTS (Réf. M4)

pour renforcer les équipes de qualification et de contrôle du logiciel système. Formation "Grande École" - option informatique. Pratique de l'anglais exigée.

Envoyez C.V. manuscrit avec photo et prétentions à :

CAP SOGETI LOGICIEL

5, rue Louis Lejeune - 92128 MONTROUX CEDEX

qui est chargé du recrutement

CMC SYSTEMES D'INFORMATIQUE REPARTIE

Notre société entre dans sa 10ème année. Son expansion est constante et elle entend progresser encore.
• Vous êtes titulaire d'un diplôme DUT, IMAG ou de compétence équivalente.
• Vous débutez ou bénéficiez d'une expérience professionnelle
• Vous avez une bonne connaissance de l'anglais.
Nous vous offrons un poste d'avenir :

Ingénieur Technico Commercial

Orienté tout d'abord dans la Formation, vous aurez ensuite de réelles possibilités d'évolution au sein de l'Entreprise grâce à la technique que vous aurez acquise.

Envoyez C.V. photo et prétentions à CMC FORMATION

7, rue des Chantiers 78000 VERSAILLES - Tél. 953.83.40

محکمات الامم

مركزنا من الأمل

	La ligne	La ligne 1/2
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,18
AUTOMOBILES	35,00	41,18
AGENDA	35,00	41,18
PROF. COMM. CAPITAUX	98,00	111,72

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne 1/2
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Filiale du Groupe THOMSON, leader européen dans sa spécialité - 350 millions de C.A. - 1 400 personnes - conception et réalisation de systèmes sophistiqués impliquant tout particulièrement Electronique et Informatique.

Création de Postes

Développant notre Service LOGICIEL, nous recherchons deux informaticiens :

Ingénieur analyste

Position II ou III

Diplômé grande école, ayant réalisé, au cours d'une expérience industrielle d'au moins 4 années, des systèmes temps réel importants à base de mini-ordinateurs. Réf. 71526/M

Ingénieur analyste

Position II

Universitaire ou diplômé d'une école supérieure d'électronique et d'électricité, ayant une expérience d'au moins 2 ans en informatique temps réel sur mini, ou micro-ordinateurs ; une bonne pratique des langages assembleurs et des systèmes d'exploitation sera exigée. Réf. 71527/M

Pour ces deux postes la connaissance des logiciels de base de la gamme MITHRA sera appréciée. Des déplacements de courte durée, en France et à l'étranger rendent souhaitable la connaissance de l'anglais.

séle
CEGOS

Lieu de travail très proche banlieue parisienne Nord.
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous réf. choisie, à R. VERDET, Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.
Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

Ingénieur électronicien

Grande Ecole type E.S.E.

Responsable de projets - Position II

Rattaché au responsable du Service Etudes Electroniques, il pilotera l'activité d'une petite équipe de techniciens pluridisciplinaires - 6 personnes - et assurera la mise en place de méthodes de travail adaptées ; il sera en contact avec nos différents services et nos clients.

Ce poste très actif s'adresse à un ingénieur électronicien, 28 ans minimum, ayant déjà eu des responsabilités dans la conception de projets impliquant électronique, informatique, mécanique.
Des connaissances en électronique analogique, micro-processeurs, traitement du signal, automatisme, sont appréciées. Bonnes notions d'anglais nécessaires. Réf. 71528/M

Ingénieur électronicien débutant

Grande Ecole type E.S.E.

Après formation, il sera rapidement associé à la conception et à la réalisation d'une ligne nouvelle de matériels. Cette activité implique imagination, rigueur et capacité de contacts. Les options « automatique » et « conduite de processus industriels » sont très appréciées. Réf. 71529/M



HISPANO-SUIZA

recherche pour son

SERVICE INFORMATIQUE

UN INGENIEUR

Grande Ecole (Centrale Sup. Aéro, Supélec...) ayant si possible 1 à 2 ans d'expérience en informatique de Gestion, pour participer en temps que Chef de Projet à la mise en place d'un nouveau système de Gestion de Production.

Bonnes capacités d'encadrement et de relations nécessaires.
Possibilités d'évolution importante à l'intérieur du groupe à moyen terme.

Adresser lettre avec C.V. et photo aux Relations du travail :
HISPANO-SUIZA
333, Bureau de la Colline
92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

Laboratoire régional des Ponts et Chaussées
recherche

UN INFORMATICIEN

Débutant ou courte expérience

Formation I.U.T. pour analyse et programmation en FORTRAN et COBOL sur système MITHRA.
Ecrire avec C.V. se présenter ou téléphoner pour rendez-vous : 12, rue Tolmerie-de-Bert, 75155 TRAFALGAR Cedex. Tél. 060-08-27.

PARKER PEN FRANCE

recherche

Analyste-Programmeur

Formation : ECOLE D'INGENIEURS

SCIENTIFIQUE ou COMMERCIALE

Maîtrise d'Université (MAGE)
Débutant ou 1 an d'expérience
Connaissance COBOL et base de données apprises.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo et prêt à :
PARKER PEN FRANCE, service du personnel,
96, boulevard Richard-Lenoir, 75011 PARIS.

BANQUE PRIVEE
A PARIS
recherche

ATTACHE DE DIRECTION

ou

SECRETAIRE GENERAL

Profil : Diplôme universitaire ou équivalent.
Formation comptable, juridique et administrative, expérience d'analyste financier acquise dans un établissement bancaire de référence.
Mission : Assister le Directeur Général.

Adresser C.V. manuscrite, photo et prétentions à n° 7076, « Le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, Paris 8^e.

MANPOWER CADRES

recherche

Electronicien

DUT ou BTS électronique à 3 ans d'expérience
Préparateur 3 usinage

estimation temps, calcul des coûts et relation

sous-traitance.

Envoyer C.V. à Madame SENECHAL

95, rue La Fayette - 75010 PARIS

Laboratoires

HUMAN-PHARM

H-PH

Nous sommes un laboratoire pharmaceutique jeune et performant (progression annuelle + 50%) qui poursuit son expansion et renforce ses structures par les recrutements suivants :

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER 130 000 F
Il est responsable de la comptabilité (budget - bilan - suivi mensuel, etc.), des aspects juridiques et fiscaux ; nous lui demandons au minimum le DECS (niveau expertise souhaité) et quelques années d'expérience acquise dans un cabinet d'expertise-comptable. Réf. 91143 M

DIRECTEUR MEDICAL 150 000 F
Nous voyons à ce poste un jeune médecin motivé par l'action marketing ayant, si possible, une première expérience de l'industrie pharmaceutique.
En étroite collaboration avec la recherche il sera chargé de la mise en œuvre et du suivi des expérimentations cliniques dans le cadre des protocoles officiels (connaissance des statistiques médicales souhaitée). Il devra enfin participer à la rédaction de l'information dans l'esprit non commercial nécessaire à la promotion de spécialités "Grand Public". Réf. 91142 M

CHEF DE PRODUITS 100 000 F
Quelques années d'expérience du lancement de produits et une formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce ou Pharmacie) constituent des critères essentiels de notre choix.
Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence choisie (à mentionner sur l'enveloppe) à Monique NERVET.
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

MEMBRE DU SYNTHEC

THERMIQUE INDUSTRIELLE
GENIE CLIMATIQUE ORGANISME

recherche

POUR PARIS

INGENIEUR

GRANDE ECOLE

spécialité utilisation rationnelle énergie connaissant milieu industriel pour poste

DIRECTEUR DE FORMATION

— intéressé par marketing des formations à prévoir ;

— analyse des besoins des entreprises ;

— conception des programmes, dynamique, imagination, esprit d'équipe.

Adresser C.V., photo, prétentions à D. GEOS,

22, avenue de Saxe - 75007 PARIS.

UNE SOCIETE D'ENGINEERING

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

recherche un

Directeur des Ventes

Au sein d'une équipe commerciale expérimentée, il sera chargé d'identifier des projets pétroliers et pétrochimiques, d'entretenir des relations avec les responsables industriels, et de négocier des contrats importants.

Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, possèdera soit une formation commerciale supérieure (qui devra alors être complétée par une formation technique), soit une formation d'ingénieur (et devra alors posséder en plus des talents de négociateur). Il aura une expérience de quelques années dans la vente de biens d'équipement. Il saura couramment l'Anglais.

La résidence habituelle est à Paris. De nombreux voyages sont à prévoir.

Adresser lettre et CV détaillé sous référence 9825 à L.T.P.

31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02 - qui transmettra

telesystemes

Importante Société de Services en Téléinformatique
recherche dans le cadre du développement de son service « EURODIAL » de temps partagé

INGENIEUR

D'APPLICATIONS

Formation Grande Ecole ou Universitaire

Il sera le responsable de la cellule « Econométrie et Gestion commerciales ».

Avec l'équipe qu'il supervisera, il sera investi des missions suivantes :

— assurer le soutien technique en avant et après-vente

— réaliser et sous-traiter des applications pour mesures

— effectuer la promotion de ses produits

— rechercher et implémenter de nouveaux logiciels et des bases de données économiques.

Il devra posséder quelques années d'expérience en informatique, des connaissances en statistiques, le goût des contacts humains, affilé à une solide technique.

Une formation complémentaire en économie sera appréciée.

Si vous êtes comme nous, intéressé par ce secteur de pointe

envoyez C.V. et prétentions à :

TELESYSTEMES, Monsieur LIFERT

10, rue de Verdun - 92100 BOULOGNE

La Compagnie Générale de Radiologie

recherche pour son Département « MEDECINE NUCLEAIRE » instrumentation médicale

2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

a) 1 ingénieur de projet b) 1 ingénieur d'étude

— expérience minimale de 3 à 5 ans dans le domaine de l'instrumentation

— bonnes connaissances en :
— physique
— électronique analogique rapide
— électronique numérique

— bon esprit de synthèse pour prendre en charge un projet à partir des spécifications fournies jusqu'à la réalisation du dossier de fabrication et de la pré-série

— anglais technique indispensable

Postes à pourvoir à BUC (78) - avantages sociaux - cars de transport - aide possible au logement.

Nous vous remercions d'adresser votre CV détaillé avec photo et prétentions à CGR Service du Personnel BP 50 - 75755 Paris Cedex 15.

Nous vous assurons d'une réponse rapide et de notre discrétion

IMPORTANTE SOCIETE Banlieue Sud Ouest de Paris

recherche pour son département APPLICATIONS TEMPS REEL

Ingénieurs d'Applications

Fonction :

— Etablir les spécifications d'objectifs de définition et de réalisation de logiciels d'applications temps réel mettant en œuvre les techniques :

— de redondance, partage de charge, calculs scientifiques, gestion de télétransmission, interfaces homme/machine, interfaces calculateurs/périphérie.

— Suivre la réalisation de ces logiciels et préparer les jeux d'essai permettant de faire les intégrations et recette d'aptitude.

Formation :

— Grandes Ecoles ou Universités (option informatique).

Expérience :

— 4 à 8 ans, connaissance du système d'exploitation MMT2/MITRA 125 appréciée.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae sous réf. AP/1AP à

L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02

qui transmettra

bâtir

Constructeur de villages

de maisons individuelles, implanté

de longue date en région parisienne,

crée un nouveau poste de

Attaché foncier

pour son agence de Saint-Quentin-

en-Yvelines.

Le candidat retenu, jeune, métho-

dique et méticuleux, sait rechercher,

identifier et négocier le "bon terrain"

dont il propose l'achat à la décision

de la Direction.

Il devra justifier d'une expérience

réussie, de quelques années dans

la fonction, faire preuve d'initiative

comme d'esprit d'entreprise et se

montrer très disponible.

Adresser lettre manuscrite précisant

dernière rémunération annuelle et

curriculum vitae détaillé à : Agence

BATIR - Immeuble International -

2, rue Stephenson - 78181 SAINT-

QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX.

Ne pas téléphoner ni se présenter.

Réponse assurée.

autres d'emploi

J'AI BESOIN

recherche pour son

SERVICE INFORMATIQUE

UN INGENIEUR

Grande Ecole (Centrale Sup. Aéro, Supélec...) ayant si possible 1 à 2 ans d'expérience en informatique de Gestion, pour participer en temps que Chef de Projet à la mise en place d'un nouveau système de Gestion de Production.

Bonnes capacités d'encadrement et de relations nécessaires.

Possibilités d'évolution importante à l'intérieur du groupe à moyen terme.

Adresser lettre avec C.V. et photo aux Relations du travail :

HISPANO-SUIZA

333, Bureau de la Colline

92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

Laboratoire régional des Ponts et Chaussées

UN INFORMATICIEN

Débutant ou courte expérience

Formation I.U.T. pour analyse et programmation en FORTRAN et COBOL sur système MITHRA.

Ecrire avec C.V. se présenter ou téléphoner pour rendez-vous : 12, rue Tolmerie-de-Bert, 75155 TRAFALGAR Cedex. Tél. 060-08-27.

CHEF SERVICE DEVS

recherche

Formation : ECOLE D'INGENIEURS

SCIENTIFIQUE ou COMMERCIALE

Maîtrise d'Université (MAGE)

Débutant ou 1 an d'expérience

Connaissance COBOL et base de données apprises.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo et prêt à :

PARKER PEN FRANCE, service du personnel,

96, boulevard Richard-Lenoir, 75011 PARIS.

MANPOWER CADRES

recherche

Electronicien

DUT ou BTS électronique à 3 ans d'expérience

Préparateur 3 usinage

estimation temps, calcul des coûts et relation

sous-traitance.

Envoyer C.V. à Madame SENECHAL

95, rue La Fayette - 75010 PARIS

Laboratoires

HUMAN-PHARM

H-PH

Nous sommes un laboratoire pharmaceutique jeune et performant (progression annuelle + 50%) qui poursuit son expansion et renforce ses structures par les recrutements suivants :

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER 130 000 F

Il est responsable de la comptabilité (budget - bilan - suivi mensuel, etc.), des aspects juridiques et fiscaux ; nous lui demandons au minimum le DECS (niveau expertise souhaité) et quelques années d'expérience acquise dans un cabinet d'expertise-comptable. Réf. 91143 M

DIRECTEUR MEDICAL 150 000 F

Nous voyons à ce poste un jeune médecin motivé par l'action marketing ayant, si possible, une première expérience de l'industrie pharmaceutique.

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La semaine	La semaine T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	50,98
IMMOBILIER	12,00	14,11
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	50,00	71,72

ANNONCES ENCAISSEES	La semaine	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

J'AI BESOIN

d'un fondeur, souriant, professionnel de la vente. Cette personne, ayant déjà fait ses preuves comme ingénieur ou électromécanicien, aspire maintenant à un poste de direction d'une petite équipe. Elle n'aura pas peur de travailler sans supervision pour accomplir des objectifs exigeants au sein de la filiale jeune, sympathique et en pleine expansion d'une société américaine importante. La pratique de la langue anglaise est nécessaire pour s'intégrer à notre équipe européenne. Ecrivez-moi, sur une seule page, pourquoi vous êtes la personne que je cherche. John TINSLEY, Directeur Général, Société ALLEN BRADLEY, 51, rue Jules-Ferry - 93170 Bagnolet.

directeur commercial

250/300000

Une jeune société de Produits de Consommation - Filiale d'un Groupe Pharmaceutique et Chimique français - à très fort taux de croissance ayant récemment introduit avec succès des MARQUES nationales à travers le circuit "FOOD" et leader sur son marché, recherche son DIRECTEUR COMMERCIAL. En étroite collaboration avec le DIRECTEUR GENERAL, il participera à l'élaboration des stratégies VENTES & MARKETING, poursuivra la mise en place des structures commerciales permettant de soutenir un développement rapide, et assurera personnellement les relations clientèles à très haut niveau. Ce poste conviendrait à un homme d'expérience ayant développé sa carrière dans le domaine des Biens de Consommation. Il aura une formation supérieure de type HEC et parlera si possible allemand et anglais. Les dossiers de candidatures - sous réf. 1834 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 PARIS.

PARIS TRES IMPORTANT GROUPE TEXTILE recherche UN DIRECTEUR

Pour un grand magasin de détail
• Age minimum 30 ans.
• Formation secondaire.
• Expérience textile de 5 années minimum exigée. Il sera responsable d'un groupe de 100 personnes et devra assurer direction et animation commerciales. Il sera également chargé de l'approvisionnement du magasin avec le concours de ses collaborateurs et de la Direction Générale. Salaire annuel de début : 120.000 F. Adresser lettre man., C.V. très complet et photo à : CAMPBELL - N° 485, B.P. 57, 75224 Paris Cedex 17.

LEADER DU CHAUFFAGE ELECTRIQUE INDUSTRIEL

Si vous avez :
- une formation ingénieur en électromécanique.
- une expérience de plusieurs années des problèmes techniques, commerciaux et administratifs posés par la définition et le calcul des devis.

Nous vous proposons après une période de formation le poste de

CHEF SERVICE DEVIS

Adjoint du Directeur Commercial, vous aurez à orienter et à contrôler les devis et les plans établis par une équipe de 8 technico-commerciaux sédentaires. Poste évolutif.

Adresser C.V. manuscrit détaillé photo et prétentions à : Direction du Personnel VULCANIC, 48, rue Louis Ampère, ZI Les Chanoux, 93330 NEUILLY-SUR-MARNE.

VULCANIC

Transmissions de données

Notre client, leader dans la gestion des réseaux de transmission de données (tech-control / network management), offre plusieurs positions à haute responsabilité dans son groupe de Marketing et Ventes afin de satisfaire sa forte croissance. Les positions, basées à Paris, couvrent l'Europe de l'Ouest, de l'Est, le Moyen-Orient et l'Afrique. Des connaissances techniques et une expérience des transmissions de données sont nécessaires (expérience précédente en Marketing-Ventes serait un avantage). La couverture internationale exige un Anglais parfait (la connaissance d'autres langues serait un atout). Les salaires sont très attractifs et les positions sont de réelles opportunités pour des personnes ambitieuses et capables, d'un âge minimum de 30 ans, qui souhaitent avoir une carrière évoluant à la même rapidité que notre expansion.

Directeur du marketing-systèmes

Vous serez responsable de nos équipements standards de brassage et de commutation et des systèmes clés en main de gestion de réseaux. Vous connaîtrez le marché et les concurrents. Vous serez à même de définir vos objectifs et les stratégies que vous développerez. Vous aurez une autorité totale et les moyens afin d'atteindre vos prévisions et de maximiser notre marge. (Réf. 186).

Ingénieur technico-commercial

Votre expérience en transmission de données (internationales, un avantage), ajoutée à un fort désir d'obtenir des résultats vous permettra rapidement de prendre la direction de territoires. A l'heure actuelle, nous vous offrons une position d'ingénieur technico-commercial sur des produits d'une technologie avancée, pour négocier des contrats à haut niveau. Vous assurerez simultanément le support Marketing-Ventes de nos disques/bouteurs et de nos clients. L'environnement est très stimulant, dû à une croissance exponentielle du marché. (Réf. 187).

Envoyer curriculum vitae, lettre manuscrite, photo et salaire actuel en rappelant la référence du poste qui vous intéresse aux consultants de EKA.

EKA
158, avenue de Suffren 75015 Paris.

DEUX JEUNES INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE

L'anglais courant est indispensable. Les postes impliquent des contacts humains à tous les niveaux hiérarchiques de l'industrie et des déplacements en France et pays limitrophes pour environ 40 % du temps.

Si vous êtes intéressés par une carrière dans l'ingénierie de prévention des sinistres industriels, écrivez en joignant un curriculum vitae à : M. COURTIER, FACTORY MUTUAL INTERNATIONAL, 8, avenue Charles-de-Gaulle, 78150 Le Chesnay - France.

SKF Acier, filiale de SKF Steel, commercialise des ACIERS SPECIAUX en France et crée le poste de Responsable Logistique 100 000 +

Ses missions : mener les négociations d'achat en milieu international, gérer le stock et le dépôt, faire et facturer. La Société souhaite confier ce poste à un homme ayant au moins 5 ans d'expérience dans cette fonction, connaissant bien le transit international et pratiquant l'Anglais. Merci d'adresser C.V., photo et salaire actuel à : CINOREN 104, rue Lafayette 75010 PARIS, sous N°9101.

cinoren

CHIMIE DE SPECIALITES

INGENIEUR DES VENTES

Un des premiers groupes industriels mondiaux implanté solidement sur le marché national a pris la décision d'accroître encore sa présence dans le domaine des spécialités chimiques à forte technologie. Cet ingénieur des Ventes a l'entière responsabilité de son chiffre d'affaires sur le marché national. Il est également responsable de son profit. Les produits qu'il commercialise sont nombreux et variés. Il entretient donc des relations avec une clientèle industrielle très diversifiée.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur chimiste diplômé. Il justifie d'une expérience professionnelle de 5 ans minimum dans la vente en milieu industriel de spécialités chimiques élaborées. Il maîtrise parfaitement la langue anglaise.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 420 X, à

5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

egor

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
recherche

RESPONSABLE DES APPROVISIONNEMENTS

Le candidat devra posséder une bonne formation de base et justifier d'une expérience minimale de 5 ans dans un poste similaire, dans l'industrie pharmaceutique de préférence.

Il sera un gestionnaire d'approvisionnement rigoureux et organisé : une bonne maîtrise de l'outil informatique et des connaissances en ordonnancement seront appréciées.

Il devra savoir négocier sur des spécifications précises les différents marchés qui lui seront confiés et pouvoir en faire respecter les termes par son autorité et sa compétence auprès des fournisseurs.

Adresser prétentions, curriculum vitae et photo à : LABORATOIRE INNOVATERRA, Direction Générale, 10, av. Paul-Vaillant-Couturier, 94117 Arneuil Cedex.

MICRO INFORMATIQUE

INGENIEUR COMMERCIAL

Cette société d'informatique, filiale d'un important groupe bancaire, a des activités multiples dans le service et le conseil, mais possède également un département qui distribue sous licence une gamme de MICRO ORDINATEURS.

Ce département souhaite s'adjoindre un nouveau collaborateur capable de prendre en charge de façon autonome la commercialisation des « produits » auprès des utilisateurs, grands comptes ou clients « échelons » par applications spécifiques.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la vente, système, hardware, mini, ou périphérique, sensibilisé et intéressé par le développement de la MICRO INFORMATIQUE.

La notoriété du groupe, les conditions offertes et les perspectives du département sont de nature à intéresser un professionnel compétent.

Merci d'adresser sous réf. M 6359 A, C.V. complet, à F. Sanchez, qui étudiera confidentiellement votre candidature.

5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

egor

ENERGIES NOUVELLES

INGENIEUR THERMICIEN

Cette jeune filiale de 2 puissants groupes mondiaux a pour but d'étudier, de fabriquer et de commercialiser des matériels et des systèmes utilisant les énergies nouvelles.

Elle propose un poste d'ingénieur, futur chef de groupe, chargé de développer et également de commercialiser les systèmes faisant plus particulièrement intervenir la Thermique, auprès des clientèles françaises et étrangères.

Ce poste offre une très belle opportunité de carrière à un ingénieur thermicien ayant acquis une expérience riche dans sa spécialité (4-10 ans) et désirant participer pleinement au démarrage d'une activité nouvelle. La connaissance de l'anglais est impérative, celle d'une autre langue appréciée.

Lieu de travail : proche banlieue Ouest. Nombreux déplacements.

Merci d'adresser C.V., photo et salaire actuel, sous réf. M 5308 C, à Henri Philippe

5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

egor

roussel uclaf recherche pour sa Division AGRO-VETERINAIRE INGENIEUR AGRO

Directement rattaché au Directeur du Développement, il sera chargé de l'assistance dans la fonction Développement agro-vétérinaire allant de la recherche à la mise sur le marché dans le domaine de la santé végétale. Le candidat, doté dans ce domaine des connaissances indispensables, doit posséder une expérience d'animation et de coordination avec des notions de planification et de gestion qui s'accorderont avec des connaissances générales de marketing et d'économie.

Basé à Paris, ce poste est à envisager à l'échelon International. La pratique de l'anglais est donc indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 7902/N à A.M.P., 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra).

CONSEILLER DE GESTION

Organisme financier, leader sur le marché national, gérant plusieurs milliers de portefeuilles-titres en utilisant des techniques de pointe, recherche des personnalités affirmées, 28 ans minimum, en vue de conseiller une clientèle existante de particuliers, pour la gestion de ses capitaux.

Etudes supérieures (commerciales ou économiques) ou formation équivalente. Ce poste requiert une bonne connaissance des TECHNIQUES BOURSIERES et des VALEURS MOBILIERES, afin d'être opérationnel immédiatement. Une expérience de 2 à 3 ans d'analyse financière sera très appréciée.

Gout de rendre le service, goût du contact et capacité à travailler en équipe.

La société est en très fort développement et attend des candidats désireux de s'intégrer à cette évolution.

Postes à pourvoir à Paris et dans le Nord (Lille, Roubaix, Tourcoing).

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 5756, à MEDIA SYSTEM, 104, rue Réaumur 75002 Paris.

Mentionner le cas échéant, le nom des sociétés auxquelles votre offre ne doit pas être transmise.

مكزا من الاصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	59,98
IMMOBILIER	35,00	41,18
AUTOMOBILES	35,00	41,18
AGENDA	35,00	41,18
PROF. COMM. CAPITAUX	85,00	111,72

ANNONCES CLASSEES

ARRONCES ENCADEES	La ligne	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



Devenez Officier Mécanicien Navigant

Vous avez un niveau général au moins équivalent à un B.T.S. ou D.U.T. Génie Mécanique ou Electrique.

Vous parlez couramment anglais. Vous êtes âgé de moins de 28 ans. Vous êtes sportif, en bonne santé et savez nager.

AIR FRANCE organise 2 CONCOURS en FEVRIER et en SEPTEMBRE 1980

Ils permettent d'accéder (après un stage rémunéré) à la carrière d'OFFICIER MECANICIEN NAVIGANT (salaire annuel après intégration : 137 000 F/an, barème novembre 1979).

Pour plus de renseignements, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) à :

AIR FRANCE

Centre d'Instruction de VILGENIS
Recrutement
du Personnel Navigant Technique
91300 MASSY
Tél. : 930.22.05 - Postes 757.01 et 757.09

AIR FRANCE



un analyste

Nous sommes la filiale du grand biscuitier de la CEE. Notre informatique, bientôt équipée d'un IBM 4341/DOS-VSE, se lance dans la décentralisation et gère du siège (92 RUEIL) notre unité de production comme nos quinze dépôts régionaux dans une philosophie DB/DC; c'est l'œuvre d'une petite équipe soudée. Venez la rejoindre en commençant par décentraliser notre système de facturation sur les dépôts. Vous avez une formation universitaire, MIAO par exemple, une expérience de 3-4 ans de la conception et de la réalisation de logiciel, de préférence en COBOL, et ne dédaignez pas la technique.

Notre consultant, J. THILLY, vous remercie de lui écrire (réf. 3684 LM) à "Carrières de l'Informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTIC



une des premières sociétés
de conseil et services
en informatique

Création de postes

4 Jeunes ingénieurs grandes écoles

Missions :

- Prise en charge au niveau national, de la conception et du développement de logiciels de télégestion, utilisant un système original d'exploitation et fonctionnant sur des grands systèmes.
- Conception et mise au point de logiciels sur mini ou micro-ordinateurs connectés aux systèmes précédents.
- Participation à la conception et au développement de solutions informatiques transactionnelles spécifiques, utilisant des terminaux programmables et des mini-ordinateurs connectés à des systèmes centraux.

Pour certains de ces postes (4 à 5) il est nécessaire d'avoir une première expérience de 2 à 3 ans en informatique. D'autres postes (4 à 5) seront confiés à des débutants ayant de préférence une spécialisation informatique et dégagés des obligations militaires.

Un complément de formation en gestion serait apprécié. D'importantes possibilités d'évolution de carrière seront offertes aux candidats en raison de leur aptitude à la créativité, leur sens de l'équipe et leur capacité à assumer des responsabilités. Complément de formation assuré. Lieu de travail : Puteaux ou Blois. Nous avons demandé à Séléc-CEGOS de nous aider à étudier les candidatures. Adr. let. man., C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 73500/M à Mme CLERE, Séléc-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.



Ingénieur Electronicien Débutant ou Confirmé

Nous sommes une Société (C.A. 79 : 60 millions) en progression constante, commerciale, outre de l'électronique et des sources lumineuses, une gamme de composants électroniques présentant un excellent rapport performance-prix. Pour promouvoir et vendre ceux-ci auprès d'une clientèle industrielle, nous recherchons un INGENIEUR ELECTRONICIEN.

Ce poste, basé à Neuilly sur Seine, implique un ingénieur diplômé électronique, parlant bien l'anglais. Il a acquis, si possible, une première expérience technique ou technique-commerciale. Une réelle évolution à moyen terme, une rémunération entièrement au fixe vous attendent dans un contexte de travail où la délégation et l'esprit d'équipe sont essentiels.

Merci d'adresser rapidement lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous référence 79 563 M à notre conseil

EMPLOI

centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 - PARIS

Importante entreprise horticole
en pleine expansion, première dans sa spécialité,
située à 70 km à l'Ouest de Paris
recherche

Jeune Directeur Commercial 120 000 F +

diplômé HEC - ESSEC - Sup. de Co. ou Agro
complément d'une formation commerciale.

La candidate retenue sera un homme de terrain capable de contacts à tous niveaux. En collaboration avec la Direction Générale, il aura pour mission :

- d'élaborer la politique commerciale France et export et de veiller à son application,
- d'animer l'équipe des ventes déjà existante,
- de superviser l'administration commerciale.

L'expérience de la profession n'est pas indispensable, mais le poste requiert un intérêt certain pour les choses de la nature.

Anglais nécessaire, allemand souhaité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous la réf. M 150 à

Raymond Poulain

Consultants

57, avenue de Suffren

75007 PARIS

qui garantit réponse et discrétion.

CGEE-ALSTHOM

recherche pour son
Groupe Etudes et Réalisations
(PRODUCTION D'ENERGIE)

INGÉNIEURS ET TECHNICIENS D'AFFAIRES

Débutants ou quelques années d'expérience, pour systèmes informatiques temps réel et équipements d'automatismes électroniques, dans le domaine des centrales de production d'énergie.

Lieu de travail : LEVALLOIS.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

pour son développement logiciel d'application conduite processus sur mini-ordinateur, connaissance d'un langage assembleur exigée.

Lieu de travail : LEVALLOIS.

TECHNICIENS DE MAINTENANCE

de systèmes de conduite de processus à base de mini-calculateurs.

Connaissance des matériels électroniques et électromécaniques, bonnes notions de programmation.

Lieu de travail : MASSY.

Pour tous ces postes, une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.

Adr. C.V. détaillée, présentations à C.G.E.E.-ALSTHOM Services (Formation-Informatic), 13, rue André-Mallarmé - 92300 LEVALLOIS-FERDINAND - CEDEX.

CENTRE TECHNIQUE INDUSTRIEL DE LA CONSTRUCTION METALLIQUE (Près de la Défense), recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

- Le candidat devra disposer de connaissances approfondies du domaine de la résistance des matériaux et de la mécanique des milieux continus.
- Il participera à la mise au point de programmes de calcul sur ordinateur.
- Une bonne connaissance de l'Anglais serait appréciée.

Ecrire avec CV et présentations au
C.T.I.C.M. - Monsieur CAMBON
20 rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

RESPONSABLE DES PROJETS MINIERES

300 000 +

Formation grande école.
Expérience Mines métalliques.
Anglais indispensable.
Poste basé en France.

Adressez C.V. détaillé à CH&P,
sous la réf. 277, 11, rue d'Uzès,
75002 Paris, qui transmettra.

Société 1.500 personnes environ
Leader dans le domaine des INSTRUMENTS
et SYSTEMES OPTIQUES, recherche :

INGÉNIEURS OPTICIENS

pour études générales, conception et calcul de systèmes.

Adressez curriculum vitae détaillé à : SOPELEM,
125 boulevard Davout - PARIS (20°).

Nous sommes une société de services employant plus de 80 personnes
dont une cinquantaine d'ingénieurs et spécialistes rompus aux techniques
de l'organisation et de l'informatique.

Nous disposons d'une importante centrale de distribution "d'énergie
informatique".

Plus de 100 terminaux lourds et légers implantés sur tout le territoire
sont connectés à cette centrale.

Pour faire face à notre développement nous recrutons notre

DIRECTEUR COMMERCIAL

Le candidat rattaché au Directeur Général sera âgé d'une trentaine
d'années environ. Il devra avoir le goût du contact et de l'animation
et faire état de réelles compétences informatiques, ainsi que d'une
bonne expérience de la vente de services : Conseil, Réalisation, Clés en
main, Assistance Technique, Distribution "d'énergie informatique".
Une bonne connaissance des produits CII HB ainsi qu'une large intro-
duction dans la clientèle de ce constructeur constituerait un atout
important.

Rémunération très motivante pour un candidat de valeur.

Adressez C.V. et prétentions sous réf. 01/4739 à Jean PORRACCHIA



conseil en recrutement
149 RUE SAINT-HONORE 75001 PARIS

CHANGEMENTS INDIVIDUELS
DES CANDIDATS EN RECRUTEMENT



ELI LILLY FRANCE
FILIALE D'UN GROUPE
INTERNATIONAL
recherche pour son Siège à St-CLOUD

BUSINESS ANALYST

Mission :

Assister une Division de la Société dans la conception
et l'élaboration de ses plans de développement et dans
la définition de ses options stratégiques.
Assurer auprès de cette Division les fonctions d'analyse
financière, impliquant la planification, le contrôle et
la responsabilité des tableaux de bord.

Qualifications souhaitées :

- Etre titulaire d'un M.B.A. et Diplômé d'une grande Ecole Commerciale ou Scientifique.
- Avoir acquis si possible une première expérience professionnelle de 2 à 3 ans dans une Entreprise multinationale.
- Posséder une très bonne maîtrise de l'anglais.

- Faire preuve de qualités de contact et d'idées novatrices.

Une réussite dans ce poste assure de larges perspectives d'évolution de carrière.

Veuillez adresser un C.V. détaillé à :
ELI LILLY FRANCE S.A. - Département du Personnel J.P. 1025
203, bureaux de la Colline - 92233 SAINT-CLOUD.



L'une des premières SSCI implantée à Paris
2 centres de traitements équipés de matériel
IBM 370/158 - 148,
recherche

jeunes collaborateurs pour carrière informatique

Une formation technique complète (3 mois environ) et rémunérée est
prise en charge par notre Société. Des connaissances informatiques
préalables ne sont pas exigées.

- Les candidats devront satisfaire aux obligations suivantes :
- niveau I.N.S.A., E.N.S.I. ou Ecole Supérieure de Commerce
- dérogés des O.M.
- disponibles pour embauche début Janvier 1980.

Outre une aptitude à la logique et à l'analyse, les candidats seront
essentiellement retenus en fonction de leur culture générale, leurs
facilités de communication et de dialogue, leur dynamisme.

Leur carrière, après la maîtrise des techniques d'analyse et de program-
mation sur minis et gros systèmes pourra s'orienter vers des postes
d'analyste et de chef de projets comportant d'étroits contacts avec des
utilisateurs dans des secteurs professionnels très diversifiés.

Adressez C.V. manuscrite + photo à SITH Sélection, 38, rue des Jeuneurs
75002 PARIS, sous référence 9826.

sema informatique

Recherche

formateurs gestion et organisation

Formation HEC, ESSEC, ESCAE ou universitaire à vocation
économique et comptable. Expérience de 2 à 5 ans en compa-
bilité et contrôle de gestion dont 1 au moins en formation
d'adultes. Mission à l'étranger à prévoir. (Réf. 10234/M)

Informaticiens

Expérimentés, intéressés par l'animation de séminaires et le
développement de méthodes (langages de programmation base
de données temps réel, etc.). (Réf. 10234/M)

Adressez votre CV, avec une courte lettre manuscrite à J. Rigau, Sema-Sélection :
32126 MONTROUGE - Centre Metra, 16-18, rue Barbès.

sema selection

Paris - Lille - Lyon
Marseille - Toulouse

AN

offres d'emploi

ANALYSTES ET PROGRAMMEURS

LEÇONS NATIONALES DE CREDIT AEROMOBILE

ANALYSTES

UN IN

INGE

ANALYSE

POUR CHAQUE

INGENIEUR-CHEF de PROJETS

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La 1ère	La 2ème
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	56,98
IMMOBILIER	12,00	14,31
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITALX	95,00	111,72

ANNONCES ENCADEES	La 1ère	La 2ème
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

APSIDE
recherche disponibles rapidement
ANALYSTES ET PROGRAMMEURS

- GRANDS SYSTEMES
- Cobol/PL 1/Assembleur
- Expérience DOS - OS/VS - TSO
- Connaissances CICS, IMS/DB, IDS/TDS
- Pratique de PROTEGE, PAC, ATOS

Une formation complémentaire sera assurée aux candidats de valeur.

Envoyer C.V. confidentiel
40, rue de Ponthieu 75008 PARIS
ou tél. pour R.V. 225.12.46/359.27.00

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE
recherche pour sa filiale de Traitement des Opérations Bancaires Paris
ANALYSTES

Ils participeront à des projets relatifs au Traitement des instruments de paiements internationaux et nationaux MIAGE ou DUT Informatique.

Env. C.V. photo, et prêt à C.N.C.A. Recrutement Carrières - Cadex 25 - 75008 PARIS BRUNE

PROGRAMMEUR DEBUTANT
22 RUEIL

Voulez-vous acquérir une compétence en base de données et s'insérer dans le circuit d'une entreprise internationale ?

C'est ce que vous propose une affaire de distribution renommée équipe d'un 200 aujourd'hui d'un IBM 4381 demain.

Vous avez une formation DUT ou équivalent et acquies une première expérience de la pratique du COBOL.

Ecr. à J. THILLY (né 3003 LM),
Cavalière de Plaisance,
ALEXANDRE RIC 52,
10, rue Roissy, 75008 Paris.

Région Parisienne
Nécessaire maître de construct. 10 millions C.A. annuel rech.

COLLABORATEUR
ambitieux, dynamique, aimant créer, analyser et gérer, il devra avoir une compétence de gestion technique et commerciale de 3 à 5 ans, et être susceptible de reprendre l'activité à la prochaine reprise de son dirigeant. Adr. photo, C.V. et prêt au Cabinet CREPEUX, 15, rue Courbet, 92220 BAGNOUX.

EUROPEENNE DE TECHNIQUE
80, avenue Victor-Hugo, PARIS 16^e - 503-04-50

INGENIEUR ELECTROMECANIQUE
EXPERIENCE SOUHAITEE : - 5 ans minimum
Pour emploi en REDACTION TECHNIQUE

HARRIS COMMUNICATION AND INFORMATION PROCESSING
DIVISION «COMPUTER SYSTEMS»
Spécialiste de systèmes d'Informatique Distribuée recherche pour PARIS
INGENIEUR COMMERCIAL CONFIRME
30 ans minimum

Nous souhaitons :

- Connaissance de systèmes informatiques avec méga mini ordinateur
- Excellentes connaissances scientifiques
- Pratique de la langue anglaise (lue et parlée)
- Pratique des langages symboliques FORTRAN/COBOL/APL

Qualités requises :

- Excellente présentation
- Bon esprit d'analyse et de synthèse
- Précis et méthodique.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et présentations à
HARRIS S.A. - Division DATA COMMUNICATIONS
6, avenue Charles de Gaulle - 78150 LE CHESNAY.
ou téléphoner au 954.90.77

Société Franco-Américaine commercialisant des produits mécaniques de grande précision, siège PARIS, propose un poste de
RESPONSABLE
d'une clientèle à suivre et à développer.

35 ans minimum
Formation grande école de commerce
Anglais nécessaire
Expérience confirmée de la vente
Rémunération annuelle 100.000 F +

Adresser lettre manuscrite C.V. photo récente, présentations, à N° 11320
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

Jeune et importante société pharmaceutique française née d'un grand produit
JEUNE MEDECIN
cherchant vivre dans une équipe médicale dynamique

Le poste comporte :

- l'INITIATION et la SUITE des EXPERIMENTATIONS CLINIQUES
- la FORMATION et le PERFECTIONNEMENT des INFORMATIQUES MEDICAUX
- les RELATIONS MEDICALES
- la PARTICIPATION à la STRATEGIE PROMOTIONNELLE

(Expérience Industrielle Pharmaceutique non indispensable)

Adresser C.V. manuscrit avec photo 4x6, 4401 IM à O.T.P. B.P. n° 137-75003 PARIS CEDEX 01

GRUPE SOFIAM - LES NOUVELLES RESIDENCES DE FRANCE
Société importante de promotion et de construction recherche :

UN RESPONSABLE DE PROGRAMMES

de haut niveau, en région parisienne capable de seconder la Direction de programmes.

Il participera au montage des opérations, les gère et les administre. Il bénéficie de l'appui de l'ensemble des services techniques de la société. Les candidats sont diplômés de l'Enseignement Supérieur (HEC-ESSEC SUP de CO-Sciences PO-DEA, droit) particulièrement motivés par les problèmes juridiques immobiliers. Cinq années minimum d'expérience sont indispensables. De solides qualités de méthode et de coordination sont nécessaires pour ce poste qui ouvre de très larges perspectives d'évolution. Les candidats intéressés devront adresser un dossier au Groupe :

SOFIAM - LES NOUVELLES RESIDENCES DE FRANCE
23, rue de l'Amiral d'Estaing - 75116 PARIS.

MICRO-INFORMATIQUE Paris
UN JEUNE INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Ingénieur Electronicien (ESN, ISEP...) avec option Micro-Informatique (Indépendance) vous assurez depuis deux ans l'étude et la réalisation de systèmes intégrant des microprocesseurs. Vous souhaitez élargir votre expérience en allant vers la vente. Une société française moyenne de bonne notoriété vous en offre l'opportunité.

Adresser votre dossier sous n° 442,
GABRIEL MARCU,
154, bd Malesherbes, 75017 PARIS.

Très importante société BRANCHE AUTOMOBILE (plusieurs unités de production et de distribution) recherche pour son Siège Social situé au SUD-OUEST de PARIS
contrôleur comptable

déjà au minimum de 30 ans, de formation supérieure (ESSEC, ESC ou équivalent) et possédant une première expérience réussie des normes et des procédures comptables acquises dans une grande entreprise ou dans un Cabinet d'Expertise. En position fonctionnelle par rapport aux établissements, il sera chargé de suivre les comptes de l'entreprise, de faire appliquer les règles et procédures propres au Groupe, d'assister et contrôler les responsables des comptabilités accidentelles et générales décentralisées. Réelles opportunités d'évolution nationale ou internationale au niveau du Groupe Européen. Anglais indispensable.

Envoyer C.V., détail, photo et présentations sous la référence 661 M (en la précisant sur l'enveloppe) au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Cabinet en Gestion du Personnel
397 rue de Valenciennes - 75013 PARIS

Le Leader du Marché Européen des Encres d'Imprimerie recherche un
adjoint au directeur du marketing groupe

Il participera à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie du groupe. Il sera chargé auprès des centres de profits, filiales du groupe :

- de promouvoir les méthodes de marketing,
- d'analyser les travaux de planification marketing et d'en contrôler la réalisation.

Les candidats, âgés de 30 ans minimum, devront avoir :

- une formation supérieure (grande école commerciale et de préférence MBA, INSEAD option marketing),
- une connaissance courante de l'anglais (parlé et écrit),
- une expérience d'environ 5 ans d'exercice d'une force de vente et de participation à une direction de marketing.

Il est prévu une période de formation de 3 mois dans les filiales étrangères du groupe et en France. Ce poste implique de fréquents et brefs déplacements à l'étranger, surtout en Europe. Il ouvre la porte à une promotion à terme particulièrement intéressante. Lieu de travail : proche banlieue Ouest. La lettre manuscrite de candidature et la C.V. avec photo doivent être adressés sous référence 4306 à : ORGANISATION et PUBLISITE - 2, rue Mirabeau - 75001 PARIS.

MULTINATIONALE recherche pour sa filiale Française dans les composants et l'industrie génie chimique pour la région parisienne
UN DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE et EXPORT

Profil désiré :

- ingénieur grandes écoles ou génie chimique ;
- Anglais courant ;
- 3 dernières années dans un poste similaire (produits et responsabilité) ;
- formation complémentaire en gestion ou marketing industriel souhaitée ;
- bon animateur d'équipe ;
- expérience dans les contrats d'ingénierie.

Env. C.V. + photo à REGIE-P. n° T 016.956 M, 85 bis, rue Beaumour - 75002 PARIS.

ETUDES ET DEVELOPPEMENT
INGENIEUR-CHEF de PROJETS
A BASE DE MICROPROCESSEURS

Expérience minimale 3 ans en milieu industriel. Lieu de travail : SAINT-OUEN-LAUMONS. Rémunération d'entreprise - 13^e mois.

Envoyer C.V. à ELECTRONIQUE C.E.D., B.P. 437 - 92406 CERGY-PONTAISE CEDEX

HISPANO-SUIZA
recherche pour son
UNITE PRODUCTION AERONAUTIQUE
(sièges éjectables)

UN INGENIEUR
Formation mécanique, type AM, INSA, ENSMA, IDN... si possible supérieure B.E. aéronautique, pour assurer une liaison technique entre l'entreprise, le concepteur, l'avionneur et les services officiels. Faire réaliser les études et participer aux essais des matériels. Connaissance de l'anglais indispensable. Déplacements fréquents de courte durée (Angleterre). Adresser lettre avec C.V. et photo aux Relations du travail : HISPANO SUIZA, 333, Bureau de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

INGENIEUR
ADJOINT AU DIRECTEUR TECHNIQUE (Diplômé ECP, ECL, AM, etc...)
Age 30 ans environ

POUR GROUPE INDUSTRIEL, nombreuses Agences en France, spécialisées dans la maintenance et l'exploitation de chaudières et l'installation de chauffage

- Dans un premier temps chargé de Missions fonctionnelles dans les Domaines d'organisation et de Contrôle des moyens mis en œuvre par les Agences.
- Exercice action directe sur le terrain avec responsabilité totale d'un secteur comprenant plusieurs Agences régionales.
- Ce poste, à pourvoir à Paris, implique la participation active et permanente à des travaux de diagnostic et de maintenance chez les clients.
- Il devrait convenir à un INGENIEUR dynamique ayant goût des chantiers et des contacts humains avec quelques années de pratique dans le chauffage, les chaudières, la tuyauterie et l'installation thermique en général.
- Salaire en fonction des références - Possibilité de carrière dans le groupe - Véhicule de service à disposition permanente et personnelle.

Adresser C.V. manuscrit à Cabinet J.D. - B.P. 53, référence 80 - 92403 ANTIERES, qui transmettra. DISCRETION ASSURÉE.

Important Etablissement Bancaire recherche pour Paris
COMPTABLE

- Titulaire du BTS Comptabilité.
- Avantages sociaux.
Ecrire avec C.V. et présentations, sous la référence 77870LM, à HAVAS CONTACT-156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

LTM Consultants recherche des Cadres Supérieurs possédant une expérience indispensable du transport terrestre, aérien, principalement dans une société de transport.

DIRECTEUR TRANSPORT
(NIORT)

Entièrement responsable d'une importante unité décentralisée (+ de 100 personnes, quai 5.000 m2) sur le plan de la gestion, du commercial, de l'exploitation : transport national, international, entrepôts. (Réf. 496.)

DIRECTEURS TRANSPORT INTERNATIONAL
(PARIS ET REGION EST FRANCE)

- En tant que seul responsable du service transit terrestre, le poste de Paris nécessite avant tout des qualités de gestionnaire et commercial. Anglais courant. (Réf. 416.)
- Le poste dans l'Est - à forte tendance commerciale - peut déboucher sur une Direction Commerciale. Allemand courant. (Réf. 408.)

Toute discrétion assurée, envoyer vos candidatures sous référence du poste à : L.T.M. Consultants, 33, quai National, 92206 PUTEAUX.

SECTEUR DE POINTE
d'un important Service Public recherche
un Ingénieur

Chargé d'étudier et de concevoir des réseaux de téléinformatique.

PROFIL :
Ingénieur grandes écoles ou formation universitaire équivalente. Connaissance en informatique et en téléinformatique appréciées. Débutant ou une à deux années d'expérience. La rémunération sera fonction de la valeur des candidatures.

Envoyer CV détaillé, photo et présentations sous référence 8586 à L.T.P., 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02 - qui transmettra

LE DIRECTEUR JURIDIQUE
D'un important groupe industriel à vocation internationale recherche :

UN ADJOINT EXPERIMENTE

7 à 10 ans d'expérience dans une société ayant eu possible des activités à l'étranger. Anglais courant exigé il est notamment indispensable d'avoir une bonne maîtrise de la rédaction juridique en langue anglaise. Compétences confirmées en matière de législation économique française et/ou de contrats internationaux. Envoyer C.V. et lettre manuscrite s/réf. 7342 à P.LICHAUSA BP220 - 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

PHILIPS
recherche pour son
SERVICE INFORMATIQUE

3 analystes-programmeurs

débutants ou ayant quelques années d'expérience
Formation MIAGE - IIE ou équivalent.
Pour participer à des travaux informatiques de gestion sur petits systèmes

jeunes ingénieurs

Grandes Ecoles ou équivalent
Désirant s'orienter vers la fonction systèmes
Adresser lettre manuscrite, C.V. et présentations à PHILIPS - Département ISA - Service du Personnel 6, rue Firmin Gillot, PARIS 15^eme.

MATRA
recherche

TECHNICIEN

essais en laboratoire sur des équipements électroniques.
Niveau BTS ou DUT ou FPA.
Ecrire Service du Personnel sous référence 16422
17, rue Paul Dauter - 78140 VELIZY

مكتبات الأمل

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDICTED**offres d'emploi**

PUBLICITÉS RÉUNIES

DUT - 1 à 3 ans d'expérience



I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75019 - PARIS

« le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens,
75427 PARIS CEDEX 09.

Discretion Assured.

Env C.V. + photo à REGIE-P., n° T 016.957 M.
83 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

75781 PARIS CEDEX 10 ,

PARIS-LA DEFENSE
Société Instrumentation

Il devra également rechercher et développer une nouvelle clientèle auprès des PMI et PME.

99, avenue du Boule
02200 NANTY LEZ LUXEMBOURG

**CENTRE DE
PSYCHOLOGIE**

BANQUE PARISIENNE

REFERENCE 0-332

24-26, rue de la Republique, 15008 PARIS.

Formation universitaire (D.E.A. analyse chimique), connaissances physique générale sou-
haitées

Adresser C.V., photo, présentations à : O.C.R.F.
68, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS
sous référence 14.000 M.

Le Monde

régions

ILE-DE-FRANCE

LES NOUVELLES RÉSIDENCES SECONDAIRES

Une maison de week-end pour toute la semaine

INEXORABLEMENT, la banlieue parisienne gagne du terrain dans l'Oise. À partir du sud, bien sûr, en utilisant les liaisons routières ou ferroviaires de plus en plus rapides, mais surtout en raison d'un nombre important de résidences secondaires qui, au fil des années, deviennent principales.

« Financièrement, une résidence secondaire représente une lourde charge », explique un cadre supérieur. Aussi, la commodité de communications, notamment dans l'est du département qui traverse l'autoroute du Nord, a conduit beaucoup de Parisiens à venir vivre toute l'année dans leur pied-à-terre de campagne. De plus en plus nombreux, Compagnies Senlises - descendent - chaque jour travailler dans la région parisienne.

À Beauvais, la S.N.C.F. a dû aménager les horaires des trains pour Paris l'année dernière : quelques mois auparavant, les usagers mécontents avaient bloqué un train en gare de Méru. Le phénomène des migrations alternées vers Paris est déjà ancien pour les habitants de Creil, commune qui appartient depuis longtemps à la banlieue parisienne.

Aussi, dans tout le sud du département, et singulièrement dans la vallée de l'Oise, le prix des terrains grimpe vite. Le mètre carré se vend facilement 250 francs aujourd'hui. Les candidats à la construction doivent compter un minimum de 100 000 francs pour le terrain nu.

Dans le sud-ouest de l'Oise, déjà avant guerre des Parisiens aisé venaient passer leurs fins de semaine du côté de Noailles et de Sainte-Geneviève. Dans les années 60, le phénomène s'est

amplifié et il a beaucoup avancé les communes rurales de l'Oise normande : dépeuplée par l'industrialisation. Ainsi a été réoccupé le cœur de villages qui, sans les Parisiens, seraient tombés en ruine. Pour enrayer l'exode, les maires ont multiplié les lotissements à la périphérie de leurs communes où sont revenus les enfants du pays dégoûtés de la vie dans les grands ensembles. Ceux qui vivent là toute l'année veulent du confort, ceux qui viennent en week-end cherchent un passé.

8,6 % du parc immobilier

« Nous n'avons pas d'école, plus de commerçants, et en semaine les deux tiers des maisons restent fermées. Ce n'est vraiment pas drôle », explique M. Louis Vallois, maire de Gerberoy, le plus célèbre de ces villages de résidences secondaires. Car, en définitive, l'arrivée des Parisiens du week-end a accéléré le dépeuplement.

« Le phénomène résidences secondaires marque d'abord les espaces à faible armature et ruraux, agit en limitant la maintenance et l'accueil des populations résidentes », note le volumineux

rapport sur le schéma départemental de développement et d'aménagement qui a été examiné par le conseil général de l'Oise le 16 novembre dernier. Les auteurs du rapport notent encore que le pourcentage de résidences secondaires s'est stabilisé à 8,6 % du parc immobilier, ajoutant : « Cette stabilisation renferme un double mouvement : dans le sud et dans le centre, la progression s'est ralentie. Par contre, elle est devenue plus rapide dans le nord et le nord-ouest, hors la zone d'influence directe de Paris. »

La sélection par l'argent repousse les candidats à la résidence secondaire vers le plat pays picard, dont l'attrait touristique n'avait pas été jusqu'à présent très évident. Leurs motivations sont toujours les mêmes : la recherche du charme de la province. « Je n'ai aucune racine provinciale », raconte ce cadre supérieur salarié d'une multinationale. Aussi, fait-il de son domicile de famille, une maison qui ait une histoire. Bref, un toit avec une âme en supplément.

« Souvent nos clients achètent leur résidence secondaire quand les enfants sont petits, mais une fois qu'ils ont dix-huit, vingt ans, ils changent de décor », explique le responsable d'une agence immobilière de Noailles spécialisée dans ce marché. Au total, le nombre de résidences secondaires dans le département est estimé aujourd'hui à vingt mille sur un parc immobilier de deux cent quarante mille habitations, toutes catégories confondues. C'est dire que cela représente peu de chose pour l'activité économique locale. Les entreprises spécialisées dans la remise en état rapide, qui avaient fleuri voici vingt ans, ont pratiquement toutes disparu.

MAURICE LUBATTL

De plus en plus loin, de moins en moins cher

DÉPARTEMENT le plus étendu de la région Ile-de-France, la Seine-et-Marne a conservé en partie son caractère rural. C'est pourquoi elle a toujours été le paradis des résidences secondaires. On y compte en effet près de 35 000 maisons de week-end et de vacances, soit deux fois plus que dans les Yvelines ou l'Essonne.

Sans chercher à définir une psychologie du résident secondaire, on peut malgré tout remarquer que les Parisiens et les banlieusards (la majorité des acquéreurs de maisons rurales en Seine-et-Marne) fixent leur choix en fonction de critères assez précis : l'éloignement, la beauté du site, le calme et, bien sûr, le prix d'achat.

Les vallées et les massifs forestiers sont donc des secteurs privilégiés, l'urbanisation de la frange ouest du département et le développement des villes nouvelles de Marne-la-Vallée et de Melun-Sénart repoussant les futurs résidents secondaires vers l'est et le sud : les vallées du Grand-Morin, de la Seine et de l'Orvanne sont étonnamment chaque fin de semaine par les Parisiens à la recherche de la « petite maison rurale de caractère à restaurer ». Mais, dans ce domaine aussi, il y a beaucoup d'appelés et peu d'élus. C'est ce que constate M. Marcel Chaumette, président départemental de la Fédé-

ration nationale des agents immobiliers (F.N.A.I.M.). « Nous avons plus de demandes que d'offres et, malgré la hausse des prix (25 % en cinq ans), le marché de la résidence secondaire est en progression soutenue ». Rares sont d'après lui les habitants occasionnels qui s'installent définitivement à la campagne.

Beaucoup de mariages et de décès

La situation est différente à Bois-le-Roi. Située entre la Seine et la forêt de Fontainebleau, la commune est desservie par la ligne de chemin de fer, et, lorsque tout va bien, on peut être à la gare de Lyon en quarante minutes. « Il y a beaucoup de Parisiens qui mettent autant de temps pour aller à leur travail en métro », déclare le maire, M. Robert Lessourd. « Aussi rien d'étonnant à ce que certains préfèrent venir vivre chez nous. Ils ont du moins l'avantage de respirer l'air de la forêt le soir en rentrant. » Le maire de Bois-le-Roi reconnaît cependant que « ces » six cents résidences secondaires posent quelques problèmes de gestion municipale. « La population résidente est de 3 000 personnes, mais, en période estivale, elle peut monter jusqu'à 6 000 ou 7 000 personnes. Il nous faut prévoir des services adaptés à un tel afflux de population. Les réseaux d'eau et d'assainissement ont donc été

réalisés en conséquence. De même pour le ramassage des ordures. Parfois, en hiver, une ou deux maisons seulement sont occupées dans certaines rues, mais la benne doit quand même parcourir les 60 kilomètres de voirie municipale. » La présence des résidences secondaires se répercute sur les moindres détails de la vie locale. « Nous célébrons beaucoup de mariages (car les gens estiment qu'il est plus chic de se marier à la campagne qu'à Paris) et enterreons aussi pas mal de décès. Ce qui nous a contraints à agrandir le cimetière. »

Si les propriétaires de maisons de campagne ont parfois un peu tendance à rechercher le calme absolu, au point de ne pas supporter le son des cloches ou le bourdonnement de la tondeuse à gazon du voisin, ils représentent pour les communes un apport financier non négligeable. « Ils paient du foncier et font marcher le commerce local, souligne M. Lessourd, qui ajoute avec malice : « Je crois que le curé y trouve aussi quelque chose. Il y a du monde à la messe. »

Pour M. Robert Plat (sans étiquette), conseiller général du canton de La Ferté-Gaucher et maire de Saint-Rémy-Vallée, un village de la vallée du Grand Morin, la présence de résidences secondaires a eu des effets positifs sur l'aspect extérieur des petites communes. « Les Parisiens ont réhabilité l'habitat de nos campagnes. Ils ont restauré les maisons, les ont fleuries, installés en cela par la population résidente. Il est intéressant de noter également que bon nombre de résidences secondaires préfèrent voter ici. Ils ont l'impression d'être plus concernés parce qu'ils connaissent les gens pour lesquels (ou contre lesquels) ils votent. »

Quand ils ne se présentent pas eux-mêmes. Ainsi, à Chartres, dans le canton de M. Plat, c'est un « Parisien », M. Claude Guérard, qui a été élu maire il y a huit ans. L'une de ses principales initiatives (et elle est quelque peu contestée) a été la création d'un lotissement sur lequel a été construit des maisons modernes. En doublant de volume, le village s'est coupé en deux. Il y a désormais les habitants du lotissement et les autres.

Une sédentarisation de la population occasionnelle

Il existe pourtant des endroits où les deux populations font bon ménage. A Dormelles, au cœur de la vallée de l'Orvanne, entre Fontainebleau et Nemours, le nombre des résidences principales et secondaires est presque équilibré. On assiste là à une sédentarisation de la population occasionnelle. C'est ce que fait remarquer M. Jean Dumontier dans un article consacré à l'évolution de la population dormelloise depuis dix ans et publié par L'Éclair du clocher, la petite revue communale. « Les habitations principales, explique-t-il, ont augmenté de façon plus importante : plus de 50 % en dix ans, alors que les résidences secondaires ne sont en accroissement que de 20 %. En fait, il y a eu depuis quatre ans plusieurs nouvelles résidences et de trois unités, car un certain nombre de résidents secondaires se sont fixés définitivement à Dormelles, changeant ainsi de catégorie : pour les 15 % de la population active de ce village qui continuent à aller travailler à Paris, ce choix n'est pas sans sacrifices ni sans incertitude dans l'hypothèse vraisemblable d'une forte hausse du prix des transports. D'un autre côté, cette situation peut ramener vers la Seine-et-Marne des Parisiens qui avaient pris l'habitude de s'éloigner davantage pour leurs week-ends. »

CHRISTIAN-LUC PARISON.

INITIATIVE A CESSON

Les nomades aussi...

Les « gens du voyage » disposent désormais d'un véritable terrain d'accueil dans l'est de la région parisienne : le « Sentier vert », qui a ouvert ses portes le mardi 13 novembre à Cesson, en Seine-et-Marne, est une réalisation unique dans cette partie de la région Ile-de-France. Auparavant, il fallait aller jusqu'à Reims pour trouver le premier terrain aménagé à l'intention des nomades. D'autres sont en chantier, ou programmés, à Sarcelles, Trappes, Pontlevy et Argenteuil.

C'est une association à but non lucratif (Les Amis des gens du voyage) qui est à l'origine de cette réalisation. « Depuis sept ans, nous nous employons à assurer la promotion sociale, économique et professionnelle des populations nomades, précise la présidente, Mme Josette Faillard. Le stationnement des gens du voyage a toujours posé des problèmes aux pouvoirs publics, et particulièrement aux municipalités. Et si beaucoup d'entre elles ont aménagé ou favorisé la création de terrains de camping pour les vacanciers, pratiquement rien n'est fait pour les nomades, qui n'y sont pas admis. »

Le Sentier vert offre toutes les commodités : des lavoirs, des toilettes, des douches — chaudes — ainsi qu'une salle de réunion et d'animation. Condition indispensable pour bénéficier d'une des vingt-sept places de stationnement sur le terrain de Cesson : être titulaire de la carte de circulation nomade ou foraine. « Les vacanciers ne seront pas admis, souligne Mme Durand, la secrétaire de l'association, qui assure également la permanence sociale et administrative dans le pavillon d'accueil. » A raison de 10 francs par jour pour chaque ensemble carava-

nier, les gens du voyage auront donc accès pendant une semaine aux équipements collectifs. »

Mme Muller est favorable à la multiplication d'expériences de ce genre. « En règle générale nous sommes systématiquement chassés lorsque nous tentons de nous installer quelque part : comment voulez-vous mener une vie normale dans de telles conditions ? C'est difficile, surtout pour nos enfants, qui ne peuvent pas aller à l'école régulièrement. » A Meaux, bien que la situation ne soit pas parfaite, les gens du voyage qui se fixent pour quelque temps sur le terrain situé en dehors de la ville peuvent au moins envoyer leurs enfants à l'école voisine, où une classe leur est réservée.

« Quand la municipalité a créé ce terrain en 1961, déclare le Père Molin, qui vit lui-même dans une caravane près des nomades, c'était un peu pour se débarrasser des gens du voyage. On les perquait loin du centre-ville et l'on ne s'en occupait plus. Depuis, les choses ont un peu évolué, et nous attendons la création prochaine d'un terrain aménagé comme celui-ci. Le problème majeur est de trouver une municipalité qui n'ait pas peur de ses élus. »

Quel que soit le style de votre immeuble REMPLACEZ VOS FENÊTRES VETUSTES OU INEFFICACES.



VOTRE VIEILLE FENÊTRE TRADITIONNELLE Inconvénients

- Laisse passer :
- Le bruit
- Le froid
- L'humidité
- La poussière
- Se déforme
- Se bloque
- Nécessite de l'entretien

VOTRE NOUVELLE FENÊTRE ARCADIA Avantages

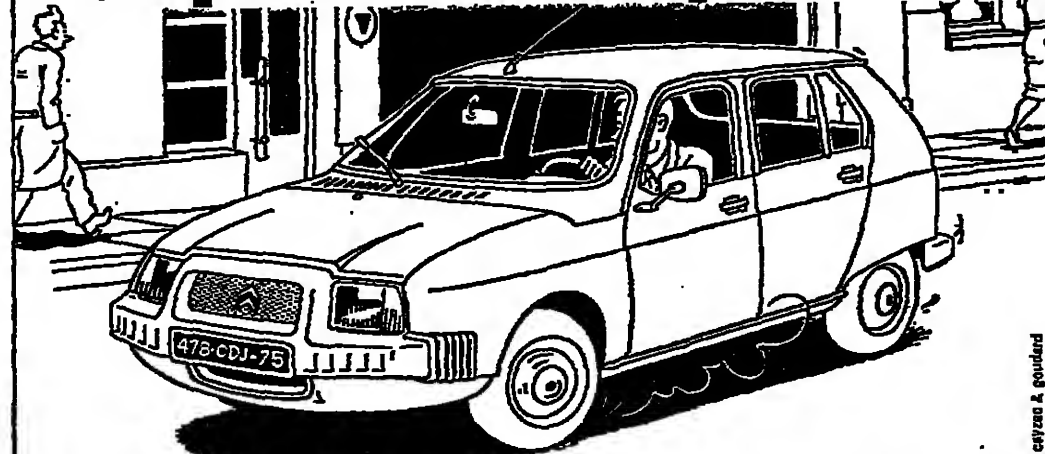
- Vous isole des bruits
- Étanchéité parfaite au froid et à l'humidité
- Ne laisse passer aucune poussière
- Indéformable et inaltérable dans le temps grâce à sa structure en aluminium
- Ne nécessite aucun entretien
- Fabrication sur mesure au mm
- Pose dans la journée sans maçonnerie ni peinture
- Déduction de vos revenus imposables

VENTE DIRECTE D'USINE
POSE COMPRENDRE
DEVIS GRATUIT
SERVICE CONSEIL
EN ARCHITECTURE

FENÊTRES ARCADIA RÉNOVATION
56, Av. Augustin Dumont 92240 Malakoff - Tél. : 657.46.61

JE SUIS INTERESSÉ PAR :
☐ Le catalogue détaillé des fenêtres ARCADIA RÉNOVATION
☐ La visite d'un technicien ARCADIA RÉNOVATION pour une étude gratuite avec devis
 nom _____
 Adresse _____
 Tél. _____
 À retourner à :
 FENÊTRES ARCADIA RÉNOVATION 56, Av. Augustin Dumont 92240 Malakoff

Intérimaire à 4 roues pour remplacement au pied levé.



Un véhicule en panne ou en révision, une surcharge momentanée de travail... il y a mille et une raisons, dans une entreprise, de louer un véhicule supplémentaire. Dans ce cas-là, ayez le réflexe Citer. Pour 67,03 F TTC par jour + 0,62 F TTC le km (carburant non compris), tarif 79,2 valable jusqu'au 31.3.80, Citer vous loue une Visa 4 CV, la petite voiture économique qui sait se conduire comme une grande.

Citer. 250 centres, tous du réseau Citroën.

citer

Un grand loueur, des petits prix.

مركز ابن الأحمى

TRANSPORTS

La grève des contrôleurs aériens continue

Les compagnies régionales demandent des dommages-intérêts

Les contrôleurs aériens continuent, ce lundi 26 novembre, à refuser d'autoriser les décollages à partir des aéroports français durant une partie de la journée. Cela fait maintenant plus d'un mois qu'ils ont commencé leur mouvement.

Des assemblées générales sont organisées ce même lundi dans les centres de contrôle pour décider de la suite de l'action. L'absence de toute perspective de négociation avec le ministère des transports, de même que les sanctions infligées à près de soixante-dix fonctionnaires de la navigation aérienne et les assignations en justice décidées contre les syndicats par les compagnies régionales, paraissent avoir renforcé le mouvement.

Des actions en dommages et intérêts ont été intentées par les compagnies régionales (CTAR) à l'encontre de l'ensemble des syndicats participant au mouvement revendicatif des contrôleurs aériens, a annoncé le 24 novembre M. Marchais, président du comité. Une décision en ce sens, a ajouté ce dernier, avait été prise le 12 novembre par le comité, qui s'était adressé en même temps au ministre des transports pour obtenir réparation des dommages financiers subis. Les compagnies régionales se trouvent en effet au bord de l'asphyxie financière.

En outre, M. Ignace-Richard, président de la chambre de commerce d'Ajaccio-Sartène, dans un télégramme adressé à M. Joël Le Theule, ministre des transports, demande que soient prises des « mesures urgentes » afin d'as-

surer un « service minimum » entre l'île et le continent. Selon les chiffres donnés par la direction de la navigation aérienne, soixante-deux exclusions temporaires pour huit jours ont été signalées à des contrôleurs de centres régionaux. En outre, cinq exclusions pour trois mois (quatre à Bordeaux et une à Toulouse) ont été prononcées contre des « aigilleurs » présents dans des salles de contrôle sans être en service.

Ces mises à pied, disent les syndicats, provoquent une désorganisation des centres et risquent de perturber le contrôle des appareils qui survolent la France sans s'y poser. Ce trafic a toujours été surveillé sans interruption par les contrôleurs. A la direction de la navigation aérienne, on souligne que le trafic du mois de novembre est très peu chargé et que les mises à pied ne risquent pas actuellement d'entraver le service de contrôle.

Une mise à pied de huit jours représente une perte financière de 710 à 1 530 F. En outre, de nombreux contrôleurs se sont vu supprimer de 30 à 50 % de la prime d'exploitation d'octobre et de 50 à 100 % de celle de novembre (cette prime varie de 915 à 1 750 F). Au total, les pertes de revenus, depuis le début du mouvement, sont estimées à des sommes allant de 1 000 à 4 000 F par les syndicats, à 3 200 F au maximum (pour un revenu de 9 200 F) par l'administration.

Le 23 novembre, M. Roger Marchais a adressé un télégramme aux responsables des régions de l'aviation civile, dans lequel il rappelle que les contrôleurs des aéroports (non sanctionnés jusqu'ici) peuvent aussi être frappés d'exclusion pour huit jours et de suppressions de la prime d'exploitation, pour « entrave au trafic ». Il indique ensuite — pour la première fois — que des suppressions de prime et

des mises à pied peuvent également être prononcées contre des électroniciens (chargés de la maintenance des appareils). Les syndicats estiment que de telles mesures ne peuvent que renforcer la cohésion du mouvement. Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. des techniciens de l'aviation civile — chargés de transmettre les plans de vol et les informations entre les aéroports et les centres de contrôle — ont d'ailleurs déposé un préavis de grève pour mercredi, jeudi et vendredi prochains.

RENSEIGNEMENTS

★ Air France : 525-15-55 (525-14-44 pour les vols de fin de semaine).
★ Air Inter : 525-61-51.
★ U.T.A. : 775-75-75.
★ Air Inter : 527-12-12.
★ Compagnies étrangères : Aéroports de Paris (Orly) : 527-12-34; Roissy : 525-22-34.
★ Compagnies régionales : 256-37-48 (Air Alpes, Air Alsace, Air Anjou, Compagnie aérienne du Languedoc, Air Air), 25-35-35 (Touaine Air Transport).

● La septième manifestation régionale organisée depuis un an en Bretagne par les comités de défense des dessertes ferroviaires, a été marquée, dimanche 25 novembre, par trois rassemblements, à Quimper, à Rospenden (Finistère) et à Messac (Ille-et-Vilaine). A Quimper, comme à Messac, les quelque deux cents manifestants réclamaient le rétablissement des arrêts de trains — supprimés par la S.N.C.F. depuis le 1^{er} octobre 1978 — se sont réunis devant les gares qui étaient protégées par des gendarmes.

A Rospenden, en revanche, et malgré la présence de gendarmes, le train quimper-Messac a été arrêté pendant six minutes. (Corresp.)

URBANISME

Point de vue

Le secret protège la spéculation

par GEORGES MEYER-HEINE (*)

Le secret qui entoure les opérations foncières vient d'être dramatiquement illustré par l'affaire de Ramatuelle. Trente ans de pratique des plans d'urbanisme dans le Midi méditerranéen, huit ans de recherche sur les problèmes fonciers m'ont convaincu qu'il n'y a pas de voies pour contrôler l'usage du sol tant que le secret continuera à entourer les transactions foncières. Et si le secret est si soigneusement entretenu, c'est bien que, à travers lui, chaque opérateur espère bénéficier de plus-values au détriment de ses voisins et de la collectivité publique.

Les plans d'urbanisme, et en particulier les « plans d'occupation du sol » qui pour objet de déterminer avec précision l'affectation de chaque parcelle, par fixation d'un « coefficient d'occupation du sol » déterminant le volume bâtissable. De la même manière, des coefficients très faibles ou nuls peuvent protéger la campagne contre toute construction inadaptable.

La valeur du paysage dont profitent les espaces bâtis est le résultat du maintien en espaces agricoles ou naturels, vignes, bois, landes, de propriétés dont la rente foncière est très faible, sinon nulle, voire négative. C'est sur ces différences, ces oppositions même, que jouent les plans d'urbanisme.

Les techniciens qui les établissent conjointement avec les responsables élus s'efforcent, pour classer les sols en diverses catégories, de ne s'appuyer que sur des critères objectifs dont l'appréciation n'est pas toujours facile. Un jeu subtil se noue entre les

acteurs concernés : le paysan dont l'exploitation est difficilement rentable dans les espaces les plus pittoresques et les plus convolutes, compte sur son patrimoine pour assurer sa retraite. Mais il est rarement le bénéficiaire final de la transformation de son sol : des intermédiaires divers opèrent des regroupements ou des découpages. Les agences immobilières, les marchands de biens, les banques procèdent à des transactions et à des mises en réserve à termes plus ou moins longues, de manière à mettre sur le marché en temps opportun des projets d'urbanisation mirifiques. Les élus accueillent le plus souvent avec ferveur ces projets qui favorisent le développement de leurs communes, avec des équipements qu'ils s'imaginent gratuits. L'administration les voit d'un œil favorable pour s'opposer au désordre des constructions dites diffuses, destructrices de l'environnement et coûteuses pour les finances publiques.

Il convient donc, pour le spéculateur à la recherche de combinaisons fructueuses, d'acquiescer aussi discrètement que possible des terrains pouvant servir d'assiette à des opérations rentabilisant des équipements groupés qu'une publicité bien conçue mettra en valeur.

Tôt ou tard, les plans d'occupation du sol homologuent ces prévisions. Contrairement aux idées reçues et à la théorie, ils suivent en effet les mutations foncières et les caprices du marché, alors qu'ils ont été conçus pour les commander.

Ce qui est valable sur la côte, l'est également dans l'arrière-pays : en Haute-Provence des opérateurs fonciers préparent avec les opérations de demain la destruction d'une civilisation encore vivante et d'autant plus recherchée par la clientèle internationale. Pourtant, il serait bien facile de moraliser et de maîtriser le marché (et en même temps les plans d'urbanisme) à condition de rompre le secret si soigneusement entretenu autour des transactions.

Certes, les mutations foncières sont enregistrées aux sommières cadastraux. Mais les difficultés de recherches font que l'opinion publique ne les connaît pas. Elles sont du reste souvent déguisées sous des identités trompeuses. Les Safer (Sociétés d'aménagement foncier et d'équipement rural) ont bien pour objectif de préempter les terrains agricoles pour les consacrer à leur vocation. Leurs ressources sont malheureusement limitées et elles ne peuvent intervenir qu'aux cours du marché.

Afficher les transactions dans les mairies

Les collectivités locales — et elles n'en ont pas non plus les moyens — ne sont pas autorisées à mener directement une politique foncière rentable basée sur la préparation de terrains à bâtir concurrentiels. Elles sont donc aussi sans pouvoir pour faire obstacle aux opérateurs privés, qui guident le marché à leur guise et finissent par faire homologue les plans d'urbanisme à des contre-stratégies non contestées.

Une mesure simple serait pourtant susceptible de pallier ces difficultés. Il suffirait d'afficher dans chaque mairie, de la même manière que sont publiés les bans de mariage, toutes les transactions foncières au fur et à mesure de leur passation, y compris les identités des acquéreurs et des vendeurs.

Le report continu et permanent

sur une carte ou photo aérienne de l'ensemble des transactions permettrait à chacun de se faire une idée des cours. L'opinion publique, les associations, les élus eux-mêmes pourraient dès lors intervenir en temps utile, ce qu'ils sont actuellement incapables de faire, et les collectivités publiques seraient en mesure d'utiliser les plans d'urbanisme à des contre-stratégies non contestées.

« L'idée, trop longtemps répandue que les plans d'urbanisme sont destinés à s'opposer au marché pour faire obstacle à la spéculation est une erreur dangereuse : c'est exactement l'inverse qui se produit. Le spéculateur connaît bien avant le planificateur l'orientation future du marché pour la diriger lui-même dans un contexte qui, pour lui, n'a pas de secret. »

Tout maire peut, dès à présent, mettre en place un tel système de sincérité.

ENVIRONNEMENT

Dans le Tarn-et-Garonne

Nouvelle manifestation sur le site de la centrale de Golfech

De notre envoyé spécial

Valence-d'Agen. — Il y a huit jours, à Mazamet, dans le Tarn, le président de la République avait non seulement confirmé le projet d'usine nucléaire à Golfech (Tarn-et-Garonne), mais il avait encore dit l'intention de son gouvernement de lancer deux projets sur les côtes méditerranéenne et atlantique pour alimenter en énergie les régions Aquitaine et Languedoc-Roussillon.

Avant la venue de M. Giscard d'Estaing en Midi-Pyrénées, M. Jean-Michel Baylet, député M.R.G. du Tarn-et-Garonne et maire de Valence-d'Agen, directeur de la Dépêche du Midi avait invité le chef de l'Etat à profiter de son voyage pour se rendre sur le site de Golfech et constater sur place l'opposition des populations locales. Quarante-six pour cent des habitants interrogés, au cours d'un référendum organisé par les communes, se sont prononcés contre l'implantation, en même temps que le conseil général du Tarn-et-Garonne et le conseil régional de Midi-Pyrénées.

« L'avenir de la contrée » Les manifestations du samedi 24 et du dimanche 25 novembre à Valence-d'Agen et dans la commune d'Auvillar, plus particulièrement concernée par le projet d'E.D.F., ont réuni plusieurs milliers d'opposants. Dimanche après-midi, dans la halle de Valence-d'Agen, un meeting a permis aux orateurs de répéter qu'ils ne voulaient pas le sabotage de l'avenir de leur contrée par l'implantation d'une centrale nucléaire qui, en polluant la

Garonne et son environnement, laissera des déchets radio-actifs pendant des siècles. Ils ont cité les autres sources d'énergie non polluantes (solaire, géothermique, éolienne, marémotrice, ainsi que les techniques nouvelles de récupération des déchets), mais sans expliquer scientifiquement les applications et les résultats des sources proposées.

Animateurs de ces manifestations, les dirigeants d'Humanisme et Environnement, et du comité anti-nucléaire d'information et de défense, qui ont reçu l'appui des mouvements écologistes d'Occitanie ainsi que celui du parti socialiste et de la C.F.D.T., ont tenu à ce que les manifestations de ce dernier week-end se déroulent dans le calme, contrairement à ce qui s'était passé lors de l'ouverture de l'enquête d'utilité publique, le 22 octobre dernier, lorsque les manifestants s'étaient heurtés aux forces de l'ordre.

En tête de la marche, organisée dimanche, sur le site de Golfech, on notait la présence de M. Jean-Michel Baylet, Christian Laurisergues, député P.S. du Lot-et-Garonne, Pierre Tajan, sénateur non-inscrit du Tarn-et-Garonne, de Mme Evelynne Jean-Baylet, présidente du conseil général du Tarn-et-Garonne, ainsi que de nombreux maires et conseillers généraux du département. Après l'inauguration symbolique, par M. Laffont, maire de Golfech, d'un monument à la « résistance anti-nucléaire », les manifestants ont brûlé les fac-similés des notes envoyées au moment de l'enquête d'utilité publique.

LÉO PALACIO.

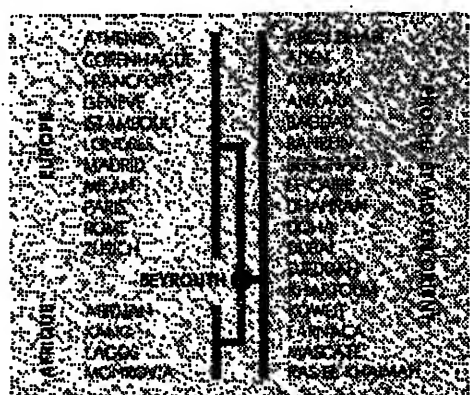


Avant de partir vers le Moyen-Orient, une décision importante s'impose

Le choix d'une compagnie aérienne peut paraître d'une importance toute relative d'autant plus qu'elles sont toutes tenues de respecter les mêmes normes, fixées par accord international.

Et pourtant, si vous deviez, — ou souhaitez — visiter plusieurs centres du Moyen-Orient, ne serait-il pas préférable de choisir une compagnie qui les dessert tous ?

Vous avez tout intérêt à vous informer sur ce que MEA vous offre dans ce domaine : Via Beyrouth, elle relie Paris à Djeddah, à Abou Dhabi et à Dubai tous les jours à Koweït et à



Dhahran six fois par semaine, à Bahrein et à Doha cinq fois par semaine, enfin à Mascate trois fois par semaine. Elle dessert aussi tous les autres centres importants de cette région.

Comme pour toute autre décision d'ordre commercial, vous ne pouvez choisir à bon escient que si vous possédez tous les éléments nécessaires. Pour les obtenir, il vous suffit de contacter votre agence de voyages, ou MEA, 6 rue Scribe, 75009 Paris. Téléphone : 266-93-57.

la compagnie aérienne du Moyen-Orient.



LA FIN DU QU

J. Tessier, président de la C.F.T.C.

Le mouvement des cheministes de la C.F.T.C. a été officiellement déclaré terminé par le conseil national de la confédération, réuni à Paris le 26 novembre. Le mouvement, qui avait débuté le 15 novembre, avait été précédé par une manifestation à Paris le 18 novembre. Le conseil national a décidé de ne pas poursuivre le mouvement, mais de se concentrer sur la recherche de solutions pour la mise en œuvre de la loi relative à la réforme des chemins de fer. Le conseil a également décidé de se réunir à nouveau le 28 novembre pour discuter de la situation.

Les Ardennais mais a



net protege la speculation

LA FIN DU QUARANTIÈME CONGRÈS DE STRASBOURG

M. Tessier, président de la C.F.T.C., invite les militants à se mobiliser pour les élections prud'homales

A Strasbourg, le quarantième congrès de la C.F.T.C. s'est achevé le dimanche 25 novembre par un appel de M. Jacques Tessier, président de la centrale, invitant les militants à centrer leurs efforts sur les élections prud'homales. A moins de trois semaines de cette consultation, le congrès aura permis à la confédération chrétienne de paraître sur le devant de la scène sociale, alors qu'elle se plaint d'une conspiration du silence. Bien au contraire, M. Tessier a annoncé qu'il avait obtenu du chef de l'État que son organisation bénéficie du même temps d'antenne que les quatre autres confédérations « représentatives » dans les émissions consacrées au scrutin social.

Strasbourg. — Le rapport d'activité qui traçait les grandes lignes de l'orientation présentée par M. Bornaard a été adopté par 5 643 voix contre 211 et 147 bulletins blancs. La même cohésion se retrouve dans le vote de la résolution générale qui réaffirme la grande priorité du travail pour tous ; la nécessité d'une société plus juste et plus solidaire et de la démocratie sociale et économique. « Qui oserait contester la valeur de l'affirmation des droits fondamentaux de la per-

Le mouvement chrétien a confirmé à Strasbourg sa cohésion sur ses principes d'apolitisme, de réformisme et d'esprit de responsabilité. Toutefois, M. Bornaard, secrétaire général, a exprimé son inquiétude devant le rétrécissement du champ de la consultation qu'entraîne l'aggravation de la crise économique et les restrictions au dialogue avec les travailleurs. Tandis que le syndicalisme souffre d'une certaine érosion de ses effectifs, la C.F.T.C., à contre-courant, annonce une augmentation des siens de l'ordre de 2 à 3 % pour chacune des deux dernières années. Ce qui porte les effectifs aux alentours de deux cent mille ou deux

cent cinquante mille, selon que l'on compte ou non les retraités. Cependant, cet apport d'éléments jeunes pour la plupart, dit-on à la C.F.T.C., ne se répercute que lentement sur les instances de direction. Certes, il n'était pas question que M. Tessier, à soixante-cinq ans, abandonne une présidence où il a été confirmé pour deux ans. M. Bornaard a été également confirmé dans ses fonctions. Six responsables, dont la plupart ont quarante ans ou moins, entrent au bureau confédéral : Mlle Marie-Noëlle Junot (bâtiment), MM. Alain Deleu (enseignement), Gérard Daygas (banque), Maurice Dubard (textiles), Yves Missaire (armée) et André Weber (Alsace).

De notre envoyée spéciale

Un certain nombre d'entre eux ont créé en 1975 une association des jeunes C.F.T.C. avec l'intention de regrouper des travailleurs et des étudiants. M. Michel Couet, son président (à qui d'aucuns donnent une étiquette d'intégriste) a reproché avec virulence à l'appareil confédéral de se mêler d'une initiative d'abord bien accueillie. « La meilleure action, dit-il, se fait davantage dans la rue, dans les entreprises, les lycées, les collèges, et les universités plutôt que dans les cabinets préfectoraux. » Il a regretté que la C.F.T.C. n'ait pas officiellement participé à la manifestation « pour le respect de la vie ».

À quoi M. Bornaard devait répondre : si les étudiants, milieu politique à l'extrême, peuvent « phosphorer en renouveau le syndicalisme, c'est penser avec ses mains et en même temps, réaliser ».

Pour d'autres jeunes, il s'agit surtout d'obtenir de l'appareil confédéral une aide pour soutenir l'action. Éloignés par les tâches quotidiennes syndicales, ils ne peuvent s'en dégager pour accéder à des responsabilités plus élevées. Pour qu'un jeune « monte », il faut qu'il ait une équipe derrière lui, explique Mme Odile Galais, qui est, à vingt-sept ans, secrétaire générale de l'union départementale de la Seine-Maritime. Elle et ses amis estiment d'ailleurs qu'un renouveau s'est déjà opéré, qu'en-

viron 30 % des dirigeants d'union ou de fédérations sont âgés d'une trentaine d'années, un peu plus, un peu moins. Autre grief, qui n'est pas nouveau, la pratique d'un certain mandarinisme parmi les dirigeants vieillissants. On s'esclaffe en citant le cas d'un responsable sera-génère désigné par la confédération pour la représenter à la commission armée-jeunesse.

Naturellement, les « anciens » protestent de leur désir d'ouverture mais reconnaissent qu'instruits par l'expérience de la session de 1964 ils répugnent à donner trop vite le gouvernement à ceux qui pourraient prendre des initiatives aventureuses, n'eussent-ils pas d'inclination à gauche. En fait, il manque à la C.F.T.C. une génération de militants. Une tranche d'âge, explique-t-on, fait défaut entre, d'une part, les hommes, les femmes, souvent plus âgés, moins formés aux responsabilités, qui restent fidèles à la référence chrétienne et y a quinze ans et ont reconstruit un réseau de structures couvrant tout le pays et toutes les professions ; et, d'autre part, les jeunes qui viennent au mouvement chrétien parce qu'ils s'écartent des organisations politiques. Et on ajoute que la JOC qui, autrefois, était la pépinière de la C.F.T.C. s'est détournée de la centrale chrétienne au profit à peu près exclusif de la C.F.D.T.

D'autre part, à l'heure où semble s'esquisser une redistribution des alliances interconfédérales, la C.F.T.C., tout en se déclarant favorable à un cartel réformiste amorcé avec F.O. et la C.G.C., ne fait rien pour en hâter l'avènement. Lorsque, en septembre, MM. Maire et Séguin avaient renouvelé leur accord d'action, ils avaient dit vouloir y associer toutes les organisations sans exception. Cependant, ils ne prirent aucun contact avec la C.F.T.C. et celle-ci n'a pas commenté ce rendez-vous manqué. Y a-t-il vraiment un changement du côté de la C.F.D.T. ? a demandé M. Bornaard, avant de dire : « Nous sommes très attentifs, mais nous n'avons pas perdu la mémoire » (1).

port sur l'expansion du mouvement, montre que l'implantation de celui-ci s'est généralisée et que sa diversification s'est améliorée. Faute de citer le montant des effectifs, chiffre labeur dans les syndicats français, M. Gandonnière fait valoir que les mines qui, en 1965, comptaient pour 31 % dans les effectifs n'en représentent plus que 10,28 %. L'enseignement chrétien est passé de

La conspiration du silence

Pour sa part, M. Tessier, dans son discours de clôture, accuse la conspiration du silence, ce qui brime l'essor du mouvement chrétien, mais les élections prud'homales, assure-t-il, vont lui donner sa vraie place. Sur 13,5 millions d'électeurs, observe-t-il, 8 millions au moins depuis près de vingt ans n'ont jamais eu l'occasion d'exprimer un choix syndical, puisque seuls un peu plus de 5 millions participent aux élections des comités d'entreprise. Comme il y a parmi eux 30 % d'absentéistes, 3,6 millions (soit 26,5 % du total général) font un choix syndical à proprement parler. Les « mass media » réservent leurs informations au quasi-monopole du syndicalisme d'option révolutionnaire sous ses diverses variantes. « Si la grande majorité silencieuse des salariés se désintéresse de ce syndicalisme-là, c'est qu'il n'attend pas un autre (...), déclare M. Tessier. Le score de la C.F.T.C., le 12 décembre, sera proportionnel au

nombre de ceux qui d'ici là en feront la découverte. » Autrement dit, dans les statistiques du ministère du travail sur les élections aux comités d'entreprise, la centrale chrétienne obtient 3 % des voix. Certes, les résultats du scrutin du 12 décembre sont parmi les plus impressionnables. Avec les conséquences de marque, sa représentativité dans la répartition des sièges dans les organismes officiels et dans les aides financières gouvernementales, c'est un pari capital qu'a fait M. Tessier.

JOANINE ROY.

L'impatience des jeunes

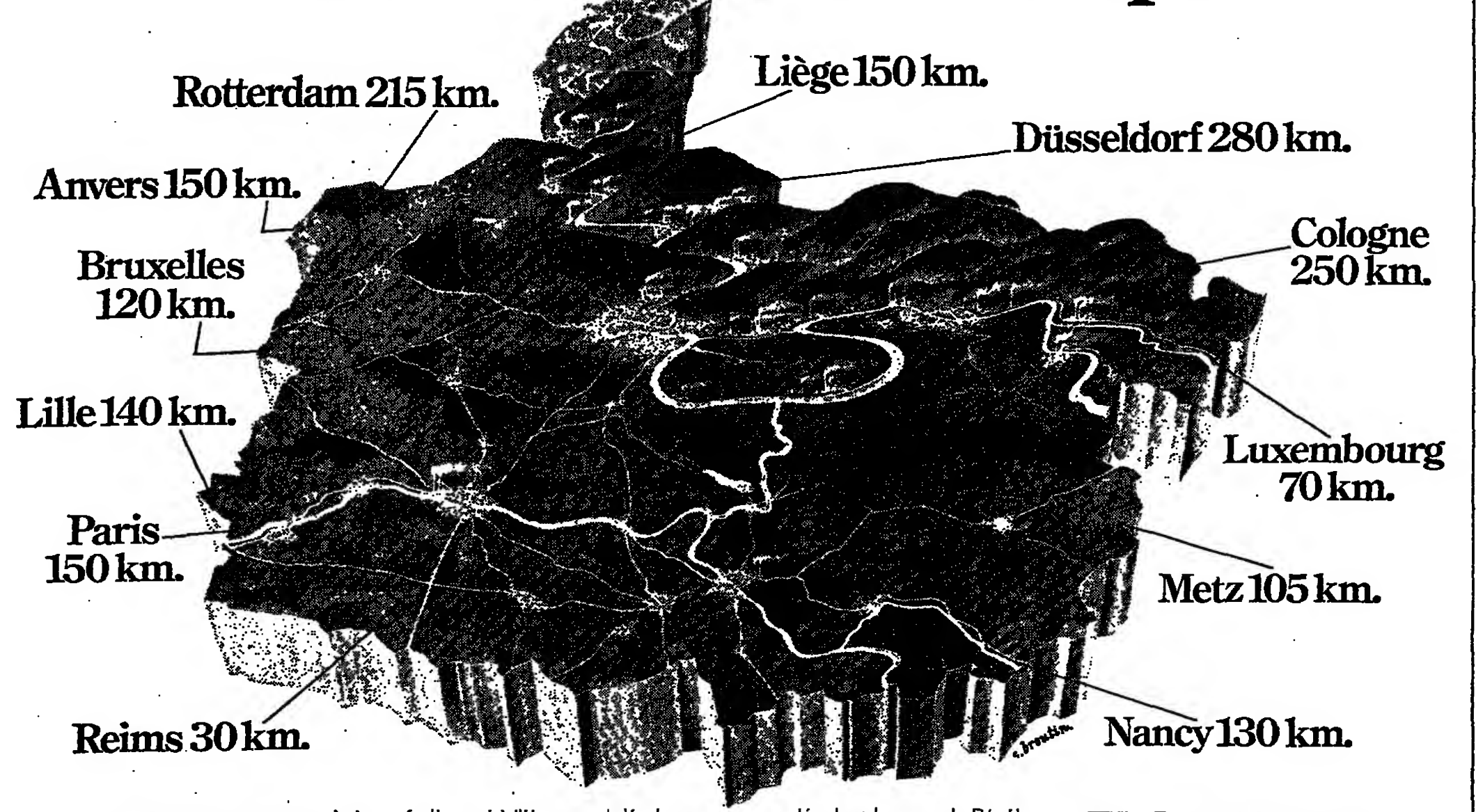
Ayant banni le discours politique, les développements sur la lutte des classes et les considérations sur le comportement des autres syndicats, les délégués ont limité de la sorte la vivacité de leurs discussions. D'autant que la durée du temps de parole était abrégée à cinq minutes. En dépit du satisfecit accordé par M. Bornaard à la qualité de ses « interpellateurs », nombre d'interventions paraissent assez peu construites. La seule contestation qui affleure vraiment, dans les couloirs plus qu'à la tribune, a été celle des jeunes réclamant un style plus dynamique, des moyens d'action plus efficaces et une plus large part dans les responsabilités confédérales.

Le congrès de la C.I.S.L. (Confédération internationale des syndicats libres) qui s'est achevé le 23 novembre, à Madrid, a adopté un texte de synthèse qui sera la base, ultérieurement, d'action portant notamment sur le plein emploi, le nouvel ordre économique et social international, le contrôle sur les sociétés multinationales, le droit de regard des syndicats sur le pouvoir économique, etc.

En venant à Madrid pour la

première fois, après quarante ans de dictature, tenir un vaste congrès syndical, la C.I.S.L. a donné une sorte de caution au nouveau régime. Mais, en même temps, elle a consacré la représentation de l'U.G.T. qui, dans la clandestinité, avait compté, en 1949, parmi les fondateurs de l'international. L'U.G.T., de tendance socialiste, recueille environ 28 % des voix aux élections professionnelles contre 45 % aux Commissions ouvrières communistes.

Les Ardennes. Au bout de la France mais au cœur de l'Europe.



Regardez les Ardennes, c'est près de tout. A l'heure où exporter est plus que jamais vital, le chef d'entreprise ardennais peut se rendre

facilement à l'étranger et développer ses exportations à moindre coût. Et ce n'est pas un hasard si par exemple 35 % de la production ardennaise est

exportée dans les pays du Bénélux. En Ardennes, on peut être actif sur le marché européen parce qu'on en a les moyens.

Les Ardennes.
Pour en connaître toutes les possibilités et les avantages, appelez le 24571212

مركز العمل

PRESSE

ALORS QUE LE CONFLIT DE « NICE-MATIN » ENTRE DANS SA TROISIÈME SEMAINE

La diffusion d'« Action-Nice-Côte d'Azur » a donné lieu à de vifs incidents entre policiers et militants communistes

De notre correspondant régional

Nice. — Le conflit de « Nice-Matin » est entré, le lundi 26 novembre, dans sa troisième semaine sans qu'une solution soit en vue pour la répartition du quotidien nicols. Dans une déclaration, M. Michel Bavastro, P.-D.G. de « Nice-Matin », a indiqué à nouveau que « la situation actuelle ne peut se prolonger sans entraîner la fermeture de l'entreprise ».

Une réunion des cadres de la rédaction est prévue ce lundi pour rechercher, avec les journalistes, les moyens de faire paraître le journal. Une assemblée générale des claviéristes devait également avoir lieu afin d'élaborer de nouvelles propositions.

Des versions contradictoires

La diffusion de l'« Action-Nice-Côte d'Azur », le quotidien de remplacement, a été le théâtre, le dimanche 25, d'un incident à la nuit de samedi à dimanche, à la suite de la diffusion de l'« Action-Nice-Côte d'Azur ».

Les incidents qui se sont produits dans la nuit de samedi à dimanche à Nice sont présentés de façon contradictoire par leurs protagonistes. Selon le directeur de la publication de l'« Action-Nice-Côte d'Azur », M. Jean Oltra, un fourgon de location transportant des exemplaires du journal imprimés à La Farède, près de Toulon, aurait été arrêté par une vingtaine de personnes alors qu'il arrivait devant la mairie de Nice, le dimanche 25 novembre vers 0 heure 45.

« allant dans le sens de la reprise ». De son côté, la section Côte d'Azur-Corse du Syndicat national des journalistes (S.N.J.) « estime devoir mettre solennellement en garde les parties sur les conséquences éditoriales que pourrait avoir un prolongement du conflit » et propose la réunion d'une « table ronde » composée de représentants de chaque catégorie de personnel, de la direction du journal et de la direction du travail.

Selon M. Oltra, l'un des conciliabules de la mairie aurait relevé le numéro d'immatriculation d'une des voitures des assaillants et alerté une patrouille de la police municipale. Celle-ci aurait intercepté le véhicule quelques instants plus tard dans la périphérie nicols, et interpellé les trois occupants parmi lesquels M. Tibéri qui a été légèrement blessé au cours d'une « bousculade ».

Les accusations

Longuement interrogé avec les deux autres militants du P.C. au commissariat central de Nice, M. Tibéri a déposé une plainte pour violence contre la brigadier de la police municipale qu'il accuse de l'avoir frappé. M. Oltra a également porté plainte de son côté pour vol de journaux. Dans un éditorial de l'« Action-Nice-Côte d'Azur » du lundi 26 novembre, intitulé : « Le parti communiste français », M. Jacques Médecin, directeur de la publication, a fait, proche de celle de M. Oltra, mais il n'indique pas, cependant, les lieux où ils se sont produits, et met en cause un autre conseiller municipal communiste, M. Jacques Victor, comme responsable du « commando ».

« Voici des événements, écrit le maire de Nice, qui rappellent étrangement ceux qui conduisirent à la mort de certains dirigeants de la police municipale qui se trouvaient dans l'enceinte de

La version de M. Tibéri est totalement différente. « Nous avions appris, nous a-t-il déclaré, qu'il allait se passer quelque chose à la mairie en relation avec le conflit de « Nice-Matin ». Avec deux militants de mon parti, MM. Jean-Louis Maranèche et René Bechet, nous nous sommes rendus sur place et nous avons vu un étiquetage autour d'un fourgon qui stationnait dans la cour intérieure de la mairie. Nous nous sommes mêlés au groupe et l'un d'eux a remis, sans que l'on sache qui nous écrivait, plusieurs paquets de journaux à distribuer. Nous les avons emportés et nous avons décidé de nous en débarrasser sur la grande corniche, près de l'observatoire de Nice, au Heudil les Quatre-Chemins ».

« A peine les avions-nous jetés dans les fourgons bordant la route, a ajouté M. Tibéri, qu'est arrivé un fourgon de la police municipale. Quatre gardiens très excités sont descendus du véhicule et nous ont bragués avec leurs revolvers (1). Avec mon camarade Maranèche, ils nous ont obligés à nous mettre à plat ventre et le brigadier qui portait le revolver m'a asséné un violent coup de crosse de son arme sur la nuque ».

M. Tibéri aurait alors informé les policiers municipaux de sa qualité de conseiller municipal suppléant et obtenu d'être pris en charge par la police d'Etat qui le transporta à l'hôpital pour y être soigné. (Il souffre d'une légère coupure au coin du cheveu et de deux hématomes.)

de M. Médecin

années 30 contre-Rhin (...). Le P.C. peut museler la grande presse quotidienne et aussi les modestes relais qui, comme nous, veulent fournir une information d'actualité à leurs concitoyens. (...) Créer une anarchie comparable à celle qui persiste en Iran un vieillard soupirant sur la grande corniche, le chaos l'apogée du régime qui fait le bonheur des nations de l'est européen : tel est le but poursuivi par les hommes de main de M. Médecin (C'est le secrétaire de la fédération communiste des Alpes-Maritimes) et ses alliés.

M. Jacques Victor a vivement réagi aux accusations portées contre lui par M. Médecin. Sans nier sa présence à la mairie de Nice dans la nuit de samedi à dimanche (il aurait été prévenu par M. Tibéri), il indique dans une déclaration que son intention était d'aller vérifier la matérialité des faits portés à sa connaissance.

Au cours de cette même nuit, décidément agitée, une tentative de vol par effraction a été faite au siège de la fédération communiste des Alpes-Maritimes, 42, rue Bonaparte, à Nice, et a justifié une plainte déposée par M. Charles Cassa.

Interrogé sur ces événements, M. Bavastro, P.-D.G. de « Nice-Matin », a brièvement fait remarquer que « l'on voit maintenant où sont les défenseurs de la liberté d'expression ».

GUY PORTE.

(1) Les policiers municipaux nicols sont équipés d'un pistolet 357 magnum de quatre pouces. Le code des communes déduit le gardien de police municipale comme « un agent chargé de protéger la sûreté des personnes et des biens, de faire respecter les règlements de la police municipale et d'exécuter les directives données par le maire dans le seul cadre de ses pouvoirs de police ».

AFFAIRES

M. CLAUDE NEUSCHWANDER VA DEVENIR SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FNAC

En janvier, la FNAC accueillera en son sein, comme secrétaire général, M. Claude Neuschwander. Celui-ci, âgé de quarante-trois ans, ancien directeur international de Publicis, qu'il avait quitté en 1974 pour vivre une des plus intéressantes tentatives de sauvetage de L.P. avait, en 1976, fondé TSM, une société de conseils d'entreprises. Celle-ci, devenue coopérative ouvrière de production, aura réalisé 3 millions de francs de chiffre d'affaires en 1979, et M. Neuschwander, s'il en abandonne la présidence, reste membre de son directoire.

Quant à la FNAC, que MM. Thoret et Escol avaient fondée en 1954, elle a réalisé au cours du dernier exercice, un chiffre d'affaires hors taxes et consolidé de 1 milliard 150 millions de francs, dans onze magasins. En 1977, les coopératives de consommateurs avaient acquis l'essentiel de la participation des fondateurs (50,08 %), tandis que le groupe de l'Union des assurances de Paris et Paribas conservait leurs participations respectives d'environ 24 % et 21 %.

C'est avec l'accord des Coop que M. Neuschwander a rejoint la FNAC, au moment où celle-ci prépare son entrée en Bourse.

Légère détente après la suspension de la grève à Lyon et à Grenoble

De notre correspondant

Lyon. — A la suite de la suspension du mouvement de grève générale décidée par l'intergénéral du groupe Progrès-Dauphiné, les quotidiens ont paru lundi 26 novembre avec une pagination et une diffusion réduites. Malgré les réticences des employés des sociétés P.P.H. (Publicité) et Data-Press (Informatique) les représentants de l'inter-syndicale ont demandé la reprise du travail à partir de 22 heures dimanche soir. Ils n'excluent cependant pas une reprise du mouvement dès ce lundi à 18 heures « si de nouvelles précautions ne sont prises » à propos des engagements pris par les deux sociétés éditrices.

M. Louis Richerot, P.-D.G. du Dauphiné libéré, avait fait parvenir dimanche, en fin d'après-midi, une lettre aux représentants du personnel. Celle-ci précisait que « les sociétés éditrices Dauphiné libéré et S.E.R.P. seraient disposées à s'engager à fournir aux sociétés de services (P.P.H., RAD, Aigles, E.P. 1 et G.I.E. Data-Press) une activité leur permettant de garantir le travail à leur personnel ». Suit le détail par société des emplois garantis par la direction du Dauphiné libéré pour chacune d'entre elles le chiffre avancé est égal ou légèrement supérieur à la moitié des effectifs actuels.

M. Jean-Charles Lignel, P.-D.G. de la Société Delaroché, éditrice de Progrès-Dauphiné, a pu obtenir de ses anciens partenaires la modification de la formule initiale qui est devenue : « La société (...) serait disposée à s'engager dans le cadre de la rupture des accords (...) » une formule qui ménage l'avenir et notamment les conclusions des arbitres qui devront dire s'il y a lieu ou non de procéder à la résiliation des accords Progrès-Dauphiné.

Les syndicats ont fait leurs comptes : Louis Richerot s'est engagé au total à assurer l'emploi de 1 510 personnes sur les 2 849 salariés recensés. Jean-Charles Lignel avait, dès le 25 octobre, évoqué le chiffre de 1 500 emplois nécessaires pour le Progrès. Ce solde, légèrement positif, contient certes des possibilités de nouvelles embauches. Mais ne fait pas apparaître les difficultés réelles attendues par les employés de P.P.H. et Data-Press. Pour ces deux sociétés la répartition entre les titres ne se fera pas sans heurts.

Minoritaires dans l'inter-syndicale, les représentants du personnel de ces deux dernières sociétés souhaitaient la poursuite de la grève. Ils n'ont pas été suivis.

CLAUDE RÉGENT.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ les + haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.-U.	4,1345 4,1385	- 85 - 50	- 145 - 110	- 270 - 205
\$ Can.	3,5250 3,5285	- 50 - 15	- 65 - 30	- 70 - 10
Yen (100)	1,6540 1,6575	+ 65 + 70	+ 140 + 135	+ 430 + 470
D.M.	3,3450 3,3485	+ 55 + 85	+ 110 + 145	+ 455 + 510
Finlän.	2,1085 2,1040	- 30 - 5	- 20 - 0	+ 145 + 170
F.R. (100)	14,4800 14,4800	80 - 375	- 200 - 725	- 325 - 725
S.S.	2,10 2,10	+ 175 + 200	+ 340 + 370	+ 570 + 1030
L. (1 000)	5,0210 5,0270	- 145 - 85	- 360 - 290	- 1005 - 885
F. (100 000)	8,8945 8,8965	- 300 - 270	- 670 - 575	- 1470 - 1235

TAUX DES EURO-MONNAIES

	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
\$ E.-U.	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
Finlän.	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
F.R. (100)	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
S.S.	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
L. (1 000)	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
F. (100 000)	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
F.R. (100)	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SNCF

OBLIGATIONS DE 5.000 F

11,80%

NOVEMBRE 1979

- Ouverture de l'émission : 26 novembre 1979.
- Amortissement :
 - Les obligations seront amorties suivant un tableau établi sur la base d'une annuité constante d'intérêt et d'amortissement.
 - Le remboursement s'effectuera au pair, le 12 novembre de chacune des années 1980 à 1994, à la suite de tirages au sort pour la moitié au moins du nombre d'obligations à amortir, la S.N.C.F. se réservant, pour le complément, la faculté de procéder à l'amortissement par rachat.
- Jouissance : 12 novembre 1979.
- Prix d'émission : 5.000 F.

11,87%

Les souscriptions seront servies à concurrence du nombre de titres disponibles à chaque guichet, pour un montant global de 800 millions de francs.

Les obligations seront cotées à la Bourse de Paris.

SOUSCRIVEZ

DANS LES BANQUES ET CHEZ LES AGENTS DE CHANGE, CHEZ LES COMPTABLES DU TRÉSOR, DANS LES BUREAUX DE POSTE, LES CAISSES D'ÉPARGNE, LES CAISSES DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL ET AU GUICHET-TITRES DE LA S.N.C.F. 8, RUE DE LONDRES - 75009 PARIS OU PAR CORRESPONDANCE A LA MÊME ADRESSE.

S.A.L.O. du 26 novembre 1979

Listes de Mariage
260.39.30 - poste 233
AUX TROIS QUARTIERS

Meubles et Sièges
R. BERBIGIER
72, rue Henri Barbusse
ANTIQUITES 2, rue AG Bélin
ARGENTEUIL
961.14.57

Style Rustique
Décoration
Lapissérie

Avis financiers des sociétés

This announcement appears as a matter of record only, November 1979.

Crédit Populaire d'Algérie

US \$ 30.000.000
MEDIUM TERM LOAN

Managed by

Al Saudi Banque

Co-managed by

Arab Hellenic Bank S.A. Athens
The First National Bank of Chicago-Bruxelles
Irving Trust Co
Pittsburgh National Bank
Union Méditerranéenne de Banques
Wardley Middle East Limited-Londres

Provided by

Al Saudi Banque-Paris
Arab Jordan Investment Bank-Amman-Arab Hellenic Bank S.A. Athens
Banque Bruxelles Lambert-Bruxelles-Banque Intercontinentale Arabe-Paris
Ego Bank-Athens-The First National Bank of Chicago-Bruxelles
International Commercial Bank Limited-Londres-Irving Trust Co
Pittsburgh National Bank-Union Méditerranéenne de Banques
Wardley Middle East Limited-Londres

Agent

Al Saudi Banque

البنك السعودي

مكتبة المصطفى

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDEES

2. LA CRISE CAMBODGIENNE : « Sihanouk, le seul recours », par Rainsy Sam ; « Cinq minutes pour essayer la mort », par Jacques Granewald ; « La solution est politique », par Richard Petris et Gabriel Villiot ; « Pour une attitude constructive de la France », par Henri Van Regenmortel.

4-5. DIPLOMATIE

— Moscou et le déploiement de nouvelles armes en Europe occidentale.

ETRANGER

3. La crise cambodgienne et les relations entre pays indochinois.

5-7. PROCHE-ORIENT

— L'EPREUVE DE FORCE ENTRE TEHERAN ET WASHINGTON.

8. AFRIQUE

— LA NEGOCIATION SUR LE ZIMBABWE-RHODESIE : le Front patriotique rejette l'ultimatum de lord Carrington.

9. EUROPE

— MALTE : la visite de M. Stira.

POLITIQUE

10. Avant l'intervention du président de la République à la télévision.

12. Le vote du budget des DOM-TOM au Sénat.

— POINT DE VUE : « Un vote républicain », par Michel Vauzelle.

13. Un point de vue à propos des sondages sur une « impopularité » de M. Raymond Barre, par Henri Mercillon.

14. HISTOIRE

— POINT DE VUE : « Le mystère Pierre Cot », par Maurice Duverger.

SOCIÉTÉ

16-18. LE DEBAT SUR L'INTERUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE

19. JUSTICE

— Au congrès de Paris, le Syndicat de la magistrature et le déclin de l'impeachment.

20. SPORTS

LE MONDE DE L'ECONOMIE

22. Le danger démographique, par Paul Fabre.

23. Pétrole : une concurrence accrue entre acheteurs, par Bruno Dethomas.

26. Le bilan français des économies de matières premières, par François Renard.

CULTURE

27. MUSIQUE : l'Ange du cheval blanc.

— CINEMA : la mort toute crue.

— ROCK : Robert Palmer au Théâtre des Champs-Élysées.

INFORMATIONS « SERVICES »

22. AUTOMOBILE : voiture endommagée, qui paiera les négociations ?

RÉGIONS

41. ILE-DE-FRANCE : les nouvelles résidences secondaires.

EQUIPEMENT

42. URBANISME : point de vue : « La secret protège la spéculation », par Georges Meyer-Heine.

ECONOMIE

43. SOCIAL : la fin du congrès de la C.F.T.C.

44. CONJONCTURE : le rythme de croissance des pays occidentaux.

45. PRESSE : le conflit à Nice-Media.

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (29) ; Annonces classées (30 à 40) ; Carnet (21) ; Météorologie (22) ; Mots croisés (22) ; Programmes spectacles (23-29) ; Bourse (47).

Le numéro du « Monde » daté 25-26 novembre 1979 a été tiré à 609 220 exemplaires.

A B C D E F G

M. André Bergeron à Matignon

Vers une réduction de la durée maximale du travail

M. André Bergeron, secrétaire général de la C.G.T.-F.O., a été reçu, lundi matin 26 novembre, par M. Barre. Il devait insister sur la prochaine réévaluation du SMIC — qui est à l'ordre du jour de la commission supérieure des conventions collectives, prévue le 27 novembre — et sur la réduction de la durée maximale hebdomadaire du travail.

Invité, dimanche soir 25 novembre, au « Club de la presse » d'Europe 1, M. Bergeron avait déjà laissé entendre que le gouvernement réduirait, de 48 heures à 46 heures, la durée maximale hebdomadaire du travail. Il a, au cours de cette émission, abordé de nombreux autres sujets dont les élections provinciales du 13 décembre, rappelant que l'élection traditionnelle de P.O. (la fonction publique) ne participait pas au scrutin et que l'essentiel pour lui était que les salariés aillent voter. C'est et les relations de sa confédération avec la C.F.D.T.

M. Barre a confirmé qu'un décret sera publié, avant la fin de l'année, sur cette réduction (de 48 heures à 46 heures), mais seulement dans certains secteurs, un projet de loi généralisant cette diminution devant être déposé en 1980. Aucune indication chiffrée n'a été donnée sur le SMIC, mais le premier ministre a indiqué que la relative aux traitements des fonctionnaires, seront décidées en conseil, mercredi 28 novembre. Un nouvel entretien entre M. Barre et Bergeron est programmé, la première quinzaine de décembre ; il portera sur les problèmes des cadres et de la fiscalité.

Indiquant que le comité confédéral national de F.O. examinera,

DEBRAYAGES ET MANIFESTATIONS LES 29 ET 30 NOVEMBRE

La semaine d'action interprofessionnelle que la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N. organisent du 26 au 30 novembre sur les thèmes de la réduction de la durée du travail, la réévaluation des bas salaires et les libertés syndicales sera envisagée par des débrayages et manifestations, les 29 et 30 novembre principalement.

Des débrayages de deux heures minimum ont été prévus dans les régions d'Aquitaine, le Centre (le 30 novembre), la Bretagne, le Nord (le 29 novembre), les comités régionaux sur des arrêts de une à deux heures en Picardie et en Auvergne. Dans la région parisienne, un rassemblement est prévu le 29 novembre, à 11 h. 30, au carrefour Richelieu-Drouot, à Paris, avec ensuite un défilé jusqu'à la place Saint-Augustin.

Ces initiatives ont été prises conjointement à la « semaine

d'action » organisée sur la réduction du travail par la Confédération européenne des syndicats (C.E.S.) dont fait partie la C.F.D.T. Aux P.T.T., les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. se sont réunies pour des grèves tournantes, du 26 novembre au 1^{er} décembre avec un « temps fort » le 29, notamment dans les secteurs de tri et des télécommunications.

La C.G.T.-F.O. qui, elle aussi, est membre de la C.E.S., a donné séparément des consignes de grève, appelant les salariés à une grève d'arrêt le 30 novembre ; les fédérations F.O. ont appelé à des débrayages d'une heure à la S.N.C.F. le 28 novembre, de vingt-quatre heures pour les fonctionnaires des finances le même jour, et d'une heure le 27, 28 et 30 novembre pour les gaziers et tous secteurs, jusqu'à une manifestation des hospitaliers le 29.

Enfin, le porte-parole de F.O. annonce : « Nous avons une position de force pour nous défendre ».

A 8 heures la porte de l'usine s'est ouverte et les cinq mille salariés se sont dirigés, chantant tous en chœur, vers le bâtiment directeur. La dislocation du cortège s'est faite à cet endroit, dénommé depuis mai 68 : « place de la Liberté ».

(1) La reprise du travail aurait été faite à 7 h. 30. La direction de l'établissement a accepté qu'elle ne se fasse qu'à 8 heures mais a annoncé qu'elle ne paierait pas les vingt-quatre minutes manquantes.

(2) La reprise du travail aurait été faite à 7 h. 30. La direction de l'établissement a accepté qu'elle ne se fasse qu'à 8 heures mais a annoncé qu'elle ne paierait pas les vingt-quatre minutes manquantes.

(3) La reprise du travail aurait été faite à 7 h. 30. La direction de l'établissement a accepté qu'elle ne se fasse qu'à 8 heures mais a annoncé qu'elle ne paierait pas les vingt-quatre minutes manquantes.

(4) La reprise du travail aurait été faite à 7 h. 30. La direction de l'établissement a accepté qu'elle ne se fasse qu'à 8 heures mais a annoncé qu'elle ne paierait pas les vingt-quatre minutes manquantes.

(5) La reprise du travail aurait été faite à 7 h. 30. La direction de l'établissement a accepté qu'elle ne se fasse qu'à 8 heures mais a annoncé qu'elle ne paierait pas les vingt-quatre minutes manquantes.

(6) La reprise du travail aurait été faite à 7 h. 30. La direction de l'établissement a accepté qu'elle ne se fasse qu'à 8 heures mais a annoncé qu'elle ne paierait pas les vingt-quatre minutes manquantes.

(7) La reprise du travail aurait été faite à 7 h. 30. La direction de l'établissement a accepté qu'elle ne se fasse qu'à 8 heures mais a annoncé qu'elle ne paierait pas les vingt-quatre minutes manquantes.

(8) La reprise du travail aurait été faite à 7 h. 30. La direction de l'établissement a accepté qu'elle ne se fasse qu'à 8 heures mais a annoncé qu'elle ne paierait pas les vingt-quatre minutes manquantes.

(9) La reprise du travail aurait été faite à 7 h. 30. La direction de l'établissement a accepté qu'elle ne se fasse qu'à 8 heures mais a annoncé qu'elle ne paierait pas les vingt-quatre minutes manquantes.

(10) La reprise du travail aurait été faite à 7 h. 30. La direction de l'établissement a accepté qu'elle ne se fasse qu'à 8 heures mais a annoncé qu'elle ne paierait pas les vingt-quatre minutes manquantes.

(11) La reprise du travail aurait été faite à 7 h. 30. La direction de l'établissement a accepté qu'elle ne se fasse qu'à 8 heures mais a annoncé qu'elle ne paierait pas les vingt-quatre minutes manquantes.

(12) La reprise du travail aurait été faite à 7 h. 30. La direction de l'établissement a accepté qu'elle ne se fasse qu'à 8 heures mais a annoncé qu'elle ne paierait pas les vingt-quatre minutes manquantes.

(13) La reprise du travail aurait été faite à 7 h. 30. La direction de l'établissement a accepté qu'elle ne se fasse qu'à 8 heures mais a annoncé qu'elle ne paierait pas les vingt-quatre minutes manquantes.

(14) La reprise du travail aurait été faite à 7 h. 30. La direction de l'établissement a accepté qu'elle ne se fasse qu'à 8 heures mais a annoncé qu'elle ne paierait pas les vingt-quatre minutes manquantes.

(15) La reprise du travail aurait été faite à 7 h. 30. La direction de l'établissement a accepté qu'elle ne se fasse qu'à 8 heures mais a annoncé qu'elle ne paierait pas les vingt-quatre minutes manquantes.

(16) La reprise du travail aurait été faite à 7 h. 30. La direction de l'établissement a accepté qu'elle ne se fasse qu'à 8 heures mais a annoncé qu'elle ne paierait pas les vingt-quatre minutes manquantes.

(17) La reprise du travail aurait été faite à 7 h. 30. La direction de l'établissement a accepté qu'elle ne se fasse qu'à 8 heures mais a annoncé qu'elle ne paierait pas les vingt-quatre minutes manquantes.

(18) La reprise du travail aurait été faite à 7 h. 30. La direction de l'établissement a accepté qu'elle ne se fasse qu'à 8 heures mais a annoncé qu'elle ne paierait pas les vingt-quatre minutes manquantes.

(19) La reprise du travail aurait été faite à 7 h. 30. La direction de l'établissement a accepté qu'elle ne se fasse qu'à 8 heures mais a annoncé qu'elle ne paierait pas les vingt-quatre minutes manquantes.

(20) La reprise du travail aurait été faite à 7 h. 30. La direction de l'établissement a accepté qu'elle ne se fasse qu'à 8 heures mais a annoncé qu'elle ne paierait pas les vingt-quatre minutes manquantes.

« IL M'EST IMPOSSIBLE DE VOTER LA RECONSTRUCTION DE LA LOI SUR L'AVORTEMENT »

déclare M. Jacques Chirac « en son nom personnel »

M. Jacques Chirac, président du R.P.R., rend public, ce lundi 26 novembre, une déclaration relative à l'avortement. Soulignant qu'il s'exprime à titre personnel et rappelle qu'il était premier ministre lors de l'adoption du texte, définition de l'avortement comme un « acte grave, un acte de mort », le maître de Paris déclare que « cinq ans d'application de la loi (...) permettent de constater une impressionnante dérive par rapport aux dispositions qui avaient été arrêtées ». En fait, ajoute M. Chirac, « l'avortement est de plus en plus largement utilisé à des fins de pression sociale ou de vengeance personnelle ».

« En fait, ajoute M. Chirac, « l'avortement est de plus en plus largement utilisé à des fins de pression sociale ou de vengeance personnelle ». En fait, ajoute M. Chirac, « l'avortement est de plus en plus largement utilisé à des fins de pression sociale ou de vengeance personnelle ».

« En fait, ajoute M. Chirac, « l'avortement est de plus en plus largement utilisé à des fins de pression sociale ou de vengeance personnelle ». En fait, ajoute M. Chirac, « l'avortement est de plus en plus largement utilisé à des fins de pression sociale ou de vengeance personnelle ».

« En fait, ajoute M. Chirac, « l'avortement est de plus en plus largement utilisé à des fins de pression sociale ou de vengeance personnelle ». En fait, ajoute M. Chirac, « l'avortement est de plus en plus largement utilisé à des fins de pression sociale ou de vengeance personnelle ».

« En fait, ajoute M. Chirac, « l'avortement est de plus en plus largement utilisé à des fins de pression sociale ou de vengeance personnelle ». En fait, ajoute M. Chirac, « l'avortement est de plus en plus largement utilisé à des fins de pression sociale ou de vengeance personnelle ».

« En fait, ajoute M. Chirac, « l'avortement est de plus en plus largement utilisé à des fins de pression sociale ou de vengeance personnelle ». En fait, ajoute M. Chirac, « l'avortement est de plus en plus largement utilisé à des fins de pression sociale ou de vengeance personnelle ».

« En fait, ajoute M. Chirac, « l'avortement est de plus en plus largement utilisé à des fins de pression sociale ou de vengeance personnelle ». En fait, ajoute M. Chirac, « l'avortement est de plus en plus largement utilisé à des fins de pression sociale ou de vengeance personnelle ».

« En fait, ajoute M. Chirac, « l'avortement est de plus en plus largement utilisé à des fins de pression sociale ou de vengeance personnelle ». En fait, ajoute M. Chirac, « l'avortement est de plus en plus largement utilisé à des fins de pression sociale ou de vengeance personnelle ».

« En fait, ajoute M. Chirac, « l'avortement est de plus en plus largement utilisé à des fins de pression sociale ou de vengeance personnelle ». En fait, ajoute M. Chirac, « l'avortement est de plus en plus largement utilisé à des fins de pression sociale ou de vengeance personnelle ».

« En fait, ajoute M. Chirac, « l'avortement est de plus en plus largement utilisé à des fins de pression sociale ou de vengeance personnelle ». En fait, ajoute M. Chirac, « l'avortement est de plus en plus largement utilisé à des fins de pression sociale ou de vengeance personnelle ».

« En fait, ajoute M. Chirac, « l'avortement est de plus en plus largement utilisé à des fins de pression sociale ou de vengeance personnelle ». En fait, ajoute M. Chirac, « l'avortement est de plus en plus largement utilisé à des fins de pression sociale ou de vengeance personnelle ».

L'éventualité d'une visite de M. Arafat à Paris

suscite une vive émotion dans la communauté juive de France

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (C.R.I.J.F.) vient de prendre position à l'égard d'une visite éventuelle de M. Yasser Arafat à Paris (Le Monde du 25-26 novembre).

Cette visite, qualifiée par le C.R.I.J.F. d'« offense à la communauté juive », continue de provoquer de vives réactions dans cette communauté. « C'est un sentiment d'accommodement et de colère qui a tant la communauté juive », écrit notamment l'éditorialiste de l'Agence télégraphique juive dans son Bulletin du 21 novembre. Répondant au ministre des affaires étrangères, qui avait déclaré : « Cette visite est un problème non pas de principe, puisque la France entretient des relations avec l'O.L.P., mais d'opportunité », cet éditorialiste écrit : « Beaucoup pensent, au contraire, que la présence éventuelle du leader de l'O.L.P. à Paris poserait une question de principe et non d'opportunité ».

D'autres organisations, le mouvement Renouveau juif, non membre du C.R.I.J.F. en coopération avec la LICRA et l'Alliance France-Israël, organisent au début de la semaine une manifestation publique de protestation.

D'autre part, dans le journal Information juive, que dirige M. Jacques Lazarus, l'éditorialiste, M. Emile Toubi, affirme notamment : « Cette blessure ne...

« Cette blessure ne... »

« Cette blessure ne... »

« Cette blessure ne... »

« Cette blessure ne... »

« Cette blessure ne... »

« Cette blessure ne... »

« Cette blessure ne... »

En plus de malaise en la France et l'Espagne

La Belgique et la surencherme flamande

Un entretien au...

La France doit...

Le traitement...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...

Le monde de...